TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9527

34 PAGES

— MARDI 9 SEPTEMBRE 1975

AUX ÉTATS-UNIS

Les mesures d'intégration scolaire provoquent de violentes manifestations dans le Kentucky

LIRE PAGE 4



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 16 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 19

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

…ULLETIN DU JOUR

Entente cordiale …ntre Paris et Bagdad

…'est avec un faste particulier … M. Saddam Hussein, … homme fort » de l'Irak, est … u par les dirigeants français. … puis vendredi, et jusqu'à mer… di, M. Chirac n'aura guère … itté un « ami » personnel, qu'il … publiquement assuré de son … ffection » et que le président … la République recevra mardi.

… l y a treize ans, les deux Etats … vaient plus de relations diplo… tiques, rompues après l'opéra… n de Suez en 1956. Les hommes … ffaires français ne s'aventu… ent qu'avec une extrême pru… nce dans un pays qui passait, … moins jusqu'au renversement … la monarchie en 1958, pour … e « chasse gardée » britannique, … is pour un pays arabe parti… lièrement militant, peu ouvert … toute influence occidentale. … jourd'hui, Paris et Bagdad se … nsidèrent mutuellement comme … partenaires indispensables, et … France, encore novice pourtant … ns la diplomatie des affaires, … st dépassée sur le marché … akien que par l'Allemagne … dérale.

A l'origine de cette évolution, … y a, bien entendu, le pétrole. … elui-ci fournit 98 % de ses … cettes extérieures à l'Irak, qui … t le deuxième fournisseur de … France, après l'Arabie Saou… ite. Mais l'or noir n'explique pas … ut. L'Irak est un des rares … ys arabes dont les ressources … les besoins s'équilibrent et le … l qui dispose à la fois de … ergie en abondance, de terres … millions d'hectares culti… les), d'eau (les grands fleuves … sopotamiens) et d'une popula… n de plus de dix millions … nes. C'est un pays qui a de … eux atouts : son développe… nt est une pure affaire de … e en valeur, de technique, … rganisation, c'est-à-dire de … itique.

… ace à ses concurrents alle… nd, soviétique et japonais, la … nce dispose d'un avantage … ticulier grâce à sa politique … angère. Malgré ses liens avec … R.S.S., qui a signé un traité … mitié et qui a équipé son … née, l'Irak est très jaloux de … indépendance et de son non… gnement. Conscient non seule… nt de détenir un potentiel … nomique convoité, mais aussi … cuper entre l'Est et l'Ouest … position-clé, il a misé et mise … la France comme sur l'allié … plus naturel que lui offre la politique d'aujourd'hui pour … apper à l'hégémonie des … erpuissances. D'une façon … ns voyante mais aussi réelle … celle de Pékin, la diplomatie … Bagdad souhaite que la France … raîne la Communauté euro… nne tout entière dans la voie … ne Europe authentiquement … opéenne. On pourrait dire, à … pos des rapports franco… kiens, que Paris cherche à … vertir ses atouts politiques en … ntages économiques et Bagdad … atouts économiques en avan… es politiques.

… usqu'à un avenir récent, ce … n'était pas sans danger. Les … rageux Irakiens s'étaient allé… tous leurs voisins. Mais les … ues d'être entraîné dans les … relles locales par un « flirt » … poussé avec Bagdad sont … r l'heure écartés. L'Irak a … idé, en mars, son contentieux … l'Iran (ce qui lui a permis … réduire la rébellion kurde), et … détente prévaut dans le golfe … bo-persique.

… nant à la position tradition… ement « dure » de Bagdad à … ard d'Israël, sa portée est limi… L'Irak n'est pas au contact … l'Etat juif, et si les rivalités … -irakiennes entraînent des … nchères « anti-sionistes », les … qui ont jusqu'à présent … damné à Bagdad le nouvel … rd sur le Sinaï ne sont pas … s du gouvernement. Dans la … ode actuelle en tout cas, les … geants irakiens semblent sur… absorbés par la mise en … re du plan de développement. … t la meilleure conjoncture que … ouvernement français pouvait … aiter pour recevoir M. Sad… Hussein.

DEUX THÈMES POUR LA RENTRÉE POLITIQUE

RELANCE : M. Mitterrand présentera un contre-projet privilégiant la consommation

Convoquée en session extraordinaire, l'Assemblée nationale ouvrira mardi 9 septembre à 16 heures et poursuivra mercredi le débat sur le projet de loi de finances rectificative pour 1975, traduction financière du programme de soutien de l'économie adopté par le gouvernement le 4 septembre.

Les groupes désigneront, mardi matin, leurs porte-parole dans ce débat, qui sera télévisé en direct, et M. Chirac a rappelé, dimanche, sur les ondes de France-Inter, qu'il aurait un caractère « strictement technique et économique ». *MM. Debré et Chalandon, tous deux U.D.R., M. Marchais et M. Mitterrand, qui a exprimé dimanche à Saint-Brieuc sa détermination de combattre* « sereinement mais sévèrement » *un plan qui* « ne répond pas à ce qui est nécessaire » *; le premier secrétaire du P.S. comptait développer devant l'Assemblée un contre-projet chiffré fondé sur la relance prioritaire de la consommation.*

Lundi matin, les banques avaient recueilli peu d'échos sur le comportement des entreprises et des particuliers après le lancement du plan gouvernemental. Apparemment, le public ne s'était pas précipité pour profiter des nouvelles conditions qui lui étaient offertes.

Jusqu'ici le plan présenté par M. Giscard d'Estaing à la télévision n'a guère eu d'effets immédiats. La fermeture des banques et des grands magasins pendant la totalité ou une partie du week-end n'a pas permis d'enregistrer les réactions de la clientèle, industrielle ou particulière. Dans les secteurs de l'automobile, de l'électro-ménager et de l'ameublement, les vendeurs ont aussitôt fait valoir l'argument de l'assouplissement du crédit à la consommation, mais les acheteurs éventuels semblent s'être bornés, jusqu'à présent, à se renseigner. Il en va de même pour les prêts personnels auprès des banques. Dans le bâtiment, un vent d'optimisme a soufflé, mais il ne s'est encore traduit par rien de de concret.

Le propos de M. Fourcade annonçant un effort fiscal supplémentaire pour 1976 peuvent d'ailleurs avoir « gelé » des intentions d'achat, les contribuables étant dès à présent avertis qu'ils auront davantage à payer l'an prochain. C'est peut-être cet effet qu'a voulu atténuer dimanche M. Chirac lorsqu'il a déclaré à France-Inter qu'il était « *prématuré de parler de cela ; le budget n'est pas encore déposé*, a ajouté M. Chirac ; *ceci fera l'objet d'une discussion au Parlement le moment venu* ».

(Lire la suite page 30.)

CORSE : M. Giscard d'Estaing va écrire à M. Chirac pour lui donner des instructions

M. Valéry Giscard d'Estaing va adresser, dans les prochains jours, une lettre au premier ministre, contenant des instructions pour la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures concernant la Corse.

Bien que la session extraordinaire du Parlement, qui s'ouvre mardi, doive être uniquement consacrée, — selon son ordre du jour — à l'approbation d'une loi de finances rectificative, il ne fait guère de doute que les élus et notamment ceux de l'opposition, saisissent cette occasion pour évoquer ainsi publiquement les événements du mois d'août en Corse et exposer leurs solutions.

Les deux conseils généraux des nouveaux départements corses sont convoqués pour le 15 septembre. Leurs membres devront notamment désigner leurs présidents et leurs bureaux, dans des scrutins dont le caractère politique sera essentiellement dominé par les problèmes relatifs au statut de l'île. Des instructions ont été adressées par le gouvernement à la Délégation à l'aménagement du territoire, pour qu'elle engage rapidement les quelque 30 millions de crédits accordés en juillet dernier pour certaines opérations prioritaires d'aménagement de la Corse. Dans le cadre des instructions générales relatives au programme de développement économique, M. Giscard d'Estaing doit demander au gouvernement de veiller précisément à l'application urgente des mesures décidées, et notamment à la répartition régionale des crédits nouveaux. Dans ce même but, M. Chirac réunira, le samedi 13 septembre, à l'hôtel Matignon, les préfets de région. M. Riolacci, préfet de la région corse, y participera à ce titre.

Des sondages

M. Jacques Chirac, prenant la parole, dimanche 7 septembre, aux Baux-de-Provence, a réaffirmé le caractère « unitaire » de l'organisation du pays, s'est de nouveau opposé à toutes les tendances qui le contesteraient mais a souligné la possibilité d'une décentralisation administrative accrue. M. François Mitterrand, en revanche, s'est prononcé pour des assemblées régionales élues au suffrage universel direct et désignant elles-mêmes leur exécutif.

Plusieurs hebdomadaires ont procédé à des sondages d'opinion sur le problème corse.

Le Nouvel Observateur publie un sondage de la SOFRES effectué en Corse d'où il ressort que 55 % des personnes interrogées sont favorables au maintien du statut actuel de la Corse, alors que 38 % sont partisans d'un statut d'autonomie et 3 % favorables à l'indépendance totale. Selon un sondage de l'IFOP, également effectué en Corse et publié par *Paris-Match*, 61 % des personnes interrogées souhaitent le *statu quo*, 31 % sont favorables à une certaine autonomie et 2 % se prononcent pour l'indépendance.

Enfin, un sondage de la SOFRES, publié par *l'Express*, sur « les Français et le pouvoir régional » montre que 85 % des personnes sont favorables à l'octroi de pouvoirs accrus aux régions en matière économique et culturelle. 67 % estiment que cela ne porterait pas atteinte à l'unité nationale. Selon ce même sondage, 53 % des personnes interrogées pensent que la crise qui a éclaté en Corse est « la manifestation extrême d'une crise qui couve dans d'autres régions françaises », alors que 34 % sont d'un avis contraire.

(Lire nos informations page 7.)

Les conditions du dialogue

par ROBERT FABRE (*)

Evoquant les relations qu'il souhaite voir s'instaurer entre gouvernement et opposition, le président de la République a parlé de concertation. Le mot semble impropre compte tenu de la situation politique spécifique à la France, où deux blocs s'affrontent, presque à égalité de poids électoral, chacun proposant un type de société très différent de l'autre. A défaut de concertation (qui sous-entend élaboration en commun plutôt que simple échange de vues), peut-on du moins espérer ouvrir un dialogue d'un autre type que les critiques acerbes échangées à la tribune du Parlement ou sur les ondes ?

On a mis en avant, côté gouvernement, l'exemple britannique. Peut-il y avoir un élément de comparaison ? L'Angleterre soumise à la bipolitisation est coutumière de l'alternance entre parti travailliste et parti conservateur. Le passage d'une majorité à une autre entraîne, certes, des orientations économiques différentes, mais pas un véritable changement des structures de la société. On transite d'un système capitaliste libéral à un système capitaliste plus dirigiste ou vice versa. Les rapports entre les deux blocs politiques sont donc moins tendus, sauf en période électorale. Une tradition bien ancrée assure à l'opposition et à ses chefs la même considération qu'aux représentants de la majorité. Le « shadow cabinet » anglais n'attire pas les railleries qui n'ont pas été ménagées en France au « contre-gouvernement » expérimenté par François Mitterrand en 1966. Son « leader » a un rang officiel élevé dans toute cérémonie, et la reine comme le premier ministre l'appellent fréquemment en consultation.

(Lire la suite page 6.)

(*) Président du Mouvement des radicaux de gauche.

Un spectacle de fin du monde

Le séisme de Turquie aurait fait plus de deux mille morts

De notre correspondant

Ankara. — *Le bilan provisoire du violent séisme du samedi 6 septembre est déjà très lourd. Dimanche soir, on avait dénombré mille sept cents morts et des milliers de blessés. Les travaux de déblaiement continuent, et il est probable que le nombre des victimes sera supérieur. Il pourrait atteindre ou même dépasser deux mille.*

La région la plus touchée est la province de Diyarbakir, en particulier la sous-préfecture de Lice, toute proche apparemment de l'épicentre du séisme. Sur les dix mille habitants de la ville, qui est pratiquement détruite, plus de cinq cents ont été tués et le nombre des blessés est très élevé. En outre, on aurait déjà dénombré plus de mille morts dans les villages environnants et il y aurait aussi des dégâts dans les districts voisins d'Elâzig, de Mardin et de Bingöl.

Lice : c'est la désolation absolue. Avec la chaleur (33 °C à l'ombre), il y flotte déjà l'odeur des cadavres ensevelis sous les décombres. Les rescapés, proches parents ou amis, s'efforcent avec leurs mains de déblayer, tandis que les excavatrices creusent prudemment et que les soldats piochent lentement. On désinfecte l'eau et les corps que l'on retire des débris. Les secours arrivent. On apporte médicaments, couvertures et vivres. Mais personne ne semble s'y intéresser outre mesure.

ARTUN UNSAL.

(Lire la suite page 29.)

AU JOUR LE JOUR

Civils en uniforme

Les militaires portugais ont pu penser que la politique était une chose trop sérieuse pour être confiée aux civils. Et voilà que sous chaque treillis se révèle une pensée, que sous chaque béret veille une idée, qu'au bout de chaque fusil fleurit une rhétorique.

Cette étrange démocratie léopard a manifesté, en quelques mois, bien des traits d'une IVe République en pataugas. Mais par rapport à ce que l'on était accoutumé d'attendre d'un putsch, on peut dire qu'il y a eu une bonne surprise : des soldats qui ne règlent pas la politique au garde-à-vous, c'est toujours étonnant.

Il reste maintenant aux partis politiques, qu'on rappellera sûrement bientôt au gouvernement, à prouver qu'ils sont capables de faire autre chose que les militaires.

BERNARD CHAPUIS.

L'Oncle Sam retourne sa veste

I. — En voie de « civilisation »...

par JACQUELINE GRAPIN

A l'approche du vingt et unième siècle, l'oncle Sam est en train de retourner sa veste. Son Amérique se « civilise », dans le sens où, en cherchant la voie d'une certaine démilitarisation, elle devient à la fois plus civile et plus sociale. Les déboires subis au Vietnam n'y sont évidemment pas étrangers. Quelque 150 milliards de dollars y ont été dépensés, soit l'équivalent de la production annuelle totale du Canada, 3 700 avions à réaction ont été détruits, 5 000 hélicoptères perdus, près de 8 millions de tonnes de bombes déversées. Il y a dix ans, au début de l'intervention en Indochine, la valeur des titres ne cessait de monter en Bourse, le rendement réel des capitaux ne descendait pas au-dessous de 6 %, le chômage était modéré, les prix n'augmentaient que de 1,5 % par an, et les salaires progressaient au rythme de 4 %. Le dollar valait de l'or.

A l'heure actuelle, les mythes du « système militaro-industriel » survivent de plus en plus difficilement. Dans son dernier livre, *The permanent war economy* (1), M. Seymour Melman sonne encore une fois la charge. Les dépenses militaires contribuent moins à la prospérité que les dépenses civiles. Les Etats-Unis, écrit-il, ne peuvent pas produire indéfiniment à la fois du beurre et des canons. L'augmentation du produit national brut n'implique pas forcément que la nation s'enrichit. Les fournisseurs de l'armée ne sont pas des entreprises qui fonctionnent comme les autres. La recherche et le développement militaires contribuent peu à améliorer la technologie civile et à encourager l'expansion nationale. L'économie de guerre n'est pas indispensable pour résoudre les problèmes de la stagnation économique. Et, politiquement, il y a d'autres substituts possibles au système militaro-industriel...

Quoi qu'on pense des démonstrations de M. Melman, le fait est que, à une décennie de distance, il prêche moins dans le désert que lorsqu'il écrivit son *Pentagon Capitalism*. Il suffit de lire la brochure, tout ce qu'il y a de plus officielle, de présentation du budget des Etats-Unis pour s'en convaincre. « *L'année 1976 doit marquer le bicentenaire des Etats-Unis. Il s'agit, par conséquent, du budget d'ouverture du troisième siècle de la nation (...), les programmes de défense sont nettement réduits depuis 1969 en termes réels : de plus de 40 % en personnel et en matériel. Les crédits de défense ne cessent de diminuer par rapport à notre produit national brut, tombant de 8,9 % en 1969 à 5,9 % pour 1976. Simultanément, les dépenses civiles ne cessent d'augmenter. Elles sont passées de 11,6 % de notre produit national brut en 1969 à quelque 16 % aujourd'hui...* »

(Lire la suite page 32.)

LE FESTIVAL DE DEAUVILLE

A la recherche du cinéma américain

Le premier Festival du cinéma américain (2 au 7 septembre a été, pour Deauville, une réussite. Il n'a manqué ni le soleil, ni les garden-parties, ni les cocktails, ni les vernissages, ni les soirées, ni les bals en smoking et robes longues, pour ajouter, en cette arrière-saison, au prestige de la station balnéaire, dont M. Michel d'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche, est le maire. Sans doute n'a-t-on pas rencontré à Deauville les vedettes et les réalisateurs d'Hollywood espérés, mais le cinéma français était largement représenté.

Promotion pour Deauville, donc ; et, de ce point de vue, les organisateurs du Festival ont tout lieu d'être satisfaits. Rendez-vous peut être pris pour l'année prochaine.

Mondanités mises à part, le premier Festival de Deauville du cinéma américain a eu un aspect décontracté, tenant sans doute au fait qu'il n'était pas compétitif. Mais, comme tous les festivals de cinéma, celui-ci proposait — dans cinq salles — trop de films qui passaient à peu près aux mêmes heures. On se plaindra donc de ne pas en avoir vu assez. Et le choix — inévitable — tenait moins à la sélection proposée qu'à la présentation d'un grand nombre de ces films en version originale non sous-titrée. Faut-il admettre que les amateurs de cinéma américain devraient obligatoirement parler et comprendre l'anglais ? Un Festival de cinéma ne peut-il se débarrasser, une bonne fois, de ce caractère élitaire ?

JACQUES SICLIER.

(Lire la suite page 21.)

EUROPE

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU PORTUGAL

APRÈS L'ÉVICTION DU GÉNÉRAL VASCO GONÇALVÈS

La formation d'un nouveau gouvernement se heurterait encore à certaines difficultés

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — L'horizon s'éclaircit. Le Portugal a vécu une semaine fiévreuse, nanti de deux chefs suprêmes des armées — l'un en titre, l'autre dans l'antichambre — de deux premiers ministres — l'un chargé d'expédier les affaires courantes, l'autre de penser aux lendemains — et, presque, de deux gouvernements — le premier, moribond, atteint d'une fringale de décrets-lois, le second en formation. L'improvisation ne pouvait plus durer.

Le général Gonçalves, vaincu, a renoncé aux fonctions qui lui étaient « offertes ». Son gouvernement, solidaire et soucieux de « dignité », a présenté sa démission au président de la République qui l'a acceptée, après avoir encouragé, trois jours plus tôt, les ministres en exercice à poursuivre leur tâche, jusqu'à la formation d'une nouvelle équipe. Apparemment, la voie est ouverte. Pourtant, on ose trop y croire et certains, rendus prudents, par deux mois d'une crise en dents de scie, ou conscients des ombres qui demeurent, continuent de bouder. Le compromis de Tancos n'a peut-être permis qu'un ajournement des problèmes.

Pour le général Gonçalves, c'est l'heure des politesses et des remerciements hypocrites. *Jornal Novo*, qui n'a rien épargné au général vaincu, rend maintenant hommage à son *« profil tragique de Don Quichotte politique »*, au *« socialiste perdu dans le songe et l'excès, stratégiquement en avance, tactiquement sacrifié »*. Sa défaite est-elle donc si totale et la crise est-elle dénouée ? Le départ du général, la démission de son gouvernement, sont, à n'en pas douter, un recul important qui profite déjà à tous ses adversaires.

Certains, toutefois, ne semblent pas pouvoir s'en contenter. *A Luta*, le nouveau journal de M. Raul Rego — ancien directeur de *Republica* — considère que l'« assemblée-bluff » de vendredi a seulement gommé le plus voyant pour préserver l'essentiel : un fort contingent de « gonçalvistes » dans le Conseil de la révolution. Or, estime le quotidien le plus proche du parti socialiste, *« sans le triomphe clair d'une ligne et d'une option politique qui rassemblent la majorité des forces armées, on ne pourra dépasser la situation actuelle, et les alliances forcées n'aideront à rien »*.

Triomphe ou modestie ? Cela dépend surtout de l'attitude qu'adopteront les « neuf ». Ils peuvent, sûrs d'eux et rigides dans leurs principes, refuser les décisions d'une assemblée qui, amputée de la moitié de ses membres, était moins représentative que jamais.

Mais réclamer avant toute solution la mise en place d'un *« parlement légitime du M.F.A. »* reviendrait à prolonger la crise de plusieurs semaines, le temps que les « modérés » jugent nécessaire pour *« remodeler démocratiquement l'assemblée »*. Ils peuvent, au contraire, choisir un jeu tactique au sein du nouveau Conseil de la révolution, qui doit se « restructurer » lui-même : ils auraient ainsi la possibilité de faire entrer le major Melo Antunes et le commandant Vitor Alves, actuellement en « liste d'attente ».

Sortis renforcés de Tancos, les « neuf » n'ont pas encore dévoilé leurs desseins, mais déjà l'un d'eux, le général Manuel Charais, a pris position. Il assure, en effet, que *« les membres du Conseil de la révolution sont les hommes de première ligne du 25 avril et des crises qui ont suivi »*. On ne saurait plus clairement accepter les conclusions de Tancos qui, selon le général Charais, *« ne constituent en rien un virage à droite »*.

Les officiers, qui ont partagé le combat acharné de l'ancien premier ministre, paraissent pour l'instant désemparés. Ils se savent isolés et manifestent volontiers leur aigreur à l'égard de ceux — principalement les communistes — qui les ont lâchés pour se précipiter dans une *« politique conciliatrice »*. Pessimiste, un « ancien » de la 5ᵉ division nous confiait hier : *« On veut casser le M.F.A. mais, par-dessus tout, on cherche à refaire de l'armée l'outil docile de répression qu'elle fut sous le fascisme. »*

L'opposition militaire fermente davantage parmi les officiers « radicaux », partisans de l'alternative révolutionnaire exprimée par le document du Copcon. *« Le M.F.A. est mort*, constate sans regret apparent le capitaine Matos Gomes. *Maintenant, les choses sont claires : on est pour ou contre la révolution socialiste. Ceux qui, sous l'uniforme, ont fait un choix révolutionnaire, doivent s'organiser démocratiquement et combattre l'ennemi principal, le néo-capitalisme, dont l'expression actuelle, la social-démocratie, n'est en fait qu'une transition au fascisme. »* La combativité évidente de cette aile minoritaire — mais déjà importante dans certaines unités opérationnelles de la région de Lisbonne — sera sans doute un obstacle réel pour tous ceux, militaires et civils, qui préconisent « la pause ».

A Porto, ce radicalisme a, selon *O Seculo*, donné naissance à un front d'appelés et d'officiers qui, sous le nom de « Soldats unis vaincront » (SUV) a décidé d'organiser, mercredi, une manifestation de rue. La « remise au pas » d'une armée politisée et profondément divisée ne sera donc pas une tâche facile. C'est pourtant ce que semblent exiger, sans la moindre nuance parfois, les partis qui entendent profiter de l'issue prochaine de la crise. Vendredi, à Porto, un responsable local du P.P.D. n'a pas mâché ses mots : *« Il faut*, a-t-il déclaré, *dissoudre le M.F.A., en finir avec le Conseil de la révolution, abattre le directoire et ranger le pouvoir militaire dans la stricte dépendance d'un pouvoir civil représentatif et démocratique. »*

Un programme commun

Ces exigences dépassent sans doute celles que la direction du P.P.D. a réitérées samedi au président de la République et au premier ministre désigné. Le général Costa Gomez et l'amiral Pinheiro de Azevedo ont en effet reçu, par « ordre de mérite électoral », les partis qui pourraient être appelés à jouer un rôle demain. Les socialistes laissent entendre que le futur premier ministre a déjà accepté la plupart de leurs conditions. Ils estiment désormais probable la mise en place d'une coalition dont la force essentielle reposerait sur un programme commun de gouvernement. Ce programme, disent les socialistes, *« répond aux grandes lignes de notre projet »*. Pour eux, il ne semble pas y avoir d'obstacle essentiel à la constitution du sixième gouvernement provisoire, à moins que les militaires « modérés » ne s'opposent aux décisions de l'assemblée de Tancos, ce qui signifierait que la situation militaire n'est pas encore totalement clarifiée.

L'optimisme des socialistes n'est pas partagé par certains, selon lesquels des difficultés importantes resteraient à surmonter. L'amiral Pinheiro ne serait pas enclin à céder aux exigences contradictoires qui lui sont présentées par les divers partis qu'il veut voir figurer dans son gouvernement.

Les communistes auraient-ils, eux aussi, posé leurs conditions ? Ils semblent surtout soucieux de ne pas avoir d'accord formel à signer avec les centristes du P.P.D. Pour le reste, ils ont vraisemblablement fait d'importantes concessions. Conscients de leur isolement, les amis de M. Alvaro Cunhal admettent aujourd'hui qu'il faut surtout *« sauver l'essentiel »*.

DOMINIQUE POUCHIN.



(Dessin de KONK.)

Pro-communiste totalitaire s'accrochant au pouvoir.

A Timor

LE FRETILIN ACCEPTE DE NÉGOCIER AVEC LES PORTUGAIS

M. Ramos Horta, secrétaire général du bureau politique du FRETILIN (Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor), a déclaré lundi 8 septembre à Canberra que son mouvement désire négocier un cessez-le-feu avec les Portugais et estime que les autorités de Lisbonne pourraient continuer pendant trois ou cinq ans à administrer la moitié orientale de l'île. Ces propositions ont été transmises à M. Almeida Santos, envoyé spécial du gouvernement portugais, qui a regagné l'île d'Atauto, située au large de Timor.

Les dirigeants du FRETILIN, qui se déclarent prêts à libérer les soldats portugais qu'ils ont faits prisonniers, affirment que leurs troupes contrôlent désormais la quasi-totalité du territoire, et notamment les villes de Dili, Baucau, Manatuto et Lautem ; à Viqueque, les forces de l'U.D.T. (Union démocratique de Timor) seraient encerclées. Le FRETILIN déclare cependant que des représentants de l'U.D.T. et de l'APODETI (mouvement favorable au rattachement du pays à l'Indonésie) devraient être présents aux conversations de paix.

La menace d'une intervention armée indonésienne paraît avoir amené le FRETILIN à négocier avec les Portugais et à reconnaître leur autorité sur l'île.

A Paris et dans le Sud-Ouest

MANIFESTATIONS EN FAVEUR DE GARMENDIA ET D'OTAEGUI

Près de six cents travailleurs immigrés espagnols ont manifesté le 6 septembre, à Paris, pour protester contre la condamnation à mort des deux militants basques, José Antonio Garmendia et Angel Otaegui, par le tribunal militaire de Burgos. Partis de la place de la Trinité, les manifestants se sont dirigés vers le boulevard Rochechouart, où le cortège s'est dispersé sans incident. Deux personnes ont été interpellées peu après par la police, l'une portait un cocktail Molotov, l'autre une matraque.

Près de Guéthary (Pyrénées-Atlantique), trois cents manifestants environ ont, dans la soirée du 7 septembre, bloqué pendant une heure la circulation sur la route nationale 10 pour protester contre le verdict de Burgos. Auparavant, à Agen (Lot-et-Garonne), dans la nuit du 6 au 7 septembre, des inconnus avaient mis le feu à un tas de pneumatiques et à une botte de paille contre la façade du vice-consulat d'Espagne. Les dégâts sont peu importants. Un communiqué anonyme diffusé quelques heures après déclarait : « Pas de pitié pour ceux qui assassinent les travailleurs de l'autre côté des Pyrénées. »

D'autre part, dans un communiqué publié le 6 septembre, les fédérations de Paris du parti socialiste français, du parti socialiste ouvrier espagnol et l'Union générale des travailleurs d'Espagne appellent à une manifestation à Paris en faveur de Garmendia et Otaegui, mardi 9 septembre, à 18 h. 30, de la place de l'Opéra à la gare de l'Est. Le collectif Eva Forest, le P.S.U., Révolution et Lutte ouvrière avaient déjà appelé à cette manifestation, initialement prévue au rond-point des Champs-Elysées.

UN COUP DE FORCE DES AMIS DU GÉNÉRAL GONÇALVES CONDUIRAIT A UNE DICTATURE DE DROITE

affirme le général Charais

Lisbonne *(A.F.P.)*. — Dans une interview publiée dimanche 7 septembre, par l'hebdomadaire de Lisbonne *Domenico*, le général Franco Charai, commandant de la région militaire du centre, analyse la situation créée par le départ du général Gonçalves.

Le général Charais, qui est membre du Conseil de la révolution et signataire du document Melo Antunes, estime que les amis de l'ancien premier ministre vont passer à l'opposition.

« Si cette opposition, dit-il, *maintient ses objectifs de construction d'une société socialiste et de garantie d'indépendance nationale, elle sera saine et constructive. Mais*, poursuit le commandant de la zone militaire du centre, *si ces éléments tentaient un coup de force, ce serait un suicide qui conduirait à brève échéance à une dictature de droite. Nous passerions par une guerre civile où les forces de la droite auraient l'avantage sur les forces de la gauche. »*

Le général Charais affirme encore que les décisions prises au cours de l'assemblée restreinte du M.F.A., vendredi dernier, à Tancos, au cours de laquelle le général Gonçalves a été éliminé, ne constituent pas un « virage » à droite. *« La solution trouvée et les hommes qui sont aujourd'hui au Conseil de la révolution*, ajoute-t-il, *sont la garantie que nous cherchons à atteindre les objectifs du M.F.A. : indépendance nationale et construction d'une société socialiste. »*

Le commandant de la zone militaire du centre reconnaît, néanmoins, que l'on assiste aujourd'hui à *« un divorce progressif entre le peuple et le M.F.A. »*, mettant en danger les acquis de la révolution. A propos des permanences du parti communiste qui ont été incendiées, il déclare : *« Je ne dis pas que de nombreux réactionnaires n'ont pas participé (à ces manifestations), mais dire que tous étaient réactionnaires, c'est une grande injustice. »*

Le nouveau Conseil de la révolution

Le nouveau Conseil de la révolution, formé à l'issue de l'assemblée du M.F.A. réunie à Tancos, vendredi 5 septembre, est composé de la manière suivante :

Pour l'armée de terre : le président Francisco Costa Gomes, le général Carlos Fabiao, chef d'état-major de cette arme ; le général Otelo Saraiva de Carvalho, commandant du Copcon ; le général Pinto Soares, le général Charais, commandant de la région militaire du centre ; le général Pedro Pezarat Correia, commandant de la région militaire du Sud ; le capitaine Vasco Lourenço, le capitaine Sousa e Castro, le capitaine Marques Junior.

Pour la marine : le vice-amiral Pinheiro de Azevedo, chef d'état-major de cette arme et premier ministre désigné ; le vice-amiral Rosa Coutinho, le capitaine Ramiro Correia, chef de la 5ᵉ division ; le capitaine de frégate Martins Guerreiro, le capitaine Almeida Contreiras, le lieutenant Judas.

Pour les forces aériennes : le général Morais da Silva, chef d'état-major de cette arme ; le général Pinho Freire, le commandant Canto e Castro, le commandant Costa Neves, le commandant Pereira Pinto et le capitaine Graha e Cunha.

Le nouveau Conseil se différencie de l'ancien par le départ du général Vasco Gonçalves, du général Eurico Corvacho, commandant la région Nord, et du capitaine Ferreira de Macedo, ces deux derniers officiers étant considérés comme proches du général Gonçalves.

Mais on note que d'autres officiers qui partageaient les vues de l'ex-premier ministre restent au Conseil, en particulier l'amiral Rosa Coutinho, le commandant Ramiro Correira, le lieutenant Judas. D'autre part, l'élimination de certains membres du Conseil proches du général Gonçalves est compensée par le départ du commandant Victor Crespo, ancien haut commissaire au Mozambique et lié au groupe du major Melo Antunes. Ce dernier, ex-ministre des affaires étrangères, n'a pas davantage retrouvé sa place au sein du Conseil. Son cas, ainsi que celui de son ami, le commandant Vitor Alves, doit être examiné prochainement par le nouveau Conseil.

● *Manifestation contre l'ex-général Spinola.* — A l'appel du parti communiste et du Mouvement des jeunesses communistes, plusieurs centaines de personnes ont manifesté samedi 6 septembre à Paris contre la présence en France de l'ex-général Spinola. Après s'être rassemblés aux abords de l'hôtel Sheraton où est descendu l'ancien chef d'Etat portugais, les manifestants, parmi lesquels se trouvaient notamment M. Lucien Villa, député communiste de Paris, et plusieurs conseillers municipaux communistes, se sont dirigés vers le boulevard du Montparnasse en scandant des slogans tels que *« Spinola à la porte ! »* et *« Spinola fasciste, Giscard complice ! »*.

LA « PRAVDA » : il y a des liens étroits entre le néo-colonialisme en Angola et les réactionnaires à Lisbonne.

Moscou *(A.F.P.)*. — Dans un article publié dimanche 7 septembre, la *Pravda* écrit : *« Tout l'appareil de la propagande impérialiste a été mobilisé pour présenter sous un faux jour le sens de la lutte politique à Lisbonne, et pour déformer avant tout le rôle des communistes, qui défendent les conquêtes de la révolution portugaise. Certains journaux de la presse occidentale lancent à des unités de l'armée portugaise des appels, qui sont des incitations directes à se dresser contre le gouvernement de Lisbonne. »*

Le quotidien du P.C. soviétique estime qu'il existe aussi *« des liens étroits entre les néo-colonialistes qui opèrent en Angola, à Timor et à Madère et les milieux réactionnaires qui cherchent à abattre la révolution portugaise à Lisbonne même...*

» Les ennemis de la liberté ont conçu en Angola un plan destiné à briser l'unité du pays et à assurer aux monopoles étrangers le contrôle des ressources-clés de ce pays riche en pétrole, minerai de fer, or, diamants, et appelé l'Eldorado de l'Afrique ».

— Libres opinions —

LISBONNE ET LE P.S.

par PHILIPPE MALAUD (*)

LE peuple portugais est en état d'insurrection contre la tentativ[e] d'instauration d'une dictature communiste s'appuyant sur [la] fraction la plus engagée du M.F.A. Le peuple portugais a u[ne] certaine expérience du fascisme, et ne veut en aucun cas du fascism[e] rouge. Cela se traduit par quelques incendies de permanences, q[ue] le parti communiste français approuverait hautement s'il s'agiss[ait] de ceux de la Phalange ou du M.S.I., comme il l'a fait il y a quelqu[es] mois pour ceux de la PIDE. Mais, comme ce sont les communist[es] qui font les frais de la fureur populaire, ce n'est plus du jeu : il fa[ut] tout de suite arrêter le massacre. Et il y a sûrement erreur, ce n[e] peut plus être le peuple ; ce ne peut être qu'un coup de la réactio[n] de l'impérialisme, de l'obscurantisme, des monopoles, etc.

Et pourtant, ce peuple, dont les communistes ont l'art d'invoqu[er] si souvent la volonté pour justifier les décisions ou les orientatio[ns] les plus antidémocratiques, vient de leur infliger une série [de] camouflets : d'abord en manifestant clairement, aux élections, [sa] confiance aux partis politiques, socialistes, modérés, catholique[s], puis en descendant dans la rue pour défendre son vote contre [la] stratégie totalitaire annoncée par Alvaro Cunhal de façon assez clair[e] : *« Les élections, je n'en ai rien à faire. » ... « Je vous promets qu'[au] Portugal il n'y aura pas de Parlement. »... « Nous ne voulons pas d'u[ne] démocratie comme la vôtre, même pas d'un socialisme comme [la] vôtre... Pas d'un Portugal social-démocrate. »... « Nous approuvo[ns] l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, les chars d'assaut [à] Prague. »*

Là-dessus, nos intellectuels, spécialistes de la démobilisation [à] l'égard du totalitarisme marxiste, feignent la perplexité et s'interrog[ent] gravement sur le caractère spécifique de l'expérience portugaise, [la] formation politique insuffisante d'un peuple soumis à cinquante [ans] de dictature, etc.

En réalité, nous assistons à la réédition au Portugal d'un process[us] tout à fait classique, de la tentative de prise du pouvoir par la for[ce] par un parti communiste écrasé aux élections : comme les bolchevi[ks] après le triomphe de leurs adversaires socialistes révolutionnaires [et] mencheviks à l'Assemblée constituante ; comme les partis communist[es] d'Europe orientale, confinés entre 10 et 20 % des suffrages après q[ue] les élections de 1945-1946 eurent donné ici 60 % des voix au [...] parti des petits propriétaires, là 70 % aux catholiques, ailleurs u[ne] majorité absolue aux petits paysans, aux libéraux, aux nationaux.

On se demande, dans ces conditions, ce que socialistes [et] radicaux peuvent bien avoir à faire dans des réunions de partis [de] gauche convoquées par le parti communiste et comment ils peuve[nt], même avec des réserves et en se tortillant beaucoup, contresign[er] des déclarations consacrées à la « lutte contre la réaction [au] Portugal ». Cela rappelle fâcheusement les palinodies qui ont entou[ré] à gauche l'expression de quelques réserves discrètes sur l'écraseme[nt] par les chars du « printemps de Prague ». Si un jour le problè[me] devait se poser en France, après des élections où le parti communi[ste] aurait été défait et le Front populaire au pouvoir mis en dérou[te], et que, face à une tentative d'insurrection totalitaire, appuyée sur [des] syndicats marxistes, des forces publiques noyautées et des milic[es] armées, la seule réponse du parti socialiste et des otages « bourgeoi[s] » du programme commun était de se réunir pour « aviser aux moy[ens] de lutter contre la réaction » et de « dénoncer la montée du fascisme », nous serions bien lotis.

M. Mitterrand ferait bien de relire l'Histoire s'il ne veut p[as] terminer dans ses « poubelles », et comparer l'attitude courageuse [de] Mario Soares à celle du collaborateur Fierlinger. Et de se souve[nir] que la S.F.I.O. a été un des remparts de la démocratie avant d'ê[tre] envahie et noyautée par ces gauchistes qui, à l'instar de Krivi[ne], volent en toutes circonstances au secours des communistes, montr[ant] ainsi ce qu'ils sont réellement, des alliés objectifs du P.C., voués [au] rôle de détonateur, des trublions fort utiles pour faire valoir l'aptitu[de] du parti à maintenir l'ordre contre eux, en même temps qu'à organ[iser] le mouvement au pas cadencé.

(*) Ancien ministre de l'information, ancien député républica[in] indépendant.

SELON « EXPRESSO »

Un ancien ministre de M. Caetano dirigerait le Mouvement de libération de l'ex-général Spinola

De notre correspondant

Lisbonne. — La présence de l'ex-général Spinola à Paris ne semble pas traumatiser les Portugais. On suit attentivement, à Lisbonne, les faits et gestes de l'ex-général, mais on ne croit guère à son retour prochain. Ceux qui osent encore se déclarer ouvertement hostiles à la révolution lui reprochent, sur un ton méprisant, sa fuite précipitée du 11 mars dernier. Quant aux modérés, ils se gardent bien de jouer un « mauvais cheval » au moment où, pensent-ils, la crise commence à tourner à leur avantage. Pour tous les autres, l'ancien président de la République n'est plus — au moins provisoirement — qu'un général sans troupes.

Pourtant, chacun reste attentif aux premiers signes d'une *« subversion spinoliste »*. Samedi, *Expresso*, hebdomadaire que dirige M. Pinto Balsemao, l'un des leaders du P.P.D., donnait une longue série d'indications sur l'existence et l'action du Mouvement démocratique de libération du Portugal, fondé par le général déchu.

« La droite contre-révolutionnaire s'organise à l'étranger », affirme *Expresso*, selon lequel le M.D.L.P., présidé par l'ex-général Spinola, aurait à sa tête un directoire dirigé par une personnalité civile, ancien ministre de M. Marcelo Caetano, M. Cota Dias. Ce directoire aurait pour fonction de coordonner les organisations militaires et civiles du mouvement qui réunirait diverses fractions opposées à l'actuel gouvernement, depuis les officiers spinolistes jusqu'à une droite moins radicale.

Parmi les civils figureraient notamment MM. Dias de Lima, ancien chef de cabinet du général Spinola, résidant à Londres ; Santos E Castro, frère d'un ancien gouverneur d'Angola, et A. Galnao qui dirigerait les commandos de l'E.L.P. (Armée de libération du Portugal).

Des tracts, distribués mass[ive]ment dans le nord et le ce[ntre] du pays, annoncent, d'autre p[art], la formation des brigades a[nti]totalitaires (B.A.T.), dont les [ob]jectifs, selon *Expresso*, sera[ient] d'amorcer un travail de « s[ub]version psychologique ».

L'hebdomadaire mentionne [en]core les invitations faites à c[er]tains rapatriés d'Angola de [re]joindre au M.D.L.P. contre [un] salaire très confortable. On a [vu] apparaître ces derniers jours [le] second numéro de *Viriato*, [une] publication de quatre pages [qui] donne aux sympathisants qu[el]ques « instructions » sur la m[eil]leure façon de s'infiltrer dans [les] organisations de base et les pa[rtis] politiques.

Enfin, *Republica* signalait [la] semaine dernière l'existence d'[une] radio pirate qui émettrait la [nuit] sur la longueur d'ondes de [la] B.B.C. et lancerait des app[els] *« au combat contre le comm[u]nisme »*.

Sans mépriser le danger, ni [...] craindre l'invasion promise po[ur] l'automne des plaines de l'Ale[n]tejo, bien des Portugais relève[nt] la dernière « trahison » de l'e[x-]général : louer à Paris une su[ite] luxueuse à l'hôtel Sheraton, alo[rs] que la société I.T.T. annonce [à] Lisbonne sa décision de cesser [le] financement de ses multip[les] entreprises, dont le Sheraton [de] Lisbonne, qui va peut-être fe[r]mer ses portes. Certains pense[nt] déjà à l'exemple chilien...

D. P.

● *M. Dominique Gallet*, secr[é]taire politique du Front progre[s]siste (gaulliste de gauche), [a] réaffirmé samedi 6 septembre [à] Lisbonne *« la ferme opposit[ion] des gaullistes de gauche à l'att[i]tude du gouvernement franç[ais] qui contribue à la tentative d'étranglement de la révolution portugaise en accordant toutes les facilités à ceux qui, avec l'ex-général Spinola, conspirent contre la paix civile au Portugal »*.

شكرا من الأمل

EUROPE

Pologne

[Le] congrès du parti est convoqué pour le 8 décembre

De notre correspondant

[Var]sovie. — *Trybuna Ludu*, a [pub]lié, samedi 6 septembre, les [gra]ndes lignes des directives [ado]ptées par le comité central du [part]i ouvrier unifié pour les cinq [ann]ées à venir, et qui seront [ado]ptées par le septième congrès [du] parti, convoqué pour le 8 dé[cem]bre prochain. Entre-temps ces [opti]ons feront l'objet à l'intérieur [du] parti d'un large débat que le [com]ité central souhaite *« ouvert [et c]onstructif »*.

[L]es directives préconisent la [pour]suite de la *« stratégie socio-[éc]onomique adoptée par le [VI]ème congrès »* (en décembre [1971]) et *« sa mise en œuvre [coh]érente »*, afin que toute la [décen]nie soit caractérisée par un [dév]eloppement *dynamique* du [pay]s. L'idée maîtresse devra être [l'am]élioration de la qualité du [trav]ail et des conditions de vie de [la p]opulation, notamment en ma[tièr]e de ravitaillement et de loge[men]t. De plus, à partir du 1er jan[vier] 1976, l'abolition de toutes les [taxe]s sur les salaires portera le [sala]ire moyen à 4 500 zlotys [(… F] environ), soit le double de [ce q]u'il était en 1970. Le revenu [nati]onal, lui, devra avoir aug[men]té de 40 % à la fin du pro[cha]in plan quinquennal.

[D]evant le comité central, [M.] Edward Gierek, premier [secr]étaire s'est *félicité* des [succ]ès remporté au cours des [cinq] dernières années : augmen[tati]on de la production indus[triel]le de 70 %, de la production [agr]icole de 37 %, du revenu natio[nal] de 60 %. Le volume du com[mer]ce extérieur a été multiplié [par] deux fois et demie. Il n'a pas [cac]hé que l'accomplissement de [ces] tâches n'avait pas été aisé. [Pou]r l'essentiel, le premier secré[tair]e du parti ainsi que le chef [du] gouvernement M. Jaroszewicz [ont] mis ces obstacles au compte [de] facteurs exérieur.

[M]. Gierek a dit aussi que [l'ag]riculture n'avait pas atteint [ses] objectifs l'an dernier et qu'il [en] serait de même cette année. A [ce] sujet, M. Jaroszewicz a [an]noncé, le dimanche 8 septem[br]e, au cours d'une réunion agri[co]le à Koszalin, sur le littoral [bal]tique, un *accroissement [« su]bstantiel »* des importations [de] beurre et la réduction de celles [de] viande. Il a révélé que la [réco]lte de céréales serait, cette [anné]e, inférieure aux prévisions. [Les] deux hommes d'Etat avaient [déjà] reconnu, au mois de mai [dern]ier, les insuffisances de l'ap[prov]isionnement du marché inté[rieu]r en viande. Ces déficiences [ont] provoqué, ces derniers mois, [le m]écontentement de la popu[latio]n.

[D']autre part, critiquant le tra[vail] de *« certaines gens et insti[tutio]ns »*, M. Gierek a fermement [sou]ligné devant le C.C. la néces[sité] de *« consolider et approfon[dir l]a démocratie sociale »*. *« Nous [pensons]*, a-t-il dit, *une conception large de celle-ci. En ce qui concerne la participation véritable des travailleurs à la gestion de leurs entreprises, de leurs régions, de leur pays, user de la démocratie socialiste signifie avoir le droit de critiquer et de contrôler, le devoir de prendre en considération l'opinion publique et de réagir à celle-ci. Le peuple doit sentir que si ses avis sont justes, ils sont pris en compte. »*

MANUEL LUCBERT.

Union soviétique

Les autorités semblent vouloir empêcher le mariage de Boris Spassky avec une Française

Moscou (*Reuter*). — Le projet de mariage entre l'ancien champion du monde d'échecs Boris Spassky et Mlle Marina Chtcherbatcheff, secrétaire au service commercial de l'ambassade de France à Moscou, semble se heurter à des difficultés. Alors que les bans avaient été publiés par l'ambassade de France le mois dernier et que l'état civil moscovite avait fixé la date du mariage au 11 novembre prochain, Mlle Chtcherbatcheff a anononcé dimanche 7 septembre aux journalistes qu'elle était licenciée le 30 septembre, bien que son contrat de travail soit valide jusqu'en juillet 1977.

Cet avis de licenciement fait suite à une note adressée à l'ambassade par le ministère soviétique des affaires étrangères indiquant que la jeune femme pourrait avoir maille à partir avec la justice si elle ne quittait par le pays. L'an dernier, Mlle Chtcherbatcheff avait prêté sa voiture à un ressortissant soviétique qui a eu un accident de la route. Le conducteur du véhicule a été jugé en octobre 1974 sans que la propriétaire soit inquiétée. Mais, selon les autorités soviétiques, un piéton qui fut légèrement blessé au cours de cet accident aurait maintenant l'intention de poursuivre Mlle Chtcherbatcheff en justice.

De son côté, M. Boris Spassky a fait connaître qu'il avait écrit à l'état civil pour demander l'avancement de la date de son mariage, mais qu'il n'avait reçu aucune réponse. Il déclare avoir invoqué, dans sa lettre, le paragraphe de l'acte final de la conférence d'Helsinki à propos des mariages mixtes.

Mlle Chtcherbatcheff, dont la famille vit aux environs de Grenoble, affirme qu'elle n'a pas l'intention de quitter l'U.R.S.S. Son futur époux se déclare également décidé à vivre avec elle en U.R.S.S., et à continuer sa carrière de joueur d'échecs.

[L'acte final de la conférence d'Helsinki précise, à propos des mariages mixtes : « Les Etats participants examineront favorablement, et ne se fondant sur des considérations humanitaires, les demandes d'autorisation de sortie ou d'entrée présentées par des personnes qui ont décidé d'épouser un citoyen d'un autre Etat participant. » Les mêmes considérations s'appliquent « a fortiori » à une demande de prolongation de séjour motivée par un mariage. Il est donc pour le moins curieux de voir l'ambassade de France à Moscou céder à une pression des autorités soviétiques sur ce point.]

Roumanie

Citoyen belge d'origine yougoslave

M. DAPCEVITCH A DISPARU A BUCAREST

M. Vladimir Dapcevitch, citoyen belge d'origine yougoslave, a disparu, dans la nuit du 8 au 9 août, de l'hôtel Dorobanzi, à Bucarest, où il résidait depuis le 1er août. Il devait regagner Bruxelles le 9 août et avait réservé sa place. Trois jours auparavant, il avait téléphoné à sa femme à leur domicile bruxellois.

Depuis, Mme Micheline Dapcevitch n'a plus eu aucune nouvelle de son mari, ni de l'ami yougoslave qui l'accompagnait, M. Djoka Stojanovitch. Selon des informations parvenues de la capitale roumaine, une troisième personne d'origine yougoslave, dont on ignore l'identité, et qui résidait à Bucarest, aurait disparu en même temps.

Les amis de M. Dapcevitch s'inquiètent. Ils se demandent s'il n'a pas été enlevé par les services spéciaux yougoslaves. Dès le début de la guerre, M. Dapcevitch avait participé à la Résistance. Il assuma les fonctions de commissaire à la propagande politique et culturelle dans l'armée des partisans, puis fut commissaire politique à l'Ecole militaire. Après la résolution du Kominform mettant la Yougoslavie au ban du communisme, M. Dapcevitch fut arrêté le 2 septembre 1948 et condamné à vingt ans de travaux forcés.

Il fut libéré le 7 décembre 1956, à l'occasion d'une amnistie. Il quitta alors clandestinement la Yougoslavie pour l'Albanie, puis, en 1960, passa en U.R.S.S., où il travailla, jusqu'en 1967, à l'université d'Odessa.

En désaccord avec l'évolution politique de l'U.R.S.S., il parvint à gagner la Belgique, où il demanda et obtint le statut de réfugié politique. Il épousa une Belge et, en février 1975, obtint sa naturalisation.

En spetembre 1974, à l'occasion de la découverte, au Montenegro, d'une *« tentative de création d'un parti stalinien »*, des sources d'information yougoslaves affirmèrent que M. Dapcevitch était lié à ce groupe. L'intéressé protesta (*le Monde* du 19 septembre 1974), affirmant qu'il s'agissait d'une pure invention de la police yougoslave et insistant sur le fait qu'il ne saurait participer à la création d'un parti pro-soviétique.

« Non seulement mes amis, mais également les dirigeants yougoslaves et leur police savent bien que je considère que la politique menée par les dirigeants soviétiques est de la même nature révisionniste et contre-révolutionnaire que celle de la clique de Tito », nous écrivait-il à ce propos.

Italie

SIENNE ET GÊNES

● ERRATUM. — Dans l'article de notre correspondant à Rome sur le rôle du P.C. italien dans les municipalités italiennes (*le Monde* daté 7-8 septembre), une mauvaise transmission nous a fait écrire à plusieurs reprises Sienne au lieu de *Gênes*.

Suisse

[C]ONTESTANT LES MODALITÉS D'UN PLÉBISCITE

Des autonomistes jurassiens provoquent de vifs incidents à Moutier

De notre correspondant

[Be]rne. — Rarement la Suisse [a] connu des affrontements [aussi] vifs que ceux qui ont opposé [auto]nomistes jurassiens et poli[ciers] bernois à Moutier, jusque dans la nuit du dimanche 7 [au lu]ndi 8 septembre. La flambée [de v]iolences a commencé lors[qu']ont été proclamés les résul[tats] du troisième et dernier [plébi]scite organisé dans la région [pour] fixer les frontières du futur [cant]on du Jura.

[Le] principe de la création d'un [vingt]-troisième canton au sein [de l]a Confédération helvétique [avai]t été admis lors du référen[dum] du 23 juin 1974. Les élec[teurs] des six districts franco[phon]es jurassiens avaient alors [déci]dé, par 35 000 voix contre [34 …]0, de se séparer du canton [de B]erne. Mais suivant la pro[cédu]re adoptée, les districts mis [en m]inorité avaient la possibi[lité] d'arrêter ultérieurement leur [choi]x définitif. Ainsi, le 16 mars [dern]ier, les trois districts du Sud [optai]ent en faveur de leur main[tien] dans le canton de Berne. [Lors] d'une troisième consulta[tion] organisée dimanche 7 sep[temb]re, les communes limitro[phes] étaient appelées à se pro[nonc]er une ultime fois, soit pour [Bern]e, soit pour le Jura.

[Le] scrutin n'a fait que confir[mer] les résultats précédents. [Sur] dix communes, six ont décidé [de s]e joindre au nouveau canton [du J]ura et quatre, dont la ville [de] Moutier, ont préféré rester [à] Berne. La lutte a été parti[culiè]rement *serrée* à Moutier, [impo]rtant centre industriel situé [au c]œur de la région franco[phon]e. Les partisans de Berne [l'ont] finalement emporté par […] voix contre 2 151. La parti[cipati]on au scrutin a été de 95 % [envir]on.

[Déj]à, la campagne électorale [avai]t été particulièrement animée [et m]arquée par divers incidents, [la v]ille étant divisée en deux camps de force sensiblement égale. Dimanche, Moutier était aux mains des autonomistes. Pour éviter des heurts, les partisans de Berne avaient établi leur état-major dans un village voisin et avaient conseillé à leurs troupes de ne pas se montrer dans les rues de Moutier.

Dès que furent connus les résultats du scrutin, quelque deux mille autonomistes se réunirent pour entendre leur leader, M. Roland Béguelin, qui les invitait à reprendre la lutte de plus belle. Estimant que *« la population francophone de Moutier avait fourni une nette majorité en faveur du Jura, mais que son choix était annihilé par le vote contraire des Bernois de langue allemande »*, les dirigeants autonomistes ont fait savoir qu'ils n'admettraient jamais cette « division du Jura » et que Moutier deviendrait « le haut lieu de leur lutte ».

Des échauffourées ont éclaté au début de la soirée aux alentours de l'hôtel de ville. De jeunes autonomistes qui avaient lancé des cocktails Molotov et des pavés ont été dispersés à coups de grenades lacrymogènes par des unités de choc de la gendarmerie bernoise. Les manifestants ont également saccagé l'appartement d'un dirigeant anti-séparatiste. Les incidents se sont prolongés jusqu'à 2 heures du matin, faisant une dizaine de blessés.

La question jurassienne est donc loin d'être réglée, même si la procédure d'autodétermination mise en place par les autorités bernoises touche à sa fin. Dimanche prochain, la traditionnelle Fête du peuple jurassien donnera sans doute aux autonomistes l'occasion de faire le point et de dégager les grandes lignes de la politique qu'ils entendent mener dans le nouveau canton.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. SADDAM HUSSEIN

Un accord de coopération nucléaire va être signé entre la France et l'Irak, annonce M. Chirac

Le vice-président irakien, M. Saddam Hussein, qui poursuit sa visite officielle en France, assiste, ce lundi 8 septembre, à la base d'Istres, à une démonstration en vol d'avions français. Il s'était rendu samedi matin au centre d'études nucléaires de Cadarache, en compagnie de M. Chirac.

Le premier ministre a annoncé à cette occasion qu'un accord de coopération nucléaire serait signé cette semaine entre l'Irak et la France. *« L'Irak*, a-t-il déclaré, *est en train de mettre au point un programme nucléaire cohérent. La France veut s'associer à cet effort, dans le domaine des réacteurs à eau, pour l'instant. »* M. Chirac a précisé toutefois que les négociations et la mise au point de l'accord n'étaient pas terminées.

Au cours de sa visite, M. Saddam Hussein s'est particulièrement intéressé aux installations d'essais de réacteurs à eau et au chantier de montage de la « Cap », réacteur prototype destiné à expérimenter des composants de chaudières nucléaires et à irradier des combustibles. Le vice-président irakien s'est également fait donner des explications sur le surgénérateur Phenix.

Samedi après-midi, MM. Hussein et Chirac ont visité Les Baux-de-Provence.

Dimanche matin, au cours d'une conférence de presse tenue dans ce village, le premier ministre a insisté sur la nécessité de créer des liens étroits entre la France, l'Europe et les pays arabes. *« Vous savez*, a-t-il déclaré, *que la France a une politique, qui n'est pas seulement dictée par l'intérêt, mais par les élans du cœur. Nous pensons que nous devons poursuivre un double effort ensemble. Pour le monde arabe, il faut aller vers l'unité, et l'Europe doit aussi faire son unité. Il faut créer entre ces deux entités des liens étroits et solides. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les relations entre la France et l'Irak. »*

Le premier ministre a ensuite évoqué le problème de la conférence sur l'énergie.

« Dans ce domaine, a-t-il dit, *la France estime qu'il est nécessaire d'établir les relations entre producteurs et consommateurs sur des bases qui soient plus conformes aux intérêts des deux parties. Il faut remplacer la confrontation par la concertation. C'est dans cet esprit que nous avions convoqué à Paris la conférence de l'avenue Kléber au mois d'avril. L'intransigeance de certains pays n'a pas permis de conclure. Mais je pense que les conditions sont maintenant réunies pour pouvoir trouver un accord dans les domaines énergétique, financier et du développement. »*

A propos de l'accord israélo-égyptien sur le Sinaï, M. Chirac a rappelé la position française dans le conflit israélo-arabe : *« Nous souhaitons que l'accord qui vient d'intervenir soit un pas vers un accord global le plus rapidement possible. »* En terminant, le premier ministre a rappelé que le président de la République fera une visite en Egypte au début de décembre sur l'invitation du président Sadate, et que lui-même pensait s'y rendre environ six mois plus tard.

Des projets intéressants

Comme l'Iran, l'Irak s'intéresse de plus en plus à l'énergie nucléaire. Ce pays possède un centre de recherches d'une centaine de personnes, près de Bagdad, où est installé un petit réacteur livré par les soviétiques.

Il y a plusieurs mois, l'Irak avait marqué son intérêt pour les réacteurs de puissance capables de produire de l'électricité, notamment pour les réacteurs graphite-gaz que la France construisait autrefois et qu'elle a maintenant abandonnés. La vente par la France d'un réacteur graphite-gaz, idée peu réaliste puisque la fabrication de ce type de centrale est aujourd'hui arrêtée, n'est plus envisagée.

Par contre, le gouvernement irakien paraît toujours désireux de se familiariser avec les centrales de puissance, cette fois à eau légère. Il souhaite aussi accroître les moyens de recherches de son centre près de Bagdad. Il paraît probable que l'Irak achètera à la France des équipements pour ce centre, voir un second réacteur de recherches. Il est aussi possible que Bagdad signe un accord général de coopération, qui serait complété ultérieurement par des contrats industriels et commerciaux, et achète en France une ou plusieurs centrales à eau légère.

A l'ONU

LE DÉLÉGUÉ CAMBODGIEN DÉCLARE QUE PHNOM-PENH ACCEPTE L'AIDE DE « PAYS AMIS »

M. Ieng Sary, vice-premier ministre et chef de la délégation cambodgienne, a prononcé samedi 6 septembre un discours lors de la septième session extraordinaire des Nations unies. Il a notamment déclaré : *« Depuis la date historique du 17 avril 1975* (1), *un Kampuchéa* (Cambodge) *indépendant, souverain, non aligné, pacifique, démocratique, qui fait partie du tiers-monde, s'est définitivement établi dans l'Asie du Sud-Est (...). La présente Assemblée générale extraordinaire consacrée aux problèmes du développement et de coopération économiques ne manquera pas de mesurer l'ampleur des immenses destructions et ruines, avec leur cortège de souffrances et de malheurs, provoquées par la guerre d'agression des impérialistes américains (...). Pour la solution de ces problèmes, nous avons appliqué le principe de compter sur nos propres forces (...). Cette politique économique consiste à prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dominant (...). Tout le territoire du Kampuchéa se présente comme un immense chantier (...). Nous acceptons toutes les aides sans conditions provenant des pays amis, dans le cadre d'une coopération d'égal à égal, mutuellement avantageuse, et dans le respect réciproque. »*

Au cours de cette séance, les Cambodgiens ont présenté un film montrant les réalisations du nouveau régime. M. Kissinger avait quitté la salle deux minutes après le début du discours de M. Ieng Sary. Le secrétaire d'Etat a ensuite rencontré les ministres des affaires étrangères de Corée du Sud, du Mexique, d'Afghanistan, du Bangladesh et du Zaïre.

(1) Le 17 avril, les révolutionnaires s'emparaient de Phnom-Penh.

● *M. Walter Scheel*, président de la République fédérale allemande, fera une visite de six jours en U.R.S.S. à partir du 10 novembre, annonce-t-on à Bonn. — (*Reuter*.)

● *Le président Bongo*, chef de l'Etat gabonais, est arrivé à Paris pour une visite privée. Il doit rencontrer, ce lundi 8 septembre, M. Giscard d'Etaing à l'Elysée.

PROCHE-ORIENT

M. Rabin exclut toute possibilité d'un dégagement sur le front syrien

Pour la seconde fois en vingt-quatre heures, le chef du gouvernement israélien, M. Rabin, a exclu, samedi 6 septembre, toute possibilité d'un accord intérimaire avec la Syrie. Il a indiqué, dans une interview à la radio israélienne, qu'une telle éventualité lui semblait *« pratiquement impossible »*. *« A cause de la situation topographique sur le Golan, à cause de l'extrémisme du parti Baas au pouvoir à Damas, et aussi à cause de la puissance des forces armées syriennes*, a-t-il indiqué, *il n'y a presque pas de « champ de manœuvre » sur le Golan pour un accord intérimaire à moins que l'on ne parle de 100 ou 200 mètres dans tel ou tel secteur. »*

Le premier ministre a exprimé l'espoir que, après la mise en application de l'accord intérimaire, fin février 1976, les relations entre l'Egypte et Israël entreraient dans une phase nouvelle. Il a souligné que toutes les mesures seront prises pour que les puits de pétrole d'Abou-Rodeiss soient rendus aux Egyptiens en parfait état. *« Je ne veux pas un nouveau Kuneitra »*, a-t-il affirmé, admettant ainsi implicitement la responsabilité d'Israël dans la destruction du chef-lieu du Golan, destruction opérée, selon les Arabes, par l'armée israélienne à la veille de la restitution de la ville à la Syrie, en mai 1974.

M. Rabin a, d'autre part, dénoncé la politique soviétique au Proche-Orient. L'U.R.S.S., a-t-il dit, *« cherche à semer la discorde entre les pays arabes. Elle va mobiliser à présent les éléments radicaux du monde arabe contre l'accord intérimaire, et cela pourrait poser bien des problèmes »*.

● A BEYROUTH, le quotidien *Al Safir* a publié, dimanche, une interview d'un *« haut responsable soviétique »* dans laquelle ce dernier affirme que l'U.R.S.S. *« luttera par tous les moyens possibles afin de mettre en échec les efforts de la diplomatie américaine, en collaboration avec toutes les forces de la région »*. Selon *Al Safir*, le *« haut responsable »* soviétique a ajouté : *« Le Proche-Orient ne constitue pas pour l'U.R.S.S. uniquement une question internationale, mais également un problème ayant des implications d'ordre intérieur. Je ne vous cacherai pas que nous avons des ennuis à l'intérieur de l'U.R.S.S. en raison de l'évolution de la situation au Proche-Orient : les citoyens soviétiques se demandent pourquoi de tels résultats après tant d'efforts déployés dans cette région. Où réside l'erreur de notre politique ? »*

Falastine el Thawra, l'hebdomadaire officiel de l'O.L.P., estime pour sa part que *« le peuple égyptien et sa grandiose armée qui, sous la direction de Gamal Abdel Nasser, avaient réussi à bouter hors du pays les colonialistes, ne toléreront pas le retour de l'impérialisme au sein du monde arabe... Le peuple égyptien, qui assume l'honneur de diriger la lutte du peuple arabe, ne saurait être muselé »*.

● A NEW-YORK, la revue *Newsweek* publie des interviews de M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., et de M. George Ball, ancien sous-secrétaire d'Etat américain, dans lesquelles tous deux expriment un jugement pessimiste sur l'accord intérimaire. *« Il faut fumer de l'opium pour prévoir de nouveaux progrès de la diplomatie du pas à pas »*, écrit l'ancien sous-secrétaire d'Etat. M. Arafat a, pour sa part, affirmé, dans une déclaration à la chaîne de télévision N.B.C. que le président égyptien *« n'avait pas respecté ses engagements envers les Palestiniens, et qu'il avait négligé la cause palestinienne »*. Il s'est cependant abstenu, malgré les questions directes qui lui ont été posées, de qualifier de *« trahison »* l'attitude du chef de l'Etat égyptien. *« Nous avons nos réserves*, a-t-il dit, *mais nous autres, dans la nation arabe, estimons que nous pouvons régler nos différends dans le contexte d'un dialogue »*.

● A DAMAS, c'est aux cris de *« Trahison nationale »*, *« Sadate, agent américain »*, que plusieurs milliers de Palestiniens, Syriens et Jordaniens ont manifesté samedi devant l'ambassade d'Egypte.

● DANS LE RESTE DU MONDE ARABE, la plupart des gouvernements demeurent dans l'expectative. A Khartoum, cependant, le président soudanais Nemeiry a vivement condamné, dimanche, ceux qui se sont prononcés contre l'accord intérimaire conclu entre l'Egypte et Israël. — (*A.F.P., U.P.I.*)

Liban

Des affrontements entre chrétiens et musulmans ont fait une cinquantaine de morts à Tripoli

De notre correspondant

Beyrouth. — Le spectre de la guerre civile plane de nouveau sur le Liban. Tripoli, la seconde ville du pays, a été durant le week-end le théâtre de violents combats entre chrétiens et musulmans. On déplore une cinquantaine de tués. Pourtant une trêve, la quatrième en deux jours — mais qu'on avait cru cette fois décisive, — avait été conclue, vendredi, au cours d'une assemblée réunissant les notables musulmans et chrétiens et les chefs des partis politiques. Ils s'étaient mis d'accord pour que les forces de sécurité intérieure (gendarmerie et police) puissent pénétrer dans les zones « chaudes », les miliciens des deux bords s'étant engagés à se replier dans leurs quartiers respectifs.

C'est au moment où le nouveau dispositif de sécurité était mis en place, les forces de l'ordre s'interposant entre les antagonistes, qu'un chef de clan de la famille chrétienne des Frangié (dont le fief est le village de Zghorta, proche de Tripoli) fut abattu sur une place publique du grand port libanais. Son frère décidait aussitôt de le venger. Mitraillette au poing, il interceptait un autocar à l'entrée sud de la ville, et tirait à bout portant sur les douze passagers, tous des musulmans de Tripoli.

La réaction de la communauté mulsulmane de Tripoli ne s'est pas fait atteindre. Des éléments armées se sont lancés à l'assaut des quartiers chrétiens qu'ils ont incendiés. Plusieurs dizaines d'appartement ont été la proie des flammes, et des affrontements ont eu lieu dans différents secteurs de la ville. Des coups de canon et de mortier ont été entendus jusqu'aux premières heures de la matinée, tandis que des colonnes de fumée montaient dans le ciel de la ville. Débordéles, les forces de sécurité s'étaient promptement retirées des lieux où elles avaient pris position la veille.

Un conseil des ministres extraordinaire devait se réunir ce lundi 8 septembre à midi. Il semble que le gouvernement sera amené à recourir à l'armée pour éviter que cette nouvelle flambée de violence ne s'étende à l'ensemble du pays.

ÉDOUARD SAAB.

AMÉRIQUES

États-Unis

Violentes manifestations dans le Kentucky contre les mesures d'intégration scolaire

Depuis jeudi 4 septembre, la rentrée des classes à Louisville, dans le Kentucky, provoque des émeutes, qui se sont soldées par quatre cents arrestations et une trentaine de personnes blessées, parfois grièvement. Ce sont essentiellement des parents d'élèves blancs qui tentent de s'opposer au « busing » : le transport d'élèves noirs dans les écoles des quartiers blancs et vice versa, afin d'égaliser les chances en matière d'éducation. Le gouverneur de l'Etat du Kentucky a fait appel à huit cents gardes nationaux armés de fusils automatiques et de pistolets.

D'autres troubles pourraient éclater pour les mêmes raisons à Boston, où la garde nationale devra suppléer en partie les policiers locaux, dont l'absentéisme — une manière de protester contre le « busing » — a monté en flèche à l'approche de la rentrée. Dimanche soir, plusieurs centaines de Blancs ont attaqué à coups de pierres et de bouteilles les gardes nationaux qui patrouillaient dans la ville. A New-York, la rentrée pourrait être perturbée par une grève des enseignants, qui protestent contre des réductions d'effectifs provoquées par la situation financière catastrophique de la ville.

LE FEU SOUS LA CENDRE

De notre correspondant

Washington. — La paix raciale qui se maintenait vaille que vaille aux Etats-Unis semble s'achever avec l'été. L'absence de démonstrations de masse de la part des Noirs caractérisait cette paix précaire et incertaine, mais à bien des égards cette relative passivité est plus préoccupante que les batailles rangées d'il y a dix ans. Les sociologues qui ont étudié le phénomène proposent des explications différentes. Pour les uns, les concessions obtenues par les organisations de défense des Noirs ont détourné les masses de l'action violente et des activistes. D'autres ne partagent pas cet optimisme et insistent sur le renforcement de l'appareil répressif d'une police mieux entraînée et disposant d'armes perfectionnées de nature à intimider et à décourager les protestataires.

Désolation économique et spirituelle

L'explication la plus satisfaisante, confirmée par la grande majorité des universitaires, est sans doute celle d'un changement en profondeur, plus inquiétant peut-être, de l'attitude des jeunes Noirs. Premières victimes du chômage, ils ne croient plus à la protestation organisée, à l'action politique menée par les mouvements de droits civiques ni même à l'action directe de masse prônée par les groupes du *Black power*. Ils constatent que, dix ans après les grandes émeutes, la situation n'a pas vraiment changé dans les ghettos noirs des grandes villes. Le sentiment de frustation et d'injustice qu'ils éprouvent toujours se manifeste sous une autre forme, par des actes de violence individuels, improvisés, désorganisés, frappant au hasard.

Plusieurs centaines de Blancs en firent la pénible expérience au printemps dernier à l'occasion du « Jour de la gentillesse humaine » *(Day of human kindness)* : cent vingt-cinq mille personnes des deux communautés s'étaient rassemblées dans la capitale, près du monument de Washington, pour entendre de pieux discours et des cantiques à la gloire du prochain. Malheureusement, dans la soirée, quelques jeunes Noirs, individuellement ou par bandes, malmenèrent, dévalisèrent et brutalisèrent des Blancs isolés, avec la complicité de leurs frères de couleur. Des sociologues ont expliqué que des jeunes sans emploi, vivant dans des conditions de parias, ne pouvaient réagir autrement devant un prêchi-prêcha glorifiant la « bonté humaine ».

Ce sentiment de désespoir, d'aliénation, a été remarqué par tous les universitaires et journalistes qui, au début d'août, accomplirent le pèlerinage anniversaire de Watts, le quartier noir au sud-ouest de Los Angeles, ravagé il y a dix ans par six jours d'émeute, de pillage et d'incendies. On compta trente-quatre morts, mille blessés, 40 millions de dollars de dégâts. Aujourd'hui, Watts est encore une commune sinistrée. Les magasins pillés sont restés fermés, les maisons détruites n'ont pas été reconstruites. La moitié de la population active est en chômage.

Aux destructions matérielles s'est ajoutée une sorte de désaffection spirituelle. Selon les sociologues, les jeunes Noirs de Watts ont tourné leur rage contre eux-mêmes et leur comportement est autodestructeur : l'alcoolisme est monté en flèche, l'usage de la drogue n'a pas diminué, pire encore, les suicides de Noirs de moins de vingt-cinq ans sont plus nombreux que dans les autres groupes d'âge. Le *New York Times* n'hésitait pas à écrire à ce propos : « *Par comparaison avec la désolation économique et spirituelle d'aujourd'hui, les conditions qui déclenchèrent, il y a dix ans, six jours de pillage et d'incendie sembleraient presque saines.* »

Divisions dans la communauté noire

L'absence de violence dans les grands centres urbains ne peut faire oublier les blessures profondes subies par les habitants des ghettos noirs et leur calme ne peut être interprété comme une capitulation ou un signe d'acquiescement à des conditions de vie précaires, injustes. La situation reste explosive et la question du « busing » risque de provoquer des réactions en chaine.

A cet égard, les tribunaux ont évolué. A Detroit, le juge fédéral a rejeté les programmes qui impliquaient le « busing » de deux cent soixante mille élèves des écoles de la ville, dont 75 % de Noirs. Il a invoqué des raisons pratiques et sa décision a été approuvée par les autorités scolaires noires et par le maire qui la considèrent comme « *une solution raisonnable* ». Mais les organisations de défense des Noirs ont violemment protesté en déclarant que le juge avait ignoré l'arrêt de la Cour suprême. Les intéressés sont divisés sur l'efficacité du « busing », surtout dans les centres urbains où la population scolaire et universitaire noire a monté en flèche. La Cour suprême estimait que les enfants noirs recevraient une meilleure éducation dans une école intégrée. Cette conception de l'équilibre racial est remise en cause par divers sociologues et professeurs noirs, à commencer par M. James Coleman, qui dirigea le mouvement pour la déségrégation.

M. Coleman revient sur les thèses qu'il défendait il y a dix ans : il constate que l'application des programmes de déségrégation n'aboutit qu'à accélérer la « fuite » des Blancs vers les banlieues, un phénomène qui conduit pratiquement à une complète ségrégation. Ses adversaires ne contestent pas ce fait mais soulignent que la migration des Blancs vers les banlieues a d'autres causes et qu'elle est antérieure aux programmes de déségrégation. M. Coleman ajoute que le « busing » obligatoire est une restriction aux droits individuels : pour sa part, il favorise le transport volontaire des jeunes Noirs du centre vers les faubourgs où l'accès dans les écoles blanches devrait leur être garanti. Mais surtout il estime qu'aucun progrès ne sera réalisé en matière scolaire aussi longtemps que subsistera la ségrégation « résidentielle », c'est-à-dire les règlements ou les habitudes qui empêchent aujourd'hui encore les Noirs de s'installer dans les banlieues.

Egalement opposé au « busing », M. Bell, professeur noir à Harvard, reproche aux leaders politiques de sa communauté de sous-estimer le danger encouru par les enfants noirs et de ne pas tenir compte de l'opposition des parents (ceux-ci, compte tenu de la longueur du trajet, redoutent des incidents) et de s'accrocher à la thèse « *racialement dégradante* » selon laquelle « *les Noirs ne pourront enseigner ou apprendre efficacement que dans un cadre scolaire à majorité blanche...* ».

Pratiquement, la municipalité noire d'Atlanta (85 % des écoles publiques sont « noires ») a rejeté le « busing ». Cette politique de même que les thèses de MM. Coleman et Bell sont dénoncées vigoureusement comme des « aberrations » par les leaders politiques de la communauté, qui s'en tiennent à la décision historique de la Cour suprême de 1954 qui condamnait la doctrine « séparés mais égaux ». Céder sur les principes, accepter des délais, des compromis, contester la décision de la cour, cela ne peut, disent-ils, que renforcer les adversaires de l'intégration scolaire, encourager le gouvernement dans son attitude équivoque. Néanmoins, beaucoup admettent qu'étant donné l'écart économique grandissant entre les centres des villes habités par les classes noires les moins favorisées, mêlées à un résidu de Blancs pauvres, et les banlieues abritant les classes moyennes blanches, l'intégration scolaire peut difficilement atteindre son objectif essentiel, celui d'améliorer l'éducation des Noirs.

Une solution parmi d'autres serait de reconstruire des unités administratives scolaires élargies pour y intégrer les banlieues. C'est ce qu'ont commencé à faire les autorités scolaires locales dans l'Indiana et le Kentucky contre l'avis des administrations de ces Etats qui ont fait appel. Une fois encore, l'avenir de l'intégration scolaire dépend, pour une large part, des tribunaux. Mais comme l'indique M. Coleman, l'émancipation raciale exige sans doute un combat sur plusieurs fronts : on voit mal comment la déségrégation pourrait progresser aussi longtemps que subsistera la « ségrégation résidentielle ».

HENRI PIERRE.

Après la tentative d'assassinat du président F...

Les enquêteurs pensent que miss Fromme a agi seul

De notre correspondant

Washington. — Aucune preuve, aucun indice, ne permet « *jusqu'à nouvel ordre* » de conclure à l'existence d'un complot contre la vie du président Ford dans lequel Charles Manson serait impliqué. C'est ce qu'a annoncé, samedi 6 septembre, le procureur fédéral Keyes, après la perquisition par la police du logement de Lynette Fromme et de ses amies. La correspondance examinée, et en particulier les lettres envoyées par Manson, ne faisait ni état ni allusion à un éventuel attentat contre le président.

La perquisition a permis de découvrir des munitions pour le pistolet semi-automatique de calibre 45, dont le propriétaire a été également identifié. Cet homme, dont les autorités refusent de donner le nom, savait que Miss Fromme détenait cette arme, mais, selon le procureur, il ne sera « *probablement* » pas poursuivi. L'enquête a précisé encore que Lynette Fromme portait ce revolver dans un étui fixé sur la jambe, en dessous de sa robe rouge, et non dans son sac, comme on l'avait d'abord pensé. D'autre part, selon M. Keyes, il n'a pas encore été possible de déterminer si elle avait une connaissance suffisante du fonctionnement de cette arme, ou même si elle avait vraiment l'intention de tirer. Le revolver était chargé, mais aucune balle n'était engagée dans le canon. Quelles qu'aient été ses intentions, le procureur, pour sa part, a déclaré qu'il demanderait le maximum de la peine prévue par la loi, c'est-à-dire l'emprisonnement à vie.

L'incident de Sacramento a créé quelque malaise dans les milieux compétents, où une enquête parallèle est en cours afin de déterminer comment Lynette Fromme a pu se trouver si près de M. Ford. Le « Secret Service », responsable de la sécurité du président, déclare qu'elle ne figurait pas sur la liste des quarante-sept mille personnes considérées comme un « danger potentiel » ou un « risque pour la sécurité ». Mais les autorités policières de Californie et la police fédérale (F.B.I.) avaient un dossier sur Lynette Fromme, comme sur tous les autres membres de la « famille » Manson.

La jeune femme avait été arrêtée à plusieurs reprises et une fois même accusée, pendant une courte période, de meurtre. Enfin, dans ses propos publics, et plus récemment dans une interview donnée en juillet à une agence de presse, elle avait prôné le recours à la violence pour améliorer les conditions de vie aux Etats-Unis. Dans un film à la télévision, on l'a vue, un

jour, caresser le canon d'u
en disant : « *Il faut faire l*
avec ce fusil, bien le con
afin de s'en saisir à tout m
et de tirer. » Apparemme
déclarations de Lynette F
passèrent pour de confus
cubrations sans portée. L'e
devra expliquer pourquoi u
sonne aussi exaltée, émotio
ment instable et associée
groupe violent ne figurait
la liste noire. A cet ég
« Secret Service » rappelle
liste contient les noms c
tains dissidents, qui n'y f
pas pour leurs opinions po
mais en raison d'activités
sives précises ou de men
mort spécifiques.

Vingt mille morts pa...

Enfin, il est probable qu
dent de Sacramento va a
l'adoption d'une législat
préparation qui tend à c
plus strictement et même
dire la vente de certains
vers. On évalue à enviror
millions le nombre de ce
qui, aux mains de part
provoquent la mort de
mille personnes par an.
présent, les divers projet
de ce type n'ont pas trc
appui suffisant auprès du
Le seul texte législatif a
simplement réduit la ve
correspondance de cert
armes. Le président lu
s'est déclaré opposé à l'
trement de tous les détent
revolvers. Il envisage tout
de réduire de cent ci
mille à quarante mille le
des vendeurs et de les i
vérifier soigneusement l'
des acheteurs avant d'
leurs commandes. On son
à contrôler plus stricten
marché noir des armes... I
manière, la législation à
ne concerne que les petit
vers bon marché et non u
de fort calibre comme ce
détenait Miss Fromme.

L'hostilité de larges
de l'opinion (probablem
majorité) aux diverses
de restriction des ventes
s'explique par des raisc
tiennent à l'histoire et à
dition d'un pays qui s'est
du grand et du petit écra
vivance d'un esprit « d
tière », illustré par les
du grand et du petite écra
qu'un certain « machisme
milant le revolver à la viri
déterminé l'attitude de b
d'Américains qui, tout en
clarant pour le respect de
n'entendent pas laisser a
vernement le soin de d
leur personne, leur fan
leurs biens. — *H. P.*

Argentine

La violence a fait quatre cent vingt et un morts depuis le début de l'année

Buenos-Aires (A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.). — La violence, qui s'est aggravée en Argentine au cours des dernières semaines, a fait vingt-quatre morts depuis le début du mois, portant à quatre cent vingt et un le nombre de personnes tuées depuis le début de l'année.

Six d'entre elles, appartenant à l'extême gauche, ont été découvertes samedi 6 septembre. Les corps de deux jeunes gens et d'une femme, militants du parti socialiste des travailleurs (trotskiste), qui avaient été enlevés vendredi à La Plata, ont été retrouvés criblés de balles dans un terrain vague proche de la ville. On ignore l'identité des auteurs de cet attentat. Cinq autres membres de la même organisation avaient déjà été découverts morts vendredi à La Plata.

Les forces de sécurité ont trouvé d'autre part les corps de trois guérilleros tués jeudi dans la région de Tucuman lors des affrontements qui ont opposé une patrouille de l'armée à des membres de l'armée révolutionnaire du peuple (E.R.P.). Un officier et un soldat avaient été tués au cours de cet engagement. La région de Tucuman a été déclarée « zone libérée » par l'E.R.P. en février dernier, et elle est depuis considérée « zone d'opérations » permanente par les forces de sécurité.

D'autre part, un groupe de montoneros (péronistes de gauche) s'est livré samedi soir à des actes de vandalisme dans le centre de La Plata, interrompant la circulation, endommageant les véhicules, sectionnant des câbles électriques et lançant des bombes incendiaires sur la chaussée, provoquant des mouvements de panique.

Équateur

PLUSIEURS OFFICIERS SUPÉRIEURS IMPLIQUÉS DANS LE PUTSCH PASSERONT EN COUR MARTIALE

Quito (*A.F.P., Reuter*). — Trente-quatre officiers supérieurs des forces armées terrestres et aériennes équatoriennes, impliqués dans la tentative de coup d'Etat militaire contre le président Guillermo Rodriguez Lara, ont été mis à la disposition du ministère de la défense, a annoncé le quotidien El *Commercio* du samedi 6 septembre.

Parmi ces officiers qui seront traduits en cour martiale, figurent trois généraux, trois colonels, neuf lieutenants-colonels, dix commandants et sept capitaines. Le quotidien a d'autre part révélé que, sur ordre du président de la République, les sous-officiers et les hommes de troupes qui ont participé à l'attaque du palais, ayant obéi à des ordres militaires, seront mis en liberté.

Le général de brigade Raul Gonzalez Alvear, qui avait dirigé la tentative de coup d'Etat, dont le bilan s'établit à vingt-trois morts et plus de quatre-vingts blessés, s'est réfugié à l'ambassade du Chili. Les deux autres généraux qui avaient pris avec lui la tête du coup d'Etat militaire ont été incarcérés à la prison Garcia Moreno.

Enfin, deux officiers de l'armée de l'air, le colonel Guevara Vaca, et le commandant Washington Granja, se sont réfugiés à l'ambassade de Colombie.

A TRAVERS LE MONDE

Afrique du Sud

● M. HILGARD MULLER, ministre sud-africain des affaires étrangères, est arrivé dimanche 7 septembre à Bonn pour une visite officielle de deux semaines, au cours de laquelle il s'entretiendra avec son collègue ouest-allemand, M. Genscher, ainsi qu'avec des diplomates sud-africains en poste en Europe occidentale. *M. Muller tenterait d'obtenir* l'approbation par Bonn de la participation de la société ouest-allemande Steag Nuklearenergie GmbH à la construction d'une usine d'enrichissement d'uranium en Afrique du Sud. — (*A.P.*)

● LE MINISTRE DE L'INFORMATION du gouvernement de la Côte-d'Ivoire, M. Laurent Dona Fologo, doit se rendre le 10 septembre en Afrique du Sud. Il y restera plusieurs jours et aura des contacts « à tous les échelons », a-t-on appris dimanche 7 septembre à Johannesburg de source bien informée. — (*A.F.P.*)

Autriche

● LES CHEFS DES PARTIS CHRETIENS - DEMOCRATES, CONSERVATEURS ET CENTRISTES D'EUROPE se réunissent les 8 et 9 septembre au château de Klesheim, près de Salzbourg, pour examiner les questions politiques d'actualité. Assistent à cette réunion M. Taus (populiste, Autriche), ainsi que MM. Léo Tindemans (chrétien social, premier ministre belge), Helmut Kohl, Franz Josef Strauss (C.D.U.-C.S.U., R.F.A.), William Whitelaw, sir John Peel, Nigel Forman (conservateur, Grande-Bretagne), Jean-Marie Daillet (Centre démocrate, France), Silvius Magnano (parti populiste du Sud-Tyrol, Italie), Amaro da Costa et Vitor sa Machado (Centre démocratique et social, Portugal), Hans Wyer (chrétien-démocrate, Suisse) et Goesta Bohmann (parti modéré, Suède). — (*A.F.P.*)

Canada

● M. PIERRE ELLIOTT TRUDEAU, premier ministre du Canada, se rendra en visite officielle au mois de janvier prochain à Cuba, au Mexique et au Venezuela. — (*A.F.P.*)

Etats-Unis

● MLLE MARTINA NAVRATILOVA, joueuse de tennis tchécoslovaque considérée comme l'une des quatre meilleures au monde, a demandé l'asile aux Etats-Unis. Ses motifs ne sont pas politiques, a-t-elle précisé, mais elle souhaite pouvoir participer aux tournois internationaux en toute liberté sans avoir à subir les tracasseries de la Fédération des sports tchécoslovaque. — (*A.F.P.*)

Grande-Bretagne

● M. HAROLD WILSON a décidé d'autoriser vingt-cinq fonctionnaires soviétiques à venir en Grande-Bretagne et envisagerait de permettre à l'U.R.S.S. d'établir une mission à Aberdeen (Ecosse) révèle, lundi 8 septembre, le correspondant diplomatique du *Daily Mail*. Selon ce journal, M. Wilson aurait ainsi agi contre les conseils du Foreign Office, pour mettre fin au refroidissement provoqué dans les relations entre l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne, en septembre 1971, par l'expulsion de Londres de cent cinq diplomates et fonctionnaires soviétiques accusés d'espionnage. — (*A.F.P.*)

Grèce

● M. CONSTANTIN CARAMANLIS, premier ministre grec, fera une visite officielle en Italie les 29 et 30 septembre à l'invitation du premier ministre italien M. Aldo Moro, annonce-t-on à Athènes. — (*A.F.P.*)

Inde

● ONZE QUOTIDIENS DE LANGUE ANGLAISE SONT POURSUIVIS par la commission chargée d'enquêter sur les monopoles et les pratiques commerciales restrictives. On reproche à ces journaux, parmi lesquels le *Times of India*, une entente illicite visant notamment à augmenter leur prix de vente. La presse, déjà soumise à la censure et en proie à des difficultés économiques, voit ainsi sa situation s'aggraver. — (*A.F.P.*)

Ouganda

● LE MARECHAL IDI AMIN DADA était attendu ce lundi 8 septembre à Rome pour une visite privée de trois jours en Italie, durant laquelle il doit être reçu par le président Leone et par le pape Paul VI. Selon Radio-Kampala, il s'agit de la premières étape d'une tournée européenne entreprise par le chef de l'Etat ougandais. On ignore dans quel pays il se rendra ensuite. — (*A.F.P., Reuter.*)

Rhodésie

● LA RENCONTRE qui devait avoir lieu le 5 septembre entre les présidents Kaunda de Zambie, Nyerere de Tanzanie, Seretse Khama du Botswana et Samora Machel du Mozambique a été reportée en raison du mariage, le 7 septembre, du leader mozambicain. Celui-ci a épousé Mlle Graca Simbine, ministre de l'éducation et de la culture. Les quatre chefs d'Etat devaient rechercher les moyens de relancer les négociations entre les dirigeants de l'African National Council (A.N.C.) de Rhodésie et M. Ian Smith. Le mouvement nationaliste, qui connait actuellement de sérieuses dissensions, a décidé la réunion les 27 et 28 septembre prochains d'un congrès national extraordinaire. — (*A.F.P., Reuter.*)

DÉFENSE

Selon le président Ma...

LES AMÉRICAINS PEU... DISPOSER DE « FACILIT... DANS LES BASES PLA... SOUS LE CONTROLE DE M...

Les Etats-Unis et les
pines ont commencé des n
tions portant sur une pr
contrôle par Manille des
militaires américaines de
Bay et de Clark, déclare l
sident Marcos dans une int
publiée par le *New York*
du dimanche 7 septembre.
cise que les négociations o
limitées à ce jour à des ent
avec l'ambassadeur des
Unis à Manille, M. Sulliva

« *Je n'entrevois personnell*
ciations », ajoute M. M
« *Mon objectif est de plac*
bases américaines sous sou
neté des Philippines et d'a
les installations à des b
aussi bien économiques que
taires », indique-t-il. Cepe
souligne le président, les F
pines sont disposées à ac
des facilités aux América
l'intérieur de ces bases « *a*
maintenir la balance des
dans le Pacifique ».

D'autre part, les Philip
ont expérimenté, dimanche,
tre missiles balistiques de
cation locale. Ces engins, ba
« Bong-Bong » (sobrique du f
président), ont une porté
10 kilomètres. M. Marc
annoncé que d'autres arm
conception et de réalisation
tionales sont en cours de mi
point. — (*U.P.I., A.F.P.*)

● *Les Etats-Unis ont pr*
samedi 6 septembre à un
nucléaire souterrain d'intérê
litaire, sur le polygone d'
du Nevada. L'engin, d'une
sance de 20 kilotonnes, a ex
à 425 mètres sous terre. Cet
était le onzième de cette a
— (*U.P.I.*)

ASIE

Chine

…NE CAMPAGNE AUX OBJECTIFS ENCORE INCERTAINS

…a critique d'une œuvre littéraire ancienne dénonce l'esprit de « capitulation »

Le vice-premier ministre chinois, M. Teng Hsiao-ping, a mis en …rde la presse étrangère contre des interprétations erronées de la …mpagne actuellement en cours au sujet de l'œuvre littéraire clas…que « Au bord de l'eau ». S'adressant, vendredi 5 septembre, à des …urnalistes néo-zélandais, il a déclaré que cette campagne s'ins…ivait dans la ligne de celles qui ont été lancées « contre Lin Piao … Confucius » et « pour l'étude de la dictature du prolétariat », l'une … l'autre faisant partie de la lutte contre le « révisionnisme » et la …apparition du « capitalisme ». Le vice-premier ministre n'a tou…fois pas démenti que certains individus pourraient être visés.

De notre correspondant

Pékin. — Un nouvel élément …ent de marquer la vie politique … cette année. Après l'étude de … nouvelle Constitution, vite rem…acée par « l'étude de la théorie … la dictature prolétarienne » et … maintien des formes juridiques …urgeoises dans la société socia…ste, voici que la Chine entre …ns une phase un peu déconcer…nte et littéraire. Un éditorial du …uotidien du peuple, et surtout … Drapeau rouge de septembre, …vitent le pays à se lancer dans *une appréciation critique du …man de cape et d'épée* Au bord … l'eau ».

Au départ, l'affaire est simple. *…u bord de l'eau*, l'un des romans …s plus connus, tant parmi les …ttrés que dans les milieux popu…ires, rapporte, dans ses multi…les versions, notamment celle du …uatorzième siècle, les aventures …u hors-la-loi Song Jiang et de … bande. Ces Robins des Bois de … Empire du milieu attaquaient les …ropriétaires et les riches ; ils ont …ni par se ranger du côté du pou…oir, qui les lança à la poursuite …autres rebelles.

Hors-la-loi de Song Jiang. …aquisards de la guerre civile, … parallèle s'impose. En quelques …hrases qui orientent la campagne …t que rapporte le *Quotidien du …euple* du 4 septembre, le prési…ent Mao Tse-toung précise :

« Le nœud de l'affaire, c'est la …apitulation. Il faut s'en servir …omme d'un document d'enseigne…nent par la négative pour que …out le peuple comprenne ce …u'est le capitulationnisme. »

Pendant les cinquante ans et plus …ue compte l'histoire du parti, …ous avons appris, commente le …ournal, que *« tous ceux qui don…ent dans le révisionnisme sont …s capitulards ; à l'intérieur, ils …apitulent dans la lutte des …asses ; à l'extérieur, c'est le …pitulationnisme national »*.

Exemples : Liu Shao-chi et …n Piao. Mais ce camp ne …mpte-t-il que des personnages …jourd'hui sans danger ? Pro…blement pas, sinon, comment …stifier cette campagne ? On ne … pas pourtant qu'il faille cou…r sus aux escrocs politiques du …nre Liu ou Lin. Rien ne paraît …enacer pour l'instant l'unité du …rti. Bien qu'il faille relever …ns l'éditorial de jeudi cette …rase ambiguë pour condamner …ng Jiang : *« Il s'est infiltré …ns les rangs du soulèvement …ysan, s'est emparé de la direc…n dans l'armée des rebelles de la montagne Liang et a suivi une ligne de capitulation. »*

Capituler devant qui ? Le texte fait plutôt référence aux questions de politique étrangère, plus spécialement aux relations avec l'Union soviétique. Se trouverait-il des gens pour demander une détente dans les rapports avec Moscou maintenant qu'on affirme ici que les Soviétiques n'ont pas l'intention d'envahir la Chine ?

A vrai dire, il est bien difficile d'y voir clair et les opinions se divisent sur le sens général du livre (dont les éditions successives sont fort dissemblables). Beaucoup moins catégorique que l'éditorial de jeudi et que le président Mao, le quotidien *Clarté* faisait état, le 30 août, des appréciations diverses portées sur l'ouvrage. Il accordait autant de place aux éloges qu'aux critiques et soulignait que, pour la plupart des commentateurs, les auteurs de *Au bord de l'eau* se tenaient sur les positions du peuple. Il est vrai que l'on ne sait encore trop s'il faut dénoncer le livre ou en dénoncer le principal personnage.

Et bien d'autres questions subsistent : qui est visé à travers Song Jiang ? Lin Piao tout simplement ou ses continuateurs ? La campagne est-elle curative ou préventive, ou les deux à la fois ? S'agit-il seulement de réexaminer, après Confucius, maintes pièces de théâtre et le *Rêve dans le pavillon rouge*, autre roman fameux, une œuvre littéraire et artistique que trop de révolutionnaires admiraient sans prendre garde aux stigmates qu'elle gardait de la pensée féodale ? Cette campagne remplace-t-elle désormais l'étude de la dictature prolétarienne ? Il est pour l'instant impossible de répondre à ces questions. Et l'avenir de la campagne ne dépend-il pas pour beaucoup de l'accueil que lui réserveront les militants ?

ALAIN BOUC.

UNE MISSION ÉCONOMIQUE VISITE LES ÉTATS-UNIS

Washington (*A.F.P.*). — Une délégation économique chinoise est arrivée samedi 6 septembre à Washington pour une visite de dix-huit jours aux Etats-Unis. Forte de dix membres, elle est conduite par le vice-président du conseil pour la promotion du commerce international, M. Li Chuan. C'est la première fois qu'une mission économique composée de fonctionnaires de ce rang se rend aux Etats-Unis.

Il n'est pas prévu que des accords commerciaux soient conclus à cette occasion. Les échanges commerciaux sino-américains, qui avaient atteint 1 milliard de dollars en 1974, devraient être de moitié inférieurs cette année.

[A Pékin, l'agence Chine nouvelle rapportait dimanche que le volume du commerce extérieur de la R.P.C. avait été en 1974 sept fois et demi supérieur à celui de 1952. Avec les pays en voie de développement les échanges ont été multipliés par 2,8 entre 1965 et l'année dernière, précisait-elle. Selon les institutions financières américaines, la Chine a connu le premier grand déficit de sa balance commerciale en 1974, année pour laquelle il pourrait avoir atteint 735 millions de dollars (3 234 millions de francs).]

Bangladesh

MOSCOU « VOUDRAIT ESPÉRER » QUE DACCA NE MODIFIERA PAS SA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Le gouvernement a annoncé samedi 6 septembre l'arrestation de trois parlementaires qui avaient occupé de hautes fonctions dans l'ancien régime de Sheikh Mujibur Rahman. Il s'agit de MM. Zillur Rahman, ancien ministre, membre de la ligue Awami, Abdur Razzaque, ancien conseiller spécial de Sheikh Mujibur Rahman, Tofail Ahmed, ancien secrétaire des Jeunesses nationales. Vingt-six personnes avaient déjà été arrêtées par le nouveau régime.

● A MOSCOU, *la Pravda* s'inquiète de la disparition de personnalités politiques au Bangladesh et de l'interdiction de la ligue Awami. *« On voudrait espérer*, écrit le journal, *que la République populaire du Bangladesh restera fidèle à ses options de politique étrangère, persévérera dans les efforts axés sur la normalisation de la situation dans le sous-continent, sur la coopération avec les pays voisins et autres, en faveur de la consolidation de la paix et de la sécurité. »*

AUSTRALIE

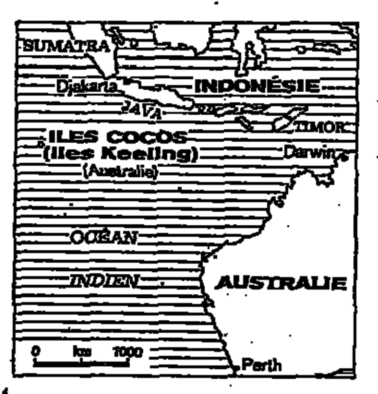
A quel prix détrôner le « seigneur » des Cocos?

De notre envoyé spécial

Canberra. — Une crise vient d'éclater entre Canberra et le plus petit royaume du monde, l'archipel des îles Cocos, ou Keeling (1), peuplé d'environ cinq cents habitants d'origine malaise, et situé à plusieurs milliers de kilomètres à l'ouest de l'Australie, dans l'océan Indien. Propriété privée de la famille Clunies-Ross par la grâce de la reine Victoria, ce territoire est depuis 1955 sous souveraineté australienne, après avoir appartenu à la couronne britannique.

John Clunies-Ross vient, en effet, de refuser l'offre présentée par Canberra de lui acheter l'archipel pour 3,5 millions de dollars australiens (un dollar australien vaut 5,7 F), déclarant : *« Je pourrais examiner cette proposition si l'on ajoutait un zéro à la somme. »*

Pendant des dizaines d'années, la famille Clunies-Ross a régné sur la population des îles, jusqu'à ce que, en 1972, un journaliste australien révèle ce qui s'y passait. Les habitants, astreints au travail forcé, vivaient en quasi-esclavage, sous la férule du « maître », qui se promène toujours avec un couteau à la ceinture, symbole de son pouvoir absolu. Payés 2 dollars par semaine, ils ne recevaient en fait pas d'argent, mais des jetons en plastique, valables dans l'unique magasin, évidemment propriété des Clunies-Ross. Aujourd'hui



encore, même si cet autocrate d'une autre époque a accepté la présence d'une station de radio et d'un aéroport australiens, ainsi qu'une réforme administrative et l'envoi d'instituteurs, il interdit toujours à ses sujets de quitter l'archipel. L'administrateur envoyé de Canberra doit solliciter son autorisation lorsqu'il souhaite se rendre dans l'île principale, Home-Island.

Même s'ils ne recevaient pas d'indemnité d'un gouvernement australien au demeurant fort tolérant, les descendants du capitaine écossais qui débarqua aux Cocos en 1827 ne mériteraient pas que l'on s'appitoie sur leur sort. Ils ont largement eu le temps de faire fortune et d'investir ailleurs. De plus, le premier Clunies-Ross à régner sur les Cocos avait lui-même chassé le premier occupant de l'archipel, un dénommé Alexander Hare, débarqué l'année précédente avec un harem, un orchestre de danse et un certain nombre d'esclaves mâles.

Canberra souhaite accorder une certaine autonomie à ce territoire, d'une grande importance stratégique comme base de communications et de ravitaillement pour les avions. Il projette d'y installer une Assemblée locale, comme l'a demandé la mission des Nations unies qui s'est rendue sur place. C'est pour vaincre l'obstination du « seigneur » que le gouvernement travailliste a proposé de racheter les îles, mais l'opposition, pour embarrasser les travaillistes, s'oppse à cette acquisition, arguant que les vingt-sept îles appartiennent en fait à la Grande-Bretagne. La controverse bat son plein ici. Même si Canberra mettait fin à cet anachronisme, il lui restera à résoudre le problème de Leonard Casley, qui s'est proclamé prince de la province de Hutt-River, en Australie-Occidentale, et s'est déclaré *« indépendant »* le 21 avril 1970.

P. de B.

(1) Les îles furent découvertes en 1609 par l'explorateur britannique Keeling.

POLITIQUE

Huit nouveaux cantons dans le Val-d'Oise

Le conseil général du Val-d'Oise, réuni en session extraordinaire le 4 septembre pour étudier le projet de découpage électoral, a émis un avis favorable sur le mémoire présenté par M. Gilbert Carrère, préfet du département. Le précédent découpage remonte au 20 juillet 1967 ; les habitants du Val-d'Oise étaient alors 600 000, ils sont aujourd'hui 836 000. Le nombre de conseillers généraux, qui est actuellement de vingt-sept, passera ainsi à trente-cinq.

Le découpage entraîne la création de huit nouveaux cantons :

LE CANTON D'AUVERS-SUR-OISE (6 834 inscrits), comprenant les communes d'Hédouville, Butry-sur-Oise, Frouville, Vallangoujard, Labeville, Nesles-la-Vallée, Valmondois (qui font partie de l'actuel canton de L'Isle-Adam), d'Auvers-sur-Oise et d'Hérouville (soustraites à l'actuel canton de Saint-Ouen-l'Aumône).

LE CANTON D'OSNY (5 890 inscrits) comprendrait les communes d'Osny, Boissy-l'Aillerie, Génicourt, Ennery, Livilliers, Puiseux-Pontoise.

LE CANTON DE CERGY (5 738 inscrits) regrouperait les communes de Cergy, Neuville-sur-Oise, Boisemont, Menucourt, Jouy-le-Moutier, Courdimanche, Vauréal.

LE CANTON DE BEAUCHAMP (11 197 inscrits) serait formé des communes de Beauchamp, Pierrelaye, Plessis-Bouchard.

LE CANTON D'HERBLAY (11 501 inscrits) serait formé des communes d'Herblay et de La Frette-sur-Seine.

LE CANTON DE SARCELLES-SAINT-BRICE (12 504 inscrits) serait formé de la partie ouest de Sarcelles et de la commune de Saint-Brice.

LE CANTON DE VILLIERS-LE-BEL (17 213 inscrits) comprendrait les communes de Villiers-le-Bel et Arnouville-lès-Gonesse.

LE CANTON DE GOUSSAINVILLE (18 389 inscrits) comprendrait les communes de Goussainville et Louvres.

Un certain nombre de cantons seraient ainsi modifiés.

LE CANTON DE PONTOISE (18 886 inscrits), où se trouvera la seule commune de Pontoise.

LE CANTON DE SAINT-OUEN-L'AUMONE (9 129 inscrits) sera formé des communes de Saint-Ouen-l'Aumône et d'Eragny.

LE CANTON DE TAVERNY (15 744 inscrits) sera formé des communes de Taverny, Méry-sur-Oise, Bessancourt, Frépillon, Béthemont-la-Forêt, Chauvry.

LE CANTON DE FRANCONVILLE (13 000 inscrits) sera réduit à la commune de Franconville.

LE CANTON DE CORMEILLES-EN-PARISIS (12 960 inscrits) sera formé des communes de Cormeilles-en-Parisis et de Montigny-lès-Cormeilles.

LE CANTON DE L'ISLE-ADAM (11 973 inscrits) regrouperait les communes de L'Isle-Adam, Parmain, Presles, Nerville-la-Forêt, Villiers-Adam, Mériel.

LE CANTON DE DOMONT 8 052 inscrits) comprendra les communes de Domont, Bouffémont, Piscop.

LE CANTON DE GONESSE (14 149 inscrits) sera formé des communes de Gonesse, Bouqueval, Le Thillay, Vaudherland, Roissy-en-France, Epiais-lès-Louvres, Villeron, Vémars.

LE CANTON DE SARCELLES serait scindé en deux cantons : l'un à l'est et l'autre à l'ouest (voir nouveau canton : Sarcelles-Saint-Brice).

LES CANTONS D'ARGENTEUIL-CENTRE, ARGENTEUIL-EST, ARGENTEUIL-BEZONS seront quant à eux « harmonisés ». qui faisait passer le nombre des serait scindé en deux. « *C'est un démission !* »

Le sort de quelques communes n'a pas encore été fixé. En effet, la commission *ad hoc* a demandé au préfet d'examiner les souhaits des communes de Méry-sur-Oise, Genicourt et Ennery, qui désirent être rattachées au canton d'Auvers-sur-Oise et de reconsidérer le découpage de Sarcelles.

Au cours du débat, les conseillers étaient saisis de plusieurs propositions. M. Pierre Salvi (Centre démocrate), proposait de modifier le canton de Luzarches en lui retirant les communes de Survilliers (socialiste) et Saint-Witz (centriste) pour les inclure dans le canton de Gonesse, les communes de Fossés (socialiste) et de Marly-la-Ville (communiste) pour les rattacher au canton de Goussainville. Les élus communistes, quant à eux, proposaient qu'un nouveau canton soit créé à Argenteuil. Le conseil général adoptait la proposition de M. Salvi mais rejetait celle des communistes. Les élus communistes soulignaient alors le paradoxe d'un découpage qui faisait passer le nombre des électeurs d'Argenteuil de quatorze mille à vingt-deux mille, tandis que le canton de L'Isle-Adam (municipalité dont M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intrieur, est maire), qui compte quinze mille inscrits, serait scindé en deux. « *C'est un découpage basé sur des considérations politiques*, ont-ils déclaré, *qui vise à obtenir une majorité d'élus de droite alors qu'il existe dans le département une majorité de population de gauche.* » Refusant de « *cautionner* ce *simulacre de démocratie* », les dix élus communistes quittaient la salle du conseil au cri de « *Ponia, démission !* »



Les conditions du dialogue

(Suite de la première page.)

Les droits de l'opposition à s'exprimer à la radio et à la télévision sont respectés, en particulier au niveau du droit de réponse. Au cours d'un séjour en Grande-Bretagne, j'ai pu constater, les conservateurs étant alors au pouvoir, que le congrès du parti travailliste était retransmis intégralement, à toute heure du jour, pendant toute sa durée.

Rien de cela n'existe en France. Lors de son élection à la présidence de la République, Valéry Giscard d'Estaing avait annoncé qu'il proposerait un statut de l'opposition. Il n'est guère besoin de textes législatifs nouveaux pour conférer dans la vie politique de la nation une place convenable à l'opposition. Il suffirait de mettre un terme aux mauvaises habitudes prises par le pouvoir depuis l'avènement du gaullisme.

Au plan parlementaire, il conviendrait que le règlement en vigueur pour l'élection des bureau des assemblées (où est instituée une représentation proportionnelle des divers groupes) se projette au sein des commissions, où les groupes de la majorité ont une fâcheuse tendance à accaparer tous les postes de responsabilité. Les ministres viennent trop souvent exposer devant les groupes de leur majorité — plutôt que devant les commissions — les projets de loi les plus importants. Leur attitude, dans l'hémicycle, est généralement provocante envers l'opposition, le ton polémique adopté ayant pour vertu de ressouder une majorité parfois hésitante.

Au niveau de l'administration, qui essaie dans la plupart des cas, sauf parfois au niveau préfectoral, d'être objective, les pressions sont vives de la part des ministères, pour favoriser l'octroi des crédits d'équipement et de subventions aux maires « bien-pensants ». Les autres doivent dépenser une énergie décuplée pour faire aboutir des dossiers tout aussi justifiés. Le scandale des promesses d'aides financières atteint son apogée dans les périodes électorales. Le candidat du pouvoir, appuyé par préfet et ministres, fait miroiter alors avec largesse, hôpitaux, écoles et H.L.M...

Les partis politiques de la majorité bénéficient, particulièrement, dans cette période, de « fonds » dont l'origine n'est pas secrète pour tout le monde...

A ce propos, où en est donc le projet de M. Poniatowski tendant à « moraliser la vie politique française » en attribuant à toutes les formations politiques des subsides gouvernementaux, comme cela se fait dans plusieurs pays dont l'Allemagne ?

Quant à l'égalité au niveau de l'information, elle reste un mythe. La situation de l'opposition au niveau de la presse écrite s'est singulièrement dégradée. Le pouvoir ou ses groupes de pression économiques se sont peu à peu emparés de la plupart des grands quotidiens et hebdomadaires d'information. Rares sont les publications politiquement engagées à gauche qui ont pu suivre.

Pas de fausse concertation

A la radio et à la télévision, la situation a empiré par rapport à l'époque où J. Chaban-Delmas avait amorcé une libéralisation de l'information. Jamais le président de la République, ses ministres et les leaders de la majorité n'ont tant envahi les écrans, la possibilité de répondre, pour l'opposition, étant réglementée par le principe un cheval, une alouette. Lors des récents événements de Corse, il semblait que M. Sanguinetti ait seul compétence en la matière ! Par expérience personnelle, j'ai constaté que les journaux télévisés m'étaient surtout ouverts lorsqu'un différend surgissait au sein de notre Mouvement, tandis que les décisions acquises à l'unanimité étaient passées sous silence. On me répondra peut-être que Georges Marchais a droit à quelques minutes d'antenne lorsqu'on lui interdit l'accès de la gare d'Austerlitz...

Nous pourrions poursuivre encore ce tour d'horizon des manquements à l'objectivité dont l'opposition, à juste titre, se plaint. En y ajoutant, par exemple, les propos méprisants de M. Poniatowski, qui ne s'en prend pas aux seuls communistes, mais y englobe le plus souvent « leurs alliés ».

C'est dans ce climat d'agressivité soigneusement entretenue depuis dix-sept années que le président de la République adresse périodiquement des appels aux « leaders » de l'opposition, en vue de les rencontrer pour leur donner connaissance de projets gouvernementaux déjà arrêtés.

La plus récente proposition a été faite dans des conditions qui ne pouvaient donner lieu à la moindre négociation : les syndicats, donnés en exemple, avaient été consultés en juillet, et leurs avis avaient pu être utilisés par le gouvernement. Depuis lors, le plan de relance avait été élaboré par la présidence de la République et le gouvernement, et un conseil restreint venait de l'approuver.

C'est à ce moment, quelques jours à peine avant le débat parlementaire devant s'ouvrir sur ce thème (à l'initiative du gouvernement, qui devait en toute logique demander un vote de confiance), que les responsables de la gauche auraient été amenés à prendre connaissance de choix gouvernementaux déjà définis ; ces choix portant sur des mesures fragmentaires, peut-être très valables pour certaines, que nous réclamons depuis longtemps, mais n'apportant aucun grand souffle novateur et n'amorçant pas un changement de cap dans le sens des propositions économiques de l'union de la gauche.

Notre venue à l'hôtel Matignon n'aurait rien changé à ces choix, mais elle aurait été aussitôt interprétée par les porte-paroles du gouvernement comme apportant sinon une caution, du moins un certain appui de la gauche à une politique *que, jusqu'à présent elle a dû combattre.*

Aucune hostilité de principe

Que l'on ne se méprenne pas. Nous n'avons aucune hostilité de principe à des rencontres avec des ministres, — fût-ce le premier — qu'une vie parlementaire normale devrait rendre normales et non exceptionnelles.

Dois-je rappeler qu'en juin 1974 j'avais moi-même demandé, au nom du Mouvement des radicaux de gauche, à M. Chirac de recevoir une délégation de notre parti, que j'aurais conduite, et qui voulait l'entretenir de la situation de P.M.E. et des mesures à prendre pour les sauvegarder ?

Après des semaines d'atermoiements, M. Chirac me fixait enfin un rendez-vous à la mi-août. Quelques heures auparavant, alors que je m'étais rendu spécialement à Paris, il l'annulait avec désinvolture. Une tâche plus urgente lui était apparue : visiter — à la même heure — le « trou » des Halles...

Il faut savoir tout cela pour porter un jugement sur les invitations qui nous ont été ultérieurement adressées, et pour comprendre notre propre attitude.

Pour autant je reste, en ce qui me concerne, très favorable à un changement de la qualité des rapports entre le gouvernement et l'opposition.

Dans les couloirs de l'Assemblée nationale, députés de la majorité et de l'opposition se côtoient, discutent sans la moindre hargne. Ce qui ne les empêche pas, à la tribune, et dans le pays, de défendre leurs projets avec la plus sincère conviction. Les responsables de l'opposition y rencontrent aussi des ministres en exercice, et échangent avec eux des propos courtois, cela est tout naturel.

Mais, pour qu'au-delà de ces rapports superficiels puissent s'établir d'utiles contacts politiques, beaucoup de choses ont besoin de changer, et c'est au président de la République et au gouvernement d'en prendre l'initiative.

Qu'ils donnent à l'opposition non pas un factice « statut », mais une de domaines, à commencer par celui de l'information.

Qu'ils donnent à l'opposition, non pas un factice « statut » mais une véritable égalité des chances (en particulier au niveau des moyens financiers de vie des partis et d'organisation des campagnes électorales).

Et puis qu'ils renoncent à donner à ces éventuelles rencontres, à grand coup de publicité préventive, le caractère d'une simple manœuvre politique destinée uniquement à diviser ou discréditer les dirigeants des formations de l'opposition.

Il reste évident que, si la vie politique y gagnerait en aménité, aucun des participants à ces contacts ne renoncerait pour autant à son idéologie ou à son projet de société.

Ce ne serait pas — perdons tout de suite cette illusion — la panacée ni le prélude à une quelconque « union sacrée ».

Les choix essentiels se feront toujours au niveau du suffrage universel et l'honnêteté politique la plus élémentaire commande aux responsables nationaux de lutter pour la victoire des idées et du programme qu'ils ont proposé à la nation.

ROBERT FABRE.

MM. PONIATOWSKI ET CHIRAC S'AIMENT BIEN

Interrogé, samedi 6 septembre, au micro de Radio-Monte-Carlo, sur ses relations avec M. Jacques Chirac, M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, a déclaré :

« *M. Chirac est un très bon premier ministre, je m'entends très bien avec lui. Certains disent que nous avons un peu le même caractère. Ce qui n'est pas inexact, je crois. Une certaine manière d'aborder les problèmes, de voir les choses, qui est assez similaire. Et je crois que cela doit être vrai puisque je n'ai jamais eu de dissentiment ou de divergence de vues sérieuse avec lui.* (...) *Sur le plan des orientations générales, finalement, nous avons les mêmes vues tous les deux, et nous avons la même loyauté à l'égard du président. Et ça résout tous les problèmes politiques.* »

Le premier ministre a évoqué dimanche, aux Baux-de-Provence, en réponse à M. Poniatowski, l'« *amitié* » qu'il éprouve pour le ministre de l'intérieur et leur « *loyauté commune* » à l'égard du président de la République. « *Cette loyauté est spontanée*, a-t-il ajouté, *et elle est entièrement conforme aux institutions* ».

UNE ÉLECTION CANTONALE

GARD : canton de La Grand' Combe (1er tour).

Inscr., 12 655 ; vot., 8 617 ; suff. expr., 8 383.

MM. Ferdinand Durand, P.C., 3 951 voix ; Maurice Larguier, m. de La Grand'Combe, P.S., 2 502 ; Gaston Benoit, div. d., 1 930. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Jean Delpuech (P. C., récemment décédé, qui avait été réélu dès le premier tour des élections cantonales de mars 1970 avec 5 383 voix contre 4 261 à M. Larguier (P. S.), sur 12.632 inscrits, 9 970 votants et 9 644 suffrages exprimés.

La fédération du Gard du P. C. F. avait, avant le premier tour, relevé l'absence de référence au programme commun et à l'union de la gauche dans les publications électorales du candidat socialiste. Le communiqué de la fédération du Gard du P. C. F., publié dans « l'Humanité » du 4 septembre, relevait également que M. Larguier, P. S., avait reçu le soutien de Mme Suzanne Crémieux, sénateur, Gauche démocratique, qualifiée d'« adversaire déclarée du programme commun ».

Rappelons enfin qu'à l'occasion du vote du budget primitif du conseil général du Gard, intervenu le 20 décembre 1974, les dix conseillers communistes avaient voté contre le budget, qui avait été adopté par les vingt et un socialistes, deux ex-socialistes, quatre radicaux, trois C.D.P., un U.D.R. et deux modérés.]

M. PONIATOWSKI ET L'« OUVERTURE »

Se résignant à admettre l'impossibilité d'un dialogue avec les leaders de l'opposition politique, que son premier ministre et son ministre d'Etat se faisaient au demeurant un grand plaisir de brocarder et de vilipender à longueur de semains, M. Valéry Giscard d'Estaing avait lancé jeudi dernier un appel « aux dirigeants des organisations professionnelles et syndicales, et aussi aux Françaises et aux Français de la base ».

N'ayant apparemment que faire du permanent souci d'« ouverture » du chef de l'Etat, M. Poniatowsi était reparti à l'assaut dès le lendemain, sous les ondes d'Europe 1, en présentant M. Séguy, secrétaire général de la C.G.T., comme « *un amateur de désordres, d'agitation et de délinquance* » (*le Monde* daté 7-8 septembre).

Ces siguliers propos, qui ne sont évidemment pas de nature à faciliter quelque prise de contact que ce soit, sont relevés dans *l'Humanité* du lundi 8 septembre par Michel Cardoze. Jugeant « irresponsable » et « dangereux » le langage du « prince » qui « *a jeté l'insulte à la tête de la plus grande centrale syndicale du pays* », notre confrère estime indispensable qu'il « *quitte le gouvernement* ».

A quel moment la C.G.T. et le P.C.F. se sont-ils donc comportés en « *amateurs de désordres d'agitation et de délinquance* », que ce fût au moment de la guerre d'Algérie, lors des « événements » de mai 1968 ou, plus près de nous, à l'occasion du sanglant affrontement d'Aléria ?

La semaine dernière, le ministre de l'intérieur n'hésitait pas à prophétiser que l'objectif du P.C. était d'« *approcher du pouvoir par le désordre* » (*le Monde* du 2 septembre). Approche du pouvoir ? C'est bien-là sa stratégie, comem celle de tout parti dont c'est la raison d'être. Pour le désordre ? Toute sa tactique va à l'encontre de cette affimation.

M. Poniatowski, qui prend vraiment bien des libertés avec le passé, prendrait-il — pour l'avenir — ses désirs pour des réulités ?

R. B.

Les réactions au sein de l'union de la gauche

M. SARRE : mettre un terme à une polémique pernicieuse.

M. Georges Sarre, animateur du CERES, membre du bureau exécutif du P.S., a déclaré dimanche 7 septembre : « *La preuve est faite que Valéry Giscard d'Estaing ne cédera sur l'essentiel que sous la pression des masses populaires. Cela passe par une relance de l'union de la gauche. Un an après le début d'une polémique stérile autant que pernicieuse, il est temps de dire : « Ça suffit. » Malgré les difficultés de l'heure, le P.S., vis-à-vis du P.C., doit reprendre le rôle d'initiative qu'il avait au lendemain d'Epinay. Nous ne laisserons pas à Valéry Giscard d'Estaing un de ses rares atouts : la discorde de la gauche.* »

● *L'Humanité* répond le samedi 6 septembre à M. Claude Estier, membre du secrétariat national du P.S., qui invitait le P.C., dans un éditorial de *l'Unité*, à « *réserver ses coups à Giscard d'Estaing plutôt qu'à Mitterrand* » (*le Monde* du 6 septembre). Le quotidien communiste, qui accuse M. Estier d'ouvrir « *une nouvelle et grave polémique* », affirme que le P.C. est prêt à examiner « *toutes propositions* » tendant à « *renforcer la crédibilité de la gauche et sa capacité offensive* » afin de « *renforcer la lutte populaire contre Giscard d'Estaing* ».

● *M. Robert Fabre*, président du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré, dimanche 7 septembre, à Saint-Gilles (Gard) : « *Le débat, au début convenable, a rapidement dégénéré en controverse dans laquelle l'animosité n'était pas absente. Nous le disons au parti communiste, car c'est lui qui a ouvert cette controverse.* »

M. Motte : les indépendants ne constituent pas une machine de guerre dirigée contre l'U.D.R.

M. Bertrand Motte, ancien député du Nord, président du Centre national des indépendants et paysans, a indiqué, dans une déclaration à l'agence France-Presse, le 7 septembre :

« *Le pacte confédéral, qui lie depuis juin dernier les républicains indépendants au centre national des indépendants,* « *n'est pas une machine de guerre dirigée contre l'U.D.R.* ».

» *C'est un procès d'intention que nous repoussons. Le match avec l'U.D.R. n'est pas inscrit dans notre projet, qui vise avant tout à conforter la famille indépendante à l'intérieur de la majorité, et, de ce fait, à travailler à la consistance de la majorité.* »

M. Motte a annoncé « *un vaste effort de recrutement et de rassemblement des élus locaux* », et estime opportun une modification du régime électoral pour les villes de plus de trente mille habitants, ajoutant :

« *Tout nouveau système devrait dégager une expression plus diversifiée, sans toutefois que la majorité puisse paralyser la décision. Nous étudions un système « majoritaire pondéré », c'est-à-dire une combinaison assurée et stable pour la liste majoritaire avec représentation proportionnelle des listes minoritaires.* »

● *M. Jacques Braconnier*, sénateur U.D.R. de la Somme, maire de Saint-Quentin, a été nommé par M. André Bord, secrétaire général de l'U.D.R., chargé de mission pour les problèmes des collectivités locales.

LA PRÉPARATION DE MESURES POUR LA CORSE

Libres opinions

LE FEU

par PIERRE BOURGEADE

IL s'est passé le 22 et le 27 août, en Corse, un événement dont l'avenir dira s'il n'a été qu'un événement anecdotique ou s'il s'est agi d'un événement considérable : des Français ont ouvert le feu contre les forces de l'ordre, faisant des morts et des blessés.

C'est la première fois depuis la fin de la guerre, en métropole, que la sourde révolte qui gronde dans les veines de notre nation conduit des citoyens à une telle extrémité.

Pas une seule fois en mai 1968, qui vit pourtant des milliers, si ce n'est des millions de Français se dresser contre le pouvoir en place, un coup de feu ne fut tiré contre les forces de l'ordre.

Certes, depuis 1968, la violence est devenue une constante de la vie politique. De nombreuses catégories de citoyens, incapables de se faire entendre d'un pouvoir de plus en plus lointain, monolithique, inhumain, ont eu recours à ce qui est l'arme du désespoir.

Mais c'est une chose bien différente que de commettre un acte de violence quel qu'il soit (prise d'otages, occupation de locaux, barrages de routes, usage d'explosifs, etc. et de tirer au fusil contre les forces de l'ordre.

Les forces de l'ordre elles-mêmes l'ont compris et l'ont dit. Le responsable syndical des C.R.S., reçu par le ministre de l'intérieur, a déclaré que la mission des C.R.S. n'était pas de faire face à une « situation insurrectionnelle » (1) et a demandé que les C.R.S. cessent d'être engagés en Corse.

Le gouvernement n'a pas répondu à cette demande, mais il y a implicitement fait droit en partie, puisqu'il a fait immédiatement retirer de la Corse l'unité de gendarmerie et l'unité de C.R.S. qui eurent des tués par balle à Aléria et à Bastia.

Il a donné ainsi la preuve de son désarroi : quoiqu'il emploie le langage de la fermeté et prétende faire respecter en tout l'autorité de l'Etat, le sentiment qu'il a de cette autorité ne va pas jusqu'à ce qu'il exige des forces de l'ordre l'acceptation aveugle des conséquences de sa propre politique, comme il serait en droit de le faire, s'il était entièrement sûr de son droit.

Il recule devant le sang que fait couler cette politique, comme les forces de l'ordre elles-mêmes reculent devant les coups de feu des citoyens en état d'insurrection.

***

Les événements de Corse placent, en effet, le pouvoir dans une situation où ce n'est pas seulement son autorité qui se trouve mise en cause, mais sa légitimité, c'est-à-dire le droit qu'il peut avoir à exercer l'autorité.

L'autorité de l'Etat, dans la philosophie juridique libérale où se meuvent les Républiques françaises depuis 1789, a pour base l'idée de contrat : si l'élection la fonde de manière formelle, cette autorité ne se trouve fondée en droit que dans la mesure où l'Etat remplit à l'égard des citoyens un certain nombre de devoirs, garantit l'exercice d'un certain nombre de libertés, etc., faute de quoi l'autorité de l'Etat meurt d'elle-même, la légitimité de l'Etat s'évanouit.

Les jeunes Corses, qui tirent au fusil sur les forces de l'ordre, ont appris sur les bancs de l'école que, dans certaines circonstances dont l'appréciation relève de la seule conscience individuelle, l'insurrection n'est pas seulement un droit, mais « le plus sacré des devoirs ».

C'est parce que l'Etat ne remplit pas à l'égard du peuple corse (ou des peuples breton, basque, occitan, dont la réunion volontaire constitue l'ensemble français) ses obligations élémentaires, que la fraction la plus idéaliste, la plus politisée et la plus désespérée de ces peuples, la jeunesse, se trouve aujourd'hui en rébellion.

Contre cette rébellion, c'est en vain que l'Etat invoque la loi écrite : il imite Créon, invoquant la loi écrite contre Antigone. Mais Antigone se réfère à « la loi non écrite ». L'Etat invoque un texte. Le rebelle invoque un idéal.

***

Comment ne pas entendre son message ?

Les « extrémistes » d'Aléria et de Bastia signifient à chacun d'entre nous que, dans son entreprise de dépossession de l'homme, l'Etat moderne atteint le seuil de ce qu'il n'est plus possible de supporter.

Les Corses ne veulent plus être étrangers sur leur propre territoire. Ils veulent vivre leur propre culture. Ils exigent les droits politiques correspondants à ces revendications élémentaires. Ils invitent chacun des Français à se poser en conscience la question de savoir si aujourd'hui ils vivent réellement en démocratie. S'ils sont réellement maîtres de leur destinée. Si, consciemment ou non, ils n'ont pas, peu à peu, cessé d'être des hommes pour devenir des objets, des pions, des numéros. Ils disent qu'ils préfèrent accomplir, en rebelles, des actions extrêmes, plutôt que de continuer d'être le jouet des intérêts économiques, de la technostructure, des robots.

En prenant leur fusil et en faisant le coup de feu contre les forces de l'ordre, ils ont commis un acte que certains prétendent « irresponsable » mais qui semble, au contraire, lourd de sens : l'Etat les nie comme hommes, ils le nient comme Etat.

***

En 1968, déjà, l'Etat s'est trouvé mis en cause par un grand nombre de Français.

Mais, avec le recul, si l'on considère ce qui s'est passé pendant ces longues semaines d'agitation, on a l'impression que mai 1968, malgré des épisodes de grande violence, a été moins une révolution manquée qu'une sorte de gigantesque psychodrame, moins une insurrection que l'image d'une insurrection. Cela a tenu principalement au fait que les inspirateurs du mouvement, les leaders étudiants, de type Cohn-Bendit, étaient surtout de tendance anarchiste, et que la révolte de mai, malgré les efforts tardifs des organisations politiques pour l'infléchir, conserva jusqu'au bout cette orientation. Fondamentalement différents sont les mouvements autonomistes actuels, car ils ne revendiquent pas l'anarchie contre le pouvoir, mais un pouvoir contre le pouvoir. En cela, si faibles qu'ils semblent être, ils sont infiniment plus dangereux pour l'Etat.

Ils mettent aussi les forces de l'ordre dans une situation qu'elles n'avaient pas connue jusqu'ici.

En 1968, les forces de l'ordre supportèrent seules, pendant près d'un mois, le poids de la révolte parisienne, non sans mal au début mais, une fois rodées à cette agitation urbaine d'un autre âge (barricades, pavés, etc.), avec une certaine facilité, puisque le camp des « révolutionnaires » respectait un certain nombre de « règles du jeu », s'abstenant, en particulier, d'utiliser les armes à feu et d'aller jusqu'à mort d'homme, comme s'il y avait là une limite intellectuelle que le mouvement de mai s'était fixée, et qu'il ne transgressa pas.

Aujourd'hui, cette limite est franchie.

Il n'y a plus de « règle du jeu ».

L'Etat n'a pas entendu l'énorme rumeur confuse de mai. Il n'a pas vu ces foules dans les rues. Verra-t-il ces premiers morts ? Entendra-t-il ces premiers coups de fusil ?

(1) L'expression apparaît deux fois dans le compte rendu de cette conversation. Un ministre, et non des moindres, M. Lecanuet, l'a lui-même employée, depuis, pour qualifier les événements de Corse.

M. CHIRAC : la France doit conserver sa structure politique unitaire.

M. Jacques Chirac a évoqué, dimanche 7 septembre, au micro de France-Inter, les problèmes de la réforme régionale en indiquant qu'« *il ne fallait pas céder à un certain romantisme qui, malheureusement, trop souvent, travaille nos opinions publiques* ». Le premier ministre a ajouté : « *La France est un pays dont le territoire n'est pas très grand par rapport aux grandes unités nationales qui existent dans le monde, et il n'est pas question de favoriser son éclatement. La France a une structure politique unitaire et elle doit incontestablement la garder. Par conséquent, je ne suis pas favorable à ce type de réforme, ce qui ne veut pas dire, d'ailleurs, que je sois contre la décentralisation. Je suis favorable au rapprochement de l'ensemble des décisions qui doivent être prises et de ceux qu'elles concernent. En réalité, il ne faut pas confondre régionalisation politique, ce qui en vérité est un grand danger pour l'unité nationale, avec la décentralisation et l'aménagement de nos structures administratives : ce sont deux problèmes différents.* »

M. MAYMARD (U.D.R.) PRÉCONISE « LA DÉMISSION DE TOUS LES ÉLUS »

M. Raoul Maymard, U.D.R., a donné, samedi 6 septembre, sa démission de conseiller général et de maire de Ghisoni (Corse). Dans la lettre qu'il a adressée à M. François Giacobbi, président du conseil général, sénateur gauche démocratique, M. Maymard estime que « *le réel remède* » à la mise en doute par l'opinion publique de la représentativité des élus, due en grande partie à la fraude électorale, « *notamment facilitée par le vote par correspondance* », réside « *en une démission de tous les élus* ». Pour M. Maymard, qui est le second élu à abandonner ses mandats après la démission de M. Philippo Rossi, conseiller général radical de gauche, de Calenzana, « *le résultat des nouvelles élections (...) — le vote physique étant seul accepté par les candidats — donnerait alors un reflet exact actualisé de la volonté politique du peuple corse* ».

UN PROJET DE MAISON DE TÉLÉVISION A AJACCIO

La situation de la radio-télévision en Corse, à l'heure actuelle, est la suivante : il existe des émetteurs première et deuxième chaîne de télévisioin à Ajaccio, Bastia et Corte, cependant que FR 3 — dont la vocation est éminemment régionale — n'est pas reçue par les habitants de l'île.

C'est pour combler cette lacune que la direction des stations régionales de FR 3 avait pris l'initiative d'envoyer un car-magnétoscope en Corse, au mois de juillet dernier, avec mission de faire des reportages touristiques. Ce fut Aléria.

La chaîne FR 3 possède dans ses cartons un projet de « petite » maison de la télévision à Ajaccio, qui se subsituerait à l'actuel appartement qu'occupent les correspondants de la troisième chaîne dans un immeuble d'habitation. Le terrain est déjà acquis. Reste à approuver la réalisation du futur studio par les autorités locales, les fonds d'équipement étant dégagés par FR 3

L'action conjuguée du préfet Riolacci et de M. Joseph Pasteur, en liaison avec les responsables de FR 3, devrait accélérer la réalisation de ce projet, qui permettrait sans doute le prochain développement des émissions régionales typiquement corses, et non plus « couplées » avec celles de la station Provence - Côte d'Azur.

C. D.

Le service public maritime : plusieurs « variantes » au choix des insulaires

De notre correspondant

Ajaccio. — Contrairement à une opinion largement répandue, la charte de développement adoptée le 4 juillet 1975 par le conseil régional s'écartait sensiblement du projet élaborée par les groupes de travail mis en place par M. Libert Bou.

Continuité territoriale : sur la base de la lettre de M. Jacques Chirac du 17 avril 1975, le gouvernement avait ouvert un crédit de 32 millions ainsi ventilé : versement à la région corse de 19 millions pour être répartis au titre de l'aide sélective aux transports des produits locaux ou (s'il s'agit de produits de première nécessité) d'importation ; versement de 13 millions aux armements maritimes (5 millions en compensation des hausses non répercutées du 1er avril dernier, 4 millions pour la desserte des ports secondaires et 4 millions pour faciliter le transport du fret traditionnel).

Les 13 millions affectés aux armements ont été (ou auraient dû l'être) versés. Quant aux 19 millions affectés à la région, dont le projet de répartition avait été préparé par le comité régional des transports, nouvellement installé, ils ont été refusés par le conseil régional, à l'unanimité, lors de sa séance du 17 juin 1975.

Rappelant cette délibération (unique dans les annales : c'est la première fois qu'une assemblée corse refuse des crédits), le conseil régional inscrit dans la charte son exigence du service public maritime et son corollaire obligatoire : la continuité territoriale. Ce service public, lit-on, se caractérise par « *la garantie de continuité dans la desserte, l'égalité de traitement de tous les usagers pour les services comparables, une subvention nécessaire de l'Etat pour couvrir les charges (...). Le tarif de la S.N.C.F. peut être appliqué aux trapsorts maritimes, suivant une tarification claire. La continuité territoriale a déjà été prévue par les textes et il s'agit de les appliquer sans faux-fuyant. C'est ce que fait l'Italie pour la Sardaigne (...), où la règle forfaitaire d'un éloignement territorial de 100 kilomètres assure à la fois : continuité et service public* ».

Le conseil régional soulignait qu'il n'y a pas contradiction « *entre la continuité et l'aide sélective, à condition que cette dernière s'impute sur une enveloppe financière différente de celle consacrée à la réalisation du service public et de la continuité, qu'il soit admis aussi que cette sélectivité s'exerce en amont de la production et qu'elle soit accordée dans des conditions telles qu'elle ne puisse être confisquée par les intermédiaires et constituer pour eux une surprime* ».

On attend, dans l'île, que l'irritant problème des transports maritimes reçoive la solution qui s'impose, de telle sorte que les coûts du transport soient ramenés à égalité avec ceux des transports ferroviaires pratiqués en France continentale.

Les pouvoirs publics vont proposer aux instances régionales de l'île le choix entre deux ou trois variantes économiques, juridiques et financières pour parvenir à cette continuité territoriale. On ne cache pas, à Paris, que le coût financier de cette continuité territoriale sera très lourd pour les finances publiques (200 millions de francs par an, environ, pour le service public maritime de marchandises et de passagers).

PAUL SILVANI.

M. MITTERRAND : une assemblée élue au suffrage universel avec un exécutif.

M. Mitterrand, évoquant le dimanche 7 septembre, à Saint-Brieuc, le problème corse, a évoqué la « petite loi ratée » de 1972 sur la régionalisation et a ajouté : « *Si on nous avait écoutés, vous n'auriez pas cette loi étriquée, qui n'a fait que déconcentrer les pouvoirs entre des fonctionnaires, mais une Assemblée élue au suffrage universel avec un exécutif.* »

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

P.T.T.

LES PAYS DE LA LOIRE AUTOMATISÉS D'ICI A LA FIN 1977 déclare M. Achille-Fould

« Le budget des P.T.T. 1976 sera le triple de celui de 1974 », a déclaré le samedi 6 septembre, à Nantes, M. Aymard Achille-Fould, secrétaire d'État aux postes et télécommunications.

Le secrétaire d'État a précisé que dans ce budget 1976 *« le budget social sera double par rapport à celui de 1975 ». « Il n'y a pas d'aménagement du territoire sans que les problèmes des télécommunications soient réglés »*, devait encore déclarer M. Aymard Achille-Fould. Selon le secrétaire d'État, la région des Pays de la Loire sera entièrement automatisée d'ici à la fin de 1977, et d'ici à 1979 automatisée avec le réseau international. D'autre part, M. Aymard Achille-Fould a annoncé l'ouverture, au cours du premier trimestre 1976, d'un centre de tri automatique à Nantes-Gare.

FAITS ET PROJETS

Circulation

- PRES DE QUATRE MILLE MORTS SUR LES DEUX ROUES. — En France, près de quatre mille usagers de deux-roues sont tués chaque année par des accidents de la circulation, indique le Comité à la sécurité routière. Sur les trois mille sept cents tués utilisant un engin à deux roues, deux mille cinq cents sont des cyclomotoristes. *« Il s'agit donc là d'un problème essentiel : la sécurité des usagers de cyclomoteurs doit être améliorée*, estime le Comité à la sécurité routière. *Le moyen le plus efficace de les protéger est le port du casque, notamment en agglomération, où l'on a relevé 72 % des blessés graves et 52 % des tués. »*

Transports

- MINIBUS GRATUITS A BOULOGNE-BILLANCOURT. — La ville de Boulogne-Billancourt mettra en service, le 16 septembre, un réseau de minibus gratuits. Deux lignes fonctionneront, desservant le nord et le sud de la ville, et convergeront vers la mairie. Cette initiative fait suite aux expériences déjà tentées notamment par les villes de Sceaux, de Troyes et de Provins, et, plus récemment, par Compiègne (*le Monde* du 5 septembre). L'expérience, limitée dans un premier temps à cinq minibus, coûtera à la ville 630 000 francs par an.

A PROPOS DE...

LA CALE DE RÉPARATION NAVALE DE BREST

Relance de la « station-service » de l'Atlantique

Brest aura une troisième cale de réparation navale. L'annonce faite par le président de la République de doter le port de ce nouvel ouvrage a été accueillie avec satisfaction dans la région.

Attendue depuis environ quatre ans, promise à maintes reprises par les pouvoirs publics, la cale ressemblait à l'Arlésienne : on en parlait beaucoup mais sans la voir. A l'origine, elle était prévue pour accueillir des navires de 500 000 tonnes. La crise qui sévit dans les transports maritimes a, depuis, considérablement ralenti la course vers le gigantisme des flottes marchande et pétrolière. L'ouverture du canal de Suez joue dans le même sens. Aussi le futur ouvrage ne pourra-t-il recevoir, dans un premier temps, que des bâtiments de 300 000 tonnes. Son extension à 500 000 tonnes, que les pouvoirs publics disent comme certaine, dépendra, cependant, essentiellement de l'évolution de la taille des bateaux. (Rappelons que quatre pétroliers de plus de 500 000 tonnes sont sur les contrats de commandes des Chantiers navals de l'Atlantique, le Monde *daté 21-22 août.)*

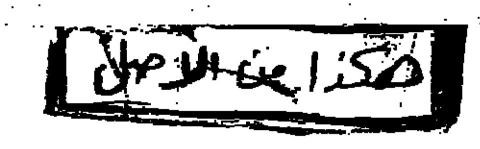
De loin inférieures à celles du projet initial (420 mètres de long sur 80 mètres de large), les dimensions de la nouvelle cale de radoub permettront, cependant, de recevoir des navires qui, jusqu'alors, ne pouvaient être réparés dans le grand port du Ponant. Ainsi, les bâtiments marchands et pétroliers d'un port en lourd supérieur à 250 000 mille tonnes se trouvaient dans l'impossibilité d'être radoubés à Brest. Cependant, l'actuelle cale de grand tonnage, que le général de Gaulle avait inaugurée le 1er février 1969, a déjà accueilli cent quatre-vingt-dix navires. Elle a vu ses activités doubler cette année en raison des événements du Portugal (où existe, à Lisnave, une grande entreprise). Une seconde forme de réparations navales à Brest ne peut qu'accroître les chances du port breton de prétendre au titre de « station-service » de l'Atlantique.

Sa situation géographique à proximité du lieu de passage de tous les navires qui ravitaillent l'Europe du Nord est un avantage considérable pour faciliter son développement. Cependant, cet atout, qui conserve encore toute sa valeur, aurait dû être joué beaucoup plus tôt, pense-t-on dans tous les milieux. Car il faudra attendre au moins quatre ans avant l'entrée en service de la cale géante. Brest disposera alors de deux cales de réparations pour navires de grande taille et de cinq quais de réparations à flot.

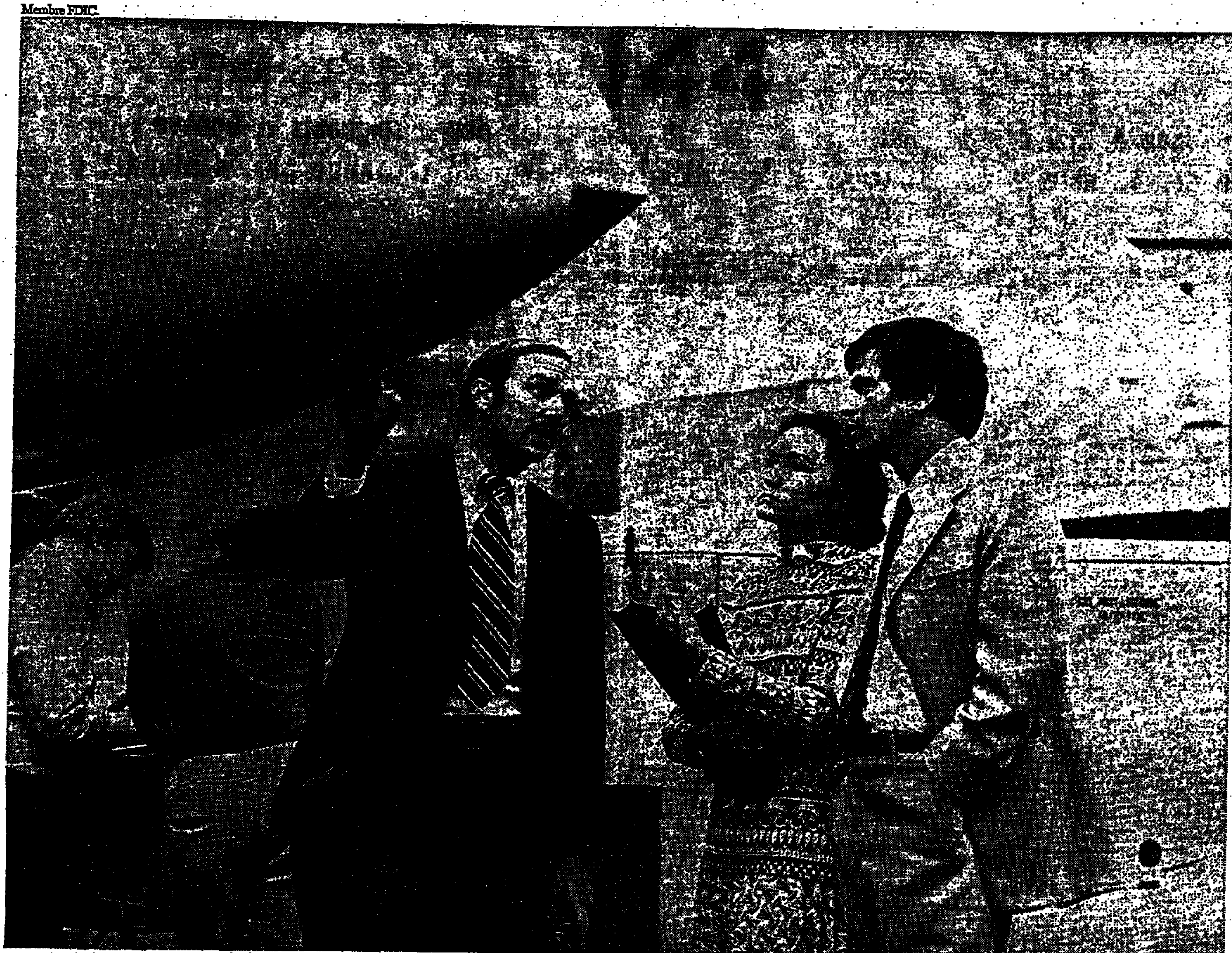
Le Syndicat mixte pour le développement de Brest-Iroise, qui regroupe la communauté urbaine de Brest, la chambre de commerce et d'industrie de Brest et le conseil général du Finistère, doit se réunir rapidement pour déterminer le calendrier des travaux. En attendant, les travaux préliminaires sont sur le point de débuter. Il s'agit notamment de dragage et de la construction d'un cordon d'enrochement. Les crédits existent ; la construction proprement dite de l'ouvrage coûtera environ 600 millions de francs. Quel est le montant de la part qui reviendra aux collectivités locales ? Le Syndicat mixte aura incontestablement à supporter une charge très lourde, même si, dans l'hypothèse la plus favorable, l'État prenait la moitié des dépenses à son compte. La répartition des charges inquiète donc les élus locaux qui entrevoient déjà ses répercussions fiscales. Quoi qu'il en soit, les travaux préliminaires et définitifs auront un effet bénéfique sur l'économie locale, tributaire dans une forte proportion, des métiers du bâtiment et des travaux publics.

Pour Me Georges Lombard, sénateur (Union centriste), président de la communauté urbaine, qui se déclare « comblé de joie », *il a fallu* « travailler d'arrache-pied pour imposer le dossier ». *De son côté, M. de Bennetot, député U.D.R., considère désormais que Brest est appelé à devenir un grand port français. Le maire de Brest, M. Eugène Bérest, se réjouit quant à lui,* « de voir le président Giscard d'Estaing tenir les promesses que d'autres avaient faites sans qu'elles soient suivies d'effet ». *Enfin, M. Louis Le Roux, conseiller régional secrétaire de la fédération du Nord-Finistère du parti communiste, voit dans cette décision du plan de relance l'heureux résultat de* « l'action des communistes qui ont vigoureusement lutté avec les travailleurs du port et fait de multiples interventions à tous les niveaux pour obtenir la construction de la forme de radoub ».

JEAN DE ROSIÈRE.



Membre FDIC



Les responsables d'Etudes Financières de Morgan Guaranty sont des spécialistes du secteur industriel. Voici : Richard Johnson, Carol Hallingby, David Jeffrey, du département transports, visitant une usine aéronautique.

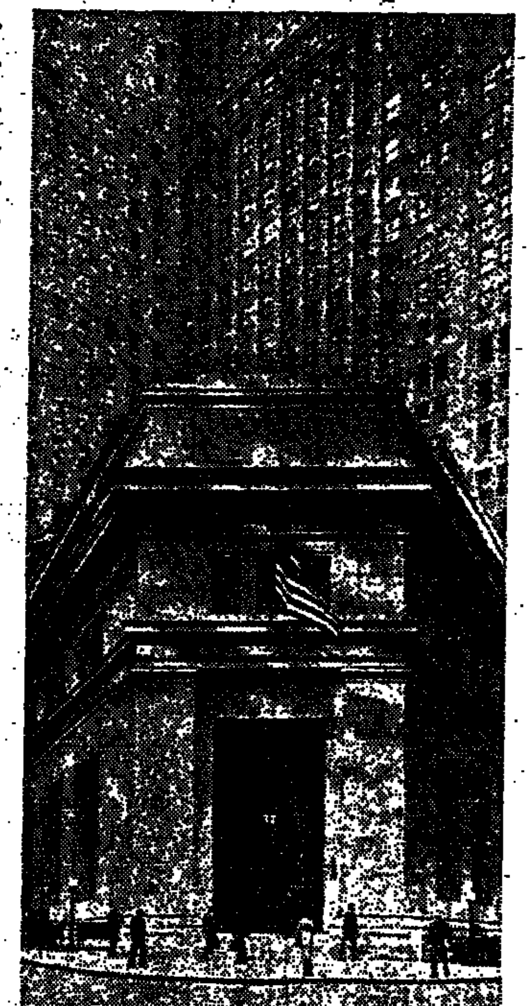
Si vous pensez au marché des Etats-Unis, songez à Morgan Guaranty

En nombre croissant les sociétés européennes investissent aux Etats-Unis, que ce soit par le biais d'acquisitions, de fusions, de « joint ventures » ou en installant directement leurs propres usines. Et en nombre croissant aussi, les sociétés qui songent à s'attaquer au marché des Etats-Unis, se tournent vers le spécialiste en matière d'opérations bancaires internationales : Morgan Guaranty. Si une implantation sur le marché des Etats-Unis fait partie de vos plans, contactez Morgan, sur la place financière internationale de votre choix. Nous pouvons vous aider à chaque étape.

Le département Etudes Financières de la banque Morgan est unique en son genre. Il peut vous fournir une étude en profondeur sur l'industrie qui vous intéresse aux Etats-Unis; vous dire qui seront vos principaux concurrents et où ils sont implantés; quels sont les règlements dont il vous faudra tenir compte à l'échelon fédéral, à celui des états et des municipalités.

Si vous êtes en quête de partenaires éventuels, les experts de notre département « Financial Services » vous aideront à trouver et à jauger les sociétés dont le profil vous convient. Ils vous mettront en rapport avec les conseillers en matière légale et comptable dont vous aurez éventuellement besoin.

Le moment venu de financer votre entrée aux Etats-Unis, les spécialistes en Euro-devises de la



banque Morgan pourront vous offrir une gamme de services très étendue.

Quel que soit le montant de l'investissement prévu, notre expérience nous permet de vous assurer un financement rapide tout en respectant le caractère strictement confidentiel de votre projet. Au cours des derniers mois nous avons fourni — seuls ou en association avec des groupes de banques constitués par nos soins — plus de 500 millions d'Euro-dollars à des sociétés européennes ayant fait des investissements directs aux Etats-Unis. Les prêts allant de 5 à 200 millions de dollars.

Si la croissance internationale fait partie de vos préoccupations, prenez contact avec un des bureaux de Morgan. (Vous en trouverez la liste ci-dessous).

Nous apportons déjà notre concours à 96 des 100 plus grandes sociétés mondiales. Et à un grand nombre de plus petites aussi.

MORGAN GUARANTY TRUST COMPANY, 23 Wall Street, New York, N.Y. 10015. En France : 14, place Vendôme, Paris (téléphone : 260.35.60) • AUTRES SUCCURSALES : Londres, Bruxelles, Anvers, Francfort, Dusseldorf, Munich, Zurich, Milan et Rome (Banca Morgan Vonwiller), Tokyo, Singapour, Nassau • BUREAUX DE REPRÉSENTATION : Madrid, Beyrouth, Sydney, Hong-Kong, Manille, Sao Paulo, Caracas • Associés dans 35 pays • FILIALES BANCAIRES INTERNATIONALES AUX ETATS-UNIS : San Francisco, Houston.

Morgan Guaranty Trust Company

ÉDUCATION

DEUX CONFÉRENCES INTERNATIONALES

Informatique à Marseille : science des ordinateurs ou science de l'information ?

De notre envoyé spécial

Marseille. — La deuxième conférence internationale organisée par l'IFIP (1) sur le thème « Informatique et enseignement » a réuni à Marseille, du 1er au 5 septembre, plus de mille délégués, — la plupart enseignants du supérieur et du secondaire ou informaticiens, — représentant cinquante-deux pays. La première conférence (à Amsterdam, en 1970) avait été consacrée, pour l'essentiel, à l'enseignement « assisté » par ordinateur. Reflétant les évolutions qui sont perceptibles dans ce domaine, les cent soixante-dix communications et les débats ont porté principalement, d'une part sur l'introduction de la démarche et de l' « esprit » informatiques aux différents niveaux d'enseignement ; d'autre part, sur les conséquences, dans les politiques d'éducation, de l'utilisation des ordinateurs dans les pays en voie de développement.

Au commencement, arrivèrent les ordinateurs. Ces merveilleuses machines permettaient de faire en quelques minutes des calculs qui auraient nécessité une vie entière avec les moyens antérieurs. Aussi l'informatique fut vite annexée par les mathématiciens, qui la confondirent avec l'analyse ou le calcul numériques. Elle fut alors considérée par la plupart des spécialistes comme la « *science des ordinateurs* ». Le développement fabuleux de l'industrie des ordinateurs — principalement aux Etats-Unis — devait conforter cette idée.

Dans l'enseignement, on vit bientôt l'intérêt qu'il y avait à utiliser les machines, non seulement pour faire du calcul, mais aussi pour faciliter la transmission des connaissances : l'enseignement « assisté » par l'ordinateur connaissait un certain essor, et d'aucuns n'hésitaient pas à proclamer que les ordinateurs allaient, un jour ou l'autre — révolution industrielle oblige, — remplacer l'instituteur ou le professeur ; tant il est vrai qu'une machine suffisamment puissante et perfectionnée, pour laquelle on a conçu les programmes nécessaires, peut assurer un enseignement individualisé à des milliers d'élèves à la fois. C'était, peut-on penser, la généralisation du précepteur.

Cette conception a été battue en brèche dès ses origines par d'autres scientifiques — des Européens surtout, — qui considèrent l'informatique comme une discipline fondamentale — la « science de l'information » — dotée d'un outil de travail privilégié (mais seulement cela), l'ordinateur. Sa spécificité — la structuration des informations, leur confrontation à des modèles — et sa méthode — l'analyse algorithmique — non seulement permettaient son application aux autres disciplines de la connaissance mais encore, avancent certains, apportaient une solution au difficile problème de la transmission de celle-ci.

Pour M. Jacques Hebenstreit, enseignant à l'Ecole supérieure d'électricité et président du comité du programme de la conférence de Marseille, la transmission des connaissances se heurte en effet à une contradiction. D'un côté, les connaissances croissent de manière « exponentielle » (on estime qu'elles doublent tous les treize ans) ; de l'autre, les capacités d'acquisition de l'individu sont nécessairement limitées par la vitesse de l'apprentissage et le temps qu'il peut y consacrer : le vase déborde. « *La réaction a été d'abord de gonfler les programmes scolaires*, explique M. Hebenstreit. *Puis l'on s'est tourné vers la technologie, mais on se heurtait au même obstacle des limites individuelles. Ensuite, on a inventé le slogan : « Apprendre à apprendre ! », qui n'est en fait qu'un « constat d'impuissance »*. Selon lui, la question n'est pas d'apprendre, d'emmagasiner des connaissances — ce qui conduit nécessairement à l'encyclopédisme, — mais d'être capable de structurer, en référence à des modèles, les informations de toutes natures qui parviennent à l'individu.

La pénétration des diverses disciplines par la science de l'information, en apportant une nouvelle finalité à l'enseignement, pourrait permettre de sortir de l'impasse et, subsidiairement, de parvenir à cette interdisciplinarité restée jusqu'à présent à l'état de vœu pieux. C'est dans cette direction qu'est menée, depuis 1970, l'expérience française d'introduction de l'informatique dans l'enseignement du second degré (2) : appliquer la « démarche » informatique aux diverses disciplines et chercher, dans cet esprit, quel peut être l'apport de la machine. Et non installer un ordinateur et se demander ensuite ce que l'on va faire avec...

Pas un luxe, une nécessité

Combattue par les Anglo-Saxons, cette manière de voir s'est pourtant imposée peu à peu. Parmi les quatre cents communications préparatoires reçues pour la conférence de Marseille, on a pu constater une nette régression de l'utilisation de l'ordinateur comme simple moyen de transmission des connaissances et une majorité s'est dégagée en faveur de l'autre conception.

Mais cette évolution touche surtout les pays fortement industrialisés et dont les systèmes d'éducation sont parvenus à un stade avancé. Le problème est tout autre pour les pays en voie de développement. Ainsi, selon M. Bernasconi, directeur à Rome du Bureau intergouvernemental pour l'informatique (l'IBI dépendant de l'Unesco), « *la priorité doit être donnée à la formation de spécialistes de l'informatique. C'est un moyen, pour ces pays, de passer d'une société statique à une société dynamique* ».

L'introduction des ordinateurs dans un pays, et singulièrement dans ceux qui ne sont pas suffisamment industrialisés, est avant tout un problème socio-économique. Le cas de l'Algérie est significatif. Ce pays, qui connaît à la fois un rythme d'expansion industrielle élevé et une pénurie de cadres techniques et administratifs, a choisi délibérément de faire appel à l'informatique. Non seulement parce que l'ordinateur apporte une efficacité immédiate, mais aussi parce qu'il permet de rationaliser les structures et les procédures. Environ quatre-vingt-dix ordinateurs sont déjà installés en Algérie, dans les administrations et les sociétés nationales. Un Commissariat national à l'informatique a été créé en 1969 et le pays a entrepris une formation de ses propres cadres techniques en ouvrant le Centre d'études et de recherche en informatique d'Alger (CERI) d'où sont déjà sortis trois cent soixante-quatorze informaticiens (trois cent cinquante élèves sont actuellement en formation). Pour M. Bouras, directeur du CERI, cette politique « volontariste » « *n'est pas un luxe mais une nécessité si l'on veut rationaliser le développement* ». En revanche, la sensibilisation à l'informatique de la masse de la population — par l'enseignement primaire et secondaire, — considérée également comme nécessaire, n'a pu encore être entreprise faute de moyens et d'enseignants formés.

Autre exemple : le Cameroun. Ce pays n'est pas aussi avancé que l'Algérie, qui semble bien dans ce domaine en tête des pays en voie de développement. Le nombre d'ordinateurs — uniquement des I.B.M., alors que l'on trouve toutes les marques en Algérie, le gouvernement faisant jouer la concurrence — dans les entreprises y est moindre ; l'administration possède une seule machine, encore sous-employée. Si la volonté est la même d'utiliser les moyens modernes de gestion, les possibilités financières du Cameroun sont nettement plus limitées.

Les représentants du Cameroun à la conférence de Marseille — des enseignants de l'université de Yaoundé — sont donc venus surtout s'informer, prendre contact. Ils se sont montrés sensibles au décalage entre l'environnement moderne des pays industrialisés et la réalité sociale de leur propre pays. « *Ici la vie est imprégnée par l'ordinateur, ce n'est pas la même chose chez nous*, nous disait M. Bebbe Njoh, de l'Institut national d'éducation, organisme chargé de repenser le système éducatif camerounais et de l'adapter aux besoins nouveaux. « *Il ne faudrait pas, dans notre enseignement, placer l'enfant en dehors de son milieu naturel.* » Il s'agit donc d'attendre pour, « *le moment venu, profiter de l'expérience des autres* ».

YVES AGNÈS.

(1) L'International Federation for Information Processing groupe les société savantes de trente-cinq pays. Le membre français de cette organisation est l'AFCET (Association française pour la cybernétique économique et technique), qui compte environ trois mille adhérents, en majorité ingénieurs et chercheurs.

(2) Voir *le Monde* du 25 mars et *le Monde de l'éducation*, n° 6, de mai 1975.

Formation des enseignants à Genève : une nécessité reconnue par la plupart des pa[ys]

De notre envoyé spécial

Genève. — « Il est nécessaire de transformer le système de formation des enseignants » : le propos a été répété sur des registres différents par de nombreux participants à la conférence internationale sur l'éducation organisée par l'UNESCO et le Bureau international de l'éducation, du 27 août au 4 septembre, et consacrée pour l'essentiel à l'évolution du rôle des maîtres et à ses répercussions sur leur formation.

Les quelque trois cent cinquante experts et fonctionnaires appartenant à près de cent pays (une vingtaine représentés par leur ministre de l'éducation) et les délégués des associations i[nter]nationales d'enseignants ont-ils été convaincus [par] le diagnostic formulé par M. M'Bow, dire[cteur] général de l'UNESCO, et par l'appel à la [réno]vation que celui-ci a lancé (« le Monde [du] 29 août) ? Jusqu'à quel point les Etats ont-ils [pris] conscience de la nécessité des changements [et,] lorsqu'ils l'ont fait, sont-ils vraiment décidés [à les] mettre en œuvre ? Le caractère souvent [très] général et très officiel, pour ne pas dire d[iplo]matique, des rapports et des interventions [à la] conférence permettent difficilement de le disce[rner].

Dans quel sens évolue le rôle des enseignants ? Quels sont les facteurs de cette évolution ? Quels changements sont apportés ou prévus ou projetés pour adapter la formation des enseignants ? Le Bureau international de l'éducation avait adressé un questionnaire aux Etats membres de l'UNESCO. Malgré le souci de dégager une problématique commune dans le document de synthèse établi par l'UNESCO, l'évolution paraît largement liée au niveau de développement.

Pour les pays sous-développés, le consensus sur la nécessité de changer le système de formation des enseignants tient à l'énormité des besoins. Par suite de la croissance démographique (2 % par an, voire plus, dans de nombreux cas), il faudrait, selon une étude de l'UNESCO, augmenter de moitié environ le nombre des instituteurs d'ici à 1985 dans l'ensemble des pays peu développés, simplement pour maintenir la scolarisation à son niveau actuel. Or, dans de nombreux pays, moins de la moitié des enfants de six à douze ans vont à l'école. Généraliser l'enseignement primaire, comme l'ont proposé plusieurs conférences internationales au cours des quinze dernières années, exige que le nombre de maîtres double en Amérique latine, augmente de 147 % en Asie et triple en Afrique. Hypothèse irréalisable : « *Bien que nous consacrions plus de 20 % de notre budget à l'éducation, nous scolarisons moins de 12 % des enfants. En y affectant la totalité de nos ressources, nous ne pourrions guère en accueillir que la moitié* », nous disait le ministre de l'éducation de Haute-Volta.

Mais les représentants de certains pays qui, comme le Nigéria ou l'Indonésie, peuvent déjà, avec un taux de scolarisation de 70 à 80 %, envisager un « *enseignement primaire universel* », au cours des prochaines années, n'ont pas été moins affirmatifs. « *Si les méthodes de formation des maîtres restent ce qu'elles sont, il y a peu de chances pour que nous réussissions à changer notre enseignement primaire et secondaire* », déclarait un délégué indonésien.

La sous-qualification des instituteurs (qui souvent n'ont fait eux-mêmes que des études primaires), l'effectif très élevé des classes (quatre-vingts à cent élèves et parfois plus), le fait que l'enseignement soit donné dans une langue étrangère et que les programmes restent souvent calqués sur ceux des pays industrialisés, entraînent des redoublements et de nombreux abandons avant la fin des études primaires. L'enseignement contribue même parfois à provoquer une véritable « déculturation » et à entraîner vers les villes des milliers de jeunes sans formation professionnelle ni possibilité d'emploi.

Pour renverser cette tendance, un certain nombre de pays sous-développés tentent de revaloriser leur patrimoine culturel et de lier l'enseignement au travail, notamment agricole : c'est l'objectif des « *écoles aux champs* » cubaines, de l'enseignement « *moyen pratique* » au Sénégal, ou des « *écoles de promotion collective* » en République Centrafricaine. En même temps, ils souhaitent donner aux enseignants, qui représentent près de la moitié de la main-d'œuvre qualifiée, un rôle plus actif dans la communauté.

Déjà, dans les campagnes, l'instituteur donne des conseils en matière d'administration, de construction ou d'hygiène. Mais certains entendent aller au-delà et faire des enseignants de véritables « *agents de développement* », des animateurs au service de la société ou même du gouvernement : en Guinée, cas extrême, l'instituteur, qualifié de « *militant d'honneur du parti* », est intégré à la hiérarchie de celui-ci.

Les pays industrialisés, bien évidemment, n'ont pas les mêmes besoins de recrutement. La période d'accroissement des effectifs scolaires — et donc du nombre des enseignants — est révolue, ont indiqué des délégués d'Etats socialistes, comme la Pologne, ou de pays occidentaux, comme la Grande-Bretagne, la France ou la Nouvelle-Zélande. Dans certains d'entre eux, la diminution du nombre des naissances laisse prévoir, sinon un surplus d'enseignants, du moins une amélioration des taux d'encadrement.

Cette situation plus confortable ne permet pas cependant de considérer comme résolu le problème de la formation des maîtres. En effet, en raison même de l'« explosion scolaire » passée, une partie des enseignants en exercice ont été recrutés sans formation suffisante, parfois sur le plan scientifique, plus souvent sur le plan pédagogique.

Tâches nouvelles ou nouvelles spécialités ?

Ces tâches elles-mêmes ont changé. Le travail des professeurs, a-t-on indiqué, a été rendu plus délicat par l'ouverture de l'enseignement secondaire à de nouvelles catégories sociales. En même temps, on met l'accent sur une individualisation de l'enseignement, et on attend des professeurs une attitude à la fois plus « éducative » et plus « ouverte » à l'égard des élèves. On leur demande une coopération plus grande avec les familles. Des tâches nouvelles leur sont confiées : orientation des élèves (en Ecosse, par exemple, certains professeurs y consacrent le quart de leur temps de travail), animation d'activités périscolaires, participation à l'éducation des adultes...

Enfin, le développement d'écoles « polyvalentes » surtout dans les pays scandinaves et anglo-saxons peut amener les maîtres à participer à des programmes interdisciplinaires.

Toutes ces fonctions nouvelles peuvent-elles être et doivent-elles être assurées par les enseignants ? N'imagine-t-on pas « *un super-enseignant, un superman* », comme disait un délégué australien ? Une partie des tâches doit-elle être assurée par un personnel spécialisé, comme c'est le cas pour l'éducation des adultes aux Etats-Unis ? Faut-il prévoir des enseignants auxiliaires ? Ou l'intervention à l'école de personnes « extérieures » ? Ces questions étaient posées dans plusieurs études préparées par l'UNESCO : celles-ci envisageaient notamment de substituer à la spécialisation actuelle par discipline une répartition fonctionnelle des tâches entre les enseignants.

Le débat sur ce point a tourné court. Pour les pays sous-développés, en fait, il présentait un caractère assez académique : la polyvalence des maîtres y apparaît comme une nécessité, de même que l'intervention de « non-enseignants » dans les expériences visant à rapprocher l'enseignement du travail. Pour les [pays] industrialisés, la complexité [des] problèmes réglementaires e[t la] résistance des enseignants [eux-]mêmes constituaient au[tant] d'obstacles. Les représentant[s des] organisations internationales [d'en]seignants, présents à Genève, [se sont montrés] hostiles à la fois à l'appel [à des] spécialistes extérieurs — [...] comme auxiliaires des enseign[ants] seuls capables d'« *organiser [le] processus d'apprentissage* » [—] à une redistribution des t[âches] qui risque d'entraîner une d[équa]lification pour certains.

Quelles modifications faut[-il ap]porter, d'autre part, à la fo[rma]tion des maîtres, en fonctio[n des] changements actuels de la [pro]fession enseignante ? Sur ce [point] aussi, le débat est resté limité, la plupart des pays [étant] plus soucieux d'exposer leu[rs ré]formes que d'envisager de [nou]velles méthodes de formation.

Les délégués ont, en ma[jorité,] reconnu la nécessité d'amélio[rer la] formation initiale des maîtr[es et] de prévoir des moyens de fo[rma]tion permanente. Cette pri[se de] conscience s'est déjà traduite [dans] plusieurs pays par la créatio[n ou] le développement d'institu[tions] spécialisées de formation ([écoles] normales ou facultés de [péda]gogie). On tend à « professio[nna]liser » davantage la préparat[ion,] accroître la part consacrée [à la] pédagogie et à la pratique. [Pour] être efficace, estimait un [délé]gué norvégien, la formation [de]vrait comprendre « *50 % de [pra]tique* ». En U.R.S.S., par exe[mple,] les enseignements de péda[gogie] ont été étalés sur toute la [durée] des études.

Mais il est rare que cette [for]mation soit organisée de [façon] cohérente. La formation con[tinue] des enseignants, par exemp[le, se] résume souvent à des act[ions] disparates, touchant une mi[norité] d'entre eux, ou demeure mal [arti]culée avec la formation ini[tiale :] ainsi, en Italie, a-t-on cré[é des] instituts régionaux de pe[rfec]tionnement des maîtres, san[s lien] avec les universités où ce[ux-ci] doivent être formés.

Dans plusieurs pays en vo[ie de] développement, d'autre part, [des] établissements expérimentau[x ont] été créés pour former les « [édu]*cateurs-animateurs* » capabl[es de] participer au développement [géné]ral. Le Pérou a mis en plac[e un] nouveau système de form[ation] permanente des enseignants, c[onfiée] à des « *noyaux éducatifs* [com]*munaux* » et à des « *groupes* [...] *tionnels* » qui se forment [d'eux-]mêmes et auxquels participen[t les] membres de la communauté.

Mais beaucoup n'en sont e[ncore qu'au] stade des études : s'ils ont [créé] des instituts pédagogiques, [ils] n'ont pas encore choisi de [stra]tégie de formation.

GUY HERZLIC[H]

SOCIÉTÉ

RACISME ET « SEXISME »

En marge d' « Histoire d'O »

Combie du paradoxe et de la rision, l'année de la femme n'est ime pas achevée que l'écho de elques pieux discours se perd là dans le vacarme suscité par stoire d'O. Dans sa préface, reproite avec solennité par l'Express, an Paulhan souligne sans ambiité le propos fondamental du re : « Enfin, une femme qui avoue ! il avoue quoi ?... Qu'il faudrait ns cesse nourrir, sans cesse laver et les farder, sans cesse battre. Qu'elles ont simplement soin d'un bon maître... bref, qu'il it prendre un fouet quand on va voir. » *Et la présentatrice de e fortes paroles n'hésite pas à ir reconnaître un caractère « proétique quant à l'avenir des nmes (1) ». Parfait !*

Mais supposons naïvement que bon mbre d'entre elles, d'esprit trop us pour savoir prendre le malur ou tant de bonheur, jugent bile et donc nocive l'image d'ellesmes ainsi enfoncée dans l'esprit leurs enfants, de leurs compaons de vie et de travail, de leurs ployeurs, de l'homme de la rue. e pourraient-elles faire et que urraient faire leurs associations le plan juridique ? Rien.

Ce vide juridique peut surprendre : loi du 11 juillet 1975 n'a-t-elle s étendu au « sexisme » les dispoons de l'importante loi du juillet 1972 relative à la lutte ntre le racisme ? La vérité est un différente...

La loi de 1972 a d'abord puni de nes pouvant être sévères — allant ntuellement jusqu'à un an de pri- — plusieurs infractions déternées : refuser un service à une sonne en raison de son origine de son appartenance à une nie, une nation, une race ou une igion déterminée ; refuser d'emucher ou de licencier une pernne pour de telles raisons ; soutre une offre d'emploi à une ndition fondée sur l'une ou l'autre ces données. La loi du 11 juil- 1975 leur a ajouté, il est vrai, le xe et la situation de famille.

Mais la loi de 1972 allait beaucoup us loin sur deux plans. D'une part, lle reconnaissait à toute association gulièrement déclarée depuis au oins cinq ans à la date des faits, nt l'objet est de combattre le isme, les droits reconnus à la tie civile en ce qui concerne ces infractions, et cela est fondamental. En droit français, en effet, les associations — à la différence des syndicats — ne sont pas habilitées à agir en justice pour la défense des intérêts et objectifs qui ont motivé leur création : si la Seine est polluée par une entreprise et si ses poissons meurent, un syndicat de pêcheurs professionnels peut attaquer cette entreprise, mais pas une association de pêcheurs à la ligne. Comme les victimes directes du racisme ne sont généralement pas en état de saisir elles-mêmes les tribunaux, la loi de 1972 a voulu conférer cette possibilité à des associations présentant certaines garanties. Ce souci ne trouve aucun écho dans la loi du 11 juillet 1975. Si une femme à la recherche d'un travail découvre dans les petites annonces d'un quotidien des offres expressément réservées aux hommes, elle pourra, éventuellement, se constituer partie civile : mais une association créée pour la défense des droits des femmes ne pourra le faire. C'est dire que les nouvelles dispositions ont de fortes chances de n'être jamais appliquées et de rejoindre le grenier des farces et attrapes juridiques.

La loi de 1972 frappe également de peines sévères ceux qui, soit provoqueraient à la discrimination, à la haine ou à la violence envers une personne ou un groupe de personnes en raison de leur origine ou de leur appartenance à une ethnie, une nation, une race, ou une religion déterminée, soit propageraient des idées ou théories tendant à justifier ou encourager cette discrimination, cette haine ou cette violence. La loi du 11 juillet s'est bien gardée d'ajouter le sexe à cette énumération.

Ainsi, si vous diffusez massivement, par l'écriture ou l'image, l'idée selon laquelle le juif ou le Noir « ont simplement besoin d'un bon maître, bref, qu'il faut prendre un fouet quand on va les voir *», vous risquez d'avoir des ennuis... Mais s'il s'agit des femmes, pas de problème, bien au contraire, puisqu'il leur plaît d'être battues.*

La secrétaire d'État à la condition féminine n'a-t-elle pas le sentiment qu' « il y a comme un défaut *» comme disait Fernand Raynaud ?*

JEAN-JACQUES DUPEYROUX.

(1) Madeleine Chapsal, l'Express, page 74.

SCIENCES

Le C.N.R.S. et Rhône-Poulenc ont signé un accord de coopération pour la recherche

Le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) vient de signer avec la société Rhône-Poulenc une convention générale de coopération dans le domaine de la recherche. La convention prévoit notamment que les deux partenaires décideront, au sein d'un comité paritaire, les thèmes de recherche d'intérêt mutuel.

Depuis plusieurs années, le C.N.R.S. tente de créer des liens entre ses laboratoires et l'industrie pour développer la recherche pouvant présenter, à terme, un intérêt pratique. Les premières conventions signées avec ELF-ERAP ou l'Institut français du pétrole se traduisaient généralement par un échange de chercheurs ; encore cet échange était-il le plus souvent à sens unique, des chercheurs du C.N.R.S. allant travailler dans les laboratoires industriels pour un temps limité, sur des sujets déjà retenus par l'industrie.

La convention signée avec Rhône-Poulenc est d'une portée plus vaste. La collaboration portera, en effet, sur des thèmes de recherche choisis en commun. La direction du C.N.R.S. ne souhaite pas voir l'industrie soustraiter à ses laboratoires des travaux d'un intérêt trop limité et désire, au contraire, que les sujets retenus soient de haut niveau. Les travaux se poursuivraient soit dans les laboratoires du C.N.R.S., soit dans ceux de Rhône-Poulenc, soit dans les deux à la fois, et aboutiront, probablement, à l'échange réciproque de chercheurs.

Ne pas imposer de contraintes

Le groupe paritaire qui choisira les sujet, et qui s'est réuni une première fois au mois de juin, s'interdira d'imposer des contraintes aux laboratoires du C.N.R.S. Au cours de réunions mensuelles, il se contentera d'indiquer à Rhône-Poulenc les équipes pouvant être intéressées par les thèmes retenus, et Rhône-Poulenc dialoguera alors directement avec les laboratoires du C.N.R.S.

Il est difficile de dire, pour l'instant, quel accueil recevra cette convention auprès des chercheurs qui se sont souvent plaints de l'intérêt très limité des thèmes de recherche proposés par l'industrie. Ils sont aussi, souvent, gênés par les réticences de l'industrie à autoriser la publication des résultats de leurs recherches. Le C.N.R.S. a demandé à Rhône-Poulenc de limiter au maximum cette interdiction de publier ; c'est le groupe paritaire qui décidera s'il y a lieu ou non de retarder une publication. La portée générale des thèmes retenus devrait d'ailleurs contribuer à résoudre ce problème. — D. V.

● RECTIFICATIF. — Des erreurs de transmission ont rendu incompréhensible un paragraphe de l'article sur les sciences de la terre publié dans *le Monde* daté 7-8 septembre. A propos de l'hélium 3, il fallait lire : « *On vient de trouver que de l'hélium 3, un isotope naturel de l'hélium, est exhalé dans les eaux océaniques profondes en un point privilégié de la dorsale du sud-est du Pacifique.* »

Un peu plus loin, il fallait lire « a priori *catastrophistes* », et non pas « a priori *catastrophiques* ».

RELIGION

En France

LA MOYENNE D'AGE DES ÉVÊQUES A LA TÊTE DES DIOCÈSES EST DE SOIXANTE-DEUX ANS

La France métropolitaine compte à ce jour cent vingt évêques en fonctions dans les quatre-vingt-quatorze diocèses territoriaux, le vicariat aux armées et la Mission de France. Depuis un an, deux évêques sont morts, sept ont démissionné, sept ont été transférés, sept ont été nommés.

La moyenne d'âge des évêques responsables de diocèses — territoriaux ou non — est de soixante-deux ans. Cinq coadjuteurs et vingt-deux auxiliaires sont répartis dans vingt-quatre diocèses. Moyenne d'âge : cinquante-cinq ans. Les départements et territoires d'outre-mer comptent dix évêques.

Ces statistiques ont été établies par les services de l'épiscopat de France. Rappelons que la limite d'âge des évêques est fixée à soixante-quinze ans.

● *Le centre culturel « Les Fontaines »*, de Chantilly (60500, B.P. 205), organise une rencontre œcuménique du 8 au 11 septembre, avec la participation de catholiques, de protestants, d'anglicans et d'orthodoxes.

SPORTS

AUTOMOBILISME

TROISIÈME AU GRAND PRIX D'ITALIE GAGNÉ PAR REGAZZONI

Niki Lauda, champion du monde des conducteurs

Monza. — Le vrai combat qui a opposé les deux pilotes de Ferrari, Clay Regazzoni, vainqueur du Grand Prix d'Italie, et Niki Lauda, nouveau champion du monde des conducteurs, a en réalité eu lieu bien après la course, loin des yeux de la foule. Dans l'euphorie d'une belle journée qui apportait à l'un et à l'autre ce qu'ils espéraient le plus, Regazzoni et Lauda se sont en fin de compte affrontés au champagne. Bouteilles en main, bien agitées pour les mettre en pression et s'en servir comme de lances d'arrosage, les deux compères de l'équipe Ferrari se sont aspergés de la tête aux pieds, et aucun n'a cédé devant l'assaut de l'autre. Cette douche à la Bacchus, bien dans la tradition du sport automobile, venait en conclusion d'un Grand Prix d'Italie au terme duquel la réussite et l'entente de l'équipe Ferrari avaient été complètes.

De notre envoyé spécial

Avant le Grand Prix d'Italie, Niki Lauda, théoriquement, pouvait encore être battu dans le championnat du monde par Carlos Reutemann (Brabham). Eventualité cependant improbable dans la mesure où il aurait fallu que Reutemann gagnât les deux derniers grands prix (Italie, Etats-Unis) et que Lauda ne se classât pas au moins une fois sixième dans l'une de ces deux épreuves. Ferrari, qui n'avait pas été champion du monde depuis onze ans (en 1964, avec John Surtees), n'en avait pas moins décidé de ne prendre aucun risque et de s'assurer définitivement du titre mondial dès le Grand Prix d'Italie. Tout risque ultérieur était ainsi écarté et l'apothéose avait l'avantage d'être célébrée en terre italienne.

La consigne était donc que Lauda obtienne au moins une sixième place à Monza — il a pris la troisième place — et que Regazzoni se porte en tête de la course de telle manière que, quoi qu'il arrive à Lauda, Reutemann ne puisse gagner le Grand Prix d'Italie. Le scénario prévu a été suivi au mot près par Regazzoni et Lauda et il n'y a eu aucun accroc dans leur course d'équipe. C'est la raison pour laquelle les deux complices en sont venus à en découdre, bien après la course, avec autre chose qu'un volant en main.

On a assez dit que les Ferrari étaient les plus compétitives des monoplaces en 1975 pour ne pas revenir sur le pourquoi du succès de Lauda dans le championnat du monde des conducteurs ou pour donner une explication à la victoire de Regazzoni dans le Grand Prix d'Italie. Douze autres pilotes auraient pu gagner à Monza avec une Ferrari, une bonne demi-douzaine sans doute auraient eu toutes les chances de devenir champion du monde pourvu qu'ils appartiennent à l'équipe Ferrari.

A cet égard, en 1975, c'est vraiment la voiture qui a fait la décision, contrairement aux années précédentes, lorsque Fittipaldi ou Stewart remportaient le titre mondial. Pour une bonne part, en ce qui les concerne, à voitures plus ou moins égales, la priorité allait à leurs qualités de pilote. Cela ne revient nullement à sous-estimer le mérite de Lauda, bien au contraire, mais il faut bien reconnaître qu'il aurait dû être bien maladroit ou malchanceux pour ne pas être champion du monde ce dimanche 6 septembre.

Pour l'avenir, il s'agit d'évaluer les possibilités de la concurrence. S'il est admis que, pour 1976, Ferrari disposera des mêmes moyens financiers — le plus fort budget, de loin, de la formule 1, — il reste à savoir si les autres constructeurs pourront se donner les voitures capables de lutter à armes égales avec les Ferrari. On parle beaucoup de la prochaine Tyrrell, dont la conception est tout à fait révolutionnaire, d'une Brabham équipée du moteur 12 cylindres à plat Alfa-Roméo, du nouveau moteur de formule 1 construit par BMW et qui pourrait être utilisé par March.

Il semble bien que le championnat du monde, en 1976, sera marqué par la concurrence des moteurs, d'autant plus que Ligier exploitera le moteur Matra, que Shadow poursuivra peut-être son expérience avec ce même moteur, et que l'idée de lancer dans l'aventure le moteur Renault 1 litre et demi à turbo-compresseur fait son chemin. Le Ford-Cosworth, qui a longtemps été le moteur quasi standard de la formule 1, est cependant loin d'être relégué au deuxième plan. Il se pourrait même qu'il reprenne son rang si la Tyrrell 1976 est aussi réussie qu'on le dit ou si la nouvelle Lotus a été bien conçue.
la condition qu'un autrce nom

Du côté des pilotes, les transferts notoires seront peu nombreux d'une année à l'autre. Tout juste croit-on possible le départ de Scheckter de chez Tyrrell, à la condition qu'un autre constructeur lui offre la forte somme qu'il recherche. Dans cette hypothèse, Tyrrell pourrait faire appel à un deuxième pilote français — Jacques Laffite — pour former équipe avec Depailler, mais il existe d'autres solutions de nature à conserver à l'écurie son équilibre anglo-saxon.

Jean-Pierre Jarier ne sait pas encore s'il restera chez Shadow. Nul ne peut plus ignorer qu'il aimerait bien conduire une Ligier, mais la décision appartient au bailleur de fonds (le SEITA). La première Ligier doit être confiée à Beltoise ; il reste à savoir si les moyens financiers nécessaires pourront être dégagés pour en construire une seconde. D'autres projets français semblent avoir plus ou moins de chances de se concrétiser : une Renault de formule 1, qui porterait peut-être un autre nom ; une Martini (1), et il n'est pas exclu, à moyen terme, que Matra décide de faire plus que fournir des moteurs.

FRANÇOIS JANIN.

(1) M. Tico Martini est établi à Magny-Cours, dans la Nièvre. C'est lui qui a construit la formule 2 qui a permis à Jacques Laffite de gagner le championnat d'Europe.

FOOTBALL

EN CHAMPIONNAT D'EUROPE DES NATIONS

La Belgique n'a pas fait mieux que la France face à l'Islande

La Belgique a franchi un nouveau pas vers la qualification pour les quarts de finale du championnat d'Europe des nations en battant l'Islande par un but à zéro, le samedi 6 septembre à Liège. L'avant-centre belge Raoul Lambert a marqué l'unique but du match en déviant de la tête un centre de Johan Devrindt à la quarante-quatrième minute du match.

Malgré une très nette domination, les Belges n'ont pu faire mieux que les Français — qui avaient battu les Islandais par trois buts à zéro le 3 septembre à Nantes — et sont venus régulièrement butter sur la défense renforcée des Islandais, où le gardien de but Stefansson s'est, une fois de plus, particulièrement distingué.

La question qui se pose désormais est de savoir si la Belgique pourra conserver l'avance de trois points qu'elle possède sur la France dans le groupe 7 avant le dernier match qui opposera les deux équipes le 15 novembre à Paris.

Auparavant, la Belgique et la France devront rencontrer respectivement la R.D.A., le 27 septembre à Bruxelles et le 11 octobre à Leipzig. Une victoire de la Belgique la mettrait hors de portée des Français. Pour conserver toutes leurs chances, les Français devront prendre contre la R.D.A. un point de plus que la Belgique — c'est-à-dire faire match nul si les Belges perdent, — ou gagner si les Belges obtiennent un match nul.

Si les Français gagnaient alors leur dernier match contre la Belgique et terminaient donc à égalité de points, ils seraient assurés de devancer leurs adversaires à la différence des buts marqués et encaissés.

CLASSEMENT

1. Belgique, 4 matches, 7 points (différence de buts : + 4) ; 2. France, 4 matches, 4 pts (+ 2) ; 3. Islande, 6 matches, 4 pts (—5) ; 4. R.D.A., 4 matches, 3 pts (—1).

LES JEUX MÉDITERRANÉENS D'ALGER

Un pari tenu et gagné

Alger. — Les septièmes Jeux méditerranéens d'Alger ont connu leur apothéose traditionnelle avec une cérémonie de clôture haute en couleur. Le stade, comme un théâtre vide, porte à la nostalgie après ces quinze jours de fête. Les gradins désertés font penser à ces arènes romaines que l'on visite en cherchant à imaginer de quel enthousiasme les foules les habillèrent. Mais on ne raconte pas le passé, on établit des bilans. Celui que l'on peut dresser après ces Jeux méditerranéens paraît plus que satisfaisant. En se chargeant de les or[...]niser, l'Algérie avait pris des risques considérab[...] et cet engagement tenait plus du pari que d[...] décision calculée. Le pari a été gagné dans l'[...]semble, et notamment sur le plan sportif, ce [...] en la matière, est tout de même le plus import[...] Deux mille cinq cents athlètes venus de quat[...] pays ont concouru dans une douzaine de di[...]plines, et la parfaite organisation des compétit[...] prouve que les choses avaient été bien prépar[...]

Le regroupement de la majorité des épreuves en un site unique, comme cela s'était vu à Munich pour les Jeux olympiques, a bien évidemment facilité le travail d'organisation, d'autant plus que les installations, notamment la piscine et la salle omnisports, sont de conception très moderne. Une grande souplesse dans les contrôles et la gentillesse désarmante des organisateurs ont permis de pallier les défauts inhérents à ces grandes rencontres internationales.

Lancer le sport algérien

On sait que les responsables algériens avaient à cœur en organisant ces jeux de promouvoir le sport dans un pays qui avait eu, depuis son accession à l'indépendance, d'autres préoccupations.

Il est encore trop tôt pour dire si cet objectif sera atteint dans l'avenir, mais il est évident que la population aura été sensibilisée à l'événement. Comment ne l'aurait-elle pas été, elle qui fait de la télévision sa source principale de distraction, et alors que les programmes, du midi jusqu'au soir, étaient résolument sportifs ?

Hormis le football, qui n'a pas attendu les jeux pour être une passion populaire, bien d'autres disciplines souvent méconnues ont été révélées jusque dans les foyers les plus reculés. Il nous a été donné, dans certains de ces foyers les plus reculés. Il nous a été donné, dans certains de ces foyers, de voir les enfants s'exercer au judo, et d'entendre les femmes... parler de boxe. Le spectacle le plus étonnant était celui de cette centenaire qui se penchait attentivement vers l'écran lumineux, découvrant tout un monde ignoré un siècle durant.

Cette fenêtre constamment ouverte vers les activités sportives aura certainement contribué à faire évoluer bien des mentalités encore enfermées dans les traditions. Donner à voir des filles algériennes en short d'athlète ou en maillot de bain n'est pas le moindre paradoxe d'un pays où les femmes voilées restent nombreuses. Le président Boumediène a déjà dit ce qu'il fallait en penser, en affirmant que ce n'est pas le voile qui fait la femme algérienne. Et il est vrai que l'on assiste sur ce point à une évolution surprenante. Il n'empêche qu'on ne modifie pas si aisément les mœurs, et que bien des précautions sont encore prises. Par exemple, les lycéennes ne feront du sport que si les parents les y autorisent. En lançant le pavé des Jeux méditerranéens dans la mare des traditions, le gouvernement algérien n'a pas cherché la provocation. Il a procédé, comme à son habitude, par brusque mutation, dans une sorte de fuite en avant concertée dont il a su jusqu'ici tirer profit.

Le bénéfice qu'espère tirer l'Algérie des Jeux méditerranéens ne doit pas faire oublier qu'il s'agissait d'une rencontre internationale dont l'intérêt se voit parfois sous-estimé. Les pays européens continuent d'y faire la loi. Au nombre des médailles, comme au nombre de points attribués, selon les classements, l'Italie, la France, la Yougoslavie et l[...]pagne prennent, dans l'ordre, [...] premières places. Cette supré[...]tie assurée conduit, malheure[...]ment, les responsables de ces [...] à négliger parfois la qualité [...] sélections.

De notre envoyé spécial

Ce n'est un secret pour [...]sonne que la délégation fran[...] a doublé en nombre d'ath[...] deux mois avant les Jeux, [...] après la visite du secré[...] d'Etat à la jeunesse et aux sp[...] M. Pierre Mazeaud, en Alg[...] La prise de conscience « p[...]que » du ministre françai[...] comprend, mais elle a cont[...] certaines fédérations à des s[...]tions hâtives.

Il semble pourtant que [...] choix intéressants s'offraien[...] sport français. Soit, et selo[...] disciplines, envoyer ses meil[...] compétiteurs afin de prouver [...] valeur et de fournir un exe[...] comme n'hésitent pas à le [...] les Etats-Unis ou l'U.R.S.S. [...] d'autres circonstances ; [...] composer soigneusement de[...]lections qui iront s'aguérrir [...] des compétitions de valeur [...]tive, certes, mais non dépou[...] de signification. Les basket[...] les volleyeurs et même les [...]balleurs français ne pourron[...] dire qu'ils ont perdu leur [...] à Alger : où, mieux [...] auraient-ils trouvé l'occasi[...] participer à des demi-fina[...] même à des finales ?

Enfin, il reste que la Tu[...] la Grèce, l'Egypte, la Syrie, [...]gérie, la Tunisie, le Liba[...] Maroc et la Libye (cités [...] leur ordre de classement [...] Jeux d'Alger) méritent [...] qu'un certain mépris. C'est [...] chance de pouvoir dispute[...] compétitions à leur mesure [...]core faut-il qu'on ne les aid[...] trop à monter sur le podiu[...] s'efforçant de ne pas leur op[...] le meilleur athlète dans c[...] discipline. A ce prix, les [...] méditerranéens pourront pr[...] un nouvel essor ou sombrer [...]tement dans l'indifférence [...] sort, ici comme en d'[...] domaines, est lié à celui des [...] riches.

FRANÇOIS SIM[...]

Un équipement de médecine sportive important

L'Algérie, qui entend mener, à l'exemple de la République démocratique allemande, une politique à long terme de sport de masse, a consacré, ces dernières années, un énorme effort à son équipement sportif, en préparation des Jeux méditerranéens. La médecine sportive a bénéficié, en corollaire, bien légitimement de cet effort et dispose d'installations, d'antennes médicales et d'un centre national de médecine sportive remarquable, aussi bien dans le domaine de l'exploration fonctionnelle que des examens de laboratoires (automatisés) de la kinésithérapie, des équipements mobiles d'urgence.

Ces objectifs ne se limiteront cependant pas là : un nouveau centre médical sportif va être construit, à partir de l'an prochain, dans l'enceinte de la cité olympique d'Alger : véritable polyclinique ultra-moderne de soixante-dix lits équipés pour la chirurgie traumatologique, l'exploration cardio-pulmonaire, etc. Bref, un équipement de qualité pour l'instant réservé aux athlètes de haute compétition, mais que l'on espère ici voir étendre rapidement à l'ensemble de la population sportive.

TENNIS

AU TOURNOI DE FOREST-HILLS

La première grande victoire de Manuel Oran[...]

New-York (A.F.P.). — L'Espagnol Manuel Orantes a g[...] dimanche 7 septembre, à vingt-six ans, son premier grand to[...] de tennis, en battant, d'une manière aussi magistrale qu'inatte[...] l'Américain Jimmy Connors dans la finale du tournoi open de F[...] Hills.

Le mérite d'Orantes est d'autant plus grand qu'il avait dû jouer tard la veille un match marathon (près de quatre heures) en demi-finale contre l'Argentin Guillermo Vilas, qu'il avait battu en cinq sets après avoir effectué un retour miraculeux. Mené 2 [...] à 0, puis 2 sets à 1, 0-5 et [...] sur son service au quatrièm[...] Orantes sauva cinq balle[...] match et aligna sept jeux de [...] pour égaliser à 2 sets pa[...] avant de s'imposer dans le [...]nier set par 6-4.

Contre Connors, l'Espagno[...] pas attendu le cinquième set [...] prendre l'avantage. Spécialist[...] rencontres sur terre battue, [...] joué admirablement sur le gr[...]pilé du court central, surface [...]rement plus rapide que la [...] battue de Roland-Garros o[...] Rome.

Mené 2-0 dans le premier [...] après avoir perdu d'entrée [...] service, Orantes aligna qu[...] jeux d'affilée en prenant [...] fois le service de Connors. Ce [...]nier mettait de nombreuses b[...] dans le filet ou hors du court, [...] spécialement sur ses coups [...] proche. Quand il parvenait [...] filet, Orantes le lobait d'une f[...] spectaculaire ou répondait pa[...] remarquables passing-shots.

Ce dernier mena rapidem[...] 2-0 au début du troisième [...] mais Connors passa brusquem[...] à l'attaque et revint à 3-2. L'E[...]gnol, sans se démonter, gagna [...] trois jeux suivants. Connors co[...]nua à faire beaucoup d'erre[...] Sur son service, au dernier [...] il sauva une balle de matc[...] 30-40. Mais Orantes reprit l'av[...]tage et remporta le match sur [...] magnifique passing shot le l[...] de la ligne, qui laissa Con[...] sans réaction au filet. Le m[...] a duré seulement une heure q[...]rante-sept minutes.

Pour Connors, cette nouv[...] défaite survient à la fin d'[...] saison plutôt décevante. Il [...] gagné cette année aucun des to[...]nois du grand chelem. Battu [...] Newcombe dans la finale aust[...]lienne, il tomba sur un A[...] éblouissant dans la finale [...] Wimbledon, avant de connaî[...] la déroute à Forest-Hills dev[...] Orantes (il n'a pas participé [...] tournoi de Roland-Garros). L'a[...]née dernière il avait rempo[...] ces trois tournois, et seule u[...] interdiction de jouer à Rolan[...] Garros l'avait privé d'un possi[...] grand chelem.

En gagnant à Forest-Hi[...] Orantes a renouvelé, dix ans p[...]tard, l'exploit de son compatri[...] Manuel Santana, vainqueur, [...] 1965, du Sud-Africain Cl[...] Drysdale.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

COUPE D'EUROPE DES EPREUVES COMBINEES A BYDGOSZCZ (Pologne)

DECATHLON

Classement par nations. — 1. U.R.S.S., 23 631 pts ; 2. Pologne, 22 374 pts ; 6. Finlande, 22 137 pts ; 4. R.D.A., 23 625 pts ; 5. R.F.A., 22 37à4 pts ; 6. Finlande, 22 137 pts ; 7. France, 21 375 pts.

Classement individuel. — 1. Litvinenko (U.R.S.S.), 8 030 pts (11 sec. 26, 7,10 m, 14,14 m, 1,89 m, 49 sec., 14 sec. 65, 47,96 m, 4,20 m, 67,68 m, 4 min. 18 sec. 2) ; 2. Avilov (U.R.S.S.), 7 973 pts ; 3. Katus (Pologne), 7 950 pts ; ... 19. Schoebel (Fr.), 7 148 pts (11 sec. 33, 6,77 m, 13,52 m, 1,83 m, 51 sec. 04, 15 sec. 83, 40,32 m, 4,20 m, 57,04 m, 4 min. 50 sec. 6) ; 20. Gemise Fareau (Fr.), 7 129 pts (11 sec. 13, 7 m, 12,45 m, 1,89 m, 50 sec. 04, 15 sec. 14, 36,29 m, 4,30 m, 44,90 m, 4 min. 49 sec. 1) ; 21. Lerouge (Fr.), 7 088 pts (11 sec. 35, 6,79 m, 12,80 m, 1,80 m, 51 sec, 15 sec. 81, 41,30 m, 4,20 m, 52,26 m, 4 min. 44 sec. 5) ; ... 26. Le Roy (Fr.), 6 410 pts (11 sec. 05, 7,36 m, 14,07 m, 1,92 m, 45 sec. 02, 14 sec. 97, 44,26 m, 0, 5 min. 48 sec. 0).

Yves Le Roy occupait la deuxième place au classement individuel quand il manqua ses trois essais à 4,30 m au saut à la perche. Ayant débuté le concours à cette hauteur, il marqua 0 point et ne poursuivit pas son décathlon.

PENTATHLON

Classement par nations. — 1. R.D.A., 13 754 pts ; 2. U.R.S.S., 13 186 pts ; 3. R.F.A., 12 751 pts ; 4. Autriche, 12 621 pts ; 5. Hongrie, 12 124 pts ; 6. France, 12 064 pts ; 7. Pologne, 11 745 pts.

Classement individuel. — 1. Pollak (R.D.A.), 4 672 pts (13 sec. 52, 15,76 m, 1,69 m, 6,12 m, 23 sec. 82) ; 2. Laser (R.D.A.), 4 574 pts ; 3. Thon (R.D.A.), 4 508 pts ; ... 15. Debourse (Fr.), 4 127 pts (14 sec. 59, 12,31 m, 1,72 m, 5,64 m, 25 sec. 36) ; ... 17. Lebeau (Fr.), 4 037 pts ; ... 21. Rega (Fr.), 3 900 pts ; ... 24. Bortiga (Fr.), 3 851 pts.

FRANCE - R. F. A. A LINGOLSHEIM (Bas-Rhin)

Les espoirs français (athlètes de moins de vingt et un ans) ont battu leurs homologues allemands par 214 points à 196. Les Français ont totalisé onze succès : Duvoir (47 sec. 6 au 400 mètres), Charron (1 min. 50 sec. 2 au 800 mètres), Rutton (3 min. 48 sec. 1 au 1 500 mètres), Dalbon (10 sec. 4 au 100 mètres, devant Guy, 10 sec. 5, et Amoureux, 10 sec. 5), Lemire (5 min. 39 sec. au 2 000 mètres steeple), Bonnet (2 m 17 en hauteur), Stanou (65 m 96 au marteau), Coquin (17 m 43 au poids), record de France juniors), Butel (15 m 91 au triple saut), Abada (5 m 20 à la perche).

En revanche, dans le match féminin disputé à Œtigheim (Bade-Wurtemberg), les Allemandes ont battu les Françaises par 158 à 106 points.

COUPE LATINE

Le Brésil a remporté, au stade Maracana de Rio-de-Janeiro, la première Coupe latine d'athlétisme, à laquelle participaient six nations (Argentine, Brésil, Chili, Espagne, France et Italie).

Au cours de la dernière journée, le samedi 6 septembre, les Français ont gagné quatre épreuves : le 5 000 mètres avec Gomez (14 min. 6 sec. 6/10), le 200 mètres avec Sainte-Rose (21 sec.), le relais 4 × 100 mètres (40 sec. 4/10) et le 800 mètres féminin avec Martine Vooms (2 min. 8 sec. 2/10).

Au classement masculin, le Brésil (108 pts) devance la France (105). Chez les dames, le Brésil (81 pts) s'impose devant l'Italie (60) et la France (51).

Automobilisme

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS GRAND PRIX D'ITALIE DISPUTÉ A MONZA

1. Regazzoni (Ferrari), 300,560 km en 1 h. 22 min. 42 sec. 6 (moyenne 218,034 km-heure) ; 2. Fittipaldi (McLaren), à 16 sec. 6 ; 3. Lauda (Ferrari), à 23 sec. 2 ; 4. Reutemann (Brabham), à 55 sec. ; 5. Hunt (Hesketh), à 57 sec. ; 6. Pryce (Shadow), à 1 min. 16 sec. ; 7. Depailler (Tyrrell), à 1 tour ; 8. Scheckter (Tyrrell), etc.

Classement du championnat du monde. — 1. Lauda, 55,5 pts ; 2. E. Fittipaldi, 39 ; 3. Reutemann, 37 ; 4. Hunt, 30 ; 5. Regazzoni, 25 ; 6. Pace, 24 ; 7. Scheckter, 19 ; 8. Brambilla, 6,5 ; 12. Laffite, 6, etc.

Basket-ball

La Tchécoslovaquie a remporté le tournoi féminin de Kosice en battant en finale le Canada par 68 points à 46. Pour la troisième place, l'Italie s'est imposée devant la France par 55 points à 54.

Cyclisme

Le Belge Roger De Vlaeminck a remporté le 7 septembre, à Belfort, le Critérium des as, en couvrant les 100 kilomètres de l'épreuve derrière entraîneurs en 2 h. 2 min. 15 sec. Il a devancé d'une seconde ses compatriotes Van Springel, Maertens, Merckx et le Français Bernard Thévenet.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIEME DIVISION

(troisième journée)

GROUPE A

*Hazebrouck et Rennes	0-0
*Amiens bat Châteauroux	0-0
*Angoulême bat Dunkerque	3-1
*Laval bat Fontainebleau	2-1
*Rouen bat Cholet	6-2
*Boulogne bat Lorient	3-0
Malakoff bat *Tours	1-0
*Brest et Sedan	1-1
*Paris F.C. bat Caen	2-1

CLASSEMENT

1. Paris F.C., 7 pts ; 2. Rennes et Amiens, 6 ; 4. Angoulême et Laval, 5 ; 6. Malakoff, 4, etc.

GROUPE B

*Besançon bat Gueugnon	4-1
*Cannes bat Auxerre	2-0
*Ajaccio et Red Star	0-0
*Saint-Dié et Toulon	1-1
Mulhouse bat *Nevers	2-0
*Angers bat Chaumont	2-0
*Martigues et Montluçon	1-1
Toulouse bat *Sète	3-2
Remis : Béziers - Epinal.	

CLASSEMENT

1. Cannes, 7 pts ; 2. Ajaccio, 5 ; 3. Béziers, Toulon, Toulouse, Angers, Besançon et Gueugnon, 4, etc.

Golf

L'Anglais Gordon Brand a remporté le titre international des juniors en battant en finale son compatriote Tim Giles sur le parcours de Saint-Nom-la-Bretèche. Sur le même parcours, Nathalie Jeanson a gagné le championnat de France juniors féminin en battant Anne Lanrezac sur le score de 4 et 3.

Hippisme

Le prix de la Goutte-d'Or, disputé à Longchamp et retenu pour les paris couplé gagnant et tiercé, a été gagné par « Gonfalon », suivi de « Lasmir » et de « Bach ». La combinaison gagnante est 4 - 17 - 12.

Jeu à treize

CHAMPIONNAT DE FRANCE Première journée

POULE A

Toulouse b. *Bordeaux	12-9
*Saint-Estève b. Albi	25-0
*Carcassonne b. Pamiers	34-6
*XIII Catalan b. Lezignan	16-13
*Marseille b. Saint-Gaudens	17-14
*Villeneuve b. Pia	43-5

POULE B

*Avignon b. Limoux	34-7
Tonneins b. *Carpentras	16-15
Pau b. *Montpellier	28-24
*Roanne b. Cavaillon	26-14
*Villefranche b. Cahors	29-5
Saint-Jacques de Carcassonne b. *Stella Saint-Maur	22-12

Jeux méditerranéens

L'Algérie a battu la France par 3 buts à 2 en finale du tournoi de football qui clôturait les Jeux méditerranéens d'Alger. Les Algériens égalisèrent à 2 buts partout à la dernière minute du match et s'imposèrent au cours de la prolongation. C'est l'arrière français Stassewitz qui marqua d'ailleurs contre son camp le deuxième but algérien.

En volley-ball, l'équipe de France a pris la troisième place derrière la Yougoslavie et l'Italie.

Rugby

L'Association sportive de Béziers, championne de France, a gagné le trophée Panache en battant Brive par 25 points à 6.

Ski nautique

Le Vénézuélien Carlos Suarez, un étudiant de quinze ans, a remporté à Thorpe-Park (Angleterre) le titre mondial avec 3 669 points, en dominant la très forte sélection des Etats-Unis. Par équipe, ces derniers devancent nettement l'Australie et le Venezuela.

Tennis

CHAMPIONNATS INTERNATIONAUX DES ETATS-UNIS A FOREST-HILLS

SIMPLE MESSIEURS

Demi-finales. — Connors (E.-U.) b. Borg (Suède), 7-5, 7-5, 7-5 ; Orantes (Esp.) b. Vilas (Arg.), 4-6, 1-6, 6-2, 7-5, 6-4.

Finale. — Orantes (Esp.) b. Connors (E.-U.), 6-4, 6-3, 6-3.

SIMPLE DAMES

Finale. — C. Evert (E.-U.) b. E. Goolagong-Cawley (Austr.), 5-7, 6-4, 6-2.

DOUBLE DAMES

Demi-finales. — M. Court-V. Wade (Austr.-G.-B.) b. F. Durr-B. Stove (Fr.-P.-B.), 6-1, 6-2 ; B.J. King-R. Casals (E.-U.) b. C. Evert-M. Navratilova (E.-U.-Tch.), 3-6, 6-4, 6-1.

Finale. — M. Court-V. Wade (Austr.-G.-B.) b. B.J. King-R. Casals (E.-U.), 7-5, 2-6, 7-6.

DOUBLE MESSIEURS

Finale. — Connors-Nastase (E.-U.-Roum.) b. Okker-Riessen (P.-B.-E.-U.), 6-4, 6-4, 7-6.

DOUBLE MIXTE

Finale. — R. Casals-Stockton (E.-U.) b. B.J. King-Stolle (E.-U.-Aust.), 6-3, 6-7, 6-3.

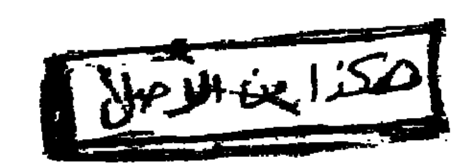
CHAMPIONNATS DE FRANCE DES JEUNES A ROLAND-GARROS FINALES

Simple jeunes gens. — Casa b. Moretton, 6-3, 6-4.

Simple jeunes filles. — P. Dupuy b. A. Péraud-Prax, 6-0, 6-2.

Simple cadets. — Noah b. Portes, 6-2, 6-3.

Simple cadettes. — A. Chevallier b. A. Figueras, 6-1, 6-4.



PA

MANAGEMENT INFORMATION SERVICES — 150.000 F

The French subsidiary of a large international group, manufacturing and marketing well-known branded and unbranded consumer durables for home decoration purposes and for the building industry, requires a senior executive. He will report directly to the chief executive and will be primarily responsible for the development and management of accouting and E.D.P. based management information systems within the company. Existing systems will have to be modified and adapted to an overall plan which will be developed by this person. It is expected that candidates, with a university degree, will be in their thirties, preferably of French mother tongue, with prior experience in evaluating, developing and implementig information systems on a company wide basis. International experience is an added advantage. This key position offers excellent opportunities of international scope for the right man. The annual starting remuneration envisaged ranges from 120 to 150.000 francs depending on experience and performance. The job location will be in a city in the North East of France or possibly Paris. Write to Paris address. Réf. A/2307M

CHEFS DE PROJET — 100.000 F

Engineering nucléaire - Industries lourdes — Un des premiers groupes internationaux d'engineering, bénéficiant d'une très forte notoriété et intervenant à tous niveaux et dans les divers secteurs de l'économie (industries, équipements collectifs...), recherche des Ingénieurs Chefs de projet pour faire face à son expansion et ceci plus particulièrement dans les domaines « industries lourdes » et « engineering nucléaire ». Avec une très grande autonomie, ils assumeront la responsabilité complète de projets, depuis l'étude jusqu'à la réalisation : négociations commerciales, conception technique, gestion financière, coordination et mise en route. Ils seront assistés d'équipes techniques de haut niveau. Ces postes ne peuvent convenir qu'à des ingénieurs grandes écoles, ayant si possible acquis une spécialisation en génie chimique (ENSIC, ENSPM, etc.). Agés de 30 ans au moins, ils auront environ 8 années d'expérience dans la coordination et la gestion de projets. Une expérience de l'engineering dans les domaines « nucléaire » ou « industries lourdes » serait particulièrement appréciée. La connaissance de l'anglais n'est pas indispensable si ce n'est pour ceux qui accepteraient et souhaiteraient une affectation à l'étranger. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 100.000 francs, pourra être supérieure si l'expérience acquise le justifie. Ecrire à Paris. Réf. B/5488M

DIRECTEUR D'USINE — 100.000 F

Région Sud-Est — Une importante société française spécialisée dans la confection de prêt-à-porter de luxe, recherche le Directeur de l'une de ses unités de production située dans le Sud-Est. Rattaché au Directeur de Production, il dirigera une unité de 200 personnes et pourra être amené à contrôler une autre unité d'une centaine de personnes. Chaque saison, il élaborera avec le Directeur de Production et la Direction Générale le programme de fabrication, le budget prévisionnel de son unité et le plan d'investissement. Il aura pleine délégation pour réaliser les objectifs définis, pour organiser son unité et définir les choix techniques sur le plan production tout en respectant les contraintes exprimées par le bureau d'industrialisation, les services Méthodes et Qualité. Il sera responsable de la gestion du personnel avec l'assistance fonctionnelle du Directeur du Personnel de la Société. Ce poste convient à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation ingénieur ou équivalent, ayant acquis une solide expérience dans un poste de commandement en usine, connaissant très bien les problèmes du textile et particulièrement de la confection (pantalons, jupes, robes...). La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 100.000 francs, sera liée à l'expérience acquise. Ecrire à Paris. Réf. A/2313M

MARKETING SALES MANAGER — Paris

Produits de luxe — La société C.J. BONNET, occupant une place de premier plan dans le domaine de la création et de la commercialisation de produits textiles de luxe (130 personnes, CA 30 millions dont 70 % réalisés à l'exportation), crée le poste de responsable de son département « carrés et écharpes » (marques CASTEL, Jacques HEIM, PACO RABANNE...). Basé sur Paris (ou Lyon), et rattaché directement à la Direction Générale, il prendra en charge, dans le cadre d'une direction par objectifs, la responsabilité globale de la gestion et du développement des ventes de ce département en France et surtout à l'étranger où l'implantation en ce domaine est récente. Ce poste conviendrait à un cadre de formation commerciale, âgé d'au moins 32 ans, possédant l'expérience d'un poste à responsabilité dans le domaine du marketing et des ventes de produits de luxe à grande diffusion au niveau international. Ce poste demande une bonne disponibilité pour de fréquents déplacements à l'étranger et une facilité d'adaptation à des situations très variées. Une parfaite maîtrise de la langue anglaise, complétée si possible par une bonne connaissance de l'allemand, est indispensable. La rémunération, fonction de l'importance de ce poste, sera étroitement liée à l'expérience acquise. Écrire à Lyon. Réf. A/3336M

CHEF DES SERVICES COMPTABLES — 90.000 F

Une importante société française spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'appareils de mesure, recherche le Chef de ses services comptables, poste basé dans les Yvelines. Sous l'autorité du « Controller », il supervisera, gérera et assurera le fonctionnement des opérations financières et comptables, et il dirigera une équipe de vingt personnes. Pour mener à bien sa tâche, il s'appuiera sur les services de comptabilité générale, sur la facturation et la comptabilité clients, et sur le département comptabilité analytique. Il travaillera en étroite liaison avec le contrôle budgétaire et l'informatique. En collaboration avec le « Controller », il établira les bilans et comptes d'exploitation, les plans de trésorerie, les déclarations fiscales. Il sera responsable de la mise en application et du contrôle des procédures propres à ses fonctions. Ce poste conviendrait à un cadre, âgé d'au moins 30 ans, de formation comptable supérieure (DECS, préparation expertise...), ayant acquis une expérience conséquente dans un poste opérationnel similaire, rompu aux problèmes de comptabilité analytique et possédant des capacités certaines pour diriger une équipe. Une formation à la comptabilité anglo-saxonne et un passé professionnel dans des sociétés industrielles seront des éléments déterminants. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 90.000 F, sera liée à l'expérience acquise et pourra être supérieure pour un candidat de très grande valeur. Écrire à Paris Réf. A/2312M

SPÉCIALISTE ACIER-EXPORTATION — 90.000 F

Forges et Acieries — Une société d'exportation très importante, filiale d'un des tout premiers groupes industriels français comprenant de nombreuses filiales étrangères, recherche un spécialiste du Marché de l'Acier. Sous l'autorité du responsable de la promotion des produits métallurgiques à l'exportation, il prendra en charge certains marchés (Afrique et Moyen-Orient). Basé à Paris, il sera responsable du suivi des dossiers depuis les approvisionnements jusqu'à la réalisation des commandes. Sur place (35 % de son temps), il aura pour mission de détecter les besoins auprès des importateurs, des transformateurs et des grosses entreprises, de promouvoir et de développer la vente des produits aciers et de négocier les contrats (prix, délais...). Ce poste conviendrait à un cadre d'au moins 30 ans, très vendeur, ayant acquis une solide expérience du négoce international de l'acier et la pratique des procédures à l'exportation. La connaissance de l'anglais est indispensable. La nationalité est indifférente. La rémunération annuelle brute, de l'ordre de 90.000 francs, sera fonction de la personne considérée. Ecrire à Paris. Réf. A/2283BM

GESTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE — 60.000 F

Une société en expansion continue, la première dans sa profession, recherche pour son siège de Lille le responsable de son service Comptabilité Générale. Rendant compte au Directeur Administratif et Financier, dans un large esprit de délégation, il animera une équipe de sept personnes chargées de la comptabilité clients, de la comptabilité fournisseurs, de la tenue des livres de banque, du suivi de la trésorerie... Il se verra en outre confier la responsabilité de certaines tâches administratives : paye, contacts avec les organismes socio-professionnels, contentieux, assurances... Travaillant en liaison constante avec les autres services, il sera associé à la gestion de la société. Ce poste convient à un candidat âgé de 27 ans au moins, de formation comptable supérieure (DECS), préparant si possible l'expertise et intéressé par les problèmes de gestion. Il aura acquis une première expérience soit au sein d'un cabinet, soit dans l'industrie en tant qu'Adjoint d'un Chef de Service Comptable. Les qualités humaines : souplesse, esprit d'équipe seront déterminantes. Le salaire annuel de départ sera de l'ordre de 60.000 F. Ce poste offre d'intéressantes perspectives d'avenir à un candidat de fort potentiel. Ecrire à Croix. Réf. A/4234M

DIRECTEUR MARKETING — 150.000 F

Lyon — Un laboratoire pharmaceutique français, filiale d'un groupe multinational de premier plan, recherche un Directeur Marketing pour son siège à Lyon. Rendant compte au Président et en étroite liaison fonctionnelle avec la maison-mère et les autres filiales européennes, il aura à définir, mettre en place et contrôler la politique Marketing de la société, sur le marché français, sous tous ses aspects : plan prévisionnel, stratégie, exécution des plans, diversification. Relèveront de lui, la force de vente ainsi que les chefs de produits. Ce poste de haut niveau, nouvellement créé, sera confié à un candidat âgé d'au moins 35 ans, diplômé d'enseignement supérieur et qui pourra justifier d'une connaissance approfondie des concepts et des méthodes modernes de marketing et de gestion de produits acquise à un haut niveau de responsabilité. La pratique courante de l'anglais est exigée. La rémunération annuelle de départ sera fonction du niveau de compétence atteint. Des informations complémentaires seront fournies au cours d'un entretien strictement confidentiel avec notre consultant chargé de cette recherche. Écrire à Paris. Réf. A/2311M

GESTION DE PRODUCTION — 100.000 F

Provence — Une société française de moyenne importance (350 personnes, CA 35 millions), appartenant à un groupe de dimension internationale, recherche un contrôleur de gestion de fabrication pour son unité située en Provence et spécialisée en chaudronnerie et mécanique. Rendant compte uniquement à la direction générale, ce responsable aura pour mission dans le cadre d'une réorganisation en cours, de mettre en place des budgets prévisionnels de fabrication, des moyens de contrôle et d'analyse des écarts. En particulier, il concevra et fera appliquer les procédures de saisie d'information appropriées à la mise en forme d'un tableau de bord et d'un fichier prix de revient des produits finis. Pour ce faire, il prendra en charge le service des méthodes qu'il devra consolider pour lui faire jouer un rôle de liaison entre les différents services : fabrication, clients et gestion. Ce poste d'audit et d'animation se situera sur un plan fonctionnel dans un premier temps mais évoluera vers des responsabilités plus larges de direction technique. Il conviendrait à un ingénieur diplômé (AM, ...), âgé d'au moins 35 ans, ayant acquis une solide connaissance des problèmes de production, complétée par une réelle expérience de gestion prévisionnelle. La rémunération annuelle, de l'ordre de 100.000 francs, sera liée à l'expérience acquise et évoluera avec les responsabilités. Ecrire à Lyon. Réf. A/3338M

DIRECTEUR DES VENTES — 100.000 F

Grande Consommation — Située en banlieue nord de Paris, la filiale française de vente d'un des plus importants groupes industriels américains recherche, dans le cadre de son expansion, un responsable des ventes pour ses produits de fourniture pour la maison et les loisirs. Le titulaire du poste relèvera directement du Directeur Général. Il aura la responsabilité de la moitié de la force de vente existante, qu'il spécialisera dans la diffusion des produits au travers des différents canaux de grande distribution. Il animera cette équipe de 20 personnes réparties sur le territoire national, et sera responsable d'un chiffre d'affaires actuel de l'ordre de 40 millions de francs. L'organisation de ce département des ventes, la définition d'une politique de prix, et la supervision des actions de promotion font également partie de sa mission. Ce poste conviendrait à un homme de 30 ans minimum, possédant une solide formation commerciale et ayant une expérience d'au moins cinq ans de la grande distribution et des techniques modernes de vente. La connaissance de l'anglais serait appréciée. Le salaire annuel est de 100.000 francs auxquels s'ajoute une voiture. Écrire à Paris. Réf. A/2315M

RESPONSABLE MARKETING — 100.000 F

Cette même société (cf. Réf. A/2315F) recherche également le responsable du département marketing pour l'ensemble des produits, grande consommation et industriels. Rattaché au Directeur Général, il aura pour principale mission d'apporter aux équipes de vente les informations sur la distribution des produits (connaissance des segments de marché et des différents canaux de distribution propres à chaque gamme de produits). Il établira des études de marché quantitatives et il bénéficiera de l'assistance du siège européen pour ce qui concerne la publicité, la définition des produits et leur emballage. Il préparera les plans de lancement et de promotion. Ce poste conviendrait à un homme de 30 ans minimum, de formation supérieure, avec une solide expérience des études de marché et prêt à assumer un poste opérationnel. La connaissance de l'anglais est indispensable. Le salaire annuel de départ est de 100.000 francs. Écrire à Paris. Réf. A/2316M

GÉNIE CIVIL INGÉNIEUR D'AFFAIRES — 90.000 F

Réalisations Industrielles — Notre client est un puissant groupe de renommée internationale, spécialisé dans les constructions de matériels industriels et la réalisation, en tant qu'entrepreneur général, d'usines clés en mains. Il recherche un ingénieur d'affaires pour son département génie civil. Sous l'autorité de son responsable, il sera chargé de mener à bien, en tant que technicien mais aussi en tant que gestionnaire, les projets qui lui seront successivement confiés dans le cadre de contrats clés en mains. Nous recherchons un ingénieur TP, AM IDN ou équivalent + CHEC si possible pouvant justifier d'une expérience de bureau d'études de trois ans au moins, acquise de préférence en entreprise. La connaissance de l'anglais est nécessaire. Le poste qui est à pourvoir à Lille implique des déplacements de courte durée à travers le monde. La rémunération annuelle de départ, fonction des compétences acquises, pourrait être de l'ordre de 90.000 francs. Intéressantes perspectives de carrière. Ecrire à Croix. Réf. A/4238M

CHEF DES VENTES — 80.000 F

Emballage alimentaire — Un très puissant groupe multinational, spécialisé dans l'emballage, recherche pour sa filiale française de distribution deux Chefs des Ventes. Sous l'autorité du Directeur Commercial, ils se partageront le territoire afin de développer des ventes essentiellement orientées vers le secteur alimentaire : négociations importantes, animation et contrôle d'une équipe de 5 représentants chacun, organisation des promotions. Ces postes nouveaux conviendraient à des candidats âgés d'au moins 27 ans, possédant un bon niveau de formation et une expérience de la vente et de l'animation d'une équipe, si possible dans l'emballage ou l'industrie alimentaire (viandes, salaisons, conserves...). Les qualités d'homme de terrain seront déterminantes dans une fonction impliquant 80 % de déplacements. De bonnes connaissances d'une langue étrangère (anglais ou allemand) seraient appréciées. La rémunération annuelle de départ comprendra un fixe de l'ordre de 75.000 francs et un intéressement sur l'accroissement du chiffre d'affaires. Ces postes sont à pourvoir dans la banlieue Nord-ouest de Paris. Écrire à Paris. Réf. A/2314M

COMPTABILITÉ ET ADMINISTRATION — 75.000 F

Banlieue parisienne — Une entreprise moyenne (90 personnes - chiffre d'affaires 12 millions de francs) spécialisée dans la mécanique de précision et ayant des fabrications très diversifiées, crée pour faire face à son expansion, le poste de « Chef des services comptables et administratifs ». Dépendant du Président, il prendra tout d'abord en charge la réorganisation de l'administration et de la comptabilité (circuits, procédures...). Ensuite, avec une très grande autonomie, il sera responsable de tous les aspects comptables, financiers et administratifs de la société. Il sera assisté de 3 personnes. Ce poste, basé en proche banlieue Nord, convient à un candidat âgé de 38 ans au moins, de formation comptable et capable de faire preuve d'initiatives et d'autonomie dans son travail. Il aura acquis une bonne maîtrise des techniques comptables au sein d'une entreprise industrielle de moyenne importance dans une fonction similaire. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 75.000 F. Ecrire à Paris. Réf. A/2300M

JEUNE CADRE COMMERCIAL — 60.000 F

Une PME, située dans une ville importante du littoral nord, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'articles textiles à l'usage des industries et collectivités, recherche un jeune Cadre en vue de lui confier à moyen terme la direction commerciale de l'affaire. Il prendra le relais de l'action commerciale menée jusqu'à ce jour par la direction vis-à-vis d'une clientèle déjà constituée et surtout aura à développer un nouveau marché à très fort potentiel dans l'hôtellerie et la restauration. Pour cela, il mènera dans un premier temps une action importante sur le terrain et constituera progressivement la force de vente de l'Entreprise qu'il animera par la suite. Ce poste convient à un candidat diplômé d'une école supérieure de commerce et possédant déjà une expérience de deux ou trois ans dans la vente. Des qualités de vendeur, d'homme de terrain et par la suite de gestionnaire et d'animateur sont nécessaires. La rémunération de départ, de l'ordre de 60.000 F, évoluera rapidement en fonction des résultats et responsabilités. Ce poste aux perspectives très ouvertes doit intéresser un candidat à fort potentiel. Ecrire à Croix. Réf. A/4237M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre " Service du Contrôle " indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727 35-79

9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-63 — 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

CARNET

Naissances

— M. Alain Briffod et Mme, née Germaine Léon-Dufour,
Clémence, Estelle, Aymeline et François-Xavier,
sont heureux de faire part de la naissance de
Louis
Paris, 30 août 1975.
106, avenue Denfert-Rochereau.

— Le chef de bataillon et Mme J.-F. des Prez de la Morlais laissent à Fabrice la joie d'annoncer la naissance de son frère
Thomas
le 5 septembre 1975.
53, avenue de La Bourdonnais,
75007 Paris.

Mariages

— M. et Mme Jean Bastid
sont heureux de faire part du mariage de leur fille,
Dominique,
avec
Patrice Bazaud,
le 30 août 1975.
15000 Aurillac 91000 Evry.

— Mme Françoise Granier,
M. Claude Rabut,
Mme Jean Dayan,
ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants,
Caroline et Jean-Paul,
le 11 septembre 1975.

— M. Louis Alizard et Mme, née Sauty de Chalon,
ont l'honneur de faire part du mariage de
Mlle Béatrice Alizard,
leur fille, avec
M. Denis Samuel-Lajeunesse,
le 13 septembre 1975.
27, rue Ledru-Rollin,
03000 Moulins.

— Mme René Samuel-Lajeunesse, née Weyl,
a l'honneur de faire part du mariage de
M. Denis Samuel-Lajeunesse,
son fils, avec
Mlle Béatrice Alizard,
le 13 septembre 1975.
80, rue du Cherche-Midi,
75006 Paris.

Décès

— M. et Mme Bernard Bouygues,
M. et Mme Robert Grémaud,
Mme Ph. Tézé-Redier,
M. Jean-Marc Bouygues,
M. et Mme Patrice Bouygues,
M. et Mme Alexandre Josset et Florent,
M. et Mme Thierry Grémaud,
M. Olivier Grémaud,
M. François-Régis Tézé,
Mlles Virginie et Perrine Tézé,
M. Nicolas Redier,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petit-fils,
Mlle Jany Grégoire, sa fidèle gouvernante,
ont la douleur de faire part du décès de
M. René BOUYGUES,
ancien élève
de l'Ecole polytechnique,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
survenu le 5 septembre, dans sa quatre-vingt-quatrième année.
La cérémonie religieuse aura lieu, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, place Victor-Hugo, Paris (16e), le mardi 9 septembre à 10 h. 30.
Cet avis tient lieu de faire-part.
22, rue Emeriau,
75015 Paris.
19, allée de la Fontaine-au-Blanc,
78860 Saint-Nom-la-Bretèche.
27, rue de Tocqueville,
75017 Paris.

— Mme Maurice Curie,
M. et Mme Daniel Curie,
Mme Madeleine Rouquette,
Les familles Rouquette, Castel, Laborde, Mahoudeau, Passelac, Lanvin, Joliot, Buchader,
ont la douleur de faire part du décès de
Maurice CURIE,
professeur honoraire
à la Faculté des sciences de Paris,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
survenu le 2 septembre 1975, en sa quatre-vingt-septième année, à son domicile de Bourg-la-Reine.
Selon la volonté du défunt, les obsèques et l'incinération ont eu lieu au colombarium du Père-Lachaise, le 5 septembre 1975, dans l'intimité familiale.
42, rue Yvonne,
92340 Bourg-la-Reine ;
10, rue Cuif,
94410 Saint-Maurice.

[Né le 12 octobre 1888, Maurice Curie était le fils de Jacques Curie, qui avait découvert le phénomène de piézoélectricité, en collaboration avec son frère, Pierre Curie. Lui-même avait commencé sa carrière scientifique à l'Institut du radium, sous la direction de Marie Curie, puis il avait créé le Laboratoire de luminescence de la faculté des sciences de Paris. Il avait été président de la Société française de physique en 1960.]

— M. et Mme Pierre Estienne, professeur à la faculté des lettres de Clermont-Ferrand,
Et leurs enfants, Jean-Laurent et Michel,
ont la douleur de faire part du décès de leur fille et sœur,
Françoise ESTIENNE,
professeur agrégé d'allemand
au lycée d'Etat de Montluçon,
survenu le 21 août 1975, au Ghana, dans sa vingt-huitième année.
Les obsèques ont eu lieu à Volvic, le 6 septembre 1975.
17, boulevard Gergovia,
63000 Clermont-Ferrand.

— On nous prie d'annoncer le décès du
Docteur Jacques FRENAL,
survenu le 4 septembre 1975.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
De la part de
Mme Odile Frenal-Dejouany,
Et de toute la famille.
Polyclinique,
17110 Saint-Georges-de-Didonne.

— Mme François Gisbert,
M. et Mme Francis Gisbert et leurs enfants,
M. et Mme François Lescuyer et leur fils,
Mlle Hélène Gisbert,
ont la douleur de faire part du décès accidentel, le 27 août 1975 à Sestri-Levante (Italie) de
Marc GISBERT,
dans sa vingt-troisième année.
L'inhumation a eu lieu le jeudi 4 septembre 1975 dans l'intimité à Montvicq (Allier).
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les familles Heymann, Jacobi, Stern,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Charles HEYMANN,
survenu, dans sa soixante-septième année, à Saint-Jean-Cap-Ferrat (06), le 3 septembre 1975.
Les obsèques ont eu lieu à Calais, le 8 septembre 1975.

— M. et Mme Léon-Paul Leroy,
M. Jean-Paul Leroy,
Mme Marcel Dubois,
M. et Mme Jules Macquart,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Léon LEROY,
née Julienne Macquart,
survenu le 5 septembre 1975 à Neuilly-sur-Seine, dans sa quatre-vingt-cinquième année.
Les obsèques auront lieu le mercredi 10 septembre 1975 à 11 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste, avenue du Général-de-Gaulle à Neuilly.

— Mme Raymond Picard, son épouse,
Ses enfants, Marion, Marielle et Blaise,
Et toute leur famille,
ont la très grande douleur d'annoncer que
M. Raymond PICARD,
professeur à la Sorbonne,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier des Palmes académiques,
est décédé, le 5 septembre 1975, à l'âge de cinquante-huit ans, à la suite d'une cruelle maladie.
La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 10 septembre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, à Paris-5e.
16, avenue Arouet, 92330 Sceaux.
Cet avis tient lieu de faire-part.
[La biographie de M. Picard a paru dans « le Monde » du 7-8 septembre.]

— Mme Gaston Wolff, son épouse,
M. et Mme François Wolff,
M. et Mme Alain Wolff,
M. et Mme François Brégegère et leur fils,
Nicole, Agnès, Thierry et Sabine Wolff, ses enfants, petits-enfants et arrière-petit-fils,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Gaston WOLFF,
ingénieur E.P.C.I.,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
survenu le 5 septembre 1975, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.
Les obsèques auront lieu le mardi 9 septembre 1975 au cimetière du Père-Lachaise.
On se réunira à 14 h. 30 à la 96e Division.
152, boulevard Berthier,
75017 Paris ;
37, rue des Longs-Prés,
92100 Boulogne ;
21 bis, avenue d'Iéna,
75116 Paris.

Anniversaires

— Pour le cinquième anniversaire du décès de
M. Edmond WELLHOFF
une pensée est demandée à ceux qui restent fidèles à son souvenir.

Remerciements

— Dans l'impossibilité de répondre individuellement à toutes les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de
M. Bruno JAMET,
Mme Bruno Jamet et ses enfants remercient toutes les personnes qui, par leurs prières, leur présence et leurs messages, se sont associées à leur douleur.

— Mme H. René Lafon,
M. et Mme Francis Lafon et leurs enfants,
remercient bien sincèrement tous ceux qui leur ont témoigné leur affection et leur amitié lors du décès de
M. H. René LAFON.

— Mme Raymond Litvac,
dans l'impossibilité de répondre à toutes les marques de sympathie qui lui ont été témoignées lors du décès de
M. Raymond LITVAC,
prie toutes les personnes qui se sont associées à son grand deuil de trouver ici l'expression de ses vifs remerciements.

Communications diverses

— Le ministère de la justice organise, les 15 et 16 octobre prochain, un concours pour le recrutement de chefs de service (hommes) appelés à diriger les établissements pénitentiaires.
Renseignements et inscriptions (jusqu'au 20 septembre) à la direction régionale des services pénitentiaires de Paris, 1, avenue de la Division-Leclerc, 94260 Fresnes ; tél. : 350-30-83.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Visites et conféren

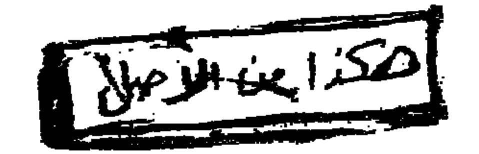
MARDI 9 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PRO NADES. — Caisse nationale monuments historiques. — 15 entrée du château : « Saint-main-en-Laye : de la paroisse rois de France à l'hôtel de La Rc foucauld » (Mme Carcy) : 15 devant l'église : « Eglise S Etienne-du-Mont » (Mme Gar Ahlberg) ; 15 h., métro Bourse Vivienne : « Le temble du capi la Bourse de Paris » (Mme Oswa 15 h., sortie gare du Pecq : centenaire du Vésinet » (Mme nec).

15 h., 1, rue Saint-Louis-en- « Les hôtels de l'île Saint-Lou 20 h. 30, place de l'Hôtel-de-V « Les hôtels du Marais illumi (A travers Paris). —15 h., porc l'église : « Jardins secrets de S Germain-des-Prés » (Mme Hage 15 h., 12, rue Charles-V : « de la Brinvilliers, rue des Lion Saint-Paul » (Mme Ferrand).

MÉDECIN

● *Menace de rage da région de Nemours.* — Les ces de police recommander personnes qui verraient, da bois de la région de Nemou cadavre d'une chienne bo couleur feu de n'y toucher aucun prétexte et d'aver mairie la plus proche, la po les pompiers. Mordue en dans la région d'Argelès-su la chienne avait montré des de rage avant de s'échappe camping de Montcourt-Fr ville (Seine-et-Marne). Le de contamination rabique siste, même pour un cada décomposition.



Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Conseil des Neuf à Bruxelles

.'EUROPE VERTE ÉCARTELÉE

De notre correspondant

Bruxelles. — Les ministres de l'agriculture des Neuf se réunissent ce mardi eptembre, à Bruxelles, en session extraordinaire, pour essayer de surmonter la e que traverse actuellement le marché du vin. La première tentative faite, en et, n'avait donné aucun résultat, l'Italie refusant les solutions de la Commission uyées par la France. Depuis, de multiples contacts ont eu lieu entre les cipaux protagonistes. Le 22 août, M. Bonnet, accompagné d'une délégation de culteurs français, a rencontré M. Lardinois, le commissaire européen chargé affaires agricoles, afin de mieux le sensibiliser à la grande détresse du Midi cole. Mardi dernier, M. Jean-François Deniaud s'est encore rendu à Bruxelles. dépit des efforts ainsi accomplis, et alors que les comités d'action viticoles ntiennent, sur le terrain, une pression très vive, aucune solution n'est encore vue.

On tourne en rond sans entrevoir moindre solution », estime un haut ctionnaire de la Commission à la le de la réunion des Neuf. En dépit ne légère reprise des cours et de la spective d'une récolte « moyenne », la troverse, à l'intérieur de la C.E.E., ble même s'être avivée durant l'été. l'exaspération des esprits dans le li, il ne s'agit plus tellement, en t, d'engager une réforme en prodeur de la réglementation agricole s de trouver le moyen de rétablir nédiatement les entrées de vins itas en France.

e gouvernement de Rome, pour préver le libéralisme du marché, pour sans doute se rallier à l'idée d'une rme et tolérer que soient désormais erdites les plantations de vignes noues. Mais il persistera probablement à poser à toutes mesures qui reviennent à restreindre la liberté des anges. Or tout porte à penser que décisions de Bruxelles seront jugées, Béziers ou Narbonne, à leur impact visible sur les échanges franco-itals. Les viticulteurs sont décidés, s'ils btiennent pas satisfaction, à arracher mesures qu'ils estiment indispenbles, « le fusil à la main ». Face à cet t d'esprit para-révolutionnaire, exarbé par la contestation occitane, le uvernement français pourrait, en cas échec le 9 septembre, incliner à taxer importations ou à fermer les frontes.

. Bonnet a déjà annoncé qu'il agide la sorte au cas où les négoons bruxelloises n'évolueraient pas le sens souhaité. Une décision d'embo partiel ou total sur les importa de vins italiens en France, raire à la lettre et à l'esprit du ché commun, porterait en germe le e d'une guerre commerciale à l'inur de la C.E.E. et affaiblirait la ion de Paris lorsqu'il lui faudra, opos du lait ou de la viande, persuases partenaires de ne pas porter ntes aux principes régissant ope verte.

rois solutions impossibles

ois types d'interventions sont enviables. Mais, sauf surprise, il est nsable politiquement de faire l'unaté des Neuf sur l'une d'entre elles :

DES MESURES AUX FRONTIE. — Les viticulteurs français tatent que le vin italien entre en ce à 8 francs le degré-hecto, alors le prix d'orientation communauest de 9,40 francs. Ils accusent les Italiens de dumping et soumt que la C.E.E. impose un minimum liscipline dans les échanges pour re fin à l'actuel « libéralisme sau» qui « étrangle » — c'est leur mot, é à Bruxelles — l'économie du guedoc - Roussillon, dont 60 % du nu dépend de la vigne. Ils désirent le conseil autorise la France à cevoir une taxe à l'importation pensant l'avantage dont bénéficie concurrents en raison de la délation de la lire.

Marcora, le ministre italien, ne pas entendre parler de mesures frontières. Il y a un an, fait-il ver, son gouvernement a supporté broncher des importations masside bovins français et allemands menaçaient pourtant gravement la e de l'élevage italien. Lorsque les ans italiens excédés ont chahuté bétaillères qui franchissaient la ner, Rome leur a envoyé les carars, plutôt que d'entraver les nges entre les Neuf. La Commission uie, estimant non fondée la justiion monétaire mise en avant par ; la « lire verte » a en effet été luée comme il convenait, afin de ger les effets commerciaux de la éciation de la monnaie italienne (ce relevé les prix agricoles italiens). l'absence d'un prix d'intervention nti pour le vin (comme il en existe le lait ou les céréales), les cours in italien n'ont pas encore suivi ausse du prix officiel, mais ce age tient au fait que les vigneitaliens réussissent provisoirement 'en sortir » en vendant à 7 francs ieu des 9 francs qu'ils devraient iquement toucher ; il n'est pas table au gouvernement de Rome.

REDUIRE MASSIVEMENT FRE EN DEBUT DE CAMPAGNE. est la grande idée de la distillation ntive obligatoire à bas prix, préée en juillet par la Commission, et appuyée alors par M. Bonnet. Pour dissuader les viticulteurs de pratiquer de très hauts rendements, il était suggéré que les pouvoirs publics européens imposent en début de campagne la distillation des excédents à un prix « pénalisant », très inférieur au prix d'orientation. Une telle contrainte aurait pénalisé de façon similaire les producteurs français et italiens. M. Marcora, hostile, a jugé inéquitable de sanctionner les viticulteurs de son pays, alors qu'ils n'éprouvent aucune difficulté à écouler leur production. Et puis, pourquoi contingenter la production de vin et non celle de lait, alors que le soutien du marché laitier coûte dix fois plus cher aux finances communautaires ?

● RENFORCER LE SOUTIEN ACCORDE AUX PRODUCTEURS. — Sur une telle formule, MM. Bonnet et Marcora pourraient s'entendre : pourquoi ne pas consentir aux viticulteurs une garantie de prix d'aussi bonne qualité que celle dont bénéficient les céréaliers ou les éleveurs ? S'il était fixé un prix garanti, proche du prix d'orientation — qu'ils soient sûrs de toucher en cas de pléthore — les vignerons seraient tranquillisés et les Italiens n'auraient plus de raison de livrer du vin à 7 francs, au-dessous du prix d'orientation. Mais une telle solution est inacceptable pour les pays non producteurs, qui poussent déjà des hauts cris en constatant que 16 millions d'hectolitres auront été conduits à l'alambic en 1975, soit une dépense de 900 millions de francs, payés en commun par les Neuf. En attendant que les réformes à long terme — interdiction de planter notamment — régularisent durablement le marché, pourrait-on envisager une formule intermédiaire, promettre par exemple aux viticulteurs une intervention à un prix qui, sans être tout à fait « pénalisant » (comme celui prévu pour l'intervention préventive et obligatoire), serait néanmoins moins coûteux pour les finances européennes, 8 francs par exemple ? Cette solution ne suffirait malheureusement pas pour dissuader les Italiens de pousser leur avantage sur le marché français.

Bien de l'imagination sera donc nécessaire pour sortir de l'impasse. Pour M. Lardinois, toute solution, fût-elle impure, est préférable à des mesures aux frontières, taxes ou autres. La tactique pourrait alors consister à obtenir des Italiens des engagements précis pour l'avenir, concernant en particulier l'interdiction de planter de nouveaux ceps ; une fois cet effort — politiquement intéressant — obtenu, la C.E.E. pourrait se contenter de « bricoler », en autorisant, par exemple, Paris à consentir des aides nationales à ses viticulteurs jusqu'à ce que les réformes engagées aient abouti à une stabilisation durable du marché.

PHILIPPE LEMAITRE.

APRÈS LA SESSION DU FONDS MONÉTAIRE

Démonétisons l'or, vive l'or !

De notre envoyé spécial

Washington. — La ministre des finances d'un influent pays du tiers-monde nous disait : « *Il existera désormais deux systèmes monétaires, celui qui subsiste plus ou moins au sein du Fonds monétaire international (F.M.I.) et celui qu'administreront les Dix qui ont conclu entre eux un accord sur l'or.* » Mais personne ne sait quel usage sera fait du gentleman's agreement passé sur l'or ; ce qui vient d'être convenu à Washington revient un peu à dire : « *Démonétisons l'or, vive l'or !* »

D'un côté, l'or cessera de figurer dans les statuts du F.M.I., alors que dans ceux qui avaient été élaborés à Bretton-Woods il constituait la pierre angulaire sur laquelle était censée reposer cette institution. Il suffit de se rappeler qu'en faisant obligation à certains débiteurs de payer les intérêts de leur dette au F.M.I. en or pour s'apercevoir que la « constitution » de Bretton-Woods allait parfois au-delà de la pratique héritée du dix-neuvième siècle.

Mais le système de Bretton-Woods, basé sur un prix fixe de l'or et sur la stabilité des taux de change, est mort ; du coup, le rôle du Fonds, qui en était à la fois le gardien et l'instrument, est fortement diminué.

L'or n'est plus « au centre » de la charte qui est destinée à le régir, mais le Fonds n'est pas davantage au centre d'un système qui fonctionne désormais en dehors de lui, à la petite semaine. Voilà la raison fondamentale pour laquelle la « démonétisation » juridique de l'or, qui permet aux Américains de sauver la face, n'a pas de signification pratique que certains pourraient être tentés de lui donner. Encore ne disparaît-il pas complètement, ni en fait ni en droit, du F.M.I. Pas en droit puisqu'il a été admis que les pays membres pourraient décider à la majorité (de 85 %) de s'acquitter d'une partie de leur souscription en métal précieux ; pas en fait non plus, puisque le F.M.I. conservera jusqu'à nouvel ordre les deux tiers du stock métallique qu'il détient actuellement et qui se monte à 150 millions d'onces.

Vers un nouveau prix moyen de l'or ?

D'un autre côté, les pays du groupe des Dix (Etats-Unis, France, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Suède, Canada et Japon), auxquels s'est joint, comme cela est de tradition, la Suisse, ont pris la très importante décision d'abolir, en ce qui les concerne, les dispositions encore en vigueur des accords de Bretton-Woods dont l'effet était de leur interdire de faire des opérations d'achat et de vente sur l'or au prix actuel du marché. Du même coup l'or reprend, au moins en principe, sa place de réserve internationale de change. Il a bien été décidé que le F.M.I. vendrait le sixième de son propre stock. Mais les banques centrales du groupe des Dix, élargi à la Suisse, pourront, si elles le désirent, s'en porter acquéreurs.

Les Américains ont insisté pour qu'une condition soit posée : à savoir que les éventuelles transactions officielles sur l'or n'aient pas pour résultat de rétablir un prix fixe de l'or. Leur préoccupation est bien compréhensive puisque, par définition même, un système monétaire qui comporte un prix fixe de l'or est, *ipso facto*, placé sous le régime de l'étalon-or. S'il est convenu, par exemple, comme c'était le cas jusqu'en août 1971, que 888 milligrammes d'or valent 1 dollar, cela revient à définir l'unité monétaire américaine par un certain poids d'or. Cependant, une chose est de prohiber la fixation d'un nouveau prix officiel de l'or, et autre chose est d'empêcher les banques centrales d'agir... comme des banques centrales.

La lettre et l'esprit de leurs statuts leur interdisent de spéculer. Si vraiment elles concluent entre elles des transactions sur l'or, fût-ce en l'offrant comme gage comme l'Italie l'a fait à l'Allemagne, elles chercheront sans doute à s'assurer d'un cours moyen. A supposer qu'une telle évolution se produise, on pourrait aboutir, au bout d'une période plus ou moins longue, à un nouveau prix de l'or oscillant dans des limites relativement étroites. La principale condition pour rétablir un système monétaire fondé sur l'or existerait à nouveau

Après une période de troubles incessants comme celle que nous connaissons, on peut raisonnablement penser que la pression se ferait forte alors pour redonner une base stable au système monétaire. M. Arthur Burns, président du système de réserve fédérale, s'est montré parmi les Américains le plus obstiné à refuser le gentleman's agreement qui a finalement été conclu, et cela justement parce qu'il prêtait à M. Jean-Pierre Fourcade l'arrière-pensée de chercher à créer dès maintenant les conditions pour une future restauration de l'or au centre du système des paiements des pays capitalistes. M. Arthur Burns n'était pas seul de cet avis, et plusieurs ministres des finances européens, latino-américains ou asiatiques, ont pensé que la France avait marqué un point dans sa longue querelle avec les Américains.

Exemple frappant de l'ironie de l'histoire, le président Giscard d'Estaing, qui n'a pourtant jamais partagé les convictions de M. Jacques Rueff et de ses partisans, a obtenu des Américains ce que ses prédécesseurs n'avaient jamais obtenu. L'accord de la Martinique (décembre 1974) permet la réévalution des stocks d'or officiels, celui de Washington (septembre 1975) a pour résultat indirect de soustraire l'or à la surveillance du Fonds monétaire.

Puisqu'il y a virtuellement deux systèmes (ou non-systèmes) monétaires, tout le monde veut participer aux deux. De très nombreux pays extérieurs au groupe des Dix, dont plusieurs pays en développement comme le Mexique et le Brésil, ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils voulaient adhérer au gentleman's agreement qui a été admis par avance. On risque donc de voir se constituer — parallèlement au système monétaire régi par le F.M.I., qui n'admet pas l'or — un système parallèle dans lequel l'or reste une réserve de change. Dans le groupe des Dix, tel qu'il est actuellement constitué, l'or, à condition de le comptabiliser au prix du marché, est le principal actif, à raison des trois quarts environ.

Mais le groupe des Dix dispose encore de bien d'autres moyens pour se procurer des liquidités en dehors du Fonds monétaire. Parmi eux, le réseau d'accords de « swap » conclus entre leurs banques centrales joue un rôle incessant.

Dans ces conditions il n'est guère exagéré de parler d'un véritable déclin du rôle monétaire du F.M.I. Dès maintenant celui-ci prend de plus en plus le caractère d'une banque internationale octroyant des crédits à moyen terme à des taux avantageux aux pays en voie de développement. La création du Fonds fiduciaire va dans le sens de cette évolution.

Aussi bien en ce qui concerne l'or que les tâches futures du F.M.I., la trentième assemblée générale de cette institution a ouvert de nouvelles voies.

PAUL FABRA.

BULLETIN

LE SENS DES MOTS

UN « bluff ». Une « nouvelle mystification ». La C.G.T. et la C.F.D.T. n'avaient pas attendu de connaître le plan de relance du gouvernement pour le condamner. Qu'entre leurs premières déclarations du mois d'août et le conseil du 4 septembre la masse des crédits mis en jeu par le gouvernement ait été doublée ne les a nullement conduites à nuancer leur point de vue. Au contraire, M. Maire a qualifié les 30 milliards de « plan de stabilisation de l'austérité et de maintien du chômage », et la C.G.T. a parlé d'une politique qui « aggravera la crise ».

Pourquoi un tel excès de langage ?

La crise dont les travailleurs sont les premières victimes a avivé, dira-t-on, la lutte des classes. C'est tout le système économique qui est désormais ouvertement mis en cause. L'heure n'est plus aux nuances et aux critiques argumentées.

Dans ce combat, les syndicats, plus soucieux d'action psychologique que de rigueur, ne font d'ailleurs qu'utiliser les mêmes armes que le pouvoir. Pour les uns et les autres, les mots ont perdu leur sens. Le gouvernement n'a-t-il pas affirmé des mois durant qu'il maintiendrait le plein emploi, qu'il n'y aurait pas de crise, « n'en déplaise à M. Séguy »...

L'erreur ou le mensonge n'est jamais de nature à créer un climat de confiance. Il ne suffit pas d'affirmer, comme l'a fait M. Giscard d'Estaing, que « la France a besoin d'entente, de modération et d'unité » pour faire naître le dialogue ni de recevoir de temps à autre les dirigeants syndicaux à l'hôtel Matignon pour faire croire qu'il existe, comme l'écrit M. Chirac, « une concertation loyale et concrète » entre le pouvoir et les représentants des travailleurs.

Mais surtout, la réalité sociale de ce mois de septembre n'incite pas les syndicalistes à la modération. Les annonces de licenciements et de mise en chômage partiel se multiplient dans le textile, la chimie, la chaussure, l'imprimerie et maintenant la sidérurgie ; et là il n'est plus question de dialogue et de concertation. C'est la politique du fait accompli au nom de la « force des choses ».

Des dizaines de milliers de jeunes deviennent chômeurs — sans ressources — avant même d'avoir travaillé ; des dizaines de milliers de chômeurs qui n'ont pas retrouvé d'emploi depuis l'automne dernier voient venir le moment où ils perdront l'essentiel des allocations dont ils bénéficiaient. Les uns et les autres savent — M. Fourcade lui même l'a reconnu — que les mesures de relance du 4 septembre n'auront pas d'effets sensibles sur l'embauche avant mars ou avril prochains.

Ainsi, pour excessif qu'il soit, le langage des syndicats répond d'une certaine façon à l'amertume, l'inquiétude ou la révolte de bon nombre de travailleurs... tout en entretenant la combativité des militants.

Reste à savoir comment l'opinion publique reçoit ce discours. Selon un récent sondage, si la majorité des Français doutent de la capacité du pouvoir actuel à résoudre la crise, ils sont plus sceptiques encore sur l'aptitude de l'opposition politique et syndicale à y apporter des solutions efficaces.

Dans la mesure où la C.G.T. et la C.F.D.T. se veulent aussi une force de transformation de la société, peuvent-elles se contenter de répondre par la violence du verbe ou même de l'action à la « violence » d'un système économique ?

UN LIVRE de MICHEL ROCARD et JACQUES GALLUS

« L'INFLATION AU CŒUR »

ou comment empêcher que la croissance ne dégénère en hausse des prix

« L'inflation n'est plus un avatar du système » ; *elle est* « au cœur » *de notre économie puisque* « phénomène économique d'abord, et, de façon adjacente *[seulement]*, phénomène monétaire ». *Parce qu'elle plonge ses racines au plus profond de nos structures*; « Il faut pour l'extirper agir au niveau des structures... ».

Ces phrases-clés du dernier ouvrage de Michel Rocard et de Jacques Gallus — 250 pages consacrées presque exclusivement à l'inflation (1) — expliquent le titre et la trame de leur livre : le désordre des économies occidentales, dont le dévoiement monétaire, la hausse des prix et maintenant le chômage sont les indices les plus voyants, résulte, selon eux, de la mutation du capitalisme. De société à base concurrentielle, du moins au départ, il s'est transformé en « société de production de masse, dans laquelle les entreprises dominantes ont réussi à domestiquer la consommation par le contrôle de la production ».

En substituant « l'objet au langage » *dans l'esprit de bien des contemporains, en faisant de la possession d'un nombre toujours plus grand de produits (la* « croissance acquisitive ») « l'étalon du mieux-être individuel et social », *les cercles dirigeants de notre société ont engagé celle-ci dans un processus inflationniste irréversible, dont il serait vain d'attendre l'interruption de remèdes conjoncturels ou de gadgets politiques à faible portée. Tant que le fer n'aura pas été porté « au cœur » même des sources de l'inflation, c'est-à-dire tant que n'auront pas été mis en cause certains ressorts ou objectifs essentiels de la société capitaliste, la maladie inflationniste ne fera qu'empirer.*

Telle est la thèse. Elle implique, bien sûr, une démonstration préalable de l'insuffisance des explications superficielles de l'inflation. La première moitié de l'ouvrage y est consacrée. Non que les auteurs exercent leur verve à pourfendre l'une après l'autre les théories traditionnelles de l'inflation ; leur dessein est plutôt d'expliquer comment naît celle-ci à partir de quels déséquilibres structurels, en fonction de quels comportements sociologiques, de quelles manœuvres spéculatives. Mais le résultat est le même puisque, chemin faisant, les faiseurs de schémas simplistes sont renvoyés à leurs études, parce qu'incapables d'expliquer une réalité qui a déjoué leurs pronostics.

C'est l'occasion d'une fort belle mise à mort de la fameuse « relation de Philips », selon laquelle l'inflation évolue en raison inverse du chômage, formule qui devrait permettre d'atténuer la première en augmentant le second. Pourquoi cette idée simple, qui fut pendant dix ans l'une des pièces maîtresses des raisonnements de l'O.C.D.E., s'est-elle révélée fausse, puisque tous les pays occidentaux connaissent aujourd'hui un chômage intense et beaucoup d'inflation, les deux s'étant aggravés ? Parce que Philips — qui raisonnait sur le cas britannique des décennies antérieures — et surtout ses zélateurs ont oublié toute une série de données structurelles qui empêchent leur équation de s'appliquer : le gonflement des coûts fixes (non réductibles en cas de chômage) dans les économies modernes, coûts qui renchérissent l'unité produite quand la croissance faiblit ; la concentration industrielle, qui permet aux firmes de fixer les prix par entente dans un nombre croissant de secteurs, devenus oligopolistiques ; l'augmentation du chômage dépend d'ailleurs largement de facteurs structurels qui n'ont rien à voir avec l'évolution des prix ; l'accélération de l'investissement, quand celui-ci est financé par les profits, gonfle les prix tout en augmentant le chômage ; la chute des ventes peut d'ailleurs conduire les firmes à relever leurs prix pour sauver leurs profits plutôt qu'à les abaisser pour appâter la clientèle : on le voit actuellement dans l'automobile ; les coûts industriels sont au moins autant liés au taux élevé d'emploi des équipements qu'à l'évolution des salaires (2) : quant à l'incidence de ceux-ci sur les prix de revient, elle dépend d'abord de l'évolution de la productivité et n'est pas rigoureusement liée aux variations de l'emploi...

Cette énumération des oublis de Philips met en cause suffisamment d'aspects structurels du jeu économique pour qu'on entrevoie les conclusions des auteurs. Ils ne négligent pas pour autant l'impact des phénomènes proprement monétaires dans la montée de l'inflation, bien qu'ils les jugent seconds par rapport aux causes essentielles du mal. La crainte des particuliers de voir se dégrader leur capital s'ils investissent à long terme les pousse, par exemple, à majorer leur épargne liquide, ce qui contraint les institutions financières à « transformer » l'argent plus qu'il ne conviendrait et le système bancaire à chercher de nouvelles liquidités pour pouvoir faire face aux éventuelles demandes de remboursement des clients ; vis sans fin, qui fait paradoxalement monter les taux d'intérêt à court terme — donc le coût des emprunts — à mesure même que la liquidité de l'économie devient excessive.

G. M.

(1) *L'Inflation au cœur*, 258 p., Gallimard, 33 F.

(2) Cf. la corrélation notée par Eckstein et From dans *American Economic Review* de décembre 1968.

(Lire la suite page 18.)

Substitution accélérée du capital au travail, baisse de la rentabili

COMMENT L'APPAREIL PRODUCTIF FRANÇAI

AVEC une constance digne d'éloge, l'Institut de la statistique multiplie depuis deux ans les études en profondeur sur l'économie française. Derrière les fluctuations conjoncturelles apparaissent mieux ainsi les transformations structurelles qui donnent un nouveau visage au « tissu » industriel ou commercial de notre pays. L'une des plus importantes, par ses conséquences multiples, est l'avance croissante prise par les investissements des entreprises privées sur la croissance nationale, jusqu'en 1973 du moins, la crise ayant fait de 1974 une année exceptionnelle. Ce décalage a entraîné une « capitalisation » croissante de notre économie, qui a certainement contribué à accroître le chômage sans pour autant améliorer à due concurrence les performances des entreprises.

Peut-on dès lors parler de « gâchis d'investissement » ou, selon le vocabulaire marxiste, de « suraccumulation du capital » ? Et comment se fait-il que la quasi-totalité des entreprises aient résisté — jusqu'à cette année au moins — à la chute de leur rentabilité ? Comment a été empêchée la multiplication des faillites qu'aurait dû entraîner la « baisse tendancielle des taux de profit » ? Est-il possible d'établir un palmarès parmi les secteurs qui ont le plus profité de cette évolution et ceux qui en ont pâti ? Autant de questions passionnantes auxquelles l'effort de l'INSEE permet de commencer à répondre.

C'est par une étude très récente de la Rue de Rivoli que nous commencerons ce bilan. Il s'agit du rapport annuel du F.D.E.S. (Fonds de développement économique et social), que publie Statistiques et études financières *de septembre (n° 321). Selon ce document, la part des investissements dans le produit national français a augmenté de plus du tiers en treize ans, passant de 19,8 % (1959) à 26,6 % (1972), pour revenir l'an dernier à 26,3 %.*

Un développement « capitalistique »...

La part du lion, dans cette évolution, a été réservée aux investissements des firmes privées, qui ont presque doublé leur lot, tandis que les entreprises publiques voyaient baisser le leur, que la construction stagnait et que la part des équipements publics fléchissait à partir de 1970. Les chiffres ci-dessous sur les investissements des divers types sont caractéristiques à cet égard.

Durant ces quinze années, l'investissement des entreprises a progressé en moyenne de 8 % par an (en volume), mais celui des firmes privées a augmenté de 9,4 % (et même de 9,6 % dans le bâtiment et les travaux publics et de 12,7 % dans le commerce et les services), tandis que l'investissement des entreprises publiques croissait presque trois fois moins vite : 3,8 % par an, avec un taux de 2 % seulement pour le secteur de l'énergie. L'investissement du secteur privé, qui ne représentait au départ que le double de celui du secteur public, en constitue désormais presque le quintuple.

Au-delà des querelles d'école ou des disputes politiques, le diagnostic est donc clair sur deux points :

● *La thèse du professeur Alain Cotta — consulté par le groupe patronal Entreprise et Progrès, — qui rejoint celle des partis de gauche, sur le développement privilégié de l'investissement sous la Ve République, donc sur ses probables responsabilités dans le processus inflationniste, est bien vérifiée.*

● *Tout s'est passé comme si une indiscutable priorité avait été réservée aux entreprises privées dans la mobilisation et l'emploi du capital français. Que cela ait été obtenu par autofinancement (donc pesée sur les prix), par emprunt sur le marché ou par prêts de l'Etat (souvent à taux privilégié), le résultat a bien été celui d'un choix non pas* « pour l'industrie », *comme aimait à le répéter le président Pompidou, mais* « pour le secteur privé ».

...privilégiant les firmes privées

*Ce que confirment d'ailleurs les études de l'INSEE, notamment l'avant-dernier numéro d'*Economie et statistique *(1) consacré à l'évolution récente de l'appareil productif français. M. Christian Sautter, chef de la division Etudes des entreprises de l'Institut, y note, dans l'article liminaire, que l'augmentation du capital fixe français n'a cessé de s'accélérer, passant de 3,4 % par an (en volume), durant le premier septennat de la période, à 5,3 %, puis 7 % par an pendant les phases suivantes. La progression des effectifs ayant peu varié durant cette époque (1 %, puis 1,4 % par an), l'augmentation du capital investi par personne employée est passée respectivement de 2,4 % à 3,9 %, puis à 5,5 % par an. Le développement du pays a donc bien été de plus en plus « capitalistique ».*

La seconde conclusion de l'étude du F.D.E.S. est également vérifiée par l'INSEE, comme le montre le graphique ci-contre.

Tandis que les secteurs principalement publics (énergie, transports, télécommunications) voyaient baisser ou stagner la croissance du capital qui y était investi par personne, les branches essentiellement privées rattrapaient leur retard et prenaient une sérieuse avance : 9 % de plus par an dans le bâtiment et les travaux publics, 7,6 % dans le commerce, 7,2 % dans les industries de consommation courante, 6,3 % dans les services... contre seulement 3,1 % dans les transports et les télécommunications et 6,4 % dans l'énergie.

Quels résultats a donnés cette orientation ? L'INSEE raffine, au gré de ses études, les conséquences de cette évolution. Pour s'en tenir à l'essentiel, on peut noter six traits majeurs :

❶ *Cette débauche d'investissements n'a pas entraîné d'accroissement parallèle des emplois, bien au contraire. La modernisation accélérée de l'appareil productif français, si elle a facilité la croissance, n'a pas multiplié les postes de travail.*

Il y a eu, selon l'INSEE, « substitution accélérée (après 1958) du capital au travail » grâce au jeu cumulé de l'amortissement dégressif (1960) et de la concurrence internationale accrue dans le cadre du Marché commun (1958).

Les industries alimentaires et — dans une moindre mesure — le secteur des biens de consommation courante, qui étaient restés à la traîne, ont reçu un coup de fouet de même nature en 1963 avec le lancement du « plan de stabilisation ». Le bâtiment, les travaux publics, le commerce et les services ont suivi un peu plus tard le même cheminement. Sans doute la fameuse substitution du capital au travail serait plus nette encore si l'on pouvait [...] compte du capital loué aux indus[...] utilisatrices par les sociétés spécial[...] ou dans le cadre du crédit-bail ; ce[...] cations n'apparaissent pas, en [...] dans les statistiques.

❷ *La capitalisation accrue de l'éc[...]mie française* n'a pas accéléré [...] efficacité technique. *Le taux de c[...]sance de la valeur ajoutée est en [...] demeuré à peu près stable : entre [...] 6 % par an, alors que le capital in[...] par travailleur augmentait de plu[...] plus vite. De sorte que la productio[...] capital investi (valeur ajoutée pro[...] par unité de capital supplémentai[...] baissé, comme le montre le grap[...] de la page suivante.*

La progression spectaculaire des [...] de productivité (2), liée à l'emplo[...] massif des machines par un pers[...] presque stable, n'a donc pas en[...] d'amélioration parallèle des perfor[...]ces des firmes. Si une accélérati[...] l'efficacité technique du capital [...] a été enregistrée dans plusieurs se[...] industriels, c'est l'inverse qu'on a [...]taté dans le bâtiment, les tr[...] publics, le commerce et les service[...]

Dans deux études précédentes [...] approfondies (3), *l'INSEE avait n[...] ce jugement. Les statistiques par[...] montrent, en effet, que :*

— De 1959 à 1964 le rapport : « [...] ajoutée sur capital » (à prix cons[...] avait augmenté ; mais les prix r[...] des deux termes variaient en se[...]verse (le prix unitaire de la valeur [...]tée augmentant plus que celui du [...]tal) : d'où une amélioration pe[...] cinq ans du rapport mesurant l'[...]cité technique.

— Depuis 1964, au contraire, la [...] de ce rapport a été constante (e[...] 1969), aussi bien en francs co[...] qu'en francs constants (3).

LA CROISSANCE ANNUELLE DU CAPITAL INVESTI PAR TRAVAILLEUR

%
9
8
7
6
5
4
3
2
1
0
-1
BÂTIMENT, T.P.
COMMERCES
ÉNERGIE
INDUSTRIE DE CONSOMMATION COURANTE
INDUSTRIE D'ÉQUIPEMENT
INDUSTRIES ALIMENTAIRES
TRANSPORTS, TÉLÉCOMMUNICATIONS
SERVICES
1950-57 | 1957-64 | 1964-72

	Entreprises privées	Entreprises publiques	Construction	Investiss. collectifs	TOTAL
	(En % du produit national)				
1959	7,2	5,1	5,4	2,1	19,8
1964	10,3	4	6,1	3,1	23,5
1968	10,9	4,4	6,7	3,6	25,6
1972	13,1	3,7	6,4	3,4	26,6
1974	13,2	3,4	6,4	3,3	26,3

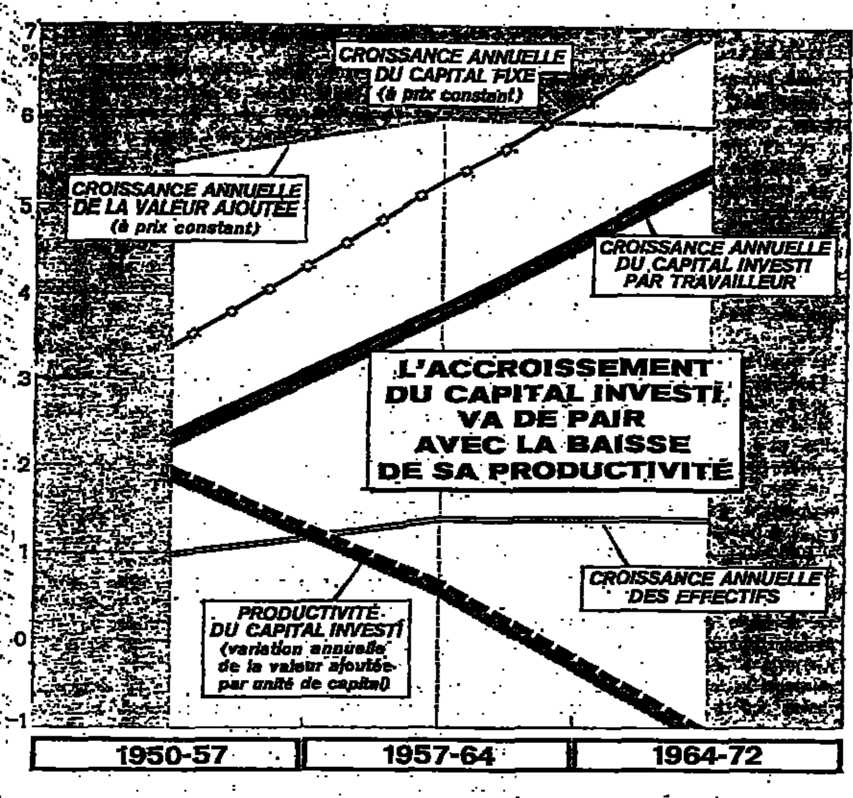
(1) Juin 1975, n° 68.

(2) Le gain moyen de productivi[...] heure de travail, qui était de 4,7 % au début des années 60, atteignait en fin de décennie, l'accélération ay[...] nette à partir de 1967.

(3) *Collections de l'INSEE*, série [...] n° 27 et *Economie et statistique*, [...] ces deux textes sont d'octobre 1974.

Je la renta[bilité] [...]compensée par la fiscalité, concentration accrue...

FRANC[E] A FAIT PEAU NEUVE DEPUIS QUINZE ANS



3 *Le développement « capitalistique » de l'économie française a-t-il au moins amélioré la rentabilité du capital ? On l'imaginerait à voir la façon dont les entreprises ont accéléré leurs investissements.*

Or rien n'est moins sûr. En apparence, le rendement du capital (4) s'est maintenu, comme le montre la courbe centrale du troisième graphique (ci-dessous). Mais il s'agit bien d'une apparence : d'abord parce que l'on raisonne ici en francs courants (sans tenir compte de l'enchérissement des biens d'équipement qu'il faudra renouveler) ; ensuite, et surtout, parce qu'on tient compte d'un élément largement fictif : la valorisation des stocks, qui, même s'ils sont écoulés au prix majoré, devront être remplacés par des réserves également plus coûteuses.

Si l'on raisonne plus logiquement en francs constants et sans tenir compte de la valorisation des stocks, le résultat est très différent. On constate une baisse continue de la rentabilité du capital depuis 1960 *(ligne supérieure du graphique).*

Cela correspondant, en réalité, à la combinaison de deux évolutions contraires :

● *Celle de la productivité du capital, dont nous avons parlé plus haut ;*

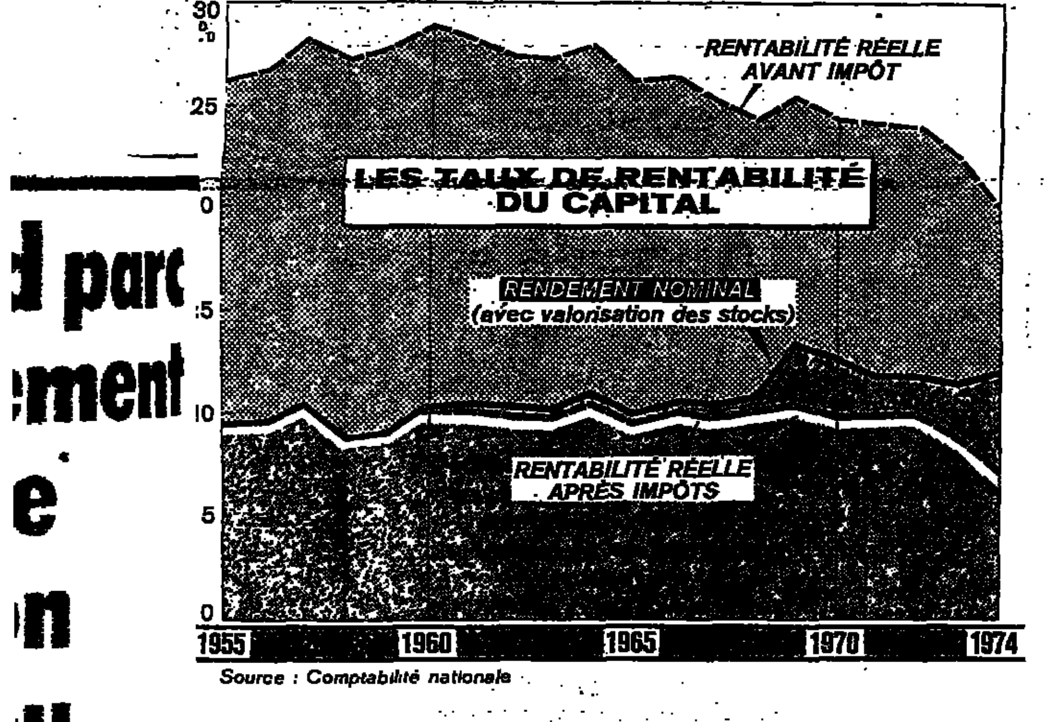
● *Celle de la part du profit par rapport aux salaires dans le total de la valeur ajoutée par les entreprises. Or, si cette part a augmenté en moyenne jusqu'en 1969, elle a fléchi depuis, en raison des fortes augmentations de salaires consécutives aux « événements » de 1968.*

L'action combinée de ces facteurs fait diminuer plus rapidement, depuis 1969, la rentabilité du capital, puisque la part du profit est moins grande dans la valeur ajoutée et que celle-ci diminue par rapport au capital investi. Mais nous n'avons parlé jusqu'ici que de moyennes. L'INSEE détaille l'évolution pas secteurs et selon la taille des entreprises. On apprend ainsi que :

● *La rentabilité des entreprises est en moyenne à peu près constante jusqu'à 100 millions de francs de chiffre d'affaires, la part accrue de profit par rapport aux salaires (à mesure que l'entreprise devient plus grande) compensant la baisse de productivité du capital quand la taille de la firme s'accroît.* Au-delà de 100 millions de francs, la rentabilité a tendance à diminuer, *le premier phénomène ne compensant plus le second. C'est notamment le cas dans le bâtiment, les travaux publics, la transformation des matières premières, où la productivité du capital diminue assez vite quand la taille augmente.*

Cette conclusion de l'INSEE contredit assez nettement la thèse populaire, selon laquelle les « monopoles » (au sens de très grandes entreprises) seraient les firmes les plus rentables. Elle accrédite au contraire l'idée qu'au-delà d'un certain gigantisme le rendement décroît.

● La rentabilité réelle n'a pas diminué depuis 1959 dans toutes les branches. *Elle a, au contraire, progressé dans les industries de biens d'équipement et dans le secteur de l'énergie. Dans le bâtiment et les travaux publics, où le fléchissement est très net depuis 1964, il semble encore trop tôt pour dire si la substitution du capital au travail opérée durant les dernières années conduira à une reprise de la rentabilité en même temps que de l'efficacité — comme c'est le cas dans les industries d'équipement — ou si elle aura, au contraire, une faible efficacité économique (par excès d'équipements) comme dans les industries de biens de consommation ou les services.*



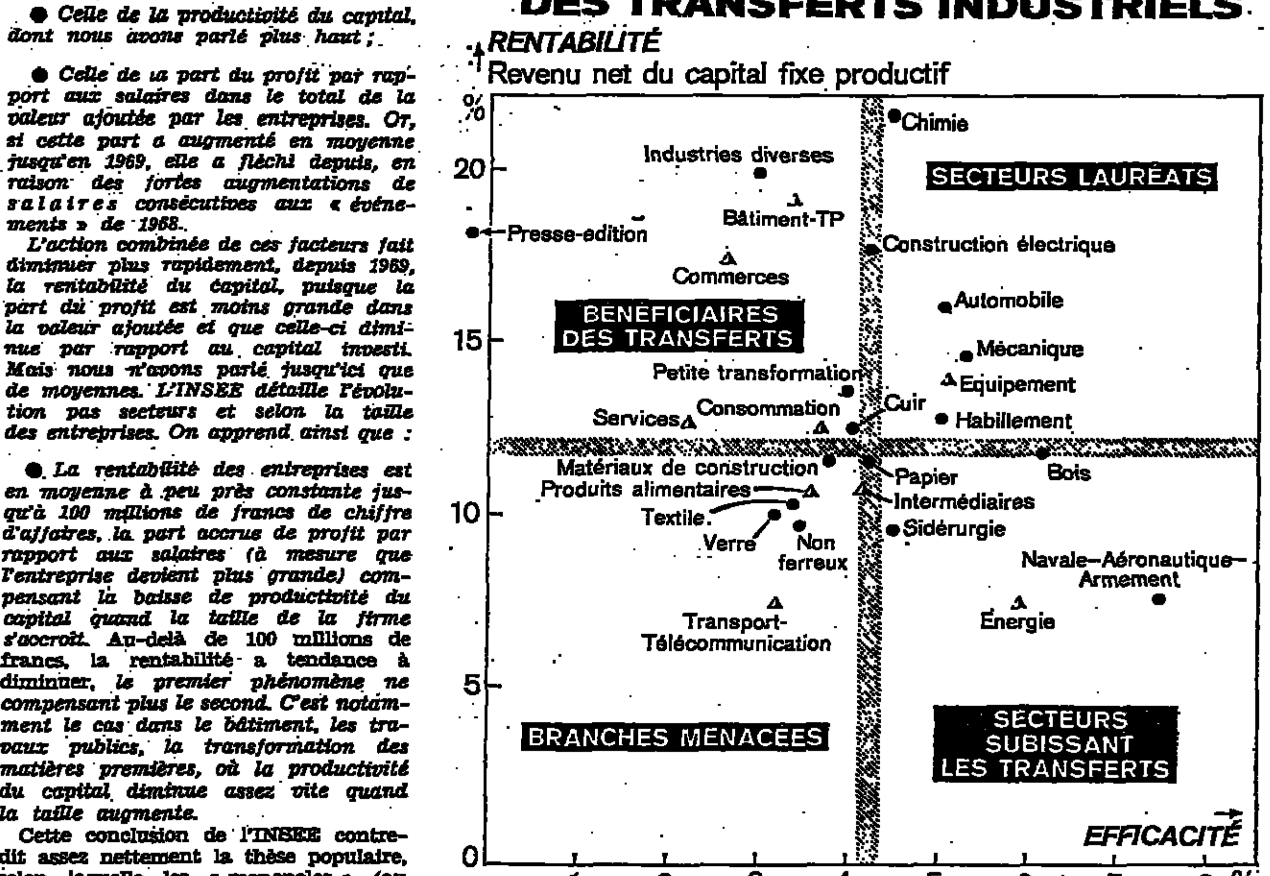
Source : Comptabilité nationale

4 *Il est en tout cas clair, au vu de ces études,* que la logique du marché, qui oriente les capitaux vers les secteurs à haute rentabilité, ne les conduit pas nécessairement vers les branches les plus efficaces, *c'est-à-dire les plus créatrices de productivité économique. Reprenant et améliorant des enquêtes antérieures, l'INSEE a cherché à systématiser le classement de ce point de vue de chaque branche industrielle ou commerciale.*

Elle aboutit ainsi à un découpage de l'appareil productif français en quatre grands groupes, qu'on pourrait appeler les quatre cases du grand jeu des transferts économiques (graphique ci-dessus). *Dans les deux cas figurent les secteurs dont la rentabilité (revenu net par rapport au capital) est à peu près homogène à l'efficacité économique (rythme des gains de productivité). La case du haut, à droite, est celle des lauréats, ceux qui réalisent des performances sur les deux plans : secteur des biens d'équipement, automobile, chimie, construction mécanique... Ils créent beaucoup de surplus réels et en gardent suffisamment pour assurer (par autofinancement) leur développement. La case du bas, à gauche, correspond à la situation inverse : celle des branches peu performantes au double titre ; l'INSEE ne leur promet pas un bel avenir : reconversion sous les coups de la concurrence étrangère, à défaut d'une modernisation à marche forcée.*

Restent les deux autres cases, qui correspondent aux situations paradoxales : en bas, à droite, les branches à productivité rapidement croissante mais à taux de profit faible ; en haut, à gauche, celles à haute rentabilité mais dont l'efficacité est inférieure à la moyenne. Comment expliquer ces situations ? Par les transferts internes à l'économie, opérés par la politique des prix : celle-ci empêche des branches hautement productives de bénéficier de leurs performances techniques, tandis qu'à l'inverse des secteurs où le progrès technique reste faible (parfois parce qu'il ne peut pas en être autrement, dans les branches tertiaires notamment) doivent pouvoir payer des salaires aussi élevés qu'ailleurs ou faire face à une demande élevée (qui leur permet de pratiquer des prix rémunérateurs). Les premiers subissent les transferts internes dont profitent les seconds. Et il n'est pas indifférent de constater que les firmes pénalisées sont surtout publiques et les entreprises avantagées presque toujours privées.

LES QUATRE CASES DU GRAND JEU DES TRANSFERTS INDUSTRIELS



5 *Ce décalage entre la performance technique et le résultat financier conduit à en envisager un autre, également essentiel : la différence entre la rentabilité « avant » impôts et la rentabilité « après » impôts. La première baisse depuis 1960, nous l'avons vu ; la seconde reste stable (jusqu'en 1972). Pourquoi ?*

Parce que les charges fiscales (ou assimilées) que la puissance publique impose aux entreprises ont baissé ; lentement de 1963 à 1967, plus rapidement depuis par suppression du versement forfaitaire sur les salaires et d'autres impôts indirects notamment (5). Tout s'est passé, pourrait-on dire, comme si l'État avait allégé la pression fiscale des firmes pour pemettre à leur taux de profit de se maintenir. *C'est seulement en 1973 et en 1974 que la rentabilité après impôts a fléchi, du fait de la crise essentiellement.*

6 *Enfin, sixième enseignement de cette rétrospective :* la concentration industrielle, *qui a profondément marqué cette période,* se fait au bénéfice principal des grands groupes, ce qui *accroît la structure oligopolistique de notre économie et les risques d'entente qu'elle comporte. Ensemble, huit groupes, dont un seul public (PUK, Rhône-Poulenc, Elf-Erap, Creusot-Loire, C.G.E., Thomson, B.S.N., Saint-Gobain - Pont-à-Mousson), contrôlaient 66 % des actifs nets transférés lors des opérations de concentration de 1972, par exemple ; 25 % des actifs transférés durant cette année l'étaient sous contrôle étranger, ce qui confirme l'importance grandissante prise par les firmes multinationales.*

Des questions fondamentales

Telles sont les principales caractéristiques de cette évolution de quinze ans de l'appareil productif français. Elles ne sont pas en tous points conformes au schéma marxiste ; mais elles sont beaucoup plus éloignées encore des proclamations lénifiantes ou satisfaites des pouvoirs publics. Elles appellent toute une série de questions, autant économiques que politiques : n'y a-t-il pas eu un mauvais emploi du capital national, une trop grande part en étant consacrée à remplacer des emplois et une trop faible à en créer ? Quelle a été la finalité de la priorité donnée au secteur privé, qu'il s'agisse de l'affectation des capitaux ou des transferts par les prix ? Est-ce consciemment qu'a été compensé (par le gouvernement et le Parlement) l'abaissement du taux de profit par un allégement de la fiscalité, ou bien certains de ceux qui ont approuvé l'orientation proposée n'ont-ils pas compris, avant de l'appuyer, quelles en seraient les conséquences pratiques ? Est-ce que la crise en cours va modifier les évolutions antérieures, et sur quoi ?...

C'est à ces questions de fond que devrait s'attacher la réflexion économique de notre époque plutôt qu'à la poursuite de querelles sur quoi tout a été dit. Ces questions sont assez lourdes de conséquences pratiques sur la vie de nos contemporains pour souhaiter que s'approfondisse enfin le débat que l'INSEE vient opportunément d'actualiser.

GILBERT MATHIEU.

(4) La technique de mesure de cette rentabilité varie selon les études de l'INSEE : tantôt il s'agit du profit proprement dit (comparé au capital), tantôt on prend en compte la différence entre le surplus réalisé par l'entreprise et le coût du travail qu'elle emploie (différence qui est toujours comparée au capital).

(5) Les impôts indirects à la charge des firmes sont tombés en huit ans (1963 à 1971) de 57 % de leur surplus réels à 48 % seulement.

LIVRES

LES NOTES DE LECTURE d'Alfred Sauvy

Dominique de Laubier

LES RELATIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

UN des plus attachants ouvrages (sinon le plus) de l'imposante bibliothèque parue, depuis la guerre, sur les problèmes monétaires internationaux. Après une présentation très claire des mécanismes essentielle (sauf peut-être la dévaluation), commence l'attaque en règle du sujet, faite d'alternance d'un léger humour et de vues profondes, émaillées de quelques pointes d'affectivité.

Certes le rappel du passé, ici ou là, verse-t-il parfois dans les préjugés de béton, qu'il s'agisse des résultats sublimés de la politique Roosevelt ou de l'aventure du rutabaga, pendant l'occupation ; mais le présent est puissamment traité.

Parmi les problèmes étudiés figure, évidemment, *en bonne place, celui de l'or. A la sévérité sur l'étalon de ce nom, qui porte non seulement sur les positions* de J. Rueff et de Michel Debré, mais sur le passé, suit une *observation* pénétrante : il s'agit simplement *du degré de méfiance ou de confiance envers les* hommes. La préférence marquée en faveur des hommes semble cependant compromise, lors de la dénonciation — *tout au long de l'ouvrage,* — de l'hégémonie américaine, faite de cynisme et de naïveté. Leur opposition à l'or *n'est-il* pas un conflit d'autorité entre l'empire et le roi ? Et les Américains ne sont-ils pas précisément des hommes ?

D'ailleurs, la condamnation initiale de l'étalon or sert de contrepoids à la position en faveur de la fonction monétaire du métal. Après une période de « société de secours mutuel », le F.M.I. — est-il rappelé — a créé les D.T.S. en s'appuyant sur la déclaration... humoristique des Anglo-Saxons, sur le manque de liquidités monétaires. Après rappel de la réplique de J. Rueff (« recourt-on à une inondation, pendant le *déluge* ? ») est rappelé qu'il s'est agi de 70 % de monnaie supplémentaire et de 30 % de crédits.

Le souci d'éviter l'hégémonie américaine, se traduit, après un pittoresque intermède sur les changes flottants — question qui est surtout celle des hommes flottants — par une proposition de partage du monde non communiste entre les Etats-Unis, l'Europe-Afrique et le Japon-Asie.

En fin d'ouvrage, nous passons brusquement à un rappel du problème, combien plus émouvant, des milliards d'hommes menacés dans leur existence. Il était temps, car nous allions nous rappeler la parole de Gladstone, citée en tête de l'ouvrage, selon laquelle une réflexion trop poussée sur les problèmes monétaires est après l'amour..., la principale cause d'aliénation mentale.

★ Editions Ouvrières - Editions Economie et Humaniste - *les Relations financières internationales,* de Dominique de Laubier - Prix : 40 F.

Gabriel Poulalion

Préface de Bernard Lassudrie Duchêne

REVENU ET CONSOMMATION DISCRÉTIONNAIRES

LONGTEMPS négligée, la consommation retient davantage l'attention des économistes ; elle est parfois étudiée sous l'angle du revenu *discrétionnaire.* Traduit littéralement de l'anglais, ce terme n'est peut-être pas très heureux. On pourrait, en schématisant un peu, distinguer les consommations à peu près forcées (le pain, le loyer, les chaussures ordinaires, etc.) et celles qui sont douées d'une *grande mobilité.* Un tableau, reproduit du CREDOC, nous donne d'ailleurs l'élasticité des consommations de nombreux produits selon le revenu, mais il serait possible de parler aussi de mobilité selon l'humeur. Ce revenu disponible *non affecté* est la cible indiquée d'efforts publicitaires encore que la lutte entre marques joue aussi son rôle.

Les problèmes qu'expose le maître assistant de Bordeaux nous captivent, sans nous mettre cependant en captivité, car ils ouvrent d'autres horizons. Il y a aussi un aspect *discrétionnaire* des réflexions sur le sujet.

La notion de classe et de consommation *honorable* nous paraît cependant quelque peu dépassée. A tout le moins, la distinction entre *snob, honorable, luxe* aurait mérité d'être cristallisée par des séries d'exemples.

Plus féconde semble la distinction entre *nature* et *culture,* moins incompatibles peut-être ou opposées qu'il est dit, mais ouvrant de larges horizons.

La mobilité des consommations ne facilite pas la prévision économique ni par suite la politique. Il eût été intéressant d'examiner la consommation relativement discrétionnaire dans les économies planifiées. Nous sommes tentés aussi d'examiner l'autre face et les embarras du producteur, placé à la « discrétion » du consommateur aisé. Cantillon, qui avait écrit d'admirables pages sur les conséquences des changements de consommation, si négligées aujourd'hui, n'est cité qu'incidemment, sous un autre objet.

Le consommateur de science économique est donc puissamment attiré ici sans parvenir à la satisfaction. Une fois encore, d'ailleurs, des simplifications de langage donneraient au fond un singulier retentissement.

★ Genève et Paris, 1975, Librairie Droz, 258 p. + 13 p., 98,70 F.

Y. Berthelot et G. Fossi

POUR UNE NOUVELLE COOPÉRATION

SUR les relations entre pays riches et pays pauvres, qui, depuis près de trente ans, ont été la cause d'innombrables discours, congrès ou ouvrages, de violentes indignations et de bien peu de satisfaction, le titre programme sera bien vu de tous.

La lecture nous confirme combien la question est délicate et vouée aux malentendus, car nous retrouvons malheureusement la plupart des illusions qui, plus près des hommes que des faits et de la bonne conscience que du fond, peu avenant, ont tout au moins *l'avantage de maintenir les relations* internationales, d'éviter des ruptures, donc d'espérer des progrès.

L'aide en particulier (les quatre premiers chapitres) est bien le domaine de l'ambiguïté et de la contradiction, puisqu'il lui est à la fois reproché de nuire aux pays bénéficiaires et d'être trop modeste. Les auteurs soulignent, à juste titre, les tromperies de la comptabilité, qui additionne prêts et dons, comme si Harpagon et Vincent de Paul additionnaient leurs efforts, pour retomber peu après dans la classique dénonciation de l'aide liée, plus libérale à tout prendre (s'il s'agit d'un don, évidemment) que le don en nature des Soviétiques, ne laissant aucun choix. Il est vrai que la façon de donner...

Nous suivons ce tissu, à base d'extrême bonne volonté, de réflexions justes (presque tout ce qui touche les travailleurs étrangers) et de naïvetés, telles que : « *Les pays occidentaux redoutent les textes adoptés par les assemblées où ils ne sont pas majoritaires.* »

Ne soyons donc pas surpris que, sur le commerce, les suggestions de Prebisch trouvent, après quinze ans d'échecs, tant de vertu ; mais contestons, néanmoins, qu'une régularisation des cours ait été obtenue, sans même parler du sucre. Que la CNUCED soit « *une tribune pour les pauvres* », nous voilà à nouveau dans les réalités, mais croire que ces pays pauvres n'ont qu'à faire, pour leurs produits, ce qu'ont fait les pétroliers pour le leur, c'est sous-estimer leur jugement. Si la volonté suffisait... De nombreuses critiques, fondées sur un désir intense de mieux, l'apostrophe de rigueur aux multinationales, ne suffisent pas à faire une construction. Peut-être, après tout, mieux vaut encore, pour le moment, un bouquet de bonnes intentions qu'un cruel exposé des nudités véraces ? Les voies de la providence du monde sont encore impénétrables.

★ Genève et Paris, 1975, I.E.D.E.S., collection « Tiers-monde », P.U.F., 152 p., 40 F.

François Dalle et Jean Bounine

Préface de Jacques Monod

QUAND L'ENTREPRISE S'EVEILL[E] A LA CONSCIENCE SOCIALE

FORTUNE assez rare, le titre correspond plein[e]ment au sujet traité et cependant nous s[…]pentons gentiment, avant de toucher le pl[…] prenant quelque amusement aux démons de Max[…] ou au paradoxe des horloges d'Herbert Simon.

Que l'avant-guerre, et notamment les années [...] soit ici revêtu d'une broderie de légendes [...] une habitude trop ancrée pour provoquer quelc[...] émotion. Les « miracles Monnet » ne nous indispos[...] pas davantage, car tous ces hors-d'œuvre nous p[...]parent l'appétit pour le plat de résistance, l'entrepri[se].

Ce n'est certes pas la première fois que n[...] entendons parler d'une « large répartition des cent[res] de décision », la stratégie militaire ayant la premi[ère] brodé sur ce point, il y a plus d'un siècle, avant q[ue] soit seulement connu le nom de Frederick Taylor [...] n'est pas non plus la première fois que ce dern[ier] est sérieusement mis au pilori. Seulement, en serv[ant] ici de cible et de repoussoir, il conduit, faut-il [...] à un système, disons à un état d'esprit.

Diriger une entreprise comme l'Oréal, voir au-d[elà] de la comptabilité, réfléchir à ce sujet, s'enrichir [à la] lecture de nombreux auteurs de poids, tout cela do[nne] le droit de parler et, cette fois, le pouvoir de pa[...] bien. Et le ton de s'animer peu à peu : après [la] description de l'usine de Saint-Pierre-des-Corps o[ù la] « parlote de couloirs », presque béatifiée, est tra[...] de « révolution culturelle », nous voyons se dess[iner] le taylorisme à l'envers (il faut « casser la chaîn[e] », condamner la déesse raison et, bien entendu, [le] sortilège ordinateur ou, plus exactement, le « car[...] procédurier de l'information centralisée ». Non se[ule]ment nous voilà bien loin des modèles mathématiq[ues] d'optimation, en dépit de la collaboration du... p[...] technicien Jean Bounine-Cabalé, mais les chiffres [...] à peu près exclus de l'ouvrage.

Richelieu, les jacobins, etc., ne sont pas m[...] traités que le champion de l'organisation scientifi[que] du travail. L'entreprise privée étant devenue d'int[érêt] public, il s'agit de la transformer. Sans chute c[...] les ordinateurs et les clichés, l'entreprise de dem[ain] est décrite avec son pouvoir législatif, le co[...] *économique et social* et son pouvoir exécutif, [le] *directoire.*

Y a-t-il, demande le préfacier, une intention [de] devancer M. Chevènement, de voler au secours d[...] future victoire ? En aucune façon, ce livre est, av[...] nous dit, sans calcul.

Et il va loin.

★ Editions Robert Laffont - *Quand l'entre[prise] s'éveille à la conscience sociale,* de François [Dalle] et Jean Bounine - Prix : 28 F.

« L'INFLATION AU CŒUR »

(Suite de la page 15.)

Autre cause monétaire de détérioration : le désordre du système mondial des changes, provoqué par la volonté américaine d'hégémonie commerciale et financière, conduisant au sabotage des mécanismes de Bretton Woods pour perpétuer le déficit des Etats-Unis (qui finance l'action de Washington dans les pays à monnaie et salaires faibles, où les entreprises sont plus faciles à conquérir), fût-ce par dépréciation du dollar. Dégradation monétaire encore que le comportement des firmes multinationales qui jouent sur les eurodollars ou transfèrent leurs liquidités d'une filiale à l'autre, pour déjouer les plans anti-inflationnistes des Etats ou échapper aux impôts nationaux.

Cette prise en considération des mécanismes monétaires ne détourne cependant pas les auteurs de leur objectif : montrer que les causes principales de l'inflation ont un caractère structurel. Sociologique notamment : face à la classe dominante, qui cherche à maintenir son emprise politique par la consommation de masse et l'extension du secteur marchand — « tout s'achète et tout se vend », *dit la chanson : l'eau pure, le silence, la montagne, — les groupes dominés répliquent par une radicalisation de leurs revendications et une contestation de la productivité. L'inflation ajuste après coup à la production les exigences des uns et des autres, que l'absence de planification volontaire n'a pas permis d'arbitrer à l'avance.*

Bien sûr, le pouvoir réagit. Mais l'expérience montre l'efficacité de plus en plus limitée de son action : de plan « de stabilisation » en plan « de refroidissement », le niveau moyen de l'inflation s'élève, tandis que s'aggrave le chômage. Les politiques de restrictions monétaires « cassent » la croissance plus nettement que les taux d'intérêt ; quant à l'argent cher, il favorise les investissements de spéculation au détriment des investissements de croissance durable. La recherche prioritaire de l'équilibre budgétaire sacrifie les équipements collectifs, exacerbant la mauvaise humeur des citoyens et stimulant leur consommation individuelle, sans même que l'effet de cette politique sur l'évolution du taux d'inflation laisse de trace statistique significative. La politique des prix, faute de s'en prendre aux tarifs des services et d'avoir cherché à mobiliser les consommateurs contre les hausses, n'a qu'un plâtre effet. Quant à la fiscalité, elle privilégie les taxes indirectes qui permettent au pouvoir d'encaisser en temps normal les dividendes de l'inflation, en alourdissant anormalement les prix.

La « croissance profonde »

Mais alors, comment lutter sérieusement contre l'inflation ? Michel Rocard et Jacques Gall·s lient leur réponse à une réflexion théorique sur l'économie contemporaine. Constatant la crise actuelle de la science économique, due en partie aux simplismes des diverses « écoles » — classiques, qui ont minoré l'importance du facteur monétaire ; marginalistes, qui ont exagéré le rôle de la demande par rapport à celui de l'offre, oubliant les limites de la nature ; marxistes, qui ont souvent cédé au productivisme, en sacrifiant les rapports humains, c'est-à-dire le politique, à la croissance maximale, — les auteurs estiment que la solution réside seulement dans le choix « croissance profonde ».

Au gaspillage de l'énergie et des richesses naturelles, il faut, disent-ils, substituer une production de biens durables et non polluants, plus chers au départ, sans doute, mais qui procureront bien vite d'importantes économies aux ménages, tempérant d'autant la course aux salaires. A la hiérarchie excessive, il faut substituer une société plus égalitaire, où la recherche du « plus être » devienne préférable à celle du « plus avoir ». A la société de « domination », qui stimule en permanence la consommation pour le profit des producteurs, il faut préférer une société de partage du pouvoir et de décisions communautaires, où la culture et la fraternité apparaîtront plus souhaitables que la débauche des biens marchands. Au pillage de l'épargne et aux excès de l'autofinancement, il faut substituer une indexation des emprunts, etc.

« La croissance profonde dans l'égalité, *écrivent les auteurs,* nous paraît aujourd'hui être la réponse la plus cohérente à la crise sociale que connaît le capitalisme et aux dérèglements inflationnistes qu'elle entraîne. » *A l'inverse des discours habituels, où l'on cherche à juguler l'inflation sans changer le reste, c'est en modifiant des traits majeurs du système que Michel Rocard et Jacques Gallus pensent pouvoir remédier à l'inflation comme par conséquence. Les quarante pages qu'ils consacrent à cette « croissance profonde » ne leur font pas esquiver pour autant les difficultés propres à la lutte contre l'inflation ; elles leur permettent au contraire de préciser, dans les trois derniers chapitres, quelle politique alternative, de caractère socialiste, y remédierait.*

Il est impossible d'entrer ici dans le détail de leurs très nombreuses suggestions, où la planification souple des prix (moyen de répartition des revenus comme de lutte contre les ententes) côtoie l'indexation (des revenus, de l'épargne longue et des dettes), l'allégement de la fiscalité indirecte (compensée par une chasse effective à la fraude, la réduction des privilèges des sociétés et des hauts revenus, l'imposition du capital), la réévaluation des bilans, une réforme foncière drastique, la réorientation du crédit en fonction des objectifs du Plan (grâce à la nationalisation des banques privées et à la création d'une banque nationale d'investissement), la conversion des structures industrielles, la refonte du système monétaire mondial (par la constitution d'un pôle européen suffisamment puissant pour se libérer de la tutelle du dollar et l'entrée des pays de l'Est au Fonds monétaire), etc.

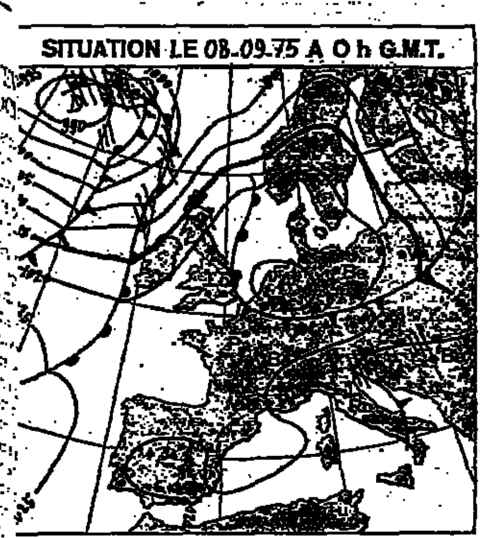
L'ensemble pourrait être d'une grande complexité, vu le sujet. Les auteurs, qui s'adressent à l'« honnête homme » de notre époque, ont fait un bel effort pour s'exprimer dans le langage de tout le monde. Ce souci pédagogique est récompensé : leur ouvrage, qui néglige volontairement certains aspects des débats théoriques sur l'inflation, se lit facilement, les envolées philosophiques séparant opportunément les explications plus techniques. Un livre à lire avec attention. — G. M.



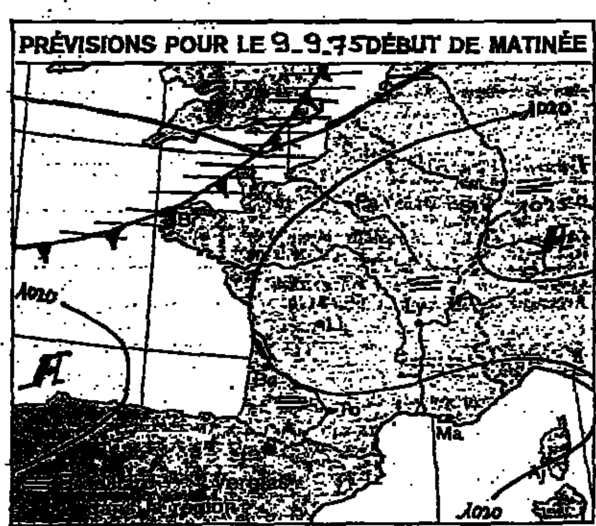
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 08.09.75 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 9.9.75 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige. ▽ averses ↯ orages ➔ Sens de la marche des fronts
Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 8 septembre à 0 heure et le mardi 9 septembre à 24 heures :

Une crête anticyclonique prolongeant les hautes pressions des Açores maintient la plus grande partie de la France à l'écart du courant perturbé océanique, qui tend à s'intensifier des côtes américaines aux îles Britanniques.

Mardi 9 septembre, près de la Manche et dans le Nord, le temps sera nuageux, passagèrement couvert avec quelques faibles pluies ou averses. Les vents, modérés, souffleront du sud-ouest. Les températures baisseront un peu.

Ailleurs, après quelques brumes matinales vite dissipées, de belles éclaircies prédomineront, mais le ciel sera passagèrement nuageux d'une part au nord de la Loire, en bordure méridionale du courant perturbé océanique, d'autre part sur les régions méridionales, où une tendance orageuse se développera l'après-midi. Les vents seront faibles et les températures en hausse.

Lundi 8 septembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 023,8 millibars, soit 767,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 7 au 8) : Ajaccio, 25 et 14 degrés ; Biarritz, 22 et 14; Bordeaux, 23 et 11; Brest, 22 et 11 ; Caen, 21 et 9 ; Cherbourg, 19 et 10 ; Clermont-Ferrand, 20 et 7 ; Dijon, 23 et 11 ; Grenoble, 18 et 14 ; Lille, 22 et 12 ; Lyon, 18 et 14 ; Marseille, 26 et 16 ; Nancy, 21 et 8 ; Nantes, 24 et 11 ; Nice, 28 et 17 ; Paris - Le Bourget, 23 et 9 ; Pau, 22 et 13 ; Perpignan, 25 et 16 ; Rennes, 24 et 9 ; Strasbourg, 19 et 10 ; Tours, 23 et 10 ; Toulouse, 23 et 12 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 20 et 8 degrés ; Athènes, 31 et 24 ; Bonn, 20 et 8 ; Bruxelles, 20 et 11 ; îles Canaries, 24 et 21 ; Copenhague, 16 et 6 ; Genève, 21 et 11; Lisbonne, 23 et 15; Londres, 24 et 12 ; Madrid, 27 et 13 ; Moscou, 22 et 13, New-York, 21 et 19 ; Palma-de-Majorque, 30 et 17 ; Rome, 27 et 19 ; Stockholm, 14 et 3.

Enseignement

RECRUTEMENT POUR LA NOUVELLE ÉCOLE NATIONALE D'ARTS PLASTIQUES DE CERGY-PONTOISE

Une nouvelle école nationale d'art plastique vient d'être créée à Cergy-Pontoise (95), conformément à la réforme de l'enseignement des arts plastiques. La nouvelle école assurera pendant l'année scolaire 1975-1976 les enseignements de la période probatoire du cycle d'initiation. Les candidats à l'examen d'entrée devront faire parvenir leur dossier d'inscription à l'Ecole nationale d'art de Cergy-Pontoise (parking P 2, 95000 Cergy, tél. 30-50-49), jusqu'au 1er octobre inclus.

D'autre part, l'entrée en service de la nouvelle école donne lieu à l'organisation de cinq concours pour le recrutement d'enseignants contractuels à temps complet et à temps partiel, dont les profils pédagogiques sont : culture générale (histoire de l'art, des civilisations, de l'architecture et évolution du cadre de vie) ; approche scientifique des arts plastiques, graphisme, couleurs et volumes pour le cycle d'initiation. En outre, un concours est ouvert pour le recrutement d'un enseignant contractuel plasticien « prédominance volume » pour le cycle d'initiation à l'Ecole nationale des beaux-arts de Limoges.

★ Renseignements à la délégation générale à la formation et aux enseignements. Tél. 233-44-10, postes ...-86 et 20-31.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 7 septembre 1975 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret n° 74 946 du 14 novembre 1974 relatif à l'Institut national de l'audiovisuel ;

● Modifiant certaines dispositions du code du service national;

● Portant classement de la commune de Lumio (Corse) en station balnéaire et de tourisme;

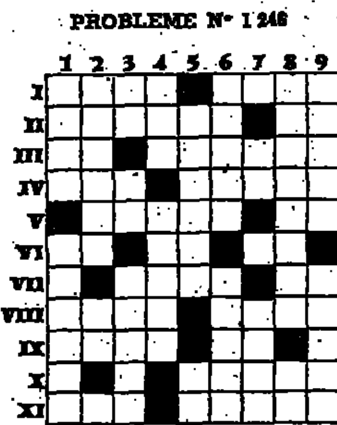
● Portant création d'une école nationale d'art à Cergy-Pontoise.

DES ARRETES

● Portant création dans le département de la Dordogne d'un centre national de la préhistoire et nomination au conseil scientifique de ce centre.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 246



HORIZONTALEMENT

I. Rencontré par Paul, venant de Tarse, sur un chemin de Damas ; Il suffit qu'elle soit bonne pour se faire rouler. — II. A inspiré maints poètes ; Doté d'une certaine forme (épelé). — III. Eveille l'attention du lecteur ; Se recueille en larmes. — IV. Illustre Tonnerrois ; Refus aimable. — V. Peintre connu ; Article du Maroc. — VI. Initiales d'un constructeur d'automobiles ; Divinités ; Brûlait et brillait. — VII. Prénom féminin ; Effectif minimal. — VIII. Coule en Italie ; Bruyant échange d'arguments variés. — IX. Type peu recommandable ; Donne souvent la main. — X. Dans une conduite de Grenoble. — XI. Participe donc à la fois de la dinde et de l'oie ; Ne peuvent donc être niés.

VERTICALEMENT

1. Bonne sœur ; Plus ou moins bien partagées. — 2. Déchire le sein d'une nourrice ; Coule en France. — 3. Conjonction ; Désigne une reine du ciel ; Arme éventuelle. — 4. Sans intentions coupables ; Modeste demeure. — 5. Marchent bien souvent sur un manteau d'hermine ; Désinence verbale. — 6. Souci quotidien d'une nourrice consciencieuse ; Met à niveau. — 7. Préfixe ; Savait se faire écouter. — 8. Ont le ventre enflé ; Fruit épelé. — 9. Se répand aussitôt que jeté ; Ont le cœur froid.

Solution du problème n° 1 245

Horizontalement

I. Tête-à-tête. — II. Enormités. — III. Nègre ; Art. — IV. Troène. — V. AV ; Mitres. — VI. Té ; Etrave (cf. « joue »). — VII. Irénée ; In. — VIII. Vaut ; Bât. — IX. Serine. — X. Suc ; Tus. — XI. Tracteur.

Verticalement

1. Tentatives. — 2. Enervera ; Ut. — 3. Togo ; Eu ; Cr. — 4. Errements. — 5. Aménité ; Etc. — 6. Ti ; Etre ; Rut (cf. « paresseux »). — 7. Eta ; Râ ; Bise. — 8. Ter ; Evian. — 9. Est ; Senteur.

GUY BROUTY.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C. C. P 4 207 - 23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)	90 F	160 F	232 F	300 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	144 F	273 F	402 F	530 F
ETRANGER par messageries — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	115 F	210 F	307 F	400 F
II. — TUNISIE	125 F	231 F	337 F	440 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe



RADIO-TÉLÉVISION

— VU —

CHRONIQUE BILINGUE

« Nous n'avons pas su donner le bonheur à nos enfants », disait, vendredi soir, le docteur Claude Olievenstein, dont Claude-Jean Philippe nous présentait le portrait dans sa soirée « Personnages de la vie ».

Pour le Tunisien de la cité de transit d'Argenteuil, baraques parallèles au bord du chantier — ce sera une autoroute, la cité aurait déjà dû être détruite, ils sont ici depuis trois ans, oui, en transit, — qu'est-ce que cela veut dire, le bonheur ? Et pour l'Algérien ? Et pour le Marocain ? Jacques Frémontier et Victoria Llanso n'ont pas osé leur poser la question. D'ailleurs, ils se seraient sans doute trompés ; ils auraient dit le bonheur, c'est là-bas. Ici, il fait gris, il fait froid, la vie est chère, on ne gagne pas assez, on ne nous aime pas, on nous maintient à part ; ils auraient cru que les gens gris qu'ils croisaient dans la rue et qui feignaient de ne pas les voir savaient ce que c'est, le bonheur.

Alors, position fausse pour position fausse, Victoria Llanso et Jacques Frémontier leur ont demandé comme ils vivaient, tout au long de l'émission « Les immigrés dans la cité », réalisée par Bernard Gesbert, une des dernières de la série « La vie ensemble », une série dont on regrette qu'elle ait presque disparu.

Pour bien faire sentir leur point de vue, les producteurs se sont faits bilingues, c'est sympathique : le commentaire en arabe répondant à l'effort des Maghrébins pour décrire leur condition en Français, sachant qu'à travers les caméras ils s'adressaient à nous... émission juste, pleine d'informations, et qui nous pose d'autres questions. Celles-ci, parmi d'autres : si les immigrés des cités de transit payent deux fois leur logement — en cotisant pour des prestations familiales retenues à la source et qui ne sont pas envoyées dans leur pays, et en payant, d'autre part, des loyers exorbitants pour ce qui leur est offert, — ce qui apparaît comme une absurdité, une injustice, n'en est-ce pas une autre de s'intéresser à eux si rarement, quand ils font la grève de la faim ou bien quand de « bons Français » trouvent qu'ils sont trop nombreux chez nous ?

Ils sont des centaines de milliers auxquels notre audiovisuel d'Etat concède parcimonieusement des quarts d'heures à l'aube, quand les auditeurs de France-Culture ne sont pas éveillés. Ne serait-il pas légitime que la radio, la télévision, leur ouvrent grandes leurs antennes, disons, proportionnellement, un cinquantième du temps, en leur consacrant des soirées, une sur cinquante, en leur passant, par exemple, des films nationaux d'Afrique, du Maghreb, d'Egypte et en leur offrant en échange un autre rôle dans notre répertoire de fiction que celui du gitan voleur de poules ou de la bonne espagnole de « Au théâtre ce soir » ? A l'étranger, on a quand même d'autres attentions pour les minorités travaillantes.

Ainsi, peut-être, petit à petit, on comblerait par une meilleure connaissance des uns et des autres le fossé qui sépare les interrogations d'un « Personnage de la vie » de celles des héros malgré eux de « La vie ensemble », réunis artificiellement dans cet article comme dans les programmes d'Antenne 2, par le prétexte d'une Semaine du documentaire.

MARTIN EVEN.

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

LES PROGRAMMES

LUNDI 8 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

20 h. 35 (R.), Film : « le Deuxième Souffle », de J.-P. Melville (1966). Avec L. Ventura, P. Meurisse, R. Pellegrin, Ch. Fabrega.

Un gangster vieilli s'évade de prison. Il voulait prendre sa retraite, mais il se trouve repris par les rivalités du milieu.

23 h., IT 1 dernière.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35, Semaine du documentaire : Dans les armoires de Nantes, de P. Breugnot. Réal. B. Bouthier.

Les traces visibles des « négriers » nantais.

21 h. 25, Dramatique : « M. Teste », de P. Valéry. Réal. L. Iglésis.

Retransmission du spectacle présenté au printemps au Théâtre de l'Odéon.

22 h. 40, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30, Prestige du cinéma : « L'Ombre d'un géant », de M. Shavelson (1966). Avec K. Douglas, S. Berger, A. Dickinson, F. Sinatra, Y. Brynner.

En 1947, un officier américain participe, comme conseiller militaire, à titre individuel, à la naissance de l'Etat d'Israël dans la guerre contre les Arabes.

22 h. 40, FR 3 Actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., Mélodrames : « la Vengeance de la tigresse », par Maurice Sarfati, avec S. Flon, M. Schiltz, M. Bourbon, réalisation B. Horowicz ; 21 h. (S.), Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. G. Amy (Boulez, Varèse, Amy, Xenakis) ; 22 h. 30 (R.), « Mémoires improvisés » de P. Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5 (S.); Les grandes voix humaines, par H. Jacqueton ; 20 h. 30 (S.), Festival de Vienne, par D. Jameux. L'Orchestre symphonique de Vienne, direction Carlo Maria Giulini, avec les chœurs de l'Opéra de Vienne et H. Donath, soprano, W. Hollweg, ténor : « Missa solemnis opus 123 » (Beethoven) ; 22 h. 30 (S.), La symphonie en France, par D. Mégevand (Delalande, Migot, Roussel, Henri Dutilleux), par l'Orchestre national, direction J. Martinon ; 24 h., Faisceaux, par Almuro.

MARDI 9 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

20 h. 35, Les animaux du monde : « Boas, Pythons et Cie », réal. P. Arnal ; 21 h., Jeu : « Le blanc et le noir », de P. Sabbagh, réal. J. Boyer ; 21 h. 45, Documentaire : Les syndicats européens à la conquête du pouvoir ; 22 h. 40, IT 1 dernière.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 30, Les Dossiers de l'écran. Film : « Les Papillons », de J. Nasfeter (1972), avec J. Bohdal, I. Stawinska, M. Czechowicz.

Dans une colonie de vacances, un garçon de douze ans, qui commence à penser à l'amour, tombe sous le charme d'une très jeune fille qui s'entoure d'un climat de séduction. C'est un film polonais inédit.

Débat : « L'amour à quinze ans », animé par Joseph Pasteur, avec le concours de huit jeunes de quinze à dix-neuf ans.

23 h. 15, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30, Westerns, films policiers, aventures : « La Valse des truands », de P. Bogart (1968), avec J. Garner, G. Hunnicutt, C. O'Connor, Sh. Farrell.

Philip Marlowe, le détective privé — inventé par Raymond Chandler — est chargé de ramener à son domicile le frère d'une jeune fille. Cette enquête de routine se révèle mouvementée.

22 h., FR 3 Actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., Dialogues, par R. Pillaudin : « Fonctions de l'image », avec J. Starobinski et Y. Bonnefoy ; 21 h. 15, Festival de Salzbourg : L. Price, soprano (Beethoven, R. Strauss, Respighi, Poulenc) ; 22 h. 30 (R.), « Mémoires improvisés », de P. Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5 (S.), Les bons mouvements, par A. Francis ; 20 h. 30 (S.), Festival estival de Paris, en direct de la Sainte-Chapelle : Les musiciens de Provence (Noëls instrumentaux de Notre-Dame-des-Doms) ; 22 h. 10 (S.), concours international de guitare, par R.-J. Vidal ; 22 h. 30 (S.), La symphonie en France, par D. Mégevand : « Symphonie, opus 6, n° 5 en sol mineur » (Gossec) ; « Symphonie n° 3 » (Tournemire) ; « Deuxième symphonie en la » dite « Bretonne » (Emmanuel) ; « Symphonie pour orchestre à cordes » (Adrienne Clostre) ; 24 h. (S.), Apollon contre Dyonisos, par P. Lattes.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 8 SEPTEMBRE

— *M. François Mitterrand*, premier secrétaire du parti socialiste, est l'invité de France-Inter à 19 heures.

MARDI 9 SEPTEMBRE

— *MM. Edgar Faure*, président de l'Assemblée nationale, et *Paul Dijoud*, secrétaire d'Etat à l'immigration, sont reçus par Philippe Bouvard sur R.T.L. au cours du journal de 13 heures.

— *M. René Haby*, ministre de l'éducation, est interrogé par Jean-Pierre Elkabbach sur France-Inter à 13 heures.

— *M. Yvon Bourges*, ministre de la défense, s'entretient avec Jacques Chancel pour « Radioscopie » sur France-Inter à 17 heures.

D'une chaîne à l'autre

UN ACCORD SUR LES COMITÉS D'ÉTABLISSEMENT ET D'ENTREPRISE A FR 3

● Un protocole d'accord a été signé par M. Claude Contamine, président-directeur général de la société FR 3, et par les syndicats représentatifs. Il prévoit la création d'un comité d'établissement et d'un comité central d'entreprise dans chacune des onze régions radiophoniques métropolitaines, ainsi que dans chacun des quatre départements d'outre-mer. Il définit également l'organisation et le fonctionnement de ces comités.

Les trois mille cinq cents collaborateurs actuellement en fonction dans les services de radiodiffusion et de télévision de FR 3 à Paris, en province et outre-mer seront appelés, dans les prochaines semaines, à élire leurs représentants.

SPECTACLES

théâtres

Les salles municipales

Nouveau Carré, 21 h. : Histoire du soldat.

Les autres salles

Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Daunou, 21 h. : Monsieur Masure.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Michel, 21 h. 10 : Duos sur canapé.
Nouveautés, 21 h. : la Libellule.

Festival estival

Jardin d'acclimatation, 15 h. 30 : GERM (P. Mariétan).
Jardins du Palais-Royal (audio-visuel), 20 h. : Molière côté jardin ; 21 h. Artisanat vivant.
Musée Guimet, 18 h. 30 : Films musicaux.

Lundi 8 septembre

Faculté de droit, 20 h. 30 : Musique américaine, dir. A. Copland (Bernstein, Gershwin, Copland).
Palais de Chaillot, 18 h. 30 : le Remède de fortune.

La danse

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : Ballet national de Colombie.
Espace Cardin, 21 h. : Pilobolus.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : Eros plus massacre, d'Y. Yoshida ; 18 h. 30 : les Dragueurs, de J.-P. Mocky ; 20 h. 30 : Aimez-vous les femmes ? de R. Polanski ; 22 h. 30 : Hara-kiri, de Kobayashi ; 0 h. 30 : la Main du diable, de M. Tourneur.

Les exclusivités

AGUIRRE LA COLERE DE DIEU (All., v. angl.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).
ALLONSANFAN (It., v.o) : Le Marais, 4e (278-47-86).
L'ANGE NOIR (All., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42) (ven.).
L'AIGLE AVAIT DEUX TETES (Ang., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42) (mer., sam., lun.).

Les films nouveaux

LE CHAT ET LA SOURIS, film français de Claude Lelouch, avec Michèle Morgan. — Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Caméo, 9e (770-20-89) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; Images, 18e (522-47-94).

IL FAUT VIVRE DANGEREUSEMENT, film français de Claude Makowski, avec Annie Girardot. — Concorde, 8e (359-92-84) ; Gaumont-Lumière, 14e (770-84-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Danton, 6e (326-08-18) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

SOUVENIRS D'EN FRANCE, film français d'André Téchiné, avec Jeanne Moreau. — Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-16) ; Gaumont-Rive Gauche, 6e (548-26-36) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13).

TARZOON LA HONTE DE LA JUNGLE, dessin animé belge de Jean-Paul Walvarens. — Version amér. : Ermitage, 8e (359-15-71) ; Vendôme, 2e (073-97-52) ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12). — V.F. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Cambronne, 15e (734-42-96).

MONDO CANDIDO, film italien de Gualtiero Jacopetti et Franco Prosperi. — France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86).

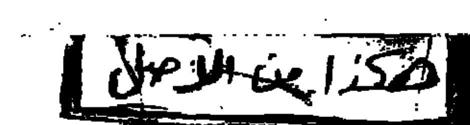
CHILE, film mexicain de Carlos Ortiz Tejeda, Alexis Guvas et Argel Flores. — Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).

LA FILLE DU GARDE-BARRIERE, film français de Jérôme Savary. — Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Studio-Alpha, 5e (033-39-47) ; Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Arlequin, 6e (548-62-25) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

LES AVENTURES DE PINOCCHIO (It., v.o.) : Pagode, 7e (551-12-15) (en soirée) ; (v.f.) : Studio Raspail, 14e (326-38-98), Studio Marigny, 8e (225-20-74), Pagode, 7e (551-12-15) (mat.) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13).
LA BETE (Fr.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40), Trois Nations, 12e (343-04-67), P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-94-48) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Panthéon, 5e (033-15-04) ; Balzac, 8e (359-52-70).
LE BAGARREUR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; (v.f.) : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46) (à 20 h. et 22 h. 15).
EFFI BRIEST (All., v.o.) : Olympic, 14e (783-67-42) (jeu.).
EXHIBITION (Fr.) (**) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Marotte, 2e (231-41-39) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Murat, 16e (288-99-75).
LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.) : Concorde, 8e (359-92-84) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Terminal-Foch, 16e (704-49-53).
LA FLEUR ET LE FUSIL : HANOI (Belg.) : La Seine, 5e (325-92-46) (de 14 h. 15 à 18 h. 45) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13) (à 16 h. 35 et 20 h. 15).
FOLLE A TUER (Fr.) (*) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
FRENCH CONNECTION No 2 (A., v.o.) : Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; (v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25) ; Paramount-Orléans, 14e (580-03-75) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE FUTUR AUX TROUSSES (Fr.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
LES GALETTES DE PONT-AVEN (Fr.) (*) : Murat, 16e (288-99-75) ; Liberté, 12e (343-01-59) ; La Clef, 5e (337-90-90) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (734-20-70) ; Biarritz, 8e (359-42-33) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Max-Linder, 9e (770-40-04).
LA GUERRE DU PETROLE N'AURA PAS LIEU (Mar., v.o.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13) (à 14 h. 45, 18 h. 25, 22 h. 5) ; Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
HISTOIRE D'O (Fr.) (**) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Bosquet, 7e (551-44-11).
L'INDE FANTOME (Fr), première partie : Olympic, 14e (783-67-42) ; deuxième partie : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).
INDIA SONG (Fr.) : Hautefeuille (633-79-38) ; Le Seine, 5e (325-92-46), à 20 h. et 22 h. 20.
LE JARDIN DES DELICES (v.o.) : Quintette, 5e (033-3… ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14…
LE JOUR DU FLEAU (The D… The Locust) (A., v.o.) (*) : …mont-Champs-Elysées, 8e …04-67) ; Hautefeuille, 6e (633-…
LENNY (A., v.o.) : Hautefeuille (633-79-38).
OPERATION LADY MARLENE : Bretagne, 6e (222-57-97) ; M… 14e (734-20-70) ; Rex, 2e (236-… ; Ermitage, 8e (359-15-71).
LE MORT VIVANT (A., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-4… ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-1…
LE PARRAIN No 2 (A., v.o.) : Normandie, 8e (359-41-18) ; … Odéon, 6e (325-71-08) ; St-… 5e (326-79-17) ; (v.f.) : R… (236-83-93) ; Bretagne, 6e …57-97) ; Napoléon, 17e (380-… ; Magic-Convention, 15e (828-… ; Liberté, 12e (343-01-59) ; Gau… Sud, 14e (331-51-16) ; Gau… Madeleine, 8e (073-56-03).
PAS DE PROBLEME (Fr.) : … Palace, 5e (033-07-76) ; St-L… Pasquier, 8e (387-35-16) ; Le… 8e (359-53-99) ; Montparnasse-… 14e (326-65-13) ; Gaumont-C…tion, 15e (828-42-27) ; Mayfa… (525-27-06) ; Maxéville, 9e …72-87).
PROFESSION REPORTER (It., … Concorde, 8e (359-92-84) ; … pliers, 3e (277-84-56) ; (v.f., … dim.) : Luxembourg, 6e (633-…
QUE LA FETE COMMENCE : Cinoche de Saint-Germ… (633-10-82) ; U.G.C.-Marbe… (225-47-19).
LE RETOUR DU DRAGON (A., … Hollywood-Boulevard, 9e …10-41) ; Marignan, 8e (359-… ; Nations, 12e (343-04-67) ; … mont-Sud, 14e (331-51-16).
LE SHERIFF EST EN PRISO… v.o.) : Studio-Galande, 5e …72-71) ; Elysées-Point-Sh… (225-67-29).
LA TENDRESSE DES LOUPS … v.o.) : Olympic, 14e (783… (Dim.).
THE GROOVE TUBE (A., v.o. … Biarritz, 8e (359-42-33) ; … Jean-Cocteau, 5e (033-47-62).
TOMMY (A., v.o.) (*) : Paran… Opéra, 9e (073-34-37) ; Kin… rama, 15e (306-50-50) (versio… réophonique).
UNE ANGLAISE ROMAN… (Ang., v.o.) : Quintette, 5e … 35-40).
VILLA DES DUNES (Fr.) : Ol… Entrepôt, 14e (783-67-42) (M…
VERITES ET MENSONGES … v.o.) : Studio-Git-Le-Cœ… (326-80-25).
LE VIEUX FUSIL (Fr.) (*) : C… V, 8e (225-41-46) ; Mariva… (742-83-90) ; Paramount-Elys… (359-49-34) ; Paramount-Mo… tre, 18e (606-34-25) ; Paran… Montparnasse, 14e (326-22… ; Paramount-Maillot, 17e (758-… ; Paramount-Orléans, 14e (580-… ; Publicis-St-Germain, 6e (222-… ; Boul-Mich, 5e (033-48-29) ; … mount-Bastille, 12e (343-79-17).
VIOLENCE ET PASSION (It., … Cinoche de Saint-Germa… (633-10-82).
YAKUSA (A., v.o.) (*) : Qu… Latin, 5e (326-84-65) ; Mercu… (225-79-80) ; (v.f.) : A.B.C… (236-55-54) ; Fauvette, 13e … 60-74).

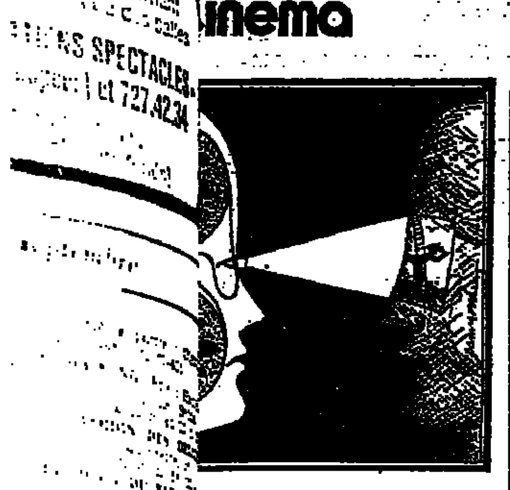
Les grandes reprises

ANDREI ROUBLEV (rus., v… : Olympic-Entrepôt, 14e (783-6…
BAS LES MASQUES (A., v.o.) … tion-Christine, 6e (325-85-78).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD … v.o.) : Luxembourg, 6e (633-9…
DELIVRANCE (A., **, v.o.) : … 5e (633-08-44).
LE KID (A., v.o.) : New-York… (770-63-40).
PIERROT LE FOU (Fr., **) : S… André-des-Arts, 6e (326-48-18).
PSYCHOSE (A., **, v.o.) : A… Bazin, 13e (337-74-39) (du … au mar.).
ROSEMARY'S BABY (A., **, v. … Bonaparte, 6e (326-12-12).
SENSO (It., v.o.) : Quintette (033-35-40) ; Elysées-Lincoln (359-36-14).
SHERLOCK JUNIOR (A.) : St… Saint-Séverin, 5e (033-50-91).



ARTS ET SPECTACLES

Cinéma



...NDRE SAVARY

Jérôme Savary part pour ...abourg, capitale des Eros ...ters, pour y mettre en scène ...once et Lena », de Buchner. ...même temps, il reste en ...ace, à travers son film ...Fille du garde-barrière », ...l'action se passe, entre ...es lieux, dans une maison ...e et dans un harem, mais ...raconte une tendre histoire ...mour.

La fille du garde-barrière ...visage innocent de Mona ...ir (jolie Bordelaise venue ...qu'au Magic Circus, par le ...min tortueux du strip-tease ...foire et du film érotique) ...rencontre un jeune homme ...ave aux yeux noirs, Michel ...sara (Bordelais, lui aussi, ...is ayant fait toutes ses ...ses au Magic Circus). Ils ...ment, mais la vie — qui, on ...ait, est pleine de méchants ...d'égoïstes — les sépare. Pour ...le rocambolesque histoire, ...ôme Savary puise avec ...involture dans la féerie de ...illés, dans l'élégance drôla...ue de Max Linder.

« La Fille du garde-barrière », film muet, en noir et ...ne, n'est pas un pastiche. ...s d'abord une déclaration ...mour. Il tourne aussi en ...cule la violence pompeuse ...films-catastrophe, la fré...gravieuse des films por...aphiques, selon la méthode ...e à Jérôme Savary : rem...les trucs et les trucages ...'illusion par ceux des farces ...étapes, sans oublier les ...nces cocasses du Grand-...ol (d'autant plus que ...r est co-scénariste).

Naturellement on rit, mais, ...on est ému comme ...t des petits chats qui ...t ensemble, se font des ...es. Tous leurs gestes sont ...t pourtant il y a en eux ...ole sauvage qui remet en ...le comportement humain. ...ne Savary est un tendre ...ge, une force de la nature ...yeux bleus. « La Fille du ...barrière » remet en cause ...es idées reçues sur le ...de la parodie et sur les ...le la tendresse.

COLETTE GODARD.

Paramount-Opéra, Publicis-...on, Studio Alpha, Para-...Gaîté, Capri, Arlequin, ...ount-Maillot.

...e deuxième concours interna-... de clavecin, organisé par le ...al estival de Paris, aura lieu ...au 29 septembre. Quarante-...candidats de quinze nationa-...sont inscrits aux épreuves éli-...oires publiques qui ont lieu à ...Lettres, 5, rue de l'École-de-...ine. Finale publique à la Mai-... Radio-France, le 29 septem-... 20 h. 30.

A la recherche de l'Amérique

(Suite de la première page.)

Présentés dans les petites salles du Normandy, faciles à remplir, les courts métrages (dont ceux de Frederick Wiseman), les films expérimentaux et les films de télévision n'ont pas manqué de public mais ils ont fatalement attiré moins de monde que les productions des grandes compagnies aux soirées de la grande salle du Casino. Films-vedettes que tout le monde tenait à voir avant Paris, et qui supplantèrent même les films des compagnies indépendantes, au club et au mini-club. Du moins dans le snobisme.

L'absence de sous-titres, ajoutée aux contraintes des horaires, a donc, en établissant une discrimination entre les « grands » films et les autres, faussé quelque peu les perspectives d'une sélection dont nous ne pouvons dire, finalement, si elle était ou non représentative du cinéma américain d'aujourd'hui. Et, à une ou deux conférences de presse près, il n'y eut pas de contacts organisés entre les professionnels, critiques et cinéphiles français et les rares représentants des Etats-Unis. Ce Festival, qui aurait pu être un terrain d'élection pour les petites compagnies et le cinéma d'auteur, fut surtout une rampe de lancement pour la sortie parisienne de quelques films considérés, de toute façon, comme importants.

Ouvert en « avant-première » le 2 septembre avec « la Réincarnation de Peter Proud » U. Lee Thompson), dont il semble qu'on ait surtout retenu l'interprétation de Jennifer O'Neill, le Festival de Deauville s'est achevé le dimanche 7 avec « la Kermesse des aigles », de George Roy Hill (Robert Redford, as de l'aviation dans les cirques volants). Outre ceux-là, les « films-vedettes » ont été :

« Guerre et Amour », de Woody Allen, intelligente et époustouflante parodie de « Guerre et Paix », de Tolstoï, où la littérature russe est revue par l'humour juif new-yorkais. Bourré de citations pour cinéphiles (de Charlot à Bergman en passant par « Autant en emporte le vent »), ce film est, sans doute, le chef-d'œuvre de Woody Allen.

« Le Prisonnier de la 2e avenue », de Melvin Frank. Du théâtre filmé, d'après une pièce de Neil Simon. Admirablement joué par Jack Lemmon et Anne Bancroft, l'intérêt en est, essentiellement, sociologique : récupération par la comédie de boulevard, de la contestation de la vie urbaine, de la crise économique et du problème du chômage.

« Nashville », de Robert Altman, le film que personne n'aurait voulu manquer, a provoqué autant de déceptions que d'enthousiasmes. En deux heures quarante, Altman raconte longuement la chronique unanimiste de Nashville (Tennessee), capitale de la « country music ». Il suit les destins entrecroisés de vingt-quatre personnages — dont beaucoup apparaissent dans des numéros musicaux, les interprètes ayant composé leurs propres chansons. Altman reprend ici une tradition du roman américain, se détourne de la mise en question des genres hollywoodiens qu'il avait précédemment pratiquée, élargit jusqu'au paroxysme sa méthode cinématographique et termine cette œuvre déconcertante par un beau morceau d'ambiguïté.

Mais puisque, même en voyant trois à quatre films par jour, il n'était pas possible d'épuiser tous les programmes, l'impression qu'on retire de ce panorama est confuse. Qu'est-ce qui est typiquement le cinéma américain d'aujourd'hui ? Qu'est-ce qui ne l'est pas ? « Law and Disorder », d'Ivan Passer, a été mal accueilli aux États-Unis et n'était même pas sous-titré à Deauville. Or c'est une œuvre qu'on a envie de soutenir, qu'on aimerait voir lancée, en France, dans les circuits commerciaux. On y retrouve le « style tchèque » de Passer l'émigré, au service d'un sujet contemporain : des petits bourgeois de Manhattan (dont Ernest Borgnine et Carroll O'Connor) se font auxiliaires de police pour lutter contre la vague de criminalité à New-York. Ce qui les mène à un échec parallèle à la tristesse de leurs vies privées. Il y a là-dedans de l'humour, de la tendresse et un grand sens du vécu. « The Cockfighter » (dont nous avons eu la seule version vraiment fidèle aux intentions du réalisateur, le producteur Roger Corman l'ayant faite modifier depuis) est l'histoire étrange et forte d'un de ces maniaques chers à Monte Hellman, un jeune homme (Warren Oates), organisateur de combats de coqs en Georgie, qui sacrifie tout à sa passion, à son idée fixe. Ce sont encore des êtres en proie à des idées fixes qu'on a vus dans « Time Money », de Carl Workman, « Apple Pie », un burlesque juif d'Howard Goldberg, ou « Lifespan », d'Alexandre Whitelaw, films bizarres, à moitié ratés mais intéressants. On n'arrive pas à les situer.

« Janis », excellent montage, par Howard Alk et Seaton Findlay, de documents sur la vie professionnelle de la chanteuse Janis Joplin, est un beau film facile à identifier par rapport à l'Amérique moderne. Mais que représentent exactement « Death Rave 2 000 », de Paul Bartel, et « Apocalypse 2 024 », de L.-Q. Jones, qui semblent développer seulement quelques obsessions du cinéma de science-fiction ?

Le Festival de Deauville nous laisse sur des questions qui trouveront, peut-être, leurs réponses l'an prochain. Une chose est certaine. Quelle que soit la qualité des films, les acteurs américains, de la vedette au moindre petit rôle, sont prodigieux.

JACQUES SICLIER.

■ Neuf films figurent au palmarès du vingt-huitième festival international du film amateur de Cannes. Le grand prix du président de la République a été attribué à André Legenne pour son film « le Père ».

■ Serghi expose à la galerie Saint-Honoré de Cannes, jusqu'au 20 septembre.

Lettres

LE PRIX SAINT-SIMON AU DUC DE BRISSAC

Le premier prix Saint-Simon, dont l'attribution constituait l'une des manifestations de la célébration du tricentenaire de la naissance du duc de Saint-Simon, a été décerné, le 6 septembre 1975, au duc Pierre de Brissac pour les deux premiers tomes de ses souvenirs : *En d'autres temps* et *Suite des temps*, chez Grasset. (*Le Monde* a rendu compte de chacun de ces deux ouvrages successivement le 8 septembre 1972 et le 27 décembre 1974.)

A l'occasion de ce prix et des évocations historiques qui l'accompagnaient, M. Michel Guy, qui présidait ces cérémonies à La Ferté-Vidame (Eure-et-Loir), a fait savoir que le site du parc et du château où Louis de Rouvroy écrivit ses *Mémoires* était classé depuis le 20 août 1975.

Musique

Le Festival de Besançon et son avenir

Vingt-sept ans de Festival avec un succès soutenu, cela représente, sinon une performance exceptionnelle, du moins une continuité et une opiniâtreté assez rares dont l'équipe bisontine, groupée autour de M. Pierre Lagrange et du président Pierre Bourgeau, peut s'enorgueillir. Certains évoquent avec quelque mélancolie le programme de 1948 qui rassemblait Wilhelm Furtwängler, Charles Munch, Ataulfo Argenta, Pierre Monteux, ce qui était relativement facile pour un premier Festival à une époque où il y avait peu de concurrence.

Les vedettes sont moins prestigieuses cette année où les organisateurs ont dû enregistrer le refus de l'Orchestre de Paris, de l'Orchestre national et de l'Orchestre de Cleveland, les premiers devant d'ailleurs se retrouver l'an prochain avec un grand ensemble américain. Mais le Festival souffre aussi de la modicité des subventions (90 000 F de la ville, 130 000 F du secrétariat à la culture, y compris la caisse des monuments historiques) qui rend déjà quasi miraculeuse la mise sur pied d'un programme de vingt concerts de cette qualité.

Mais le vrai problème est celui de la place réelle et future du Festival. Celui-ci ne semble pas avoir attiré ces dernières années un public réellement international ou même national, par sa date sans doute et aussi en raison d'un impact touristique insuffisant, malgré la beauté un peu austère de la ville. Et il n'a pas su où voulu conquérir un public nouveau, plus populaire. En l'absence d'une vie musicale très fournie pendant le reste de la saison (la société des concerts n'annonce que quatre séances, dont deux de solistes), le Festival est surtout pour les Bisontins une fête qui concentre en dix jours toute l'année musicale, et l'on comprend qu'ils y tiennent. Seule sans doute la création (ou la venue régulière) d'un orchestre de région, comme ceux de Strasbourg ou de Lyon, permettrait de transformer ces données et peut-être de « démondaniser » le Festival en ouvrant plus largement ses programmes et ses salles.

Celle du Théâtre municipal a prouvé à nouveau, pendant les deux derniers concerts de la Norddeutscher Rundfunk, combien elle était mal adaptée à un grand ensemble (*le Monde* du 6 septembre), et spécialement dans le *Concerto pour violon* de Tchaïkowski où les plus menues interventions de l'harmonie tombaient comme des pavés sur le jeu délicat d'Henryk Szeryng, dont la belle sonorité, la subtilité de style, le romantisme très élégiaques nous consolaient de tant d'éclats barbares (1).

L'Orchestre de Hambourg a d'ailleurs confirmé ses solides qualités sous la direction de Stanislas Skrowaczewski et de René Klopfenstein. Certes, il n'est pas question de faire d'un solide percheron un coursier ailé, et l'ouverture de *la Pie voleuse* comme celle d'*Obéron* révélaient un penchant plus marqué pour l'exactitude militaire que pour la mascarade ou la féerie.

Mais Skrowaczewski a su communiquer à ses musiciens une sorte de bonheur slave, une élasticité et un lyrisme légendaire dans la *Septième symphonie* de Dvorak, fontaine lyrique dont l'abondance et la tendresse feraient, il est vrai, fondre les cœurs les plus pétrifiés. De même Klopfenstein, avec la *Neuvième symphonie* de Schubert menée de bout en bout avec une rare continuité de l'inspiration dans l'alliance si délicate de la poésie éthérée et d'une grandeur un peu massive à travers ses répétitions inlassables.

Au même concert, le Beaux-Arts Trio de New-York donnait une interprétation très particulière du *Triple concerto* de Beethoven, non pas comme le cheval de bataille de trois grands solistes, mais comme une sorte de concerto grosso sans cesse oscillant entre la fierté un peu bravache de l'orchsetre et l'intimité de la musique de chambre, où les trois compères multipliaient les nuances, les « concertini » les plus exquis. Le Festival, qui a les adoptés, les retrouvera quatre fois cette semaine, à l'abbaye de Montbenoît, à Dole et à Besançon.

Le Melos Quartett à Pesmes

Les concerts de musique de chambre restent en effet de haut niveau et rayonnent à travers la Franche-Comté. Ainsi, l'église de Pesmes, en Haute-Saône, harmonieux cocktail de styles reflétant l'histoire de cette vieille cité perchée au-dessus de l'Ognon, recevait le Melos Quartett de Stuttgart, quatre jeunes Allemands qu'on peut mettre déjà au niveau des Amadeus ou du Quatuor italien. Plus intense et expressionniste que ce dernier, mais également lumineux et limpide, plus inspiré peut-être que les premiers, dont la perfection couronne souvent des idées reçues, d'ailleurs fort respectables, le Melos Quartett est comme habité par la « transcendance » du chant, par une sorte de signification supérieure qui, semble-t-il, crée sa beauté sonore, sa justesse d'expression. Est-ce la légère infirmité du premier violon qui a favorisé cet affinement prodigieux de la sensibilité ?

Dans le *Quatuor en sol* op. 161 de Schubert, jamais peut-être on n'avait senti toute la force dramatique de cette musique pleine de mélodies suaves, mais aussi de sifflements, de rythmes acharnés, de questions frénétiques, de tremblements, qui dénotent une sorte de délabrement intime, d'angoisse contre laquelle le musicien semble se protéger par la richesse et la douceur du chant (2).

Et non moins extraordinaire fut leur interprétation du *Deuxième Quatuor « Lettres intimes »* de Janacek, reflet d'une idylle de vieillard, englobant dans les mêmes lignes tant de sentiments et de sensations, musique frémissante d'images attachées aux sonorités, irisée comme un arc-en-ciel, pleine d'oiseaux et de fleurs, secouée par une vitalité indomptable qui ne s'abandonne jamais longtemps à la mélancolie. A les écouter, on se demandait comment tant de pensées peuvent s'enclore dans les sons.

La Franche-Comté vivra encore de belles heures ces jours-ci, avec en particulier M.-J. Pires et l'Ensemble de Lausanne dirigé par M. Corboz, l'Orchestre de Lyon dirigé par Serge Baudo, et le Ballet national d'Espagne aux Salines d'Arc-et-Senans.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Il serait opportun de diminuer la hauteur des gradins où sont juchés cuivres et bois pour en atténuer l'intensité.

(2) La Deutsche Grammophon publie ces jours-ci l'intégrale des quatuors de Schubert par le Melos Quartett (coffret de sept disques, en souscription : 250 F).

En bref

Cinéma

« Mondo Candido »

Sous prétexte de dénoncer l'absurdité et l'horreur du monde contemporain, le réalisateur italien Gualterio Jacopetti avait réalisé, en 1962, un documentaire truqué, tapageur et racoleur, intitulé *Mondo Cane*. *Mondo Candido* procède des mêmes intentions satiriques et fait étalage de la même vulgarité. Mais, cette fois, Jacopetti (en association avec Franco Prosperi) cherche son alibi philosophique du côté de Voltaire et retrace à sa manière les aventures de Candide.

Deux parties dans le film. La première est une guignolade qui se voudrait ubuesque, où nous retrouvons les principaux personnages et certains épisodes du conte. Bonheurs et malheurs de la famille Thunder-Ten-Tronk. Homélies de Pangloss. Enrôlement forcé de Candide dans l'armée du roi des Bulgares. Le plus souvent mal inspiré, Jacopetti réussit à rendre Voltaire ennuyeux.

Puis, sur les traces de Candide qui continue de courir après sa Cunégonde, nous passons au vingtième siècle. Après quelques plaisanteries éculées concernant l'*american way of life*, l'auteur bouffonne à propos du conflit irlandais et transforme en scène de revue à grand spectacle un engagement entre femmes-soldats israéliennes (nues évidemment) et Palestiniens... Ce qui n'était que fastidieux devient alors profondément déplaisant. — J. B.

★ Voir « Les films nouveaux ».

« Tarzoon »

Descendant anémique du grand Tarzan, l'infortuné Tarzoon a le teint pâle, la poitrine creuse, la jambe gringalette et le sexe en chewing-gum. Le fameux cri de son ancêtre, qui réveillait et rassurait la jungle, n'est plus chez lui qu'un glapissement de plainte ou de détresse. Le moindre effort lui fait perdre son slip, et, dans la course-poursuite qu'il engage pour retrouver son épouse enlevée sur les ordres de la reine Bazonga, il ne cesse d'être rossé et ridiculisé.

C'est au Belge Picha, dessinateur satirique qui débute ici dans le dessin animé de long métrage, que l'on doit cet avatar caricatural d'un des plus populaires héros de notre temps. L'opération est du même ordre que celle imaginée par Ralph Bakshi avec son *Fritz le chat* ou par Mel Brooks dans *Frankenstein Junior*. Il s'agit de s'emparer d'un mythe et de le dynamiter en inversant complètement ses caractéristiques.

On ne peut dénier à Picha une verve féroce et parfois très drôle. Il lui suffit d'un trait de plume pour pervertir irrémédiablement le royaume d'Edgar Rice Burroughs, de Kipling et de Walt Disney. Sa jungle est peuplée de petits monstres carnivores, de fleurs nymphomanes, de soldats phalliques, de gangsters assoiffés d'or. On y fornique au coin de chaque piste et la lutte pour la vie y devient une longue suite de coups fourrés. Chemin faisant, Picha s'en prend également au racisme, à l'écologie, au militarisme, à l'impérialisme et même au sentimentalisme de Tintin... Tous ces gags ne sont pas de qualité égale et certaines plaisanteries volent assez bas. Mais la causticité de Picha est tonifiante, et si l'on est d'humeur gaillarde, si l'on ne craint pas les provocations en tous genres, ce dessin animé (techniquement très soigné) doit faire rire.

J. B.

★ Voir « Les films nouveaux ».

Un quadragénaire nommé Donald

Ce fut la voix éraillée d'un gramaphone qui donna un jour aux collaborateurs de Walt Disney l'idée du personnage de Donald. Aujourd'hui, un film nous conte son histoire grâce à une sélection de passages très connus et très anciens : Donald a quarante ans.

Mais sélectionner ne signifie pas toujours réussir un film. Un personnage typé peut devenir, par accumulation, caricatural. C'est le cas de ce canard colérique et turbulent aux prises avec la vie quotidienne américaine.

Donald cavalier, c'est Donald sans monture : son cheval ne veut pas de lui. Furieux, bafoué, il n'a droit finalement qu'à la croupe d'un taureau.

Donald canotier, c'est Donald immobilisé en pleine mer : plus de pièce de monnaie pour faire démarrer le bateau. A force de cogner de rage la fente où l'on glisse la monnaie, son bec y reste coincé, et lui sauve ainsi la vie. Le bateau peut repartir.

Chaque mésaventure dévoile le caractère de Donald. Témoin de son individualisme, de sa cruauté, sa voix éraillée scande sa colère. Cette voix, tout d'abord, amuse. Constante, sa présence lasse. La violence de Donald, exceptionnelle pour un personnage de dessin animé, ne fait plus rire. Il ne reste plus qu'à sourire. Dommage. - C.-J. S.

★ Voir « Les exclusivités ».

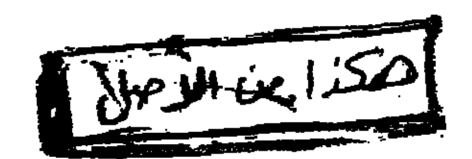
Danse

Ballet de Colombie

Le Ballet national de Colombie se produit pour la première fois en France, à l'issue d'une grande tournée. Sa directrice, Sonia Osorio, l'a manifestement conçu pour l'exportation. Mais l'image qu'elle donne de son pays, à travers chants et danses, est le type même de la carte postale touristique à usage international. Sur un fond de folklore (rythmes typiques, mythologie indienne, fêtes religieuses et populaires), elle a plaqué des gestes stéréotypés, des déplacements mécaniques et des parcours sans invention qui tiennent plus du défilé de majorettes et des fastes du music-hall que des danses traditionnelles : la légende de l'Eldorado est devenue une parade de pagnes scintillants ; le rituel des Indiens de la Guajira un défilé de haute couture ; la danse des filles nubiles, un effet de jupons vaporeux. Et que dire du Mapale, d'origine africaine annoncé comme une des danses les plus érotiques d'Amérique — l'orgie des corps, — où la troupe s'emploie laborieusement à suggérer l'excitation sexuelle par des effets de hanches et des poses appuyées.

A l'exception de quelques éléments noirs, danseurs et danseuses manquent d'entraînement corporel et de sens artistique. A aucun moment, on ne les sent pris par cette frénésie, ce rythme intérieur — si communicatif — qui sont l'essence même des danses sud-américaines. On trouvera ici de fort beaux costumes, une succession rapide et variée de numéros hauts en couleur, mais qu'on ne s'attende pas à voir du folklore authentique — comme le laisserait supposer le programme — et encore moins un spectacle de ballet. C'est plutôt le Casino de Bogota. — M. M.

★ Théâtre des Champs-Elysées, jusqu'au 14 septembre, 20 h. 30.



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,02
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

emplois régionaux

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

La Société est la filiale française d'un groupe européen. Elle se consacre à l'usinage en grande série de pièces mécaniques. L'effectif doit monter à 180 personnes à la fin de l'année et le C.A. H.T. prévu est de 27M.
Le Directeur Administratif et Financier assure toutes les fonctions non techniques de l'établissement.
Le candidat retenu aura plus de 32 ans. Sa formation de base comprendra au minimum le DECS. Il est vivement souhaité que son expérience se soit déroulée au sein d'un groupe et qu'il connaisse l'allemand.
La rémunération ne sera pas inférieure à 90.000F
Lieu de travail : FLORANGE



26 Rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référencée 510 M3

REGION EST

Groupe Industriel (15.000 personnes) recherche, pour son unité de production en création dans l'Est (1000 personnes) les responsables :

DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

DIRECTION DES ACHATS

Leur formation est de niveau supérieur et leur expérience (10 ans au moins) se situe dans une société industrielle où le dynamisme est fondé sur une gestion moderne et efficace.
Ces postes représentent de réelles opportunités de carrière pour des hommes de valeur qui savent éviter les chemins de la routine et coordonner les activités dans l'esprit de l'entreprise.
De bonnes notions d'allemand sont souhaitées.
Ecrire avec C.V. détaillé + photo + niveau de rémunération sous référence P. BK. à notre conseil qui vous fera parvenir une notice détaillée.

managing — 43, Rue de la Brèche aux Loups 75012 PARIS ou 20 Avenue de la Paix 67000 STRASBOURG

IMPTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE MÉCANIQUE AUTOMOBILE

recherche pour son usine d'ANGERS (1.200 personnes)

UN INGÉNIEUR DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

HOMME 35 ANS MINIMUM
Expérience de la fonction : au moins 5 ans.

Connaissances indispensables en :
- électromécanique ;
- technologie des machines ;
- distribution des fluides.

Il sera chargé de promouvoir à tous les niveaux et de maintenir à un degré élevé l'esprit sécurité en mettant en œuvre tous les moyens nécessaires (assistance, conseils techniques, animation, sensibilisation, information, etc.).

Adresser curriculum vitae sous N° 20.901 à : CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Industrie Alimentaire (45)

en développement, recherche

ADJOINT de direction

CHARGE :
— de diriger les services administratifs et comptables d'une unité de 300 personnes ;
— d'assurer la gestion du personnel.

Expérience nécessaire d'une fonction similaire.
Formation supérieure exigée.
Connaissance approfondie en informatique et comptabilité industrielle.

Evolution vers SECRETARIAT GENERAL.
Rémunération de début : 84.000 F.

Ecrire avec C.V. manuscrit, photo et prétent. à : S.J.F.F., 8, place Albert-Ier, 45000 ORLEANS.

IMPORTANTE AFFAIRE TOURISTIQUE

Région PERPIGNAN recherche

DIRECTEUR

pour prendre en charge, dans un premier temps, problèmes de gestion administrative comptable et personnel.
Dans un second temps, en fonction de la réussite, responsabilité globale de l'entreprise.
Seules seront examinées les candidatures de grande qualité. Formation supérieure de préférence économique, sanctionnée par diplôme.
Expérience professionnelle réelle au niv. direction.
Préférence sera donnée à candidat originaire de la région.
Ecrire avec C.V., photo indisp. et prét. annuelles, n° 1239/66 HAVAS - 66004 PERPIGNAN - B.P. 442.

La Filiale d'un Groupe Industriel important recherche, pour VALENCE, un

ingénieur d'études électro-mécanicien

SUPELEC, ECOLE CENTRALE, ELECTRONIQUE GRENOBLE ou A.M.,

possédant une expérience souhaitée de 3 ans ou davantage des systèmes alliant la mécanique à la logique, aux automatismes ou à l'électronique.

Responsabilité d'un groupe de travail dans un service développement et produits nouveaux.

Ecrire Service B,
32, rue Barrême 69006 LYON

Cabinet Gatier

Sté spécialisée en robinetterie industrielle, filiale d'un Groupe industriel en pleine expans., recherche

DESSINATEURS-PROJETEURS et PETITES ÉTUDES

ayant expérience en ce domaine

UN AGENT TECHNIQUE DE DEVIS

Anglais souhaité
Postes évolutifs pour Candidats de valeur
Lieu de Résidence : Sud-Est, près Marseille
Ecrire n° 7.214 « le Monde » Publicité
5, rue des Italiens - 75427 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE L'OUEST

(BORD DE MER)

recherche

pour son Département INFORMATIQUE (I.B.M.370/145)

INGÉNIEUR ANALYSTE

diplômé Grandes Ecoles ou équivalent.

Expérience : plusieurs années d'Informatique de référence dans le domaine Comptable.

Ecrire avec curr. vitae, photo attachée et prétent. à N° 83.344 - PUBLIALE, B.P. 153-02, 75062 PARIS CEDEX 02, qui transm.

INFIRMIERE (ou infirmier)-D.E. demandée par Maison retraite et Maison santé médicale région FONT-ROMEU. Convent. collect. Avantages. Résidence Joseph-Sauvy, à ERR (Pyrén.-Orient.), 66800 Saillagouse. (69) 04-72-14.

STATION SPORTS D'HIVER recrute cadre administratif polyvalent adjoint à responsable station. Connaissances : économat, gestion administrat., contrôle budgétaire. Expér. exigée. Poste d'avenir. Adr. C.V., réf., prét. à UNION COOPERATIVE DES KARELLIS, 14, rue Jean-Pierre-Veyrat, 73000 Chambéry.

CHAMBRE DE COMMERCE REGION CENTRE

recherche

UN ASSISTANT TECHNIQUE A L'HOTELLERIE

FONCTION : conseil technique aux professionnels de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme.

Expérience professionnelle de quelques années dans la gestion hôtelière exigée.

Le candidat devra s'intégrer à une équipe déjà existante.

Niveau minimum : B.T.H. ou équivalent.
Salaire annuel départ : 40.000 F environ.
Envoyer C.V. manuscrit, photo

Société Internationale d'Etudes & d'Interventions
237, rue Saint-Denis, 75002 PARIS.

M. P. E. Val-de-Loire recherche **H.E.C. J.F.** pour poste resp. adm. compt. et fin., adjointe au direct. gén. — Ecrire avec C. V. à LOGEX, Société expert. compt., 22, rue de Vauquois, 41000 BLOIS.

Importante Agence de communication recherche pour opération en province **SPECIALISTES DE R.P.** libres immédiatement. Lieu : gdes villes de province. Durée : 1 mois 1/2 (15-9 - 31-10). Téléph. à J. DEPEGE, 350-27-78.

SOCIETE BRANCHES METALLURGIE (Travail de l'inox) ET PLASTIQUE (Extrusion)

appartenant à un groupe important, recherche pour son usine de l'EST

DIRECTEUR

Formation A.M. ou équivalent.

Ayant expérience grandes séries automobile.

Langue allemande appréciée. Logement assuré.

Adresser C.V. et prétentions n° 17.817, CONTESSE PUBL., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

GROUPE NATEL LYON recherche **INGENIEUR ANALYSTE**

Formation souhaitée :
— Diplôme ingénieur, ou maîtrise informatique, ou expérience équivalente.

Expérience nécessaire :
— Analyse et programmation sur ordinateur bandes et disques ;
— Applications de gestion.

Expérience souhaitée :
— Ordinateurs CHB 600/6.000.

Adr. C.V., sal. actuel et prét. à N.T.L., 17, quai André-Lassagne, 69001 LYON.

IMPORT. STE METALLURG. recherche un **CHEF DE GROUPE COMPTABLE** capable d'assurer la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité générale d'une succursale lyonnaise. Bonne présentation de base. Expér. professionnel. confirmée, si poss. connaiss. informatique. Env. C.V. + lettre manuscr. à ETUDES ET CONSEILS, 711, rue Masséna, 69006 LYON. Téléph. (78) 24-00-85.

PROGRAMMEURS sont recherchés pour une durée d'un an pour transposition d'application en I.B.M. 115 96 K sous DOS-VS, expérimentés en Assembleur et GAP. Lieu de travail : ARCIS-SUR-AUBE. Envoy. C.V. détaillé et prétentions au Service du personnel. GERARD FORTIER, 44, rue de Troyes, 10700 ARCIS-SUR-AUBE.

FACOM - EZY-SUR-EURE (27)

Appareillage de diagnostic moteurs, recherche pour activités de mise au point, contrôle et occasionnellement service après-vente.

T.S. ÉLECTRONICIEN

Ayant 3 ans d'expérience, de préférence dans la mesure industrielle et la pratique des montages de contrôle en fabrication.

Les activités de début seront assez diversifiées, par la suite une plus grande spécialisation tiendra mieux compte des goûts et principales aptitudes de la personne choisie.

Ecr. avec C.V. explicite sous référ. FATEL à

CETAGEP
30, AVENUE AMIRAL LEMONNIER 78160 MARLY LE ROI

offres d'emploi

SOCIETE D'ETUDES INTERNATIONALES

Nos Activités :

Planification nationale et territoriale
Marketing international
Aménagement des zones
Encadrement des projets jusqu'à la gestion

Nous exigeons :
- Esprit logique, imaginatif, efficace et méthodique
- Rédigeant parfaitement, sens de la présentation
- Expérience des postes cinq ans minimum
- Capacités de négociateurs avec Administrations

Nous offrons :
- Réalisations d'études d'envergure immédiatement opérationnelles
- Fréquents déplacements ou installation de longue durée à l'étranger
- Salaires et avantages élevés, selon les aptitudes
- Perspectives actionnariat
- Formation complémentaire assurée

Envoyer C.V. manuscrit, photo et références en rappelant la référence du poste concerné à P.A.SVP n° 21694, 37 rue du Gal Foy, 75008 Paris.

Nous recherchons :

2 ingénieurs économistes ou statisticiens

Grandes écoles, E.N.S.A.E., Sciences Eco. Etudes de planification nationale ou régionale, et sectorielle. Etudes de marché internationales et nationales. Travaux sur ordinateur.

6 ingénieurs de projet

X.E.C.P., Mines, G.M., P.C., E.S.T.P., I.N.A.
Etudes de projets spécifiques
- INFRASTRUCTURES routes, rail, aéroports, ports, hydraulique
- ENERGIE électrique, pétrole, gaz
- AGRICULTURE
  Elevage, forêts, pêche, industries agro-alimentaires
- INDUSTRIES LEGERES
  Textile, cuir, bois, électroménager, mécanique
- SERVICES commerce, banque, transport, tourisme

2 urbanistes architectes

DIUUP-DPLG
Aménagement grands équipements. Habitude chantiers confirmée

secrétaire de direction

Etudes supérieures, Sc. Po., Sc. Eco., HEC.
Connaissance travail bureau d'études. Planning, coordination, capable suivi projets et gestion comptable.
Collaborateur (trice) direct du Directeur Général.

P.A.SVP

Le Ministère de la Défense Direction Technique des Armements Terrestres

recherche pour ses SERVICES INDUSTRIELS

INGÉNIEUR-GESTIONNAIRE expérimenté

— Formation mécanique,
— Connaissances en optique souhaitées.

Chargé de la gestion des fabrications, des équipements optiques pour véhicules blindés, du suivi et du contrôle de l'exécution des marchés aux plans financiers et techniques.

Adresser C.V. et prétentions à l'Etablissement d'Armement AMX - APX - Secrétariat du sous-Directeur Administration Générale - Route de la Minière. — SATORY. — 78000 VERSAILLES.

Nous recherchons

EXCELLENT TECHNICO-COMMERCIAL

— essentiellement homme de terrain, orienté vers la vente ;
— capable contacts niveau Architectes, Promoteurs, Collectivités, Entreprises, Négoce ;
— baccalauréat complet ;
— quelques années d'expérience ;
— responsable et organisé ;
— extrêmement disponible pour déplacements permanents dans toute la France.

Nous offrons :

— la réputation de produits de grande qualité, un contexte de travail moderne, agressif et un salaire évolutif (fixe + intéressements + frais + voiture Société) aux hommes qui contribuent à maintenir notre position de Leader Européen.

Adresser curriculum vitae + photo + rémunération actuelle sous la référence 750909, à :
VELUX - FRANCE
Direction Générale - Marketing
B.P. 12 - 91420 MORANGIS.

UNION CARBIDE

UNION CARBIDE, a major multinational Company, has created several new management positions in the field of Clinical Diagnostics Products. The immediate openings are:

PRODUCT MANAGER – RADIO IMMUNOLOGY PRODUCTS
europe

Responsibilities : Market introduction, International planning, and all phases concerning the marketing management of the most innovative products in this area.
We request : University education in biomedical field and minimum 5 years international sales/marketing experience.

SALES MANAGER – CLINICAL DIAGNOSTIC PRODUCTS
france

Responsibilities : To organize and Manage a sales group for selected Diagnostic Products in France.
We request : A Technical education in biomedical field and minimum 6 years sales experience in French hospital market, at least 2 of them in Management position. Working knowledge of English is necessary.

TECHNICAL SERVICE MANAGER
france

Responsibilities : To provide and organize the technical service, installation and maintenance of sophisticated computerized Diagnostics equipment in the French hospitals.
We request : A degree in electronics or computer engineering, minimum 3 years experience in field servicing electronics equipment in hospitals and at least 1 year of supervising experience.
All the positions are based in the Paris area, at the Headquarters of UNION CARBIDE FRANCE.

Applications should be sent to the Personnel Manager of UNION CARBIDE FRANCE - 2, place Gustave Eiffel CIDEX L-214 - 94533 RUNGIS.

UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Société Industrielle américaine mondialement implantée (3 usines en Europe), poursuivant une expansion annuelle supérieure à 25 %, recherche pour sa filiale marketing France : un Directeur Administratif.

Il assistera le Directeur Général, et ses responsabilités comporteront notamment la supervision des Services Comptabilité, Achats inter-sociétés, Administration des Ventes, Service du Personnel (plus de 80 employés et cadres).

Ce poste convient à un cadre de formation supérieure (E.S.S.E.C.-E.S.C.), 30 ans minimum, ayant une bonne expérience administrative et connaissant les méthodes de gestion américaines. Une pratique courante de l'anglais est indispensable pour assurer les liaisons internationales.

La constante progression du groupe, son renom liés à la qualité de ses produits peuvent permettre une évolution de carrière rapide sur le plan européen.

Lieu de travail : proche banlieue ouest Paris.

Adresser lettre de candidature, C.V. détaillé à Monsieur NEY, 8, square de la Dordogne, 75017 PARIS

Jouvenel et Cordier
Contrôle et transmission automatique des fluides
recherche

- pour son Service Commercial France

technico-commercial

expérimenté, à qui sera confiée la responsabilité d'un secteur de la Région Parisienne. (Réf. 516)

- pour son Service Exportation un jeune

technico-commercial

trilingue ANGLAIS-ALLEMAND, ayant de bonnes bases en électromécanique.
Après une formation au sein du Service Commercial France, il évoluera vers une fonction de vente à l'exportation. (Réf. 517)

Envoyer CV et prétentions en précisant la référence du poste choisi au Service du Personnel, 32, avenue Albert 1er 92500 RUEIL. Tél. 977-03-60.

plein emploi

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30.00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
renforce sa
DIRECTION des AFFAIRES ECONOMIQUES et FINANCIERES
et recherche

un adjoint au chef du département études économiques

MISSION :
- Conduire des études de rentabilité sur les programmes industriels du groupe et sur la sous-traitance.
- Etablir des modèles de gestion sur terminal d'ordinateur.

un adjoint au chef du département investissements

MISSION :
- Participer à l'établissement des budgets d'investissement (notifications, suivi des engagements, prévisions de dépenses).
- Conduire des études prospectives relatives aux hypothèses de programme et aux nouvelles fabrications.

Pour ces deux postes les candidats présenteront une expérience industrielle approfondie d'une dizaine d'années et seront diplômés d'une grande école d'ingénieur ou commerciale (Centrale, Mines, Sup Aéro, HEC...).

Adresser lettre, C.V. avec photo et prétentions sous No 20.511 à CONTESSE PUBLICITE — 20, Avenue de l'Opéra — 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

GFC

CONSEILS EN RECHERCHE D'HOMMES NOUVEAUX
103, rue de la Pompe - 75116 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ (ÉLECTRONIQUE/SPATIAL)
recherche
CHEF DU DÉPARTEMENT
Systèmes
110.000 F +
Solide expérience
Hard puis Soft petites machines
Anglais courant
Réf. GFC 405

MÊME SOCIÉTÉ que réf. GFC 405
recherche
Chef du Département LABORATOIRE
Electronique Digitale
110.000 F +
Large expérience en acquisation des données et contrôle de processus
Ingénieur Grande Ecole
Bilingue français-anglais
Réf. GFC 406

IMPORTANT CONSTRUCTEUR ÉLECTRIQUE
recherche
CHEF DU BUREAU D'ÉTUDES
Gros Transformateurs
90.000/120.000 F
Solide expérience dans ce domaine
Réf. GFC 399

Envoyer C.V. en précisant la référence du poste. Discrétion et réponse assurées.

ENGINEERING PETROLIER
recherche

ESTIMATORS

to produce cost estimates of various construction programmes.

SCHEDULERS

to produce schedules, reports and graphs for Project status.

2 years experience is a similar position
English and French spoken.

Please, send your C.V. with the advert's reference Co3 to :

BROWN and ROOT
Tour Franklin - 92081 La Défense



Nous recherchons pour
VILLE RESIDENTIELLE proche PARIS
un jeune
CADRE de BANQUE
ayant un tempérament d'exploitant, diplômé d'études supérieures si possible.
Nous lui offrons un poste de

CHEF D'AGENCE

Il sera chargé de développer avec l'équipe qu'il animera une agence récemment créée.

Les candidats intéressés peuvent envoyer leur CV avec photo et rémunération actuelle à
Michel LEVIVIER
8, Boulevard Flandrin 75116 PARIS

ÉTABLISSEMENTS BILLIARD
TRAVAUX PUBLICS recherchent pour leur siège banlieue Ouest

INGÉNIEUR CHEF DE GROUPE

Bureau d'études de prix. Expérience de chantier et d'estimation de prix souhaitée, dans domaines : ouvrages d'art, travaux à la mer, travaux souterrains.
Pratique de l'anglais appréciée.
Ecrire, avec curriculum vitae.
280, route de Laborde, 78360 MONTESSON.



La fonction personnel a changé, les hommes qui l'exercent aussi

Nous souhaitons faire partager notre conception novatrice de la fonction personnel à un jeune

I.U.T. GESTION DE PERSONNEL

ayant, si possible, un an d'expérience professionnelle.
Ses responsabilités seront :
- appliquer les procédures administratives existantes dans la société et proposer des améliorations techniques
- analyser les données en matière de personnel.

Il participera, après une période de formation, aux opérations de recrutement et à la diffusion de l'information au sein de l'établissement (150 personnes).

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyer votre c.v. sous réf. 252 à DU PONT DE NEMOURS (France) S.A. Service du Personnel, BP 85, 91403 Orsay.

La journée d'échanges et de sélection aura lieu le 25 septembre 1975.

HAVAS CONTACT



Pourquoi ne pas aborder l'informatique par la production ?
Surtout s'il s'agit d'optimiser le fonctionnement d'un HB 6000 gérant concurremment un réseau de terminaux et des travaux en local. Le matériel est là depuis peu, la base de données est changée, les applications deviennent opérationnelles ; le moment est bien choisi par le chef du centre de traitement pour chercher le «poulain» qui deviendra son adjoint.
Il faut un

jeune ingénieur

qui considère que l'exploitation est la pierre angulaire de l'informatique.

Cette conviction lui est venue, par exemple, à l'issue d'un stage «sérieux» ou à la faveur d'une affectation «heureuse» pendant le service militaire.
Si tel est votre cas, notez que ce centre est situé à Paris-Sud et écrivez à J. THILY ss réf. 2943M Carrières de l'Informatique.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

G.CAM

Société de Service et de Conseil en Informatique du Groupe de la Caisse des dépôts, recherche

Jeune ingénieur

pour collaborer à ses actions de conseils en ORGANISATION et INFORMATIQUE
Formation : grande école commerciale ou scientifique, maîtrise de gestion, etc.
Expérience : 2 à 4 ans dans le domaine de la gestion ou de l'informatique.
Adresser CV, photo et prétentions au

G. CAM (M. de Sars)
113, rue J.M. Naudin B.P. 130
92223 BAGNEUX




G.CAM SINORG CONSEIL

GESTION de TRESORERIE

PARIS

Société industrielle française nous nous situons au premier rang des constructeurs européens de rayonnages métalliques.

Notre développement important nous conduit à renforcer nos structures.

Rattaché au Directeur Financier, l'homme que nous recherchons se verra confier l'élaboration, la mise en place, le contrôle des plans et budgets de trésorerie ainsi que toutes les analyses et études découlant de sa mission élargie.

Le poste conviendrait à un homme de 30 ans minimum, de formation supérieure et comptable (E.S.C., I.A.E., niveau D.E.C.S.) et possédant de préférence une première expérience dans un poste similaire.

Merci d'adresser votre C.V., en indiquant rémunération actuelle, sous référence 185 PG, à notre Conseil

algoe
Association Lyonnaise d'Ingénieurs-Conseils
Boîte Postale 25 — 69130 ECULLY.



sextant
l'agence conseil en publicité industrielle
recherche

chef de publicité junior

homme ou femme — Réf. A 1

Titulaire du diplôme d'une École Supérieure de Commerce, ayant au minimum 1 an d'expérience en agence ou chez l'annonceur.
Il aura la responsabilité de budgets de communication industriels (en particulier : élaboration de notes de recommandation, plans de campagne, contacts clients...)

assistante de publicité

confirmée — Réf. A 2

Parfaite bilingue français-anglais,
Bonne présentation, dactylographie nécessaire.
Si vous souhaitez participer à notre développement, vous voudrez bien nous adressez votre candidature manuscrite + C.V. + prétentions

Sextant 182, avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine

Important Laboratoire parisien recherche

animateur

équipe Visiteurs Médicaux exportation principalement BRESIL.

Le candidat devra :
- résider actuellement à PARIS
- effectuer de nombreux séjours à l'étranger
- parler portugais et anglais.

Adresser c.v. manuscrit et photo sous réf. 46118 à Havas Contact 156 Bd Haussmann, 75008 Paris

HAVAS CONTACT

FILIALE SOCIETE INTERNATIONALE
proche banlieue ouest
recherche

chef comptable

FORMATION D.E.C.S. ou équivalent

Rattaché au Directeur Administratif, ce Cadre supervisera les services de comptabilité générale, clients et analytique.

Ce poste exige une expérience d'au moins trois années en qualité de Chef de service comptable ou Chef Comptable dans une Société moyenne liée à un Groupe international.

De bonnes connaissances fiscales et la pratique de comptabilité sur ordinateur seront appréciées.

Bonnes connaissances d'anglais indispensables.

Adresser lettre manuscrite, C.V. avec photo ret. sous la référence No 20125 à CONTESSE Publ. 20, avenue de l'Opéra PARIS 1er, qui transm.

INGENIEUR GRANDE ECOLE

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT
PARIS

La société appartient à un groupe français important, d'un effectif de 1500 personnes environ. Elle est spécialisée dans la conception, l'étude, la réalisation ou l'engineering de matériels ou de véhicules spéciaux dans les domaines spatial, aéronautique, automobile et médical.
Elle recherche un INGENIEUR GRANDE ECOLE (X, ECP, Sup-Aéro, Mines, A et M), qui après une période de mise au courant de l'ordre de 2 ans, en qualité de Directeur, sera chargé ensuite de la gestion générale de la société. Il lui sera demandé auparavant de rechercher et de négocier des marchés d'études et de fabrications auprès des administrations civiles et militaires et des grands constructeurs.



France Cadres

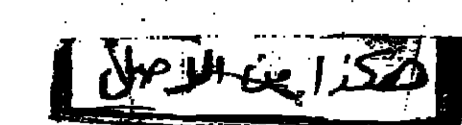
25 Rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référencée 537M2

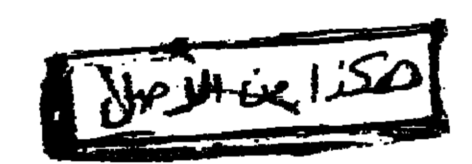
Un des leaders mondiaux parmi les constructeurs d'ascenseurs, nous recherchons pour la filiale française notre

Directeur général

Agé de 35 ans au moins, de formation supérieure, vous avez une solide expérience de la vente, du marketing et de la gestion, une connaissance et des introductions immédiates dans les milieux du bâtiment et des grandes administrations publiques et privées. Vous proposerez à la Direction Internationale : politique, stratégie, objectifs de croissance, appui et moyens humains et serez en toute autonomie responsable des résultats.
Maîtrise de l'anglais indispensable. Rémunération élevée. Région parisienne.
Réponse et discrétion assurées à tte lettre man. + CV + photo + rém. adressée ss réf. B/5813 à Mr Guénot.

bernard julhiet psycom
93, av. Ch. de Gaulle 92200 Neuilly





ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

FILIALE SOCIETE INTERNATIONALE

mondialement implantée, fabriquant et commercialisant ses produits de haute qualité technologique utilisés dans la composition de matériel propre aux industries de pointe, recherche pour son Siège proche banlieue Ouest :

ingénieur commercial

Formation Ingénieur télécom.; A. et M., IDN ou Grande Ecole d'électricité ou d'électronique.

Il aura pour mission la prospection et la négociation de contrats auprès des industries électrotechniques et électroniques professionn.

Une parfaite connaissance de l'anglais est indispensable (formation assurée en Europe et USA)

Nous pensons que le candidat intéressé doit faire la preuve de sa compétence technique et de son dynamisme commercial.

Une expérience industrielle d'au moins trois années est souhaitée.

Sa promotion est assurée, en France ou à l'étranger. Les conditions de travail et les perspectives de carrière sont susceptibles de satisfaire le plus exigeant.
Salaire élevé, nombreux avantages dont voiture de fonction.

La Société est en constante progression dans l'augmentation du C.A. comme dans la diversification des produits grâce à des Centres de Recherche extrêmement efficaces aux U.S.A. et en Europe.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No 20123, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

Vous recherchez un poste d'avenir dans un Groupe Bancaire

VOUS AVEZ :
- de l'initiative et de l'ambition ;
- de bonnes connaissances et une expérience solide de l'exploitation bancaire ;
- le goût de développer rapidement un fonds de commerce en création.

NOUS VOUS PROPOSONS :
dans une banque privée, filiale du GROUPE SUEZ, des postes d'

ATTACHÉS COMMERCIAUX

à notre siège à Paris, quartier « Etoile » ou dans nos Agences de Paris et de la région parisienne.

NOUS VOUS APPORTONS :
- un travail varié et intéressant avec des responsabilités croissantes ;
- la formation complémentaire nécessaire ;
- de larges perspectives de promotion en fonction des résultats ;
- une rémunération basée sur l'expérience acquise.

Ecrire avec curriculum vitae manuscrit, prétentions et photo sous référence 11.654 à : PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transm. (Discrétion assurée.)

CHEF du PERSONNEL

Le Directeur Général d'une société industrielle française (450 personnes - 52 millions de C.A. - deux usines) leader sur son marché recherche un Collaborateur confirmé pour prendre en charge l'ensemble des questions de personnel de l'Entreprise : recrutement - formation professionnelle - salaires - gestion administrative - relations sociales.

Le poste sera confié à un Cadre de 35 ans minimum, de formation supérieure, possédant de solides connaissances de la législation du travail et pouvant justifier d'une expérience globale de la fonction Personnel acquise de préférence dans une société industrielle.

Merci d'adresser votre C.V.,
en indiquant rémunération actuelle,
sous référence 186 CC, à notre Conseil

algoe

Association Lyonnaise d'Ingénieurs-Conseils
Boîte Postale 25 — 69130 ECULLY.

Culligan FRANCE

recrute

ANIMATEURS de VENTE

PROFIL :
Ecole de Commerce + 2 années d'expérience.

FONCTION :
Recrutement, formation et animation d'une force de vente nationale.

Salaire après formation : 50.000 F +

Pour faire carrière dans le groupe, la fonction d'animateur constitue le meilleur des tremplins.

Ecrire CULLIGAN FRANCE — Ch. OLIVIER 1, av. Kennedy 78340 LES CLAYES S/BOIS

Banque spécialisée Crédits Immobiliers
recherche :

1) POUR SON SERVICE JURIDIQUE

ADJOINT AU CHEF DU SERVICE JURIDIQUE

(Référence 101.)
Ce poste conviendrait à un clerc de notaire d'une trentaine d'années, licencié en Droit, ayant acquis une bonne expérience des actes de prêts immobiliers.

2) POUR SON SERVICE DES CREDITS ACQUEREURS

CHEF DE SECTION COMMERCIALE

(Référence 102.)
Ce poste conviendrait à un jeune homme dynamique diplômé de l'enseignement supérieur et justifiant d'une expérience antérieure de plusieurs années dans le domaine du crédit au logement.

3) POUR SON SERVICE DES CREDITS AUX PROMOTEURS

RÉDACTEUR D'ÉTUDES DÉBUTANT

(Référence 103.)
Ce poste conviendrait à un jeune homme dégagé des obligations militaires, diplômé d'une école de commerce ou ayant une formation similaire. Le candidat devra avoir de bonnes notions de droit et de comptabilité.

Envoyer curriculum vitae, prétentions et photo en précisant la référence du poste sous le nº 2.863,

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris q.tr.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIE DU CAOUTCHOUC

recherche
pour SA DIRECTION TECHNIQUE

LE RESPONSABLE DE SES ACTIVITÉS TEXTILES

SES RESPONSABILITES CONCERNERONT :
- L'essai et le contrôle des fibres ;
- L'assistance technique aux usines ;
- Les contrats avec les fournisseurs et transformateurs.

Le poste proposé fait appel à une formation de base de type ENSAIT - ESFTE - ESITM - ITF, si possible à une expérience de laboratoires.

Pour présenter votre candidature, veuillez nous écrire sous référence 494 à LEVI-TOURNAY, 5, cité Pigalle, 75009 PARIS, qui transmettra.



offre carrière

ANALYSTE - PROGRAMMEUR

à jeunes gens ayant au moins deux années d'études scientifiques après le baccalauréat.
Dégagés des obligations militaires.

Les candidats embauchés recevront une formation aux techniques de la C.G.I.

La rémunération sera fonction du niveau d'études et de l'expérience éventuellement acquise.

Envoyer C.V. + photo à Mme JAMET - C.G.I. 84, rue de Grenelle, 75007 PARIS.

GF

GENERAL FOODS FRANCE

recherche UN

INGENIEUR QUALITE

Nous vous proposons au sein du Service Assurance Qualité :
- un poste de spécialiste responsable de l'efficacité des procédures qui définissent et assurent la qualité des produits ;
- une participation active aux autres études, contrôle et audit, menées par le Service ;
- un complément de formation en bénéficiant de l'expérience du Groupe.

Nous recherchons un Ingénieur de formation BIOCHIMIE ou INDUSTRIE ALIMENTAIRE spécialiste de l'hygiène et du contrôle, ayant au moins 4 années d'expérience industrielle et la pratique aisée de la langue anglaise.

Poste Région Parisienne.

Ecrire avec C.V. et prétentions à J.C. Leleu, 283, rue de Rosny, 93106 MONTREUIL.

INGÉNIEUR CONSEIL EN GESTION FINANCIÈRE

Banques - Compagnies d'assurances
Chez important constructeur d'ordinateurs

Il exploitera son expérience approfondie de la finance acquise en milieu bancaire de préférence pour aider le réseau commercial dans ses actions en vue de la promotion de l'outil informatique en clientèle.

40 ans minimum.

Anglais nécessaire. Déplacements France, base Paris

Une note d'information et un dossier de candidature seront adressés avec toutes garanties de discrétion sur simple demande sous Nº 1124, Publicités réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

GENERALE CONSERVE

(C.A. en 1975 : 300 millions de Francs)
recherche un

Chef de Produits Senior

Il sera responsable — avec beaucoup d'autonomie — de la Gestion d'une gamme de produits variés, extrêmement vivants, et dont le C.A. est en progression constante (actuellement 100 MF).

Le candidat retenu sera

HEC.–ESSEC–ESC...

possédera — outre l'expérience de Chef de Produits dans le domaine de la Grande Consommation, si possible Alimentaire — celle de la Vente.

Les dossiers de candidatures — sous Réf. M.1041 à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

GRANDE SOCIÉTÉ FRANÇAISE

assurant dans le monde entier la fourniture d'installations industrielles électro-mécaniques

recherche

LE RESPONSABLE DU SERVICE ENGINEERING

chargé de mener à bien la réalisation d'importants programmes de construction de centrales électriques à moteurs diésel

Le poste comporte — sous l'autorité du Directeur Technique — la responsabilité complète de la gestion des contrats, du stade du projet à la réalisation (spécifications techniques, estimating, exécution du contrat y compris génie civil, montage sur le site et essais).

Le Candidat :

— Sera diplômé d'une Grande Ecole

— Devra faire la preuve d'une expérience complète d'Engineering

— Lira et parlera couramment anglais

Ecrire, avec curriculum vitae, photo attachée et prétentions à nº 83.361 PUBLIALE B.P. 153-02 - 75062 PARIS, CEDEX 02 qui transm.

SOCIETE INTERNATIONALE
(Siège aux ETATS-UNIS)

recherche pour assurer

DIRECTION VENTES DES COMPRESSEURS INDUSTRIELS EN EUROPE ET EN AFRIQUE FRANCOPHONE

UN INGENIEUR SPECIALISTE AIR COMPRIME

(formation technique supérieure - A et M ou équivalent) ayant solide expérience dans le domaine des compresseurs centrifuges.

Parfaitement bilingue (anglais)

Habitué à contacts tous niveaux avec clientèle compresseurs et matériels connexes ; le titulaire du poste sera chargé de la vente et de la promotion des ventes de tous les produits AIR COMPRIME pour l'industrie par l'intermédiaire de distributeurs et d'agents.
Son activité sera plus particulièrement axée sur les ventes de turbo-compresseurs par contact direct avec utilisateurs.

Bureau PARIS, mais voyages fréquents (ordre 6 mois par an) France et Etranger.

Habitué ou capable de s'habituer rapidement à méthodes de marketing américaines.

Adresser C.V. détaillé et appointements souhaités à No 18993, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



RECHERCHE

INGÉNIEURS CADRES SUPÉRIEURS

TOUTES BRANCHES d'ACTIVITÉS
ayant 5 ans d'expérience dans leur spécialité
POUR MISSIONS TOUTES DURÉES
ET POSTES PERMANENTS
FRANCE ET ÉTRANGER

Adresser C.V. et photo à : INTEX SERVICES S.A. 3, avenue Bertie-Albrecht - 75008 PARIS. Discrétion totale assurée.

---

jeunes commerciaux

(PERSONNEL MASCULIN ET FEMININ)

- votre expérience de la vente directe,
- votre formation supérieure,
- vos connaissances pratiques comptables,
- votre habitude des contacts à haut niveau,
- vos ambitions légitimes,

vous permettent de prétendre à une évolution de carrière **commerciale** dans l'informatique de **gestion**

Nous vous invitons à rejoindre nos équipes chargées de promouvoir et de développer nos méthodes de traitement sur ordinateur auprès des cabinets comptables et entreprises.

Postes à pourvoir PARIS et PROVINCE (priorité : Paris, Clermont-Ferrand, Nice, Toulouse).

Ecrire avec CV manuscrit, photo et prétentions

CCMC Recrutement
B.P 62 - 38207 VIENNE

plein emploi

INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE

Belgique, France

L'une des plus puissantes et des plus anciennes Sociétés Internationales implantées dans 35 pays, accentue sa pénétration et veut développer sa division INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE (effectif doublé en 1 an). Elle cherche à adjoindre à son équipe de vente un

ingénieur technico-commercial

dépendant directement du Directeur de la Division, pour assurer auprès des laboratoires de ces 2 pays la commercialisation d'appareils scientifiques destinés à la recherche fondamentale et industrielle en France et en Belgique.
De formation Supérieure en Chimie ou Physique, le candidat aura, si possible, une expérience de la vente.
La pratique de l'Anglais est nécessaire.
Une formation complémentaire est prévue en GRANDE BRETAGNE

Adresser lettre avec CV en précisant rémunération actuelle sous référence M 209 à
OP ORGANISATION et PUBLICITE
2 rue Marengo 75001 Paris qui tr.

Une journée d'échanges et de sélection aura lieu à la Société le 24 Septembre pour les candidats retenus. Réponse et discrétion assurées.

JEUNES DIPLOMES ESC, UNIVERSITAIRES, IUT...

LEGRAND
PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPEEN D'APPAREILLAGE ELECTRIQUE D'INSTALLATIONS

renforce son équipe d'interventions commerciales sur le réseau de prescripteurs, distributeurs et utilisateurs vous forme à la vente et à la négociation et vous offre dès l'entrée dans le Groupe des fonctions actives et évolutives, demande à ses cadres commerciaux une bonne disponibilité pour de fréquents déplacements, a des postes à pourvoir à PARIS, LILLE, NANCY, NANTES...
vous êtes intéressé, adressez votre CV en indiquant vos prétentions sous réf. 121 M 665 à

30, rue de Mogador
75009 PARIS



La Sélection aura lieu le 26 Septembre

Importante Firme Produits chimiques

siège région parisienne
recherche

INGÉNIEUR

E.N.S.I.A.A. ou formation équivalente

pour relations commerciales avec les industries alimentaires.

Adr. C.V., photo et prétent., nº 20.638, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION et DISTRIBUTION AUTOMATIQUES

Leader national dans sa spécialité, recherche pour son siège à PARIS (Quartier : SAINT-LAZARE)

CHEF SERVICE COMMERCIAL

Chargé de la gestion et du développement de la concession de vente et d'exploitation d'une grande entreprise nationale.

IL EST DEMANDE :
- une formation supérieure commerciale ou équivalente ;
- une expérience confirmée de la fonction commerciale et des relations avec les grandes administrations ;
- des qualités de gestion et la volonté de développement.

MISSION :
- définir et appliquer une stratégie commerciale ambitieuse ;
- négocier avec les différentes instances de l'entreprise cliente ;
- gérer et animer un état-major de 8 personnes.

IL EST PROPOSE :
- des conditions de rémunération attractives ;
- de larges possibilités d'évolution.

Env. lettre man., C.V., photo, n° 20.906, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

PARIS
ASSOCIATION
DE FORMATION CONTINUE
offre un poste de

responsable de stages

Il faut :
- être une jeune femme de formation supérieure,
- avoir une expérience de 5 ans environ de la vie professionnelle, si possible dans l'industrie,
- allier le sens des rapports humains et des qualités d'organisatrice,
- être disponible immédiatement.

Elle aura en charge :
- l'accueil des stagiaires,
- le suivi pédagogique pendant les stages d'une durée de 3 à 4 mois,
- les rapports avec les animateurs,
- la supervision des tâches administratives.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. détaillé en précisant le niveau de rémunération sous réf. 900/M à :

a. et j. ourlin — CONSEILS DE DIRECTION — 47, AV. ALSACE-LORRAINE 92160 ANTONY

Schlumberger

Schlumberger Limited is a multinational company with sales of $ 1.100 millions and an excellent growth and profit history. We are involved globally in the manufacturing of electronic instrumentation and providing technical services to the oil field industry.

INTERNAL CONSULTING

Due to recent promotion we need to fill several positions on our corporate staff which provides management services to subsidiaries. For our Paris office we are seeking young, aggressive individuals with strong management potential. Minimum qualifications for the successful candidate include a university degree and fluency in French and English. Either of the following backgrounds is desirable :

- 2 to 4 years experience in EDP with American or international firms,
- 2 to 4 years experience with a large public accounting firm.

Please submit resume in confidence to : G.C. Johnson, Schlumberger Limited, 11, rue La Boétie, 75008 Paris.

Nouvelle adresse

sextant

l'agence conseil en publicité industrielle et

sextant/dpa

182, avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine
747.12.05

Importante Société

située zone industrielle 92140 CLAMART
recherche pour son DÉPARTEMENT COMMERCIAL SERVICE EXPORTATION

UNE SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO

de langue maternelle anglaise

Ecrire avec référ., photo et prétent. à n° 20.505, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

L'ASSURANCE QUALITE UN DOMAINE NEUF POUR DE JEUNES INGENIEURS

Vous débutez ou vous justifiez déjà d'une activité professionnelle acquise soit en bureau d'études soit en fabrication.

Vous recherchez un poste évolutif vous permettant de valoriser vos connaissances.

Société d'engineering et de construction nucléaires, nous vous proposons d'entrer au sein de nos services assurance qualité.

Nous vous chargerons du suivi de fabrication de nos produits, des études de conformité, de l'analyse des documents techniques et de l'évolution des niveaux de qualité.

Ecrire à No 20289 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, q. tr.

Groupe Commercial Français
(C.A. 1 milliard)
en forte expansion
dont les 25 filiales exercent leur activité en

FRANCE et AFRIQUE Francophone

offre un poste

d'ASSISTANT de DIRECTION

à un

DIPLOMÉ-HEC-ESSEC-ESCP

ayant déjà de préférence première expérience

Au cours d'une première affectation au siège, il s'initiera aux activités et structures du groupe lui permettant le développement ultérieur de sa carrière dans une des filiales.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à n° 20.368

cabinet leconte — 4, rue Amiral Courbet, PARIS-16e — membre de l'ANCERP

---

bernard julhiet psycom

Vous avez une expérience de l'entreprise (trois ans au moins) en recherche de cadres et fonction personnel. Vous êtes motivé (e) à élargir votre champ d'action en devenant conseil en développement et gestion des ressources humaines dans les entreprises. Vos interventions conjugueront l'analyse, le recrutement, l'intégration, l'épanouissement personnel, la formation ... pour favoriser une évolution dynamique des hommes et des structures. Pour être le ou la

psychologue

que notre équipe souhaite coopter, il vous faut déjà maîtriser la fonction recrutement jusqu'aux plus hauts niveaux, qui représentera la majeure partie de votre activité, et être prêt (e) à un effort important et permanent de perfectionnement. Rigueur dans les méthodes et engagement personnel définiront votre relation avec les clients dont vous aurez l'entière responsabilité. Votre autonomie d'action ira de pair avec notre travail d'équipe. Nous vous remercions d'adresser votre dossier personnel (lettre man. + CV + photo + rém.act.) à M. d'Aboville, 93, av. Charles de Gaulle 92200 Neuilly

---

ENTREPRISE DE BATIMENT T.P.
C.A. 300 millions - Paris

Secrétaire Général

Homme de formation supérieure, il aura une expérience de plusieurs années au poste de Secrétaire Général d'une grande Entreprise du Bâtiment ou de l'Industrie. Dans ce dernier cas, il devra assimiler très vite les problèmes spécifiques à notre profession.

Dépendant directement du Directeur Général avec lequel il aura des relations fréquentes, il sera chargé des Services Administratifs : comptabilité, secrétariat, achats, contentieux. Il aura la responsabilité de la gestion financière : trésorerie, prix de revient, investissements. Il représentera le Directeur Général auprès des partenaires sociaux. Ce poste ne peut convenir qu'à un homme rigoureux, méthodique, ponctuel et possédant un sens aigu de l'efficacité.

Les candidatures seront traitées confidentiellement au plus haut niveau.

Ecr. avec curriculum vitae et photo sa réf. VELIC, (à mentionner sur l'enveloppe) à :

EMPLOIS et CARRIERES — 26, rue du Fbg-Poissonnière 75010 PARIS

Société MULTINATIONALE

recherche

CHEF DE ZONE

SOLIDE FORMATION COMMERCIALE
2 à 3 ans d'expérience dans la vente à l'Export. Connaissance du marché européen des composants électroniques. — PARFAITEMENT BILINGUE. — Grande disponibilité pour voyager.

Env. C.V. + photo et prétent, n° 20.747, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

GROUPE DE SOCIETES DE SERVICES
COOPTE immédiatement pour son :
- AGENCE-CONSEIL EN COMMUNICATION :
 2 DIRECTEURS REGIONAUX
 PARIS-BORDEAUX
 6 INGENIEURS COMMERCIAUX
 PARIS - BORDEAUX - PAU - PERIGUEUX.
- CABINET D'INGENIEURS-CONSEILS EN DEVELOPPEMENT :
 1 CONSEILLER D'ENTREPRISES - PARIS.
- CABINET CONSEIL EN INVESTISSEMENTS :
 1 CONSEILLER FINANCIER - PARIS

Mission : créer et suivre clientèle (Sociétés industrielles et commerciales)

Profil de chaque candidat (E) :
- Homme ou Femme de formation supérieure HEC, ESSEC, SCIENCES PO, ESC, IPG, INM...
- Organisateur de valeur, commercial né. (Vendeur première force, percutant).
- 3 à 5 ans minimum d'expérience, voiture.
- L'âge ne sera pas critère de sélection.
 Cette association offre de réelles possibilités d'avenir au sein du GROUPE.
- Demande manuscrite + C.V. + photo.
- Rémunération actuelle + prétentions.
- Date exacte de disponibilité.
- Moyens d'investir (ticket d'entrée) à

DEVELOPMENT CONSULTANT
74, rue G.-Bonnac - 33000 BORDEAUX.

PARIS
Très important Groupe Multinational Spécialiste Soudure industrielle recherche pour diriger la filiale commerciale comprenant plusieurs unités situées à Paris et dans les grandes métropoles régionales :

DIRECTEUR GENERAL

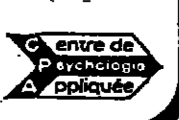
150.000 F. +

Il aura pour mission principale, avec les moyens financiers appropriés, de développer rapidement l'image de marque connue auprès de grands secteurs industriels : industrie nucléaire, chantiers navals, industrie lourde, ferroviaire, etc...

Agé de 35 ans minimum, il doit :
- être manager confirmé, gestionnaire rigoureux
- justifier d'une bonne formation technique (Ecole de Soudure de Paris, de préférence).
- Avoir acquis une solide expérience des problèmes de marketing et d'animation commerciale.

Anglais indispensable.

Faire parvenir dossier de cand. sous référence No 121 M 661 30, rue de Mogador PARIS 9è qui prendra contact avec les intéressés.
Discrétion de rigueur assurée.



FABRICANT BIENS D'ÉQUIPEMENT
petite mécanique moyenne série
leader sur le marché français,
exportation en progression rapide,
C. A. : 50 millions, recherche :

DIRECTEUR D'USINE

Effectif 400 - 20 Cadres

Ingénieur Grande Ecole, ECP, AM, ...

35 ans minimum, ayant occupé plusieurs années un poste identique ou la direction d'un important département de grande entreprise, comprenant la responsabilité

DE LA PRODUCTION, DE LA GESTION ADMINISTRATIVE ET DU PERSONNEL
(problèmes commerciaux et financiers exclus).

L'expérience de la fabrication de compteurs, hydrauliques, instruments de mesure, horlogerie serait favorable. Anglais souhaité.

Ecr. avec curr. vitae et prétent. sous réf. 2154 B à :

CORT — 65, avenue Kléber, 75116 PARIS. Discrétion absolue.

Société industrielle
— fortement exportatrice —
filiale Groupe américain
recherche un

spécialiste export

Dans le cadre de la stratégie commerciale de l'entreprise (à l'élaboration de laquelle il devra participer), il lui sera confié dans de nombreux pays la responsabilité d'une clientèle spécialisée utilisatrice d'un produit semi-industriel d'une certaine technicité.

Un niveau d'études supérieures, une bonne expérience Export sur le terrain (3 ans minimum), la maîtrise de l'Anglais (+ autre langue appréciée) sont indispensables pour ce poste.

Adresser lettre manuscrite en précisant expérience au Service 6976

plein emploi PUBLICITE
10 rue du mail paris 2e.

SOCIÉTÉ D'INFORMATIQUE
FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT
recherche

RESPONSABLE DES ÉTUDES

- 30 ans minimum ;
- Formation supérieure ;
- Solide expérience en informatique de gestion ;
- Bon animateur.

CHEFS DE PROJETS

- Formation supérieure ;
- Expérience de conduite de projets importants (télétraitement apprécié) ;
- Bonnes connais. en organisation et méthodes ;
- Bon contact clients.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 492 à LEVI-TOURNAY, 5, cité Pigalle 75009 Paris, q. tr.

BANQUE PRIVÉ[E]

recherche pour son Siège à PARIS

attaché de direction

Responsable d'une zone géographique pour prospection et développement d'une clientèle industrielle.
- *diplômé d'Etudes Supérieures*
- *expérience bancaire minimum de ... ans, dont 1 dans poste similaire.*
- *qualités : dynamisme, sens des contacts humains, esprit d'équipe.*
- *poste susceptible d'évolution.*

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire brut annuel désiré sous référence 230...

ORGANISATION ET PUBLICITE — 2 RUE MARENGO 75001 PARIS Q.Tr.

GRANDE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS

recherche

H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.P.

Option - Finances/Compta ou Contrôle de ges... Attaché à la direction générale du groupe le ... didat retenu sera chargé d'études financière... générales.

Sont notamment recherchées de très bo... aptitudes rédactionnelles et une grande cap... de travail.

Une bonne connaissance de l'espagnol, du po... gais ou de l'arabe serait particulièrement appré...

Toutes possibilités d'évolution ultérieure

Ecrire avec photo, formation, expérience et ... gression de carrière souhaitée sous référence 4...
LEVI-TOURNAY
5, cité Pigalle, 75009 Paris qui transm.

ADJOINT DIRECTEUR TECHNIQUE

PARIS

Filiale d'un groupe français employant 15... personnes, la société est spécialisée dans la fab... cation de vannes automatiques de régulation. Elle recherche un jeune ingénieur format... A et M ou niveau équivalent pour seconder ... Directeur Technique. Amélioration de l'outil ... production, suivi des commandes et des dossi... techniques, liaisons avec les sous-traitants, mi... en route d'installations seront ses tâches pri... pales. Expérience industrielle 5/10 ans. Bonn... connaissances mécanique et métallurgie.

France Cadres — 26 Rue Marbeuf 75008 Par... vous adressera une note d'in... formation et un dossier de ca... didature sur simple demand... référencée 548 M.

CERCI

Société d'Etudes et Réalisation de Systèmes en Informatique, recherche –

1) DES INGÉNIEURS CONFIRMÉS

en informatique temps réel pour responsabili... d'analystes et de chefs de projet.

2) UN TECHNICIEN INFORMATICI[EN]

3-4 ans d'expérience, esprit méthodique ordonné, ayant participé à des réalisations systèmes, pour assurer fonction de gestionnai... de produits-programmes dans le cadre d'u... équipe système.

Ecrire avec C.V. et photo à M. de Cheris... CERCI, 22, rue de Charonne, 75011 PAR...

GOODYEAR

premier fabricant mondial de pneumatiques
recherche pour sa direction publicité

UN ASSISTANT DE PROMOTIO[N]

le candidat, ayant une personnalité favorisant le développem... des contacts extérieurs, participera activement :
- au suivi des campagnes publicitaires
- à l'élaboration et l'exécution des plans de promotion
- à la réalisation et la gestion des documentations et matériels ...

Cette fonction implique une expérience de l'animation de réseaux de distribution.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
Compagnie Française Goodyear,
service du personnel B.P. 121 92505 RUEIL.

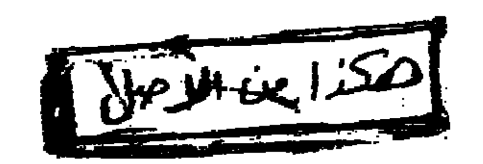
GROUPE BANCAIRE ET FINANCIER
DE TOUT PREMIER PLAN

recherche
pour son Service Inspection

CONTROLEURS

- 3 à 5 ans minimum d'expérience professionnelle, niveau Classe V ou VI ;
- Bonne connaissance de la comptabilité bancaire et financière ;
- Expérience au sein d'une équipe d'inspection ou de contrôle appréciée ;
- Fonctions :
 vérification des procédures réglementaires et comptables dans le cadre de missions effectuées dans les diverses Sociétés du Groupe.

Ecr., avec C.V. détaillé, photo (retournée) et prét. à EPSI, 19, av. Victor-Hugo, Paris-16e, qui transm.



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

IRECTEUR TECHNIQUE 200.000 F.+

Vous sommes l'un des plus important Groupes Mondiaux de Mécanique, diversifié, bénéficiaire, en expansion, dépassant 100.000 personnes, Chiffre d'Affaire supérieur à 10 milliards de N.F.

Vous cherchons sur le marché européen pour seconder le Président de notre filiale française, elle même en expansion (2500 personnes, 5 usines 400 millions N.F. de C.A.) le

DIRECTEUR TECHNIQUE

AU NIVEAU DIRECTION GENERALE

Voir notre annonce dans la rubrique LE MONDE DE L'ECONOMIE.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUITS FRAIS
offre un poste de

Responsable de ecteur Export

- Formation supérieure (H.E.C., E.S.S.E.C...).
- Quelques années d'expérience dans la vente des produits de grande consommation à l'export, de préférence sur le marché allemand.
- Bonne maîtrise de l'Allemand et de l'Anglais.

Résidence à Paris.
Déplacements à prévoir.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 511 (à mentionner sur l'enveloppe) à :

EMPLOIS et CARRIERES
26, rue du Fbg-Poissonnière
75010 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTROMÉCANIQUE
en pleine expansion
implantée SEINE-SAINT-DENIS
recherche

RESPONSABLE

pour assurer le recrutement du personnel ouvrier ETAM

...sédant une expérience dans l'élaboration de ...ns et suivi de formation.
...poste conviendrait à un candidat ayant acquis ...e expérience minimum de 3 ans dans une Unité ...r production. — Disponible rapidement.
...r. C.V., photo et prétent., n° 21.002, CONTESSE ...blicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

Une des filiales (C.A. 30 millions de F) d'un Groupe Industriel français
...herche pour son Siège, situé au Sud de Paris en grande banlieue, le

Responsable des Services Administratifs et Financiers

...ttaché directement au P.D.G., le candidat ...enu, 35 ans minimum, de formation supérieure ...équivalent, aura une expérience d'un poste ...ilaire en P.M.E.
...voyer C.V. man., photo et rém. act. à n° 2.833,

OFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris

MÉTROPOLE NORD

Filiale d'un important groupe national, spécialisée dans la fabrication de produits de 2d O Bâtiment (effectif actuel 140 personnes) recherche son :

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

...génieur diplômé A.M., I.D.N., H.E.I. ou similaire, 40 ans minimum
aura à faire évoluer les produits et les hommes par un management dynamisant
connaissance du milieu Bâtiment est indispensable, celle de l'anglais souhaitable
...rire avec C.V. complet photo et prétentions ss n° 1120 PUBLICITES REUNIES 112, boulevard Voltaire, 75011 Paris

---

SOCIETE PARISIENNE DE SERVICES EN INFORMATIQUE
recherche

...) UN INGÉNIEUR SYSTÈME CONFIRMÉ

...naissant IBM OS-VS, les méthodes d'accès télé...smission IBM et les unités de contrôle 370 - X.

2) UN INGÉNIEUR ...IEF DE PROJET CONFIRMÉ

...pétent en télétransmission et réalisation de ...ulteur et systèmes temps réel.
...ingénieur sera capable de diriger une équipe ...éalisation de 10 personnes. Il sera détaché pen...t la durée d'une affaire dans une grande ville ...province.
...C.V., photo et prétent., à SWEERTS, B.P. 269, ...4 PARIS CEDEX 09, sous référence n° 1.580.

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE, recherche

NEGOCIATRICES LIBRES

Urgent. Bonne présentation. Possédant voiture. Bonnes référ. exigées. Tél. à partir de 10 heures au 723-72-27.

ROHM FRANCE cherche pour son siège (banlieue sud-ouest de Paris) un

Chargés d'études (bâtim.)
pr ses prod. plexiglas, et makrolon

Il a pour mission d'étudier les moyens de substituer ces produits aux produits traditionnels; Il travaille avec des architectes, des entrepreneurs, des promoteurs... Il suit les réalisations et se constitue un capital de références. C'est un homme du bâtiment, ayant 28 ans minimum. Il a une formation technique (école d'ingénieurs, de conducteurs de T.P., par exemple) et 3 à 5 ans d'expérience professionnelle en B.E. et en chantier. Déplacements de courte durée.
Allemand nécessaire, mais perfectionnement assuré.
Ecr. Mme Maxence ss réf. 2814
ALEXANDRE TIC S.A., 18, rue Royale, 75008 PARIS.

STE UTI - HOUR LAVIGNE
1, rue Rataud, Paris-5e. Métro : Monge.
Recherche pour son service exportation

EMPLOYE (EE)

connaissant l'anglais pour établissem. documents et factures d'export. (ayant si poss. trav. chez un transitaire ou un agent en douanes).
Références exigées.
Tél. pr r.-v. le matin à 707-49-19.

Groupement national de négociants en ameublement cherche pour son service achats

secrétaire musclée

pouvant taper le courrier mais aussi remplacer son « chef » si nécessaire. Nécessité dévouement, autorité, initiative, intelligence. Préférence à personne ayant expérience dans l'ameublement. Débutantes s'abstenir. Rép. av. C.V., ph., réf., prétentions à 7.211 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

IMPORTANT FABRICANT ARTICLES HORTICOLES recherche INGENIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

25 ans minimum. Libre rapidement. Base Paris. Déplacements fréq. ds toute la France. Fixe imp. + intéressem. Envoyer C.V. + photo à FERTIL POT 14, rue Séguier, 75006 PARIS.

IMPT BUREAU D'ETUDES PUTEAUX LA DEFENSE recherche

DEUX INGENIEURS COORDINATEURS

l'un spécialiste mécanique, l'autre spécialiste génie civil installation, 4-5 ans expér. matériel lourd. Formation supérieure E.C.P., Mines, Ponts, A.M., T.P. Sens du commandement et de la gestion. Anglais courant indispensable. Déplacements fréquents de courte durée. Adr. lettre manus. avec C.V. à n° 20.144, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040, PARIS CEDEX 01 qui transm.

SOCIETE MATERIEL MEDICAL LARGE DIFFUSION cherche pour Lyon, régions lyonnaise et parisienne

3 ATTACHES CCIAUX

Expérience souhaitée, si possible connaissances médecine, chimie, physique B.E.I.
Situation très importante. Nombreux avantages.
Envoy. C.V. + lettre manuscr. à ETUDES ET CONSEILS, 11, rue Masséna, 69006 LYON. Téléph. (78) 24-00-85.

DIJON
Société de distribution recherche

UN EXCELLENT GESTIONNAIRE

Age 28 ans, forte personnalité, esprit d'équipe, expér. financière, comptable et en informatique souhait. Adr. C.V. et photo n° 7.216, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

DAF - FRANCE AUTOMOBILES recherche

STANDARDISTE TELEXISTE

expérimentée BILINGUE ANGLAIS
Références exigées
Bonne présentation
Libre immédiatement
Avantages sociaux
Restaurant d'entreprise
Transport assuré de la gare. Env. C.V., photo et prétent. au Service du Personnel. Daf-France Automobiles. Zone industrielle de Moimont. 95670 MARLY-LA-VILLE.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

CONSTRUCTIONS ELECTRIQUES
recherche pour son siège PARIS

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Poste convenant à candidat 35 ans minim., format. H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P., ayant expérience confirmée de gestion et administration.
Il sera répondu à tte lettre man. accompagnée C.V. dét., adr. à **B.E.O.** (réf. 4.301) - 3, rue de Téhéran - 75008 Paris

---

Cherche pers. sér. pr s'occuper 2 enfants 2 ap.-midi par sem. Porte-St-Cloud. Tél. après 19 h. : Rey, 605-27-28.

La Confédération Générale des Coopératives Ouvrières de Production
recherche pour PARIS un

assistant gestion-formation

avec mission d'assistance auprès des entreprises adhérentes : conseil en gestion, formation à l'économie d'entreprise, diagnostics et interventions.

Activité variée laissant une large part à l'initiative et exigeant un engagement personnel dans la vie des entreprises et de l'organisation coopérative.

Formation type Sciences Eco., I.A.E., Ecole Supérieure de Commerce, avec 2 à 5 ans d'expérience en entreprise ou comme Assistant dans un organisme de productivité, de conseil ou de formation.

Ecrire en précisant la rémunération actuelle, sous référence 1526 M, à

plein emploi 10 rue du mail paris 2e

ADJOINT AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL — PARIS — 80.000 F +

Une société industrielle française du secteur métallurgique, Siège 17e arrondissement, recherche un adjoint au S.G. axé sur les problèmes juridiques et financiers. Ce poste évolutif à moyen terme conviendrait à un HEC ou SUP. de CO. de plus de 30 ans, actuellement D.A.F. ou S.G. d'une moyenne entreprise.

Adresser votre dossier sous n° 661.

G.M. RECRUTEMENT
154, boulevard Malesherbes,
75017 PARIS.

Société de services intéressée par les problèmes des sociétés transports, rech. collaborateur.
— Niveau analyste ;
— Aptitude à la conception ;
— Connaissance de l'exploitation des transporteurs ;
— Evolution du poste vers le conseil.
Ecr. avec C.V. et salaire souh. n° 3.969 - Centrale d'Annonces, 121, rue Réaumur - Paris (2e).

Ecole banlieue sud, recherche PROFESSEURS uniquem. HMES Expér. pédagogique confirmée maths, phys.-chimie, sc. nat., sc. économ., anglais, allemand, histoire, géographie - E.P.S., téléph. : 484-34-36 et 484-35-81.

ENTREPRISE PEINTURE recherche
COMMIS DE VILLE
spécialisé travaux d'entretien, ayant notions de maçonnerie. Libre de suite de préférence. Sérieuses références exigées. Env. C.V. et prét. à Entreprise NEGRO, 20, rue de Merlan - B. P. 68-93130 - Noisy-le-Sec.

FREVAL SIBON et FILS Transports internationaux, recherche pr son siège à Paris UNE EXCELLENTE
SECRETAIRE DE DIRECTION
connaiss. la sténo, bilingue angl. souhait. initiatives. Adres. C.V. manuscrit + photo, 19, rue Martel - 75010 Paris.

Institut Saint-Pierre B.P. 22 - 28103 DREUX, ch. PROFESSEURS maths, lic. Tps complet. Ec. ou tél. 46-43-08.

Société internationale recherche pour succursale Etoile
COMPTABLE 2e échelon
qualifié (ée) pr gestion d'un patrimoine immobilier important. Candidat (e) devant travailler avec petite et jeune équipe dynamique.
ANGLAIS ESSENTIEL
Env. C.V. à SLATER-WALKER-FRANCE, M. KING, 80, av. Marceau, Paris-8e. 723-54-25.

SOCIETE TRANSMISSION AUTOMATISME recherche :

UN ANALYSTE
plusieurs années d'expérience dans les domaines de programmation temps réel.

DEUX INGENIEURS
Grandes Ecoles
ayant eu des responsabilités dans des domaines de programmation temps réel.

Expérience requise :
— Informatique temps réel sur mini-ordinateurs ;
— Connaiss. des moniteurs temps réel ;
— Connaiss. sur commutateurs de messages et de paquets ;
— Connaiss. de réseaux.

Ecrire avec C.V. et prétentions à 20.484, CONTESSE PUBLIC., 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Société 17e rech. SECRETAIRE STENODACT. biling. allemand. Tél. pr R.-V. : 522-55-30.

B.E.T. RUNGIS recrute Sec. de Dir. pour Secrétariat pers. P.-D. G. notions anglais appréciées. Réf. poste sim. exigées. Emploi stable: 5 x 8 h. 30. Tél. : 687-26-30.

Recherch. INGENIEUR chimiste retraité, disposant voiture, téléphone, pour visite laboratoires de recherches, rég. parisienne. Rémunération à la visite. Ecr. Havas Marseille, 46090 q. t.

SICOMI
Recherche pour son secteur crédit-bail/financement

UN RESPONSABLE DE FORMATION COMPTABLE POSSED. DEJA UNE CERT. EXP. DE GER. D'IMMEUBLES

Ecrire avec C.V. et photo à EPSI, 19, av. V.-Hugo, Paris-16e qui transmettra. Réf. : M/38.

Rech., libres rapidement PROGRAMM. COBOL conf. PROGRAMMEUR GAP 2 expérience IBM 3 indispens. Adr. C.V. SIDE, 11, rue Degas, 75016 Paris. Tél. 224-77-08.

Urgent, J.F. sér., au pair pour 6 mois à Rome centre, auprès d'un bébé franco-ital. T. 526-54-53 jusq. 16 h., ap. 20 h.

Ville de Saint-Denis (93) rech. 2 directrices de crèche. Possibilité logement. Avantages particuliers. 2 infirmières D.E.

Nous sommes des agents de change Paris et Province, nous recherchons

UN SPECIALISTE
du marché des OBLIGATIONS, de préférence actuaire, ayant déjà une certaine expérience commerciale.
Discrétion assurée.
Ecr. à 7.189, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

AFNOR
Association Française de Normalisation
recherche pour collaborer avec le responsable de son service Relations Publiques Information

UN CADRE
(homme ou femme)
2 ans d'expérience dans le domaine de la communication. Formation supérieure (licence lettres ou sciences éco.). Excellente rédaction.
Envoyer lettr. man. et C.V. au Service du Personnel Tour Europe, Cedex n° 7, 92080 Paris La Défense.

BANLIEUE EST
Fabricant Matériel ELECTRIQUE et ELECTRONIQUE offre situation intéressante à

INSPECTEUR DES VENTES

capable animer réseau 20 personnes. — Formation technique assurée par nos soins. Expér. vente confirmée. 27 ans minim. Niveau Ecole de Commerce. Bon vendeur. Grande disponibilité pr déplacements. Goût marqué pour contacts et négociation avec clientèle au niveau direction. Ambitieux et dynamique.
FIXE + COMMISSION
+ FRAIS ASSURES
+ VOITURE FOURNIE
Adresser C.V. manuscrit, à **B.E.O.** (réf. 6.290) 3, rue de Téhéran 75008 Paris
DISCRETION ASSUREE

PROGRAMM. COBOL/OS conf. parfaite connais. JCL GAP 2 apprec. pr travx s/370 en RJE. Envoyer C.V. dét. à : S.E.M.P., 72, rue Louis-Blanc PARIS-10e.

GUY GENDROT ET ASSOCIES Sté expertise comptable Paris recherche

2 COLLABORAT. N. 1 ou N. 2.
1 COLLABORATEUR Conseil fiscal
1 COLLABORATEUR Conseil en gestion P.M.E.
Rémunérat. 80.000 à 150.000 F par an selon compétence.
Tél. : 453-25-52.

IMPORTANT COMPANY Center of Paris seeks :

BILINGUAL SECRETARIES

1 to 3 years experience, to work in english for multinational staff. Standard secretarial skills must include absoluted FLUENT ENGLISH (English mother tongue, Cambridge Proficiency or equivalent).
Write with C.V. to n° 20.089, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, who will forward.

SOCIETE recherche

INGENIEUR
A. et M. ou I.N.S.A. pour assumer contrôle technique et étude équipement unités production agro-industrielle. Form. électrotechnique et qques années expér. industrielle désirées. Sera appelé à fréquents déplacts de courte durée en Afrique.
Adr. C.V. et photo à : CIFRATEX
9, r. Louis-David. 75016 Paris.

Importante Société DE MANUTENTION recherche POUR SON SERVICE COMMERCIAL

TECHNICO-COMMERCIAL
Formation prolateur
Bonne expérience en MANUTENTION CONTINUE
Tél. pr rendez-vous : 758-12-20, postes 436 et 370.

Impte Sté pte Bagnolet ch.

CHEF DE SERVICE Comptable et Financier
80.000 F +
Part. connaiss. de ts les problèmes comptables, sociaux, financiers. Apte à diriger équipe 10 pers. + ordinateur de bureau. Ecrire avec C.V. et prétent. : Fiduciaire de France, réf. G.B., 37, r. St-Sébastien, 75011 Paris.

LE DIRECT. DES SERVICES FINANCIERS ET COMPTABLES D'UN GROUPE PHARMACEUTIQUE IMPORTANT (30 mn gare de Lyon) cherche

LE CHEF DE LA COMPT. GÉN.

Il assure la répartition du travail entre une douzaine de collaborateurs (dont 3 AM). Il contrôle les centralisations mensuelles du siège et des établissements, la vérification des comptes et la justification des soldes. Il collabore à la préparation des bilans et états annexes de la société mère et des filiales.

C'est un praticien de la comptabilité ayant prouvé qu'il sait organiser, contrôler (le volume des documents traités est important), animer une équipe.

Ecr. à Mme M.-C. TESSIER sous réf. 2881
ALEXANDRE TIC S.A.
10, rue Royale, 75008 PARIS.

Groupe impt dans la distribution recherche pour son département formation (région parisienne)

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Min. 3 a. expérience professionnelle, formation supérieure à la gestion ou D.E.C.S. Connaissances de l'informatique appréciée.
Mission principale :
— Gérer un centre de formation continue ;
— Assurer contrôle du budget formation ;
— Gérer un fonds d'assurances formation et un centre d'apprentissage.
Mission secondaire :
— Animer des stages de gestion, aborder les problèmes administratifs et juridiques de la formation.
Ecr. F.N.C.C., M. Keller, 89, r. La Boétie, 75008 Paris. Joindre C.V., photo et prétent.



THOMSON-CSF
recherche pour sa division TUBES ELECTRONIQUES

PLUSIEURS INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Rattachés à l'un des dépts commerciaux de la Division. Ils auront la responsabilité d'un domaine de produits et d'une clientèle bien déterminés.
Formation universitaire ou Grande Ecole
Anglais courant.
Expér. de quelques années en électronique professionnelle très souhaitable.
Ces postes sont à pourvoir à PARIS.
Prière d'adress. C.V. manusc., photo (ret.) et prétentions à Mme Dubois THOMSON CSF, 2, rue Latécoère, B.P. 23, 78140 Velizy-Villacoublay.

LA COMPAGNIE DES METAUX PRECIEUX
Société d'activité internationale recherche :

CADRE DEBUTANT
FORMATION SUPERIEURE PARLANT ALLEMAND ET ANGLAIS.
Ayant prouvé par ses stages son intérêt pour les problèmes d'EXPORTATION.
Adr. lettre man. avec C.V. à n° 20.457
Cabinet LECONTE
4, rue Amiral-Courbet, Paris-16e.

STE MATER. MEDICAL LARGE DIFFUSION cherche pour Paris-Lyon

UN AGENT TECHNIQUE
parlant allemand, possibilités promotion. Situation très importante. Nombreux avantages (voiture radio fournie).
Env. C.V. + lettre manusc. à ETUDES et CONSEILS, 111, rue Masséna, 69006 Lyon. Tél. (78) 24-00-85.

---

jeunes comptables

Dégagés des obligations militaires, titulaires d'un D.U.T., B.T.S. ou B.P. comptable.

Connaissances scolaires d'anglais indispens.

Même si vous n'avez pas d'expérience mais si vous avez l'ambition de réussir une Société Française de dimension internationale vous offre la possibilité d'accéder rapidement à des postes de responsabilités en France et à l'étranger

Adressez d'urgence votre candidature avec C.V. détaillé et niveau actuel de rémunération à No 19.890 CONTESSE Publ., 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 q.tr.
Réponse rapide assurée.

PS Conseil

Une entreprise sidérurgique parmi les leaders mondiaux dans la fabrication d'aciers spéciaux (60 % à l'exportation) recherche un

JEUNE DÉLÉGUÉ EXPORTATION

Après formation, il assurera les négociations avec une clientèle de fabricants d'outillages dans le monde entier. Basé à Paris, il fera des voyages de courte durée mais fréquents. Agé de 25 ans au moins, il aura une très bonne connaissance de l'anglais et, si possible, de l'espagnol ou de l'allemand.

Adresser curriculum vitae avec prétentions sous référence A/2310 M à
PS CONSEIL
8, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16
Discrétion assurée

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE EN PLEINE EXPANSION
recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL
Diplômé d'enseignement Supérieur, le candidat devra justifier d'une expérience de 5 années et parler l'Anglais. La connaissance du marché automobile sera appréciée.

DIRECTEUR COMMERCIAL
3 à 5 ans d'expérience, connaissant le marché européen des composants électroniques ; parlant Anglais.

Adresser C.V. + photo + prétentions à N° 20.767 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

INSTITUT DE PROGRAMMATIQUE recherche pour IMPORTANTES BANQUES

Deux organisateurs
Formation : E.S.S.E.C., Sup. de Co., Sciences Po ou équivalent. — 2 à 4 ans expérience BANQUE ou similaire.

Homme Système
Formation : I.U.T. ou Ecole d'Ingénieurs. — 3 à 4 ans d'expérience. — Connaissances IBM 370 DOS - CICS - PL 1 indispensables pour direction équipe système.

Adresser curric. vitae détaillé ou téléphoner à :
I.P.C. 16, rue Boileau - 92120 MONTROUGE Téléphone : 253-22-37.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
recherche pour son
Département INFORMATIQUE

INGÉNIEUR grande école
30 ans minimum.
pour responsabilités dominantes Exploitation
Expérience souhaitée en Etudes et/ou Exploitation.
Adresser curriculum vitae et prétent. à n° 18.754, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

IMPORTANTE SOCIETE CONSTRUCTION APPAREILS DE MESURES ELECTRIQUES et ELECTRONIQUES RECHERCHE :

INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL EXPERIMENTE
Pour visite clientèle Paris et Province. Adresser C.V. et prétentions sous numéro 522, PUBLI G.R., 27, fg Montmartre, 75009 PARIS (qui transmettra).

VENDEUSES AVEC EXPÉRIENCE

Très bonne présentation. Pour Département Vente Haute Couture et Boutique Prestige.

Se présenter : 37, av. Pierre-Ier-de-Serbie, Paris (8e)

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,[illegible]
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,0[illegible]
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,8[illegible]

offres d'emploi

BOBIGNY, ville Préfecture recrute
ASSISTANTES SOCIALES D. E.
Candidature M. le Maire

CENTRE RENÉ-HUGUENIN
5, rue Gaston-Latouche,
92210 ST-CLOUD, recherche
INFIRMIÈRES D. E. jour
40 h sem. Sal. début 2.860 F brut, si 2 ans ancienneté 3.050 F brut + prime 7,50 %
INFIRMIERES D. E. nuit
46 h sem. Sal. début 3.760 F + prime 7,50 %, possib. logement pr célibataire. Ecr. ou tél. pour rendez-vous : 602-38-58.

Située à Paris 10e, prox. Gare-du-Nord, Société de Constructions métalliques et électromécaniques de second-œuvre recherche :
Un Dessinateur-Projeteur
pour l'établissement des projets, études techniques de réalisations et chiffrage des devis.
Un Commis de Chantier
pour la coordination
Déplac. possib. de courte durée. Adr. C.V. et prét., s/nº 21.151, à
J.R.P. 39, rue de l'Arcade, Paris 8e, qui trans.

POUR SYNDICAT PATRONAL
PARIS (16e)
recherchons
1º) CHEF DU SERVICE JURIDIQUE ET FISCAL
âge min. 40 ans, diplômes et réf. 1er ordre exig., ayt pratiq. dossiers, tr. au courant législat. fiscale, droit civil et commerc., excell. rédact., ayant déjà occupé poste équivalent.
2º) UN COLLABORATEUR
tr. b. rédacteur connaiss. législation écon. et règlement des prix, exploit. des stat., notions compt. et gestion, conn. réglementation en matière circulat. et code de la route souhaitée.
Ecr. avec C.V. Réf. et Photo si poss. en indiquant prétent. à PUBLI-INTER 9524
75, r. Voltaire 92300 LEVALLOIS

IMPT GROUPE AMERICAIN
recherche
pour son service après-vente
FRANCE
(départem. photocomposition)
BASE OPERATIONNELLE
CLICHY
UN A.T. ELECTRONICIEN 2e CATEGORIE
UN A.T. ELECTRONICIEN 3e CATEGORIE
Les candidats devront avoir au moins niveau BTS. et au min. 3 ans expér., connaissance de l'anglais appréc. Envoy. C.V. et photo à M. E. Kunz,
Directeur du personnel
STE MARINONI
BP 22 - 60160 Montataire

Impt groupe américain
rech. pour département
SCHRIBER-EUROPE
UN A.T. 2e OU 3e CATEGORIE
qui sera responsable du serv. pièces de rechange, multilingue mais au minimum anglais exigé. connaiss. machine à imprimer en continu souhait. Lieu de travail proche gare Montparnasse.
Envoy. C.V. et photo à M. E. Kunz, Direct. du personnel Sté Marinoni
B.P. 22 - 60160 Montataire

IMPT CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS BANLIEUE SUD
recherche pour son SERVICE IMPORT
SECRETAIRE CONFIRMEE
Ayant une expérience de plusieurs années dans l'Import-Export et habituée aux liaisons avec fournisseurs, banques et transitaires.
Une bonne connaissance de l'Anglais et de l'Allemand sera appréciée.
Ecrire avec C.V. et prétentions Nº 20.730 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er q. t.

SOCIETES D'INVESTISS. IMMOBILIERS D'IMPORTANCE NATIONALE
confieraient
la direction de leur service administration
(Gestion des sociétés, fiscalités, etc.) à
UN CADRE DIPLOME SUPERIEUR
de haut niveau et déjà expérimenté
Ecrire avec C.V. et photo à EPSI, 19, avenue Victor-Hugo, Paris-16e, qui transm. Réf. M/36

IMPTE SOCIETE METALLURGIQUE
Proche Eglise de Pantin
recherche
JEUNE
A.T. 1 OU A.T. 2 METALLURGISTE
ayt notions de chimie.
Complément de formation assuré. Lib. serv. milit.
Ecr. avec C.V. et prétent. à Nº 20.775 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra, Paris 1er qui tr.

Organisme de formation
importance nationale
recherche
ANIMATEURS
gestion, langues, alphabétisation, travaux de groupe, législation, pour région parisienne et Rhône-Alpes. Exp. prof. et d'entrepr. exigée.
Env. lettre man., C.V. et prét. à HAVAS LYON, Nº 8969.

URGENT, rech.
ANALYSTE-PROGRAMM. ASSEMBLEUR IBM
Bnne connaiss. doc. auto.
Tél. : 627-53-34.

GROUPE BANCAIRE
recherche pour ses Services CENTRAUX
GRADE DE BANQUE
ayant une pratique confirmée des relations et des opérations de banque avec la clientèle privée.
Bonne connaissance comptable exigée.
Le poste peut permettre au titulaire, d'accéder assez rapidement à la position de cadre, si celui-ci se révèle dynamique et compétent.
Adress. C.V. manus. et prétent. Nº 20.648 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1er qui tr.

Impt groupe international
Bâtim., T.P. ch. pr son agence Paris-Sud (pr. banl., 350 pers.)
UN COMPTABLE CONFIRME
UN AIDE-COMPTABLE CONFIRME
pr comptab. gle et analytique (le groupe possède un ordin.). PROFIL : 27 a. min., solide form. comptable, 5 à 10 a. exp. compt gle et analytique (acquise de préf. dans branche bâtiment T.P.), des qualités d'animateur et de coordonnateur. Anglais souhaité.
Ecr. Nº 37.064 B à BLEU, 17, r. Lebel, 94-Vincennes, qui tr.

RADIALL
Fabricant composants électron. recherche pour son
EQUIPE DIRECTION GENERALE
INGENIEUR DIPLOME
+ format. gestion, 30 a. min., intéressé par contrôle de gestion, informatique, marketing.
Env. C.V. 101, r. Ph.-Hoffmann, 93116 Rosny-sous-Bois.

INGÉNIEUR
GRANDE ECOLE
(ECP - ENSEEG...)
Pour prendre la responsabilité, d'une équipe d'essais de matériel électromécanique embarqué sur missiles.
Adresser C.V. manuscrit et prétentions sous nº 102 à MATRA, M. Korfan, B.P. Nº 1 78140 VELIZY

Pour MALAKOFF
STÉNODACTYLO
BILINGUE ALLEMAND
Expérimentée, pour assurer Secrétariat
Service Représentants,
Age minimum 35 ans.
Adres. C.V. manuscrit et photo (ret.) à E.L.P.
110, bd Gabriel-Péri, Malakoff

Collège libre de Juilly,
Juilly 77230 Dammartin-en-Goële,
cherche
1.) PROFESSEUR DE MATHEMATIQUES
2.) SURVEILLANTS (TE) D'INTERNAT
TEL. : 436-23-85.

représent. offre

KELLY GIRL
Société américaine de travail temporaire
recherche
REPRESENTANT (E)
parf. bilingue anglais-français. Sens des initiatives, responsabilités et bon vendeur pour relations avec clientèle, niveau Direction générale.
EXCELLENTE PRESENTATION INDISPENSABLE
Expérience de la profession souhaitée.
Se présenter mercredi 10, de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 16 h., Tour Maine-Montparnasse, 5e ét.

Les Céramiques du bâtiment
P. GILSON
recherchent
REPRESENTANT (E)
région parisienne.
Double fonction : animation du réseau des négociants de matériaux, promotion auprès des architectes, B.E., décorateurs. Ce poste convient particulièrement à candidat ayant déjà expérience du bâtiment, mais demeure ouvert à tout représentant possédant réelles qualités de vendeur et de dynamisme. Rémunération fixe + % + frais professionnels.
Adresser votre dossier lettre manuscrite, C.V. et prétentions à Ets P. GILSON, 2, rue Gauthier-de-Chatillon, 59000 LILLE.

capitaux ou proposit. com.

SOLUTION aux DIFF. FINANC. Consultation gratuite s./r.-vous. Cab. M.B. - Téléph. 357-64-56.

Nous avons des capitaux.
Nous recherchons
affaire industr. ou commerciale, chiffre d'affaires min. 5 unités même en difficulté.
Ecrire : DE HAVILLAND, 18, rue Gounod - SAINT-CLOUD

VOUS ETES RESPONSABLE
d'une société industrielle ou commerciale
NOUS SOMMES
un cabinet d'ingénieurs Conseils en développement d'entreprises à PARIS et BORDEAUX.
De plus, nous représentons un GROUPE disposant CAPITAUX A PLACER.
Nous devons nous rencontrer
DEVELOPMENT CONSULTANT
74, rue G.-Bonnac, BORDEAUX
Téléph. (56) 44-92-11.

Recherche 100.000 F avec garanties pour achat d'un pressing
Taux net 14 %.
M. PERRIER - Tél. 907-63-57.

animaux

VEND CHIOTS ARTESIENS NORMANDS, vaccinés.
Tél. 824-57-53 ou 343-25-16 le soir.

demandes d'emploi

DANS le DOMAINE COMMERCIAL et LOGISTIQUE
UN SPÉCIALISTE
=
RENTABILITÉ ET ÉCONOMIE
CADRE 30 ANS dipl. Etudes Supérieures
met à votre disposition 8 années d'expérience dans
— L'ORGANISATION et L'ADMINISTRATION DES VENTES
Force de vente, centrales d'achats, entraînement sur le terrain, gestion des commandes, gestion ventes, statistiques, P.L.V. Matériel, parc auto.
— LA DISTRIBUTION PHYSIQUE
Planning approvisionnement, stock et gestion stock, gest. dépôts, préparation cadres, expéditions transports (fer, mer, air, route).
— LES ACHATS
Sélection fournisseurs, analyse prix de revient, emballages, P.L.V. appel d'offres, politique de marchés, sous-traitance.
— LES SERVICES GÉNÉRAUX
Implantation bureaux, organisation, entretien, sécurité interne, organisation rationnelle des prestations de services, gestion restauration.
Ecr. nº 15.923 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e, qui tr. ou tél. 747-27-82, lundi, mardi, mercr.

INGÉNIEUR A et M-ICG
45 ans
Très ouvert à tous les problèmes
Bon contact personnel
Exp. entretien fabrication : machines élect. bât.
Chef service. Adjoint direction usine.
Achats
Relations technico-commerciales.
Formation personnel et cadre.
Rech. : situation direction ou adjoint avec responsabilités. Déplacements possibles Région Est de Paris jusqu'à 150 km.
Ecrire nº 137, « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens — 75427 PARIS-9e.

PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER
l'Institut de la Construction et de l'Habitation
vous propose
CADRES CONFIRMÉS
pour postes administratifs, juridiques, financiers, techniques et commerciaux.
S'adresser : ASSOCIATION I.C.H. (Commission de l'Emploi) - CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS
1, rue Montgolfier — 75003 PARIS.
tél. 887-37-38 - 887-64-40, postes 666 ou 507.

MATIERES PLASTIQUES
CADRE DIRECTION P.M.E.
41 ans, Lic. ès Sciences, Ing. C.N.A.M.
Anglais-Espagnol.
EXPÉRIENCE
Technique - Commercial - Organisation
Gestion - Comptabilité
Rech. situation équivalente Rég. parisienne.
Ecrire Nº 0146 « le Monde » Pub.,
5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e.

CADRE SUPÉRIEUR
37 ANS
diplômé études supérieures, très bon contact humain, dynamique, sens du commandement, expérience Direction du Personnel, Direction Administrative et Financière, Direction Générale
recherche
DIRECTION GÉNÉRALE
ou
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
Ecrire sous le nº 38.912 B - BLEU PUBLICITE, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI
vous propose une sélection de collaborateurs dans les catégories suivantes
— Ingénieurs toutes spécialisations ;
— Cadres administratifs et commerciaux ;
— Journalistes (Presse écrite et parlée).

INGENIEUR. — 37 ans. Formation Ecole Sup. d'Electricité (radio), licence ès sciences. Analyste de gestion. expér. 7 ans engineering nucléaire, 2 ans conseil organisation, 4 ans conception et analyse de systèmes de gestion.
RECHERCHE. — Poste responsabilité informatique de gestion ou adjoint à direction ou à contrôle gestion.

INGENIEUR INFORMATICIEN - ICG. — 39 ans. Expér. 14 ans : chef de projet, direct. de service informatique, organisation conseil (gestion industrielle, commerciale, finances, personnel).
RECHERCHE : poste PARIS, région parisienne.

CADRE SUPERIEUR - 2 ans I.C.G. — 20 ans pratique animation des ventes, gestion commerciale, gestion administrative et financière - anglais, allemand.
RECHERCHE : Poste directeur adjoint au secrétaire général P.M.E. produits consommation ou équipement.

INGENIEUR AGRONOME. — 44 ans. Sciences Po., économie et finance, licence en sciences « biologie végétale », anglais et allemand courants, 12 ans d'exp. dans secteurs agronomique et pétrolier.
RECHERCHE : Poste de directeur général ou adjoint dans P.M.E., France ou étranger.

ANPE AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI
AGENCE SPECIALISEE DES INGENIEURS ET CADRES
12, rue Blanche - 75436 PARIS Cedex 09 - TÉL. 280.61.46 (p[illegible] 71)

INGENIEUR A.M. + E.S.E.
Expérience études-essais production de matériels thermiques et électrotechniques (centrales électriques) gestion
INGENIEUR CONSEIL
Chargé de missions particul. pr une Sté d'Etudes d'Engineering.
Références profess., militaires (capitaine de corvette honoraire) et morales de premier ordre. Pour premier rendez-vous écrire nº 15.902, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

J. F. diplôm. I.U.T. documental. anglais-allem., conn. informat. cherche poste documentaliste. Ecr. nº 15.805 REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

Ch. entrep. donnant chance à ACTUAIRE, au chômage, bon math. conn. Fortran, sér. réf., désir. travail à dominante math. (RECH. OPERAT. de préfér.). Ecr. nº 0.151 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CONTROLEUR DE GESTION
E.S.C.P. biling. angl., 42 ans, 15 ans société multinationale. Expér. : budgets, prix de revient, prévis. rentabilité, organisation, informatique, méth. anglo-saxonne ch. poste sim. ou adj. dir. gén. ds moy. entrep. Ecr. nº 152 « le Monde », Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e. ou tél. 533-97-20 toute la journée.

F., 25 a., psychologue, 2 a. exp. prof. lic. en psycho, niv. math. ch. emploi dans institution sociale, médicale ou pédagogique auprès enfants ou adultes, ou serv. person. Paris ou R. P. Ecr. nº 15.787, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

Jne fme licenc. philosophie, réalisatrice télévision, expérience professionnelle variée ch. empl. préf. audiov. ou presse. Ecr. nº 15.714, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Jne femme, 20 ans, débutante, ch. poste SECRETAIRE ou sténodactylo, préférence partie juridique, possède B.E.P.C., C.A.P. sténodactylo et le B.A.C. G. 1. Tél. le matin de préférence à 344-98-52.

AGENT DE MAITRISE, 32 ans. Plann.-ordonn., suivi command., italien courant, bonne pratique anglais, ch. situation stable PROVINCE (préf. Rh.-Alpes, Prov., Languedoc, Pyr., Jura). Ecr. Nº 14.436, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Retraité éducation nationale, anc. dir. établ. prim. et second., ch. direction établ. privé France ou étranger.
Ecr. Nº 127, « le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

Dipl. univ. et ét. écon. eff. ttes tr. all.-fr./fr.-all. Ecr. Lecomte, 21, r. d'Anchamps, 08500 Revin.

J.H. 28 ans, dipl. I.E.P. + lic. droit, 2 a. stages et ét. économ. U.S.A., 2 a. exp. profes. France, lib. O.M., ch. emploi chargé d'études, rédacteur, documentaliste, plein temps ou mi-temps. Ecr. Nº 122, « le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

J.H. 27 a., lic. droit privé, 2 a. exp. prof. ds impt serv. jurid. ch. emploi sect. jurid. ou pers. Ecr. Nº 3.979, « le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

J.H. 23 a., célib., L.O.M. 1-10-75, Bac D, 2 a. gde pharm., rech. pl. stable ds entrepr. pharm., chim., pétrole. Sal. dem. 2.200
X-13. Ecr. A. Huertas, 11, r. du Perche, 75003 Paris.

H. D.E.C.S., lic. droit ch. poste responsabilité sté expert. compt. Orléans ou Val-de-Loire.
Ecr. Nº 3.951, « le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

J.F. 25 a., initiatives, contacts hum., dipl. IEP, dipl. document. de la fondation nat. des sc. po., expér. presse, ch. poste documentaliste.
Ecr. Nº 6.026, « le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

J. F., 27 a., lic. histoire + C.A.F.B. (documentation) + diplôme secrét. de direct. chamb. de comm. Paris, expér. presse, initiatives, cont. humains ch. poste secrét. ou documentaliste. Ecr. nº 6.027 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H., 25 ans, maîtrise informat. 1 an exp., lib. obl. mil. le 30-9-75 ch. poste stable ds rég. paris., accept. déplacem., ét. ttes prop. Ecr. nº 0.123 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE COMMERCIAL
Format. A.M., 51 ans, actif, esprit équipe, expér. gestion, organisat., connais. marketing (I-N.M.) seconderait direction ou dirigerait service.
Tél. 9 à 12 h. à 976-71-44.

30 ans Sc. Po., Doct. Droit, 4 ans exp. prof. gest. financ., jene., secr. gén. org. profes., imaginat. et écrit. rapide, sens réel négociat., niveau élevé, loyauté, goût trav. créat. anglais cour., cherche GRAND PATRON publ. ou priv. 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

H., 28 a., gde école commerce et fac., marketing et économie, bil. angl., expér. 3 a. Actuellem. consult. indép. cherche poste à mi-temps Paris. Tél. 227-33-81.

COMMERCIAL EXPORT
26 ans, triling. espag., anglais, 2 ans expér. commerce internat. DUT, cherche place commerc. export. Possibilité déplacement. Ecr. nº T 074.228 - REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur-2e.

J. H., 24 a., dég. O.M., diplôme E.S. marketing, notions comptabilité, gestion. Anglais écrit, parlé, expér. 1 an cadre négoce matière prem. Libre rapidem. Intéressé par toutes proposit. Paris et région. Ecrire à : nº T 074.363 - REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

CHEF DES VENTES
32 ans, trilingue, angl., allem. Expérience nationale et internat. 9 ans, industrie et large diffus. par grossistes grands magasins, ch. poste à responsabilité. Ecr. nº T 074.382 - REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur-2e, qui tr.

CADRE FEMININ, 38 ANS, sérieuse expérience commerciale et administrative. Lib. de suite. Ch. POSTE A RESPONSABILIT. Evreux ou sa région.
Téléphonez au 34-18-01.

Directeur import. groupe prestation de services, fil. organisme banc. nation., dipl. Sc. Po, lic. Droit, 38 ans, 6 ans exp. consultant inform., ch. poste directeur ou consultant chez constructeur matériel informatique. Ecr. sous réf. 60.402 à R.C.C., 10, avenue Matignon, Paris (8e), qui tr.

JEUNE FME, 21 a., B.T.S. de secrétariat, triling. angl., allem. stén. fçse, angl., dact. ch. emploi stable de secrétaire à Paris seulement. Ecr. NEVEU, 15, rue A.-Briand - 28600 - LUISANT.

Secrétaire, 25 ans, cherche place désire utiliser sténo et anglais. Ecr. GERVAIS, 16, rue La Fontaine, 92160 ANTONY.

°F. Cadre de Direction D'AGENCE DE PUBLICITE
propose
les ressources de son expérience pour création ou animation
SERVICE PUBLICITE PROMOTION ANNONCEUR
Ecrire : MERILLAC, 17, rue Desnouettes, Paris (15e), qui tr.

ING. AGRO - LIC. SC. ECO.
28 ans, 2 ans expér. profession. dans serv. marketing ou ccial. Ecr. nº 118, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jeune cadre diplômé
EXPERT-COMPTABLE
+ formation gestion organisation informatique, 8 a. expér. prof., propose
— sa collaboration immédi. à temps partiel ou complet ;
— Direction administ. et financ. ;
— Contrôle de gestion ;
— Consultant.
Ecr. M. Page, 11, av. Maunoury 77680 ROISSY-EN-BRIE, ou TEL. : 028-39-22.

AGRONOME
Spécialiste industries
AGRO-ALIMENTAIRES
disponible, 34 ans, cherche poste hautes responsabilités.
Afrique Nord ou M.-Orient
Ecr. HAP nº 123.394 - B.P. 143 85006 - LA ROCHE-SUR-YON

E.S.C.
27 a., attaché de direct. P.M.E., 2 ans exp. distrib. et de marché, approv., ch. poste Sud-Ouest. Ecr. nº 114 « le Monde » Publ., 5, r. d. Italiens, 75427, Paris-9e.

P.D.G. A MONACO
Société de prestige recherche activité complémentaire sur la COTE D'AZUR
Ecr. nº 7.178, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

FEMME 32 ANS FORMATIONS MULTIPLES, LICENCES ch. poste intéress. et b. rémun. France ou étranger. Ecr. 65925 Press. 31, bd Bne-Nouvelle-2e.

Animatrice format. profess. expér. sténodact. ortho., ch. contrat direct. av. entrepr. Tél. 207-06-66.

J. H., 27 a., Maîtrise philo dact. en prépar. auteur-producteur radio direct. revue littéraire. Expér. animation culturelle. étudie toutes propositions Paris. Ecrire Nº 15.903 Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

DUT H., 32 a., ch. emploi Programmeur ou Anal. Prog. Paris ou banlieue Sud-Est. Ecr. nº 0.145 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

DIRECTEUR VENTES
32 ans, anim. recrut. format. person. de vente market. pub., exp. IMMOBILIER, étudie toute proposit. IMMOBILIER, LOISIR, PROD. LUXE. Ecr. M. FRANCK sous réf. P.H. 30, 38, bd de la Saussaye - Neuilly, qui transm.

INGENIEUR CHIMISTE
JNE HME, 25 ans, dég. O.M., libre de suite.
étud. ttes prop. Paris ou prov. Ecr. : M. BATAILLE Claude, 6, r. Gilbert - 92600 - Asnières. Téléph. : 733-64-48.

J.H. 1er cycle psycho.-du trav. CNAM ch. poste recrutement, formation enquêtes.
Ecr. Nº 155, « le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

Jne Fme, professeur de langues diplômée, nationalité anglaise, rech. poste enseignement Paris ou région Paris. Mme Philippet-Dutczak, 21, r. de Dantzig, Paris-15e. Tél. : 533-26-83.

J. H., 28 a., dég. obl. mil. qual. ANAL. SYNT. REDACT. angl., allem., I.E.P. Paris, S.P. D.E.S. droit public D.E.S. Sc. Po.
— Expér. collaborateur extérieur documentation française.
— Consultant pétrolier, centre développement O.C.D.E.
— Ch. poste stable concernant probl. juridiq., écon., pol.
— Etudié toutes propositions.
P.H. GANEM, 7, r. Cité Universitaire, 75014 Paris. 588-28-52.

INGENIEUR METHODE
39 a., français, anglais, allem. Directeur importantes usines corseteries, ex-direct. usines cosmétiques, libre de suite. ch. poste de haute responsab. en province exclusivement.— Ecr. à M. René Delagoutte, 38137 Paladru ou tél. : (76) 06-63-84, après 19 h.

H., 27 a., DES Sc. Eco., Eco Publ. et planif. ch. empl. stable domaine Eco. Transports et Eco Urb. Ecr. J. BARON, 1, rue Baron-Haussmann, 95570 BOUFFEMONT.

J. F., 28 a., licenciée droit not. Dactylo, aim. contact humain et déplacem. Libre ste. Etud. toutes propositions. Ecr. nº 074470 Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur-2e, q. tr.

Jeune Allemand (passera son « Staatliche Prüfung für Übersetzer » le 22 sept.) ch. empl. du 1er octobre jusqu'à fin novemb. Ecr. nº 7.210 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Cadre, 32 a., étud. sup., spécial. transp. terrestres, hom. resp. et command. ch. direct. agence rég. par. ou service transport. Ecr. nº 135, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

PSYCHO-SOCIOLOGUE
24 ans, marié, dég. O.M., DUT G. du personn., expér. en enrichissem. de tâches, ch. emploi à responsab. ds recrutement, format., informat., cond. de trav. Ecr. nº 141, « le Monde », Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F. 25 ans, licenciée droit privé + I.A.E. + D.E.S. droit des affaires, anglais, espagnol, ch. situation Paris. Etud. ttes prop. Ecr. Nº T 074.421, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Cadre, autodidacte, 27 a., marié, 1 enf. Achats, gestion stocks, lancem., ord., approvis., ch. situation Afrique francophone, Guyane.
Ecr. Nº 7.215, « le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

INGENIEUR TUNISIEN
INFORMATICIEN haut niveau 6 a. exp. France et Tunisie, ch. poste à responsabilité, préf. TUNISIE.
Ecr. GRAJA, Imm. Barghou 2, EL MENZAH - TUNIS.

J.F., 1er cycle psycho. du trav. CNAM rech. poste recrutement, enquête, formation.
Ecr. Nº 156, « le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

CHARGE D'ETUDES ECO.
27 a., D.E.S. Sc. Eco., ch. emploi similaire rég. paris. Ecr. Nº T074.456, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

DIPLOME E.S.S.E.C.
recherche situation de :
DIRECTEUR FINANCIER
36 ans, 10 ans d'expérience et responsabilités Société Multinationale :
GESTION, BUDGETS, PLANNINGS A MOYEN TERME, INFORMATIQUE
Langues : Allemand - Anglais - Italien
PARIS ou PROVINCE
Ecr. nº 15.939, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur

CADRE SUPÉRIEUR - 44 ans
Expérience plusieurs années DIRECTION G[illegible]RALE Société internationale, très grande [illegible]rience négociation au plus haut niveau, con[illegible]sance approfondie : MARKETING, GEST[illegible] ORGANISATION et pratique des mécanism[illegible] commerce extérieur.
Parfait bilingue FRANÇAIS-ALLEMAND
Anglais moyen.
Recherche
Responsabilités de DIRECTEUR GÉNÉRA[illegible] DIRECTION RELATIONS INTERNATION[illegible]
Ecr. Nº 15.342 RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

DIRECTEUR DE DIVISION
actuellement en poste dans important G[illegible] international (responsabilités larges et va[illegible] 39 ans — 12 années d'expérience (dont s[illegible] informatique) — bilingue Français/Anglais disposé à étudier toutes propositions do[illegible] rémunération ne serait pas inférieure à 150[illegible] en France ou dans les autres pays euro[illegible]
Ecrire ou téléphoner : Cabinet Claude [illegible]
2, rue Marengo, 75001 PARIS. Tél. : 260-[illegible]

RESPONSABLE SERVICE RECRUTEMENT
30 ans - 6 années références
ETUDIERAIT TOUTES PROPOSITIONS DANS PERSPECTIVES D'EVOLUTION FONCTIONS PERSONNEL
Ecrire nº
COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris [illegible]

COMMERCE INTERNATIONAL
MANAGER CONFIRMÉ
BUSINESS SCHOOL + INGENIEUR GDE E[illegible]
38 ans
ANGLAIS, ARABE - NATIONALITE FRAN[illegible]
14 ans d'expérience :
CONSEIL MARKETING INTERNATIONA[illegible]
recherche
POSTE HAUT NIVEAU dans Société dyna[illegible]
Ecr. nº 15.441, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumu[illegible]

COLLABORATRICE D.G.
CONFIRM., 37 ans, CADRE, trilingue Anglais[illegible]
— 8 ans expérience commerciale.
— 9 ans Secrétariat et relations extérieures a[illegible] veau Direction Générale groupe multinat[illegible] américain. Cherche emploi stable. Respon[illegible] lités et initiatives.
Préférence : Paris (8e - 16e) ou BOULOG[illegible]
Ecrire nº 20.609, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1er), qui transm[illegible]

EMPLOYEURS qui recherchez de jeunes diplômés du supér[illegible]
D. U. T. qui recherchez une situation st[illegible]
Ecrivez-nous !
F. N. D. U. T.
Fédération Nationale des Diplômés I.U.T.
B.P. 257 (51059) REIMS - Cedex.

DIRECTEUR COMMERCIAL
● responsable d'un C.A. de 60 millions de fr[illegible] dont 90 % à l'exportation ;
● animant une équipe de 15 vendeurs de b[illegible] d'équipement ;
● expérience de l'animation et du suivi d'act[illegible] publicitaires et promotionnelles.
E.S.C.P., 34 ans, bilingue franç.-allemand, bo[illegible] connaissance de l'anglais, recherche poste [illegible]
DIRECTION GÉNÉRALE ou COMMERCIAL[illegible]
Ecr. sous numéro 7.185, « le Monde » Publi[illegible] 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e, qui tran[illegible]

INTERPRETE TRADUCTRICE
Polonais - Français
diplômée écoles interprétariat VARSOVIE, PARIS.
Spécialisée réalisation contrats industriels, déplacements étranger acceptés, étudierait toutes offres de situation en rapport avec sa formation.
Ecr. Nº T 074.453, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

J.F. prof. franç., lic. + DES + 6 a. exp. ch. emploi enseign. Paris, banlieue, 150 km. ORRIT, 5, r. d'Italie, Paris-13e.

Ingénieur Ecole Centrale Lyon, 24 ans, lib. O.M., ch. pl. stab. à vocation technico-ccIale dans secteur dynamique. Ecr. Zagury, 65, rue Turbigo, Paris-3e, ou tél. : 887-82-66.

J.H., 25 a., débutant maîtrise gestion, bonne conn. comptab., fiscalité, étud. ttes prop. en rapp. qualification. Chicheportiche M., 26, r. A.-Croizat, 93400 St-Ouen.

H. 33 a., DES Sc. Eco, 6 a. exp. diversifiée études, mark., gest. comm., angl., arabe, ch. emploi stable.
Ecr. Nº 0158, « le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

JNE HME, 28 a., licence ès Sc. C.A.A.E. de l'I.P.A.-I.A.E., rech. premier emploi en informatique. M. Serge Anicet, 106, rue du Maréchal-De-Lattre-de-Tassigny, 59128 - FLERS-en-ESCREBIEUX

J.F. allemand, français, anglais parlé, écrit, not. ital., ch. pl. interprète de préf. Accepterait voyages. Bronia Krauthamer. Tél. (1623) 53-10-22 midi ou soir, Centre Beauregard, 02-Soissons.

SECRETAIRE niv. [illegible] connais. anglais. Lib. [illegible] rech. empl. stab. à r[illegible] Ecr. Nº 6.029 « le Mond[illegible] 5, r. des Italiens, 75427

Secrétaire médico-socia[illegible] secr. direction et serv. [illegible] rech. poste à responsa[illegible] clinique, cabinet médi[illegible] service social. Libre de suite - Tél. : [illegible]

J.F. française, ch. plei[illegible] trav. dactylo franç. et [illegible] stencils à dom. Paris [illegible] trad. Sér. réf. Tél. : [illegible]

cours et leçons

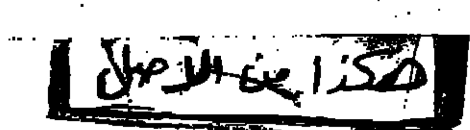
Mme GARNIER-FUL[illegible]
Professeur d'angla[illegible]
30 années de pédago[illegible]
COURS :
— Particuliers ;
— Adultes ;
— D'ensemble (cinq per[illegible] maximum) ;
— Rattrapage et prép[illegible] examens TOUS NIVE[illegible]
Téléph. 929-52-37, 7, rue [illegible] 93600 - AULNAY-SOUS[illegible]

ANGLAIS - Mrs THOM[illegible] Dipl. Oxford - Téléph. 65[illegible]

MATH Rattrap. par Pro[illegible] Px modéré. T. 27[illegible]

transports

DEMENAGEMENTS [illegible]
TS TRANSPORTS - Trav. [illegible]
DEVIS GRATUIT - 36[illegible]



CATASTROPHES

Le séisme de Turquie aurait fait plus de deux mille morts

(Suite de la première page.)

Alors que le déblaiement continue, la terre tremble encore par moments : ce sont les « répliques » normales après un grand séisme, mais dangereuses, car elles menacent les sauveteurs qui travaillent dans les ruines instables.

Il y avait très peu de bâtiments en béton armé à Lice, mais ceux-ci, dont l'armature était probablement insuffisante, n'ont pas davantage résisté au séisme. La quasi-totalité de l'habitat est faite de maisons, de pierres et de poutrelles de bois, fabriquées selon des techniques ancestrales maintenant complètement écroulées. Lice, pour son malheur, est juchée sur le flanc d'une montagne. Les pierres et rochers y sont tombés en véritable avalanche. On compte en moyenne cinq victimes par maison. Le maire de Lice exprime sa colère : *« Nous avions déjà averti le ministère de la reconstruction il y a dix ans, en lui demandant de nous aider à nous installer dans la plaine. Fréquemment, en effet, nous subissons des chutes de pierres meurtrières venant de cette maudite montagne de Siro. On ne nous a pas écoutés. »*

Les rescapés déplorent aussi que les équipes de sauvetage n'aient pu venir à Lice que trois heures après le séisme. Mais les autorités répondent que toutes les liaisons téléphoniques étaient coupées entre Diyarbakir et les districts sinistrés et qu'on n'a pu seulement les rétablir qu'avec des moyens de fortune.

Il était 12 h. 22 à Lice samedi dernier. Les habitants commençaient à rentrer chez eux pour déjeuner. Les dévots, de leur côté, faisaient leurs ablutions et s'apprêtaient à entrer dans les mosquées pour la prière. Nous sommes à la veille du Ramadan. Soudain, ce fut l'écroulement général. La terre tremblait. *« Le sol bouillonnait, la montagne venait sur moi, le monde s'effondrait sous mes pieds. Les cris, les gémissements et le bruit des maisons qui s'écroulent, tout se mélangeait. Les maisons tremblaient d'abord comme des châteaux de carte, puis s'affaissaient. Ce n'était que ruines et panique. J'ai cru que la fin du monde était venue »*, affirme un rescapé qui a perdu son fils de cinq ans.

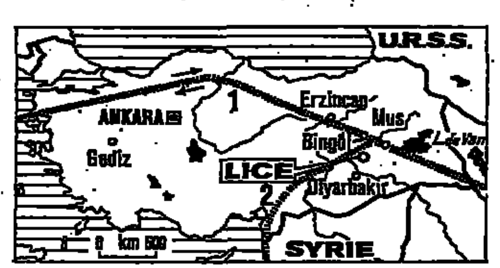
M. Suleyman Demirel, premier ministre turc, accompagné du général Sancar, chef d'état-major des armées, et de plusieurs ministres, a inspecté, le dimanche 7 septembre, la zone sinistrée. Il a promis toute l'aide de l'Etat aux victimes. *« Personne ne restera sans abri ni sans vivres »*, a-t-il affirmé.

Le chef du parti d'opposition, le Parti républicain du peuple, M. Ecevit, est allé lui aussi sur place, dimanche, pour exprimer sa sympathie aux rescapés. *« Le peuple turc tout entier se sent solidaire des victimes »*, a-t-il dit.

Le Croissant-Rouge, des unités appartenant aux 7e et 8e corps d'armée, ravitaillent la population en vivres et en eau et distribuent des tentes.

On rebâtira Lice. *« Mais les morts, on ne pourra pas les faire revenir »*, gémit un vieillard qui a perdu toute sa famille.

ARTUN UNSAL.



1. Cicatrice nord-anatolienne. — 2. Accident tectonique (reliant le golfe d'Akaba à la cicatrice nord-anatolienne).

UNE ZONE PARTICULIÈREMENT INSTABLE

Le séisme de magnitude 6,8 qui a ravagé l'Anatolie orientale n'est pas, malheureusement, une catastrophe exceptionnelle. La liste des grands tremblements de terre qui ont éprouvé la Turquie « seulement » depuis 1939 est impressionnante.

Cette série a commencé le 26 décembre 1939 à Erzinçan avec un séisme de magnitude 8 (25 000 à 30 000 morts). Elle s'est poursuivie en 1942, 1943, 1944, 1953, 1957, 1964, 1966 par plusieurs tremblements de terre catastrophiques, tous situés sur la « cicatrice nord-anatolienne » et tous de magnitude voisine de 7 ou spérieure à 7. Il est à noter que de 1939 à 1964 les épicentres se sont déplacés d'est en ouest le long de cette grande fracture (ces séismes ont tué plus de 50 000 personnes) pour revenir tout à fait à l'est, près du lac de Van en 1964, puis à Bingöl en 1971 (1 000 morts).

Mais pour la Turquie la cicatrice nord-anatolienne n'est pas la seule zone sismique. Vers Bingöl, en effet, un autre grand accident tectonique arrive du sud-ouest, prolongeant la grande faille — parfois un fossé — qui part du golfe d'Akaba sur la mer Rouge et est jalonnée par la mer Morte et la Bekaa libanaise.

En outre, la région de Gediz a subi en 1970 un très violent séisme (magnitude 7,4, 1 100 morts). Or jamais un tremblement de terre n'avait jusqu'à cette date éprouvé cette région pendant les temps historiques.

Pourquoi tous ces séismes ? Parce que la Turquie est coincée entre l'Afrique, qui monte vers le nord, et l'Eurasie. Le jeu continuel des grandes plaques, dont on sait, depuis moins de dix ans, que la Terre est faite, a provoqué dans toute la Méditerranée orientale la formation de multiples plaquettes dont l'ajustement relatif se traduit par de violents tremblements de terre. En plus, tous ces séismes sont superficiels — le foyer de celui de Bingöl, en 1971, n'était qu'à 3 kilomètres de profondeur, d'après le « Résumé annuel d'informations sur les catastrophnes naturelles » publié par l'UNESCO, — ce qui augmente les effets catastrophiques des secousses. A magnitude égale, plus un tremblement de terre est superficiel, plus il est destructeur. — Y. R.]

JUSTICE

L'affaire des ententes illicites sur le marché pétrolier

Scandale régional ou national ?

De notre envoyé spécial

Marseille. — Plus de quatre ans après l'ouverture d'une information judiciaire pour coalitions en vue de provoquer la hausse des prix sur le marché des produits pétroliers, M. Elie Loques, doyen des juges d'instruction à Marseille, a déjà inculpé trente-huit personnes. Il y a là des dirigeants régionaux du midi de la France, qui avaient participé le 22 septembre 1970 à une réunion à Marignane, où il fut décidé d'éliminer les « perturbateurs » du marché, mais aussi les directeurs généraux des principales compagnies pétrolières, qui s'« entendaient » sur les prix à pratiquer lors de réunions de la Chambre syndicale de la distribution des produits pétroliers et de l'Union des chambres syndicales, avenue Kléber, à Paris.

La liste n'est pourtant pas close et l'on s'attend, à Marseille, à voir inculper encore une quinzaine de personnes, courroies de transmission entre directeurs généraux et dirigeants régionaux.

Ainsi, l'accusation apparaîtra-t-elle parfaitement cohérente, du preneur de décisions au « sommet » à l'exécuteur conscient de la base. Mais, parallèlement à cette information, est menée une bataille pour les constitutions de partie civile. Là, la politique est loin d'être absente. Plusieurs municipalités de gauche se sont dit lésées par l'entrave apportée par les compagnies aux adjudications. Si le parquet n'a pas bougé, lorsqu'il s'est agi de Marseille et de villes proches (Martigues, Arles, La Penne, Berre-l'Etang), il vient de réagir à la constitution d'Amiens, municipalité communiste (qui annonçait celles du Havre, de Nîmes et d'une ville de l'Est).

Le parquet a fait appel (*le Monde* daté 17-18 août) — vraisemblablement à la demande de la chancellerie — d'une ordonnance de M. Loques qui, pourtant, lui avait donné satisfaction puisqu'il se déclarait incompétent territorialement pour connaître des faits qui se sont déroulés à Amiens. Mais, face au parti communiste, qui, dans le cours de son *« opération vérité sur les scandales pétroliers »*, veut, par ces constitutions, situées volontairement aux quatre coins de la France, démontrer l'ampleur du mal, la chancellerie tente, semble-t-il, de réduire l'affaire à une dimension régionale.

Or M. Elie Loques, s'il donnait raison au parquet, avait une argumentation « dangereuse » pour ceux qui soutiennent le caractère purement régional de l'affaire : *« Attendu*, disait-il, *que le 13 juin 1975 le maire de la ville d'Amiens s'est constitué partie civile en raison du préjudice causé à cette ville par l'entente des pétroliers dans les marchés publics, concernant la fourniture de gas-oil et d'essence en 1970 et 1971, ainsi que la fourniture de fuel mise en adjudication le 29 juin 1970 ; attendu que les infractions dénoncées apparaissaient déjà dans notre procédure; attendu qu'il résulte de ces documents que les faits concernant la ville d'Amiens sont identiques à ceux concernant la ville de Marseille, qu'en effet ce sont les mêmes sociétés qui, dans le cadre du même objectif de redressement des prix (partage des marchés entre elles, détermination des prix préalablement aux adjudications, instructions données à leurs représentants locaux) se sont frauduleusement mises d'accord sur l'attribution de ces marchés »*. De cette identité, cette connexité, le juge d'instruction tire la conclusion que *« les faits ne sont pas atteints par la prescription, celle-ci étant interrompue par tous les actes de procédure accomplis depuis le 8 juin 1971 »*.

C'est dire que la plainte est recevable et que seule l'incompétence territoriale du juge justifie le rejet de cette constitution de partie civile.

BRUNO DETHOMAS.

CHASSE

L'inobservation de certains principes de prudence provoque plusieurs accidents mortels

Bilan provisoire de l'ouverture de la chasse, dimanche 7 septembre, dans quarante-trois départements du sud de la Loire : peu de gibier, quatre morts et de nombreux blessés, dont certains très grièvement. Est-il besoin encore de rappeler certaines consignes de prudence, élèmentaires. b a ba du porteur de fusil ? A la lumière des divers accidents, on ne peut que remarquer l'imprudence stupide de certains chasseurs : quatre-vingt-quatre morts en 1974.

« Un fusil, hors action de chasse, doit être déchargé, cassé et même démonté. » Et pourtant, à Briatou, dans les Pyrénées-Atlantiques, un enfant de cinq ans saisit l'arme, posée par son père sur un lit, met en joue son petit frère et le tue. Il s'agissait d'un fusil automatique, arme avec laquelle il faut redoubler de prudence.

« Il ne faut jamais pointer une arme vers une autre personne. » A Saint-Genis-des-Fontaines, dans les Pyrénées-Orientales, Georges Perrin, qui venait de recharger son arme, tue son compagnon de chasse, M. Henri Delgado. Le coup est parti au moment du verrouillage de l'arme. De la même façon, Jean-Louis Jouleau, à Longue dans le Maine-et-Loire, blesse grièvement son grand-père, M. Albert Rixand.

« Il faut s'assurer qu'il n'y a pas d'autre chasseur dans la direction où le gibier est supposé partir. » A Péreuil (Charente), Jean-Michel Latour, au lieu du perdreau convoité, crible la nuque de M. Jean-Jacques Rousseau. Celui-ci est dans un état alarmant. Il en est de même de M. Guy Bertrand, blessé grièvement, à Bordères-du-Bazet dans les Hautes-Pyrénées, de M. Christian Bureau, à Saint-Laurent-des-Vignes, en Dordogne, atteint par un autre chasseur, Francis Comte, qui a poussé l'inconscience jusqu'à doubler son coup de fusil.

« Il faut voir et reconnaître le gibier avant de tirer », a fortiori lorsqu'il s'agit d'un autre chasseur. A Font-Romeu, dans les Pyrénées-Orientales, M. Roger Pierobon, qui tenait l'affût derrière un rocher, a eu le visage criblé de plombs par une décharge tirée par un autre chasseur. Deux promeneurs, MM. Christian Capelleterie et Daniel Benito, à Saint-Rémy-en-Dordogne, écopent de la nervosité de Didier Lozeille.

« Un fusil doit être cassé et même déchargé lorsque l'on franchit un obstacle. » Le docteur Jean-Jacques Delay, domicilié à Genève, a glissé sur un talus mouillé, près de Frangy, dans la Haute-Loire. Son fusil s'est retourné contre lui et le coup est parti. L'artère fémoral sectionnée, il est décédé durant son transport à l'hôpital.

Enfin, à Champagnac-le-Vieux, dans la Haute-Loire, René Floriot est tué par un autre chasseur, qui s'enfuit dans les bois. La gendarmerie le recherche.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

APRÈS LA PUBLICATION DES MESURES GOUVERNEMENTALES DE SOUTIEN

Un contre-projet socialiste

(Suite de la première page.)

C'est dans une quinzaine de jours que le gouvernement fera connaître son projet de budget pour 1976 puisque celui-ci doit être examiné en conseil des ministres le 17 ou le 24 septembre.

A propos de la retraite et des conditions de travail, ainsi que de l'idée émise par M. François Ceyrac d'organiser un référendum sur la retraite à soixante ans, le premier ministre a précisé, au cours de la même allocution : *« Nous n'en sommes pas là »*, ajoutant : *« Le président de la République a demandé au gouvernement de susciter des négociations entre les partenaires sociaux sur ce plan, c'est ce que je vais m'efforcer de faire. »*

Dimanche également, M. Ansquer, ministre de l'artisanat et du commerce, a annoncé à Poitiers que l'Etat allait accorder 20 milliards de francs aux artisans et aux commerçants qui lui proposeraient des projets afin de maintenir ces professions en activité dans les campagnes dépeuplées. Ces crédits sont à comparer avec le budget de M. Ansquer, qui était jusqu'à présent de 45 millions de francs. Ils compléteront les primes d'installation (8 à 16 % de l'investissement) accordées aux artisans qui s'installent à la campagne et seront accordées *« avec beaucoup de souplesse »*, précise-t-on au ministère de l'artisanat. Les artisans ruraux, qui viennent de constituer un Groupement économique national du machinisme agricole, ont reçu un autre cadeau : une subvention de 80 000 francs pour faire face aux frais de constitution de leur organisation destinée à les aider à résister à la concurrence des circuits de distribution classiques du genre supermarchés.

L'incapacité de mener une autre politique

Le débat parlementaire qui s'ouvre ce mardi va confirmer que l'opposition reste hostile au choix gouvernemental. Avant l'ouverture de la session, la C.G.T. a indiqué que la lettre de M. Chirac aux centrales syndicales ne répondait pas à leurs propositions. *« Face à cette attitude dilatoire, il importe de développer vigoureusement l'action. » « Contrairement à ce qu'affirme le premier ministre,* ajoute la C.G.T., *le plan gouvernemental ne tient aucun compte des propositions syndicales. Donner une fois une somme d'argent aux familles et aux personnes âgées n'est pas résoudre un problème social, mais faire de l'assistance. Les marchés des équipements collectifs rempliront les caisses des grands trusts intéressés à la construction et aux travaux publics, mais ne résorberont pas le chômage, qui va s'aggraver. »*

M. Mitterrand compte, pour sa part, développer lors du débat un contre-projet précis et chiffré qu'il a préparé avec les experts économiques du parti socialiste. Sa critique principale du plan gouvernemental n'est pas que celui-ci est insuffisant techniquement, mais qu'il traduit l'incapacité du gouvernement, de sa majorité, de mener une autre politique.

Or, c'est une autre direction du développement économique que propose M. Mitterrand. Situant ses propositions immédiates dans un cadre plus vaste, qui englobe la période du VIIe Plan (1976-1980), il estime que la relance doit se fonder sur la reprise de la consommation : baisse de la T.V.A., suppression du solde d'impôt sur les revenus pour les petits contribuables, majoration durable (et non pas une seule fois) des retraites et des prestations familiales, indexation des salaires, blocage des prix industriels ; le lancement d'un emprunt public de 20 milliards et l'indexation de l'épargne assurant en partie le financement des mesures immédiates coûteuses pour l'Etat, notamment les créations d'emplois publics. A plus long terme, M. Mitterrand propose de nombreuses réformes de structures et une nouvelle orientation de la croissance, privilégiant la consommation de biens plus durables, la réglementation de la publicité, une nouvelle répartition du pouvoir dans l'entreprise et le quartier...

VINGT MILLIONS DE FRANCS DE CRÉDIT POUR L'ARTISANAT ET LE COMMERCE A LA CAMPAGNE.

M. Vincent Ansquer, ministre du commerce et de l'artisanat, a annoncé, dimanche 7 septembre, à Poitiers, lors de la séance de clôture du congrès national de l'artisanat rural qu'*« un nouveau crédit de 20 millions de francs venait d'être attribué pour la promotion de l'artisanat et du commerce dans les zones rurales »*.

Ces crédits nouveaux, qui viennent s'ajouter à la prime d'installation (8 à 16 % des frais) pour les artisans en milieu rural, *« triplent le budget de mon ministère*, a précisé M. Ansquer. *Ils permettront d'engager des actions pilotes. »* C'est à *« des programmes préparés par les intéressés que je suis décidé à apporter un concours financier »*, a ajouté M. Ansquer, qui a demandé d'autre part aux *« organisations professionnelles, chambres de commerce, chambres de métiers, départements, syndicats de communes, de lui adresser, dès maintenant, des propositions d'actions nouvelles »*.

M. Ansquer a affirmé, d'autre part, que l'action du gouvernement tendait à assurer une solidarité effective entre les différents régimes sociaux et de retraite, dont bénéficieront les artisans et commerçants. *« Les autres objectifs poursuivis,* a précisé le ministre, *sont l'harmonisation des charges fiscales et sociales, et également l'aménagement de la T.V.A. pour certaines professions. »*

M. Stirn : le plan « s'applique totalement aux DOM-TOM »

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, a précisé samedi 6 septembre que le plan de soutien à l'économie *« s'applique totalement aux DOM-TOM »*.

En ce qui concerne les quatre départements (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion), *« soixante-dix mille personnes âgées, invalides ou handicapées,* a-t-il indiqué, *recevront chacune une aide exceptionnelle de 700 francs. Ce qui représentera un montant de 49 millions de francs »*. En outre, *« environ quatre cent mille enfants bénéficieront chacun de la prime de 250 francs »*, soit au total 100 millions de francs. Une allocation de rentrée scolaire de 126 francs sera versée aux parents de chaque enfant ayant droit aux prestations familiales.

D'autre part, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM va recevoir des *crédits supplémentaires* se chiffrant à 24 millions de francs ; 14 millions de ces crédits seront attribués au Fonds d'investissement pour les départements d'outre-mer (FIDOM), 9 millions serviront à effectuer des travaux dans le cadre du service militaire adapté, et les collectivités locales bénéficieront de 1 million de francs.

Les ministères techniques utiliseront dans les départements d'outre-mer une partie des crédits supplémentaires qu'ils ont reçus au titre du plan de relance. Quant aux territoires d'outre-mer (dont la population ne bénéficie pas des prestations familiales), ils disposeront de crédits supplémentaires de 15 millions de francs qui seront utilisés pour rénover les bâtiments administratifs (4 millions) et obtenir des équipements publics complémentaires (11 millions).

En conclusion, M. Stirn a souligné que les habitants des départements et territoires d'outre-mer vont ainsi avoir le sentiment de *« participer au plan de relance »* et d'y être intégrés *« à part entière »*.

Travaux publics

QUATRE-VINGT MILLE EMPLOIS CRÉÉS OU MAINTENUS

Les crédits alloués dans le « plan de soutien » au ministère de l'équipement entraîneront, selon M. Robert Galley, ministre de l'équipement, la création ou le maintien de 80 000 à 100 000 emplois. Le ministère a ajouté que la construction à Brest d'un « très grand centre de réparation navale » fournirait 2 500 à 3 000 emplois dans cette ville.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics est en effet l'un de ceux où les crédits publics permettent de créer le plus d'emplois. On estime que 1 million de francs de crédits publics injectés dans ce secteur entraîne la création de onze emplois directs, auxquels s'ajoutent les emplois indirects.

Or le secteur de l'équipement est l'un des privilégiés du plan de soutien avec 2,5 milliards de crédits (1,2 milliard pour les routes, 560 millions pour le logement, 360 millions pour les ports notamment).

D'autre part, inaugurant la foire-exposition de Châtellerault, M. Robert Galley a indiqué que les discussions entre l'Etat et la société Cofiroute pour la modification du contrat de concession de l'autoroute Aquitaine (A-10) prendraient fin avant la fin du mois de septembre.

M. Mitterrand : le plan sera combattu sereine[ment] mais sévèrement

De notre correspondant

Saint-Brieuc. — Fidèle aux Côtes-du-Nord, où il s'était déjà rendu l'an dernier à la même époque, M. François Mitterrand a participé, dimanche 7 septembre à Saint-Brieuc, à la fête de la fédération départementale du parti socialiste. L'union de la gauche et le Portugal, la Corse et la régionalisation, la politique intérieure et le plan de soutien à l'économie du gouvernement : tels sont les trois grands sujets qu'il a abordés devant plusieurs milliers de personnes.

« Je ne m'occupe pas de savoir si tel ou tel parti, y compris le mien, a ses humeurs ou ses ambitions, a-t-il notamment déclaré. *Je pense simplement que le devoir des partis de gauche est de rester fidèles à l'engagement pris. Nous avons décidé de rester calmes et de favoriser l'unité à la base. Il sera impossible de diviser ce peuple après l'avoir rassemblé. »*

En ce qui concerne le plan de relance, M. Mitterrand a indiqué : *« Il sera combattu sereinement mais sévèrement, car il ne répond pas à ce qui est nécessa[ire]...»* [Le] député de la Nièvre a [...] que la consommation ne [...] davantage favorisée, pui[sque] [...] ne reçoit que 5 des 30 m[illiards] de francs débloqués par [le gou]vernement. *« Le reste,* a-t-[il ajouté, *ira,*] *sous des formes dire[ctes ou] indirectes, vers les trésore[ries des] entreprises, qui ne seront [pas, en] contrepartie, obligées de c[réer des] emplois ou de développ[er les] entreprises créatrices d'e[mplois] »* M. Mitterrand a, enfin, [répondu] à l'appel à l'unité nationa[le lancé] par M. Giscard d'Estaing [en sou]lignant :

« L'unité du pays, nous [la pra]tiquons dans la vie quo[tidienne]. Ce sont les travailleurs [qui sont] rejetés des résultats de l'e[ffort de] production. C'est pour c[ela qu'il] n'y a pas d'unité natio[nale. Il] faut d'abord rendre ju[stice au] peuple qui travaille. »

ÉNERGIE

LE CHAH D'IRAN « S'ATTEND à une augmentation de 25 % des prix du pétrole »

Les experts du comité économique de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se réuniront en session extraordinaire le 16 septembre à Vienne (Autriche), indique l'agence de presse libyenne Arna. Les travaux du comité porteront sur les prix du pétrole et le remplacement du dollar comme monnaie de référence par les D.T.S. (Droits de tirage spéciaux) dans le calcul des prix du « brut ». Les conclusions des experts seront soumises au conseil des ministres de l'OPEP prévu pour le 24 septembre dans la capitale autrichienne.

Le chah d'Iran a déclaré lundi, dans un discours au Parlement iranien, qu'il s'attend à une augmentation d'environ 25 % des prix du pétrole. Le souverain estime *« parfaitement logique de réviser ces prix, qui sont en relation directe avec l'instabilité de la situation économique dans le monde industrialisé »*.

Pour sa part le ministre koweïtien des finances, M. Ali Atiqui, dans une interview à l'agence américaine U.P.I., a démenti qu'il ait préconisé une hausse du prix du brut d'au moins 10 %. Ce qu'il souhaite, c'est que les D.T.S. soient substitués au dollar pour le calcul des tarifs : *« L'unité D.T.S. ayant une valeur supérieure au dollar, lequel a été effectivement dévalué de 10 %, nous aurions davantage de dollars en la prenant pour base de calcul. »* M. Atiqi lie également la stabilité des prix du pétrole au dialogue producteurs-consommateurs. *« Nul ne saurait faire d'affaires s'il ignore quel sera le prix de sa principale matière première dans trois ou six mois. Il serait sage de fixer les prix du pétrole sur une base annuelle ; mais cela implique que les règles établies ne couvrent pas seulement les prix du pétrole, mais aussi ceux des autres produits. »*

Le secrétaire américain au Trésor, M. William Simon, a déclaré, de son côté, le 7 septembre que la plupart des ministres des finances des pays pétroliers avec qui il s'est entretenu lors des réunions du F.M.I. à Washington se sont montrés « modérés ». Il a cependant souligné que plusieurs pays continuent à souhaiter une forte augmentation pour financer leurs programmes intérieurs. En général, a poursuivi le secrétaire au Trésor, les ministres des finances de l'OPEP comprennent les conséquences qu'aurait une forte augmentation sur la reprise économique mondiale. *« J'espère que les modérés l'emporteront. » — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)*

[Interviewé par le « Wall Street Journal » au début du mois de septembre, le ministre koweïtien du pétrole, M. Kazimi, avait déclaré que la hausse des prix du brut, qui serait décidée à Vienne, pourrait être de 10 % environ (« le Monde » du 5 septembre), soit 1 dollar par baril. Le moins que l'on puisse dire est que l'unanimité ne règne toujours pas entre les pays de l'OPEP ni, semble-t-il, au sein des gouvernements de certains Etats membres. En fait, le débat porte sur le point suivant : la hausse des prix ne doit-elle découler que du passage aux D.T.S. comme monnaie de référence (avec quel effet rétroactif ?) ou bien faut-il aller plus loin... ?

Les hésitations de l'OPEP s'expliquent en partie par la situation du marché pétrolier. Selon le bulletin économique libanais « Middle East Economic Survey », la production de pétrole des pays arabes et de l'Iran aurait baissé de 14 % au cours du premier semestre par rapport à la même période de 1974. La production de la Libye aurait même diminué de 41 % et celle du Koweït de 25 %. Toutefois, les compagnies pétrolières internationales procèdent depuis quelques semaines à des achats plus importants. Elles poursuivent un double but : reconstituer les stocks, qui étaient au plus bas, et se prémunir par la même occasion contre une hausse des prix du brut.]

● LA RECOLTE MONDIALE DU RIZ atteindrait, pour la saison 1974-1975, un record de 326,9 millions de tonnes, indique le secrétariat du Commonwealth, après la révision en hausse des estimations de la production de la Thaïlande, de l'Indonésie et de Taïwan. — (A.F.P.)

MONNAIES ÉCHANGES

POUR LA « PRAVDA » LES DÉCISIONS DU FONDS MONÉTAIRE SONT UNE MYSTIFICATION

Moscou *(Reuter)*. — La décision du Fonds monétaire international de consacrer une partie de ses réserves à l'aide aux pays pauvres n'est qu'une tentative des pays capitalistes d'éviter une révision de leurs relations avec le tiers-monde, estime la *Pravda*. « Ce « *cadeau* », explique l'organe soviétique, *malgré son importance apparente... sert maintenant d'excuse aux pays développés occidentaux pour refuser d'établir les relations économiques justes et mutuellement avantageuses que demandent les pays en voie de développement. »*

Par ailleurs, poursuit Youri Kharlamov, le commentateur de la *Pravda*, *« le déblocage d'une partie des réserves d'or du F.M.I. est utilisé pour repousser indéfiniment une décision sur le rétablissement des taux de changes fixés entre les principales monnaies occidentales »*. Or les taux de changes fluctuants permettent d'*« enrichir les monopoles américains »*, mais frappent les pays producteurs de matières premières, qui voient leurs bénéfices dévalués en Occident.

D'AUTRES RÉACTI[ONS]

● M. CHRISTIAN B[...] ministre de l'agriculture, [a dé]claré, samedi 6 septembre [...]nes (Morbihan), à propos [du plan] de soutien à l'écono[mie, que] *« l'agriculture serait pa[...] nante sur divers plan[s,] notamment, la relance [de la] consommation, l'abaisse[ment des] taux de crédit (...). [...] devoir de la collectivité [...],* a-t-il ajouté, *d'aider les [...] de la famille en difficu[lté,] même un dû envers cel[...] assure le pain. »*

● M. JACQUES SOU[...] député réformateur du [...] *« Ce programme est a[...] pour tous les Français [quelles] que soient leurs options p[olitiques]. Si la passion et la [...] n'aveuglaient pas certain[s, ...] il pourrait servir de plat[e-forme à] une politique de redr[essement] économique et social, [...] entre tous les partis [poli]tiques. Nous savons, hél[as, que] le parti communiste et [ceux qui] le suivent encore sont b[...] lus à jouer la politique [...] (...) En tant que mem[bre du] bureau politique des réfor[mateurs,] j'estime que nous avons [...] de faire bloc derrière le [chef de] l'Etat pour lutter contre [l'inflation] et le chômage. Aucune f[ormation] politique, même et surto[ut si elle] se réclame de la majorit[é, n'a le] droit de céder à l'égo[ïsme de] parti. »*

● LE CENTRE INDEPE[NDANT,] dont le secrétaire gén[éral est] M. Jean Barbet, s'attend [...] *« pendant de longs moi[s ...] la France ait à faire [face au] dilemme chômage-inflati[on »] et* ajoute : *« Le véritable [...] politique est celui de la c[...] Pour cela, il faut remanier [l'équipe] gouvernementale et rapp[eler aux] affaires un certain nomb[re d'hom]mes d'expérience. (...) Il [faut sur]tout que le chef de l'E[tat tienne] le langage de la fermeté [...] comme le savait Georges [Pompi]dou, que, à son poste, être [...] est plus important que p[...]*

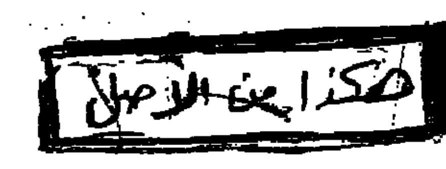
● M. ANTOINE PINA[Y, ancien] président du conseil, an[cien mé]diateur, regrette qu' *« o[n ait fait] passer l'amélioration du [réseau] routier avant la cons[truction] d'hôpitaux si nécessaire[s du point] de vue social, et qui [...] surcroît, l'avantage d'emp[loyer un] plus grand nombre de [corps de] métiers »*.

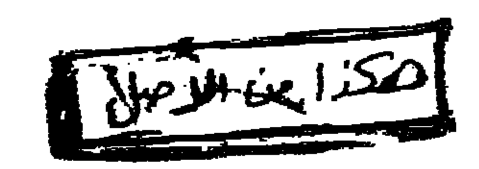
● M. JEAN CHARB[ONNEL,] ancien ministre, a repro[ché au] gouvernement, dimanche [7 sep]tembre à Brive, *« son ma[nque de] lucidité et de courage »*. Il [a pré]cisé :

« En vérité, le programm[e éco]nomique, fondé sur une [injection] massive de monnaie dans l[...] mie financée par le c[...] système des avances du [...] n'aurait une chance réelle [de suc]cès que s'il était assorti [d'une] politique volontariste et p[...] visant la stabilité des co[ûts de] production, qui permettra[it une] modération de la hausse d[es prix] ainsi qu'une croissance p[rogres]sive des exportations. »

● LA GAUCHE REF[ORMA]TRICE (qu'animent MM. [...]four et Rossi) *« apprécie [l'] effort de stimulation imm[édiate] de l'activité économique [...] prouve le souci d'orientatio[n vers] une nouvelle forme de cro[issance] juste et équilibrée. Elle de[mande] que les réformes de stru[cture] nécessaires fassent très [...]ment l'objet d'un plan [...] notamment en faveur d'u[ne ré]duction des inégalités, [...] régionalisation des responsa[bilités] et d'une innovation anti-g[aspil]lage »*.

● PRESENCE SOCIAL[E,] mouvement qui se situe da[ns la] majorité et que préside M. Bouthien, ancien député, app[rouve] l'appel de M. Giscard d'Estai[ng au] bon sens des Français et st[igma]tise *« les professionnels du [déni]grement systématique c[...] l'alibi du programme commu[n de] la gauche, dont l'objectif n'es[t pas] le bonheur du peuple ma[is sa] mise en condition politique [à la] manière portugaise »*.





ÉCONOMIE

...sera combattu ... sévèrement

AFFAIRES

DIX-NEUF SOCIÉTÉS ONT ÉTÉ RAYÉES DE LA LISTE NOIRE L'OFFICE DE BOYCOTTAGE ARABE

'Office de boycottage, orga-...e de la Ligue arabe, qui a ... mission d'empêcher que les ... arabes ne fassent des affaires ... des compagnies qui ont des ...vités en Israël, vient de pro-...r à une mise à jour de sa ...te noire » au cours de sa ...ion semestrielle. Selon la ...se économique arabe, quatorze ...pagnies ont été inscrites sur ...e liste, alors que dix-neuf en ...ent rayées.

...rmi les nouveaux venus, on ...verait notamment une firme ...sse (Agrexco Co. Ltd.), le ...pe japonais Mashimoto, la ...été indienne Industrial Mine-... and Chemicals, ainsi que la ...pagnie aérienne roumaine ...om. L'Office de boycottage a, ...tre part, adressé un avertisse-...t à six sociétés occidentales, ... accordant quelques mois pour ...r leurs activités ou mettre ... leurs relations commerciales ... Israël. Il s'agit notamment ... la firme automobile Audi-...U. (filiale de Volkswagen) et ...a grande banque britannique ...clays.

D'AUTRES ...

...s noms des dix-neuf sociétés ...s de la liste noire n'ont pas ... révélés. L'Office de boycottage ...n effet, décidé de ne plus ...lguer le nom de ces compa-...s, afin qu'elles ne soient pas ...ttes à des pressions israé-...nes. — *(A.F.P.)*

RETRAITES

La C.G.T. et la C.F.D.T. ...ncent leur action en faveur ... retraités. — Dans le cadre de ... plan d'action visant à faire ... septembre « *un mois d'intense ...ilisation syndicale* », la C.G.T. ...a C.F.D.T. ont annoncé l'envoi ... délégations à l'Assemblée na-...nale, mardi 9 septembre, pour ...uyer « *les demandes priori-...res en faveur de l'abaissement ... l'âge de la retraite à soixante ... et de la réduction de la durée ... travail* ». En même temps, ...ion des vieux de France, ...ion C.F.D.T. des syndicats de ..., appellent « *toutes les per-...s âgées de la capitale* » à se ...re à un rassemblement orga-... le lundi 15 septembre, à ...eures, place de l'Hôtel-de-... à Paris, pour « *exiger que ...inimum vieillesse soit porté ...iveau du SMIC et qu'une ...ration des pensions soit ...uée* ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CARREFOUR

EMPRUNT DE 330 180 375 FRS NOMINAL représenté par 1 347 675 obligations de 245 francs nominal

CONVERTIBLES EN ACTIONS

Prix d'émission	le pair, soit F 245 par obligation.
Jouissance	1er septembre 1975.
Intérêt annuel	8,75 %.
Taux de rendement actuariel brut	9,50 %.
Durée	15 ans et 4 mois.
Amortissement	en 8 ans au plus à partir du 1er janvier 1983, au moyen de tirages au sort annuels par remboursement à des prix progressant suivant l'échéance de F 326 à F 460.
Conversion	1 action pour 10 obligations à tout moment au gré du porteur à partir du 1er janvier 1976.
Conditions de souscription	— pour les actionnaires : du 2 au 16 septembre à raison de 1 obligation pour 1 action détenue ; — ouverture au public à partir du 17 septembre 1975.

Renseignements dans les banques et chez les agents de change. Documentation sur simple envoi de carte de visite à :
CARREFOUR Z.A.E. Saint-Guénault, CE 1202 Courcouronnes, 91021 EVRY.

BALO du 1er septembre 1975 — Visa COB n° 75-112 du 29 juillet 1975.

THE BRITISH PETROLEUM COMPANY LIMITED

Dividende intérimaire

Lors de la réunion du conseil d'administration de la société The British Petroleum Ltd, tenue le 4 septembre 1975, il a été décidé d'attribuer pour l'année 1975 un dividende intérimaire de 6,25 pence par action ordinaire de 1 £ nominal.

La législation en vigueur autorise la société à augmenter de 10 %, en tenant compte des acomptes sur impôt des sociétés, l'ensemble des dividendes distribués au cours de l'exercice. La totalité de cette augmentation bénéficiera au dividende intérimaire, qui s'élevait l'année dernière à 5,86 pence par action.

Les actions transmises avant la clôture, le vendredi 19 septembre, donneront droit à ce dividende qui sera payé le 6 novembre 1975.

***

Les résultats nets du groupe pour le deuxième trimestre 1975 après acompte sur l'impôt des sociétés se sont élevés à 37,3 millions de £ contre 42,2 millions de £ pour le premier trimestre de cette année.

Les ventes totales du deuxième trimestre 1975 s'élèvent à 42,1 millions de tonnes, enregistrant une baisse de 2,6 millions de tonnes, soit 5,8 % sur les ventes du premier trimestre de la même année. Par rapport à la même période de l'année 1974, la diminution des ventes est de 25,1 %.

Les résultats nets du groupe pour le premier semestre 1975 s'élèvent à 79,5 millions de £ contre 207,1 millions pour la période correspondante de l'année 1974 (ce dernier chiffre ne comprenait pas la plus-value exceptionnelle sur stocks estimée au cours du premier trimestre 1974 à 175 millions de £).

Au cours du premier semestre 1975, le tonnage des ventes a été inférieur de 19,8 % au niveau atteint en 1974 pour la même période.

Les résultats nets pour le premier semestre 1975 s'élèvent à 20,5 pence par action ordinaire, contre 98,9 pence pour le semestre correspondant de l'exercice précédent.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE s. sais. immob. Palais de Just. de Corbeil-Essonnes, pl. de Salvandy, le mardi 23 septembre 1975, à 14 h.

UN APPARTEMENT
de 6 pp. cave et parking
à GRIGNY 2
1, rue Victor, Bât. W1, 2e étage.
MISE à PRIX : 30.000 F.
Consignation indispens. pr enchérir. Renseignements à Mes TRUXILLO et AKOUN, avocats associés, 51, rue Champlouis, à Corbeil-Essonnes (Tél. 496-30-26), de 14 à 16 heures.

VENTE sur saisie immobilière au Pal. de Justice de Corbeil-Essonnes le mardi 16 septembre 1975, à 14 h.

UN PAVILLON
5 pièces principales, cadastré section AH n° 43, lot n° 2, à
CHILLY-MAZARIN (91)
2 bis, rue des Roses
MISE À PRIX : 40.000 F.
Consignation préalable pour enchérir. S'adresser pour renseignements à : Me TRUXILLO, avocat, 51, r. Champlouis, à Corbeil-Essonnes, T. 496-14-16; au Greffe du Tribunal de Grande Instance d'Evry-Corbeil (91).

VENTE s. subrog. ds poursuites de saisie immobil. Pal. de Justice Paris, le jeudi 2 octobre 1975, à 14 heures

APPARTEMENT à PARIS (9e)
27, bd Rochechouart
1er étage droite en sortant escalier : entrée, déb., cabin. de toilette, cuis., w.-c., s. à mang., alcôve, ch. et cave.
Mise à Prix : 40.000 F
S'adr. Me DRIGUEZ, avoc. Paris (8e), 6, r. St-Philippe-du-Roule - 225-13-20.

VENTE s. sais. immob. Pal. Justice de Corbeil-Essonnes, place de Salvandy, le mardi 23 septembre 1975, à 14 h.

D'UN PAVILLON
situé à
ETRECHY (ESSONNE)
8, rue Alfred-de-Musset
MISE À PRIX : 20.000 F.
Consignation obligatoire pr enchérir. Renseignements à Mes TRUXILLO et AKOUN, avocats associés, 51, rue Champlouis, à Corbeil-Essonnes (Tél. 496-30-26), de 14 à 16 heures.

ADJUDIC. TRIBUNAL DE GDE INSTANCE DE PARIS, le 25 sept., à 14 h.

IMMEUBLE INDUSTRIEL LIBRE
Comprenant : 2 bureaux, 3 atel., 3 magas., garage cycles, réfectoire, réception, 2 bâtiments réserve à charbon, chenil, LOGEMENT GARDIEN
11, rue du Chemin-Vert et 14, rue Nicolas-Rayer.
A AUBERVILLIERS (93)
Contenance totale : 2.366 m2
MISE À PRIX : 700.000 FRANCS
S'adr. Me Ferrari, synd., 85, r. Rivoli ; Me de Sariac, avoc., 34, r. Bassano ; Me Labreiy, synd., 41, r. Dauphine ; Me Levet, adm. jud., 67, r. Victoire.

Etude de Me Charles REYNAUD, avoc., 7, av. de St-Cloud, 78000 Versailles.
Vente sur saisie aux plus offrants et derniers enchérisseurs.
L'adjudication aura lieu le 17 septembre 1975, à 10 heures.
En l'audience des Saisies Immob. du Tribunal de Gde Instance de Versailles, 3, place Louis-Barthou, salle ordinaire desdites audiences. EN DEUX LOTS :

Premier lot : UNE PROPRIÉTÉ sise à MAISONS-LAFFITTE
Nos 21 à 31, rue des Côtes (anciennement n° 5)
Comprenant : une maison d'habitation élevée sur s.-sol, r.-de-ch. et 2 étages, avec jardin d'agrément le long de la Seine et descente de bateaux dans la Seine, cad. section AK 76 pour 87.56 ares, section AK 81 pour 66.70 ares et AK 106 pour 23.16 ares.

Deuxième lot : UNE PROPRIÉTÉ sise à MAISONS-LAFFITTE
11, rue de la Maison-Neuve.
Comprenant : une maison d'habitation élevée sur s.-sol, r.-de-ch. et 1 étage, avec jardin, cadastré section AV n° 59 pour 21.55 ares.

SUR LA MISE A PRIX DE : PREMIER LOT : 500.000 FRANCS. DEUXIEME LOT : 150.000 FRANCS.
S'adresser pour tous renseignements : 1) Me Charles REYNAUD, poursuivant, 7, av. de Saint-Cloud, à Versailles (78), tél. 950-51-28 ; 2) Me AUDOUIN, notaire à Taverny, 2, rue de Paris ; 3) au Greffe du Tribunal de Grande Instance de Versailles ; 4) et sur les lieux pour visiter.

VENTE au Palais de Justice à Versailles, le mercredi 17 sept. 1975, à 10 h.

PROPRIÉTÉ « Le Bois Joli » à RAMBOUILLET
(Département des Yvelines)
1, rue de la Commerie
MISE à PRIX : 352.000 francs
S'adr. à Versailles S.C.P. R. et X. Salons, 19, r. Ste-Sophie ; Me Feschotte, avoc., 20, bd du Roi ; Me Lissarague, avoc., 2, impasse des Chevau-Légers.

COMPAGNIE INDUSTRIELLE DE L'ABEILLE

Lettre du président aux actionnaires de la société

Je vous adresse, sous ce pli, le bilan et les résultats consolidés des sociétés de votre groupe au 31 décembre 1974. Il aurait été souhaitable de présenter ces documents lors de votre dernière assemblée générale, mais vous savez qu'ils ne pouvaient être établis à cette date en raison des délais que réclame l'établissement des comptes chez certaines de vos filiales.

Les sociétés consolidées et les participations que vous détenez chez chacune d'elles, sont, à de rares exceptions près, les mêmes qu'en 1973 et les différences n'ont qu'un effet mineur. Il vous est ainsi loisible de comparer utilement les différents postes d'une année sur l'autre.

L'évolution de la Bourse au 31 décembre 1974 a conduit dans votre société, comme dans vos filiales, à appliquer les règles les plus rigoureuses pour les évaluations de votre portefeuille de valeurs, aux échéances des exercices respectifs. Les dépréciations constatées ont fait l'objet de dotations aux comptes d'amortissements et de provisions, lesquelles ont augmenté d'une année à l'autre de 52 millions de francs à 95 millions de francs. Par voie de conséquence, la « situation nette » s'est accrue seulement de 17 millions de francs et les résultats atteignent 28,9 millions de francs contre 41,5 millions de francs l'an passé.

Les imputations, parfois différentes, adoptées par le holding et par les sociétés consolidées pour le traitement des provisions pour fluctuation ou pour dépréciation des valeurs mobilières font que les montants portés aux deux postes « situation nette » et « résultats du groupe » doivent être groupés pour permettre une comparaison plus valable entre les deux exercices 1974 et 1973. Les totaux obtenus conduisent au rapprochement de deux sommes voisines de 452 millions de franacs en 1974 contre 448 millions de francs en 1973.

La valeur comptable unitaire de votre action calculée d'après les totaux rappelés ci-dessus, atteint 383 F, très sensiblement égale à celle de l'année précédente : 380 F. Bien entendu, ces estimations ne tiennent pas compte des plus-values non écriturées, toujours fort importantes notamment dans le compartiment immobilier.

La part bénéficiaire du groupe qui s'élève à 28,9 millions de francs, comprend la distribution du solde créditeur du compte de pertes et profits de votre holding, décidée par votre assemblée le 28 avril 1975, et le montant des bénéfices gagnés par vos filiales au cours de l'exercice 1974, lesquels deviendront disponibles en 1975, dans la mesure où les assemblées des sociétés concernées ont arrêté ou arrêteront leurs distributions au holding.

Au cours de l'exercice 1974, votre groupe a poursuivi sa politique d'expansion de ses activités industrielles. Il a acquis une participation de 10 % dans le capital de la Compagnie Optorg. Cette opération s'est faite par échange de titres Optorg créés à l'occasion d'une augmentation de capital de cette société, avec des titres de votre société, à hauteur de 4 % de votre capital ; ces derniers titres étaient détenus par la société de participations mobilières, contrôlée par des filiales de votre groupe. Les résultats de cet échange se révèlent, dès à présent, très satisfaisants.

Des prises de participations obtenues dans des conditions analogues peuvent nous intéresser dans l'avenir puisque nous ne pensons pas avoir atteint le terme de notre programme de diversification, mais il faut être en état de les mener à bonne fin lorsque les circonstances se présenteront. A cet effet, nous nous attachons à disposer, chez certaines sociétés animées par vos filiales, d'actions de votre holding, en vue de procéder à des échanges contre des titres représentatifs d'actifs nouveaux. Au 31 décembre dernier, le total des actions de votre holding ainsi détenues, était de 12,5 % de votre capital.

On peut noter que cette circonstance a pour effet d'élever la valeur comptable de votre titre à un montant supérieur à celui calculé d'après le bilan consolidé, pour autant que ces actions sont temporairement conservées.

A la date actuelle, il ne peut être question d'énoncer des prévisions chiffrées pour l'exercice en cours. Cependant, les informations qui nous viennent de vos filiales — encore que l'assemblée générale de la plus importante d'entre elles, les assurances Abeille et Paix, n'ait pas été tenue — nous laissent penser que leurs résultats seront dans l'ensemble à des niveaux comparables à ceux atteints l'an dernier. D'autre part, pour le moment, il semble que nous n'aurons pas à pratiquer des provisions aussi substantielles qu'à l'occasion de l'exercice précédent, pour ajuster les estimations de notre portefeuille de valeurs, ce qui devrait améliorer les résultats.

En ce qui concerne nos actifs, nous avons porté notre participation chez la Bakélite à 97 %, ce qui nous permet de disposer d'une base utile pour le développement de nos affaires dans le compartiment où opère cette filiale.

Telles sont les quelques données qu'il m'est loisible de vous communiquer. Elles ne sont pas, au total, défavorables.

BILAN CONSOLIDE AU 31-12-1974 comparé à celui du 31-12-1973

ACTIF

	1974	1973
Immobilisations en France (1)	815 016 000	649 631 000
Participations non consolidées (1) ..	177 550 000	173 748 000
Autres valeurs immobilisées en France et à l'étranger (1)	2 747 754 000	2 556 472 000
Part des réassureurs dans les provisions techniques	305 207 000	241 974 000
Valeurs d'exploitation ..	21 747 000	20 063 000
Valeurs réalisables à court terme ou disponibles :		
Placements	144 561 000	133 149 000
Créances diverses	914 819 000	772 078 000
Trésorerie	380 917 000	233 043 000
	5 507 511 000	4 780 158 000

PASSIF

	1974	1973
Capital	118 000 000	118 000 000
Réserves diverses	234 071 000	230 541 000
Différence de consolidation	71 032 000	58 004 000
SITUATION NETTE DU GROUPE	423 103 000	406 545 000
Intérêts hors groupe dans la situation nette consolidée	205 429 000	192 721 000
SITUATION NETTE DE L'ENSEMBLE	628 532 000	599 266 000
Provisions pour pertes et charges	73 909 000	33 676 000
Provisions techniques .... (en ce qui concerne l'activité Assurance)	4 170 131 000	3 561 806 000
Dettes à long et à moyen terme	206 319 000	166 811 000
Dettes à court terme	380 376 000	356 398 000
Résultat :		
Part du Groupe	28 892 000	41 554 000
Part des tiers	19 352 000	21 447 000
	5 507 511 000	4 780 158 000

(1) Dont représentation des provisions techniques pour l'activité assurance.

RESULTATS CONSOLIDES AU 31-12-1974 comparés au 31-12-1973

DEBIT

	1974	1973
Dépenses d'exploitation :		
Sinistres (paiements et provisions)	1 310 316 000	1 183 115 000
Commissions	346 519 000	311 076 000
Achats des sociétés industrielles	99 873 000	59 106 000
Stocks au début de l'exercice	29 063 000	10 740 000
Frais généraux	338 143 000	282 722 000
Impôts et taxes	23 857 000	20 566 000
Dotations aux amortissements et provisions	94 787 000	52 003 000
Impôt sur les bénéfices .	34 516 000	37 457 000
Résultat :		
Part du groupe	28 892 000	41 554 000
Part des tiers	19 352 000	21 447 000
	2 316 318 000	2 019 786 000

CREDIT

	1974	1973
Recettes d'exploitation :		
Primes acquises en assurances	1 785 934 000	1 617 495 000
Ventes des sociétés industrielles	204 148 000	138 676 000
Produits accessoires ..	40 732 000	36 917 000
Stocks en fin d'exercice .	21 747 000	20 063 000
Produits financiers	225 080 000	177 080 000
Profits sur exercices antérieurs et profits exceptionnels .... (nets des pertes de même nature)	38 677 000	29 555 000
	2 316 318 000	2 019 786 000

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Des assemblées générales vont être réunies en octobre prochain en vue de compléter et de renouveler les autorisations données au conseil d'administration en ce qui concerne la réalisation d'opérations financières.

La compagnie aura ainsi la possibilité d'émettre, au moment opportun, soit un emprunt obligataire de type classique, soit des obligations convertibles en actions, dans la limite d'une autorisation maximum de 400 millions de francs, afin d'assurer dans les conditions les plus appropriées, le financement du développement des activités du groupe au cours des prochaines années.

La compagnie n'envisage pas de procéder à une augmentation de capital en espèces.

HITACHI Ltd.

Comptes de résultats consolidés pour l'exercice 1974-1975

	1973-1974	1974-1975	Variations
	(en milliards de yens)		
Ventes nettes	1 632,4	1 807,6	+ 10,7 %
Prix de revient des ventes	1 189,4	1 369,3	+ 15 %
Résultat brut	443	438,3	
Frais commerciaux et généraux.	282,2	316,3	+ 12 %
Résultat d'exploitation	160,7	121,9	— 24 %
Profits divers	49,8	57,3	+ 15 %
Charges diverses	65,6	91,1	+ 39 %
Impôts	73,1	48,2	
Profits exceptionnels	16	—	
Bénéfice net	79,8	35,1	— 56 %

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'Oncle Sam retourne sa veste

(Suite de la première page.)

Le budget de la défense de 94 milliards de dollars, « *le plus faible depuis la guerre de Corée en 1951* », présenté par le président Ford au Congrès pour l'année 1976, ne s'en est pas moins trouvé critiqué et... amputé, malgré les admonestations du secrétaire à la défense, qui se lamente : « *En pourcentage du budget de l'Etat, celui de la défense est tombé à 16 %, le taux le plus bas depuis Pearl-Harbor. Depuis 1968, l'armée a été pour ainsi dire diminuée de moitié. D'après les derniers calculs de la C.I.A., dont je pense qu'ils sont plutôt sous-estimés, l'Union soviétique dépense de 20 à 25 % plus que les Etats-Unis pour sa défense...* » Et M. Schlesinger d'ajouter : « *A ce rythme, nous n'aurons bientôt plus guère à pondérer les avantages et les inconvénients de rentrer chez soi : ce sera un fait accompli... Mais qu'on ne s'y trompe pas. Si cela arrive, la part de l'effort national qui devra alors aller à la défense augmentera dramatiquement au lieu de diminuer. Nous deviendrons une économie fermée, ou pis une société fermée ; et, dans ces conditions, nous serons vite gagnés, avec la peur, par les caractéristiques des Etats-garnisons...* »

Les sénateurs démocrates libéraux, Kennedy, Cranston, McGovern..., ne s'en laissent pas conter pour autant. Ils reprochent au Pentagone de continuer à fonder ses hypothèses sur des guerres locales classiques, « *dont les Etats-Unis ne veulent pas et qu'ils ne peuvent pas gagner (2)* ». Néanmoins, comme nous l'a fait remarquer l'économiste en chef du magazine américain *Fortune*, M. Stanford Parker : « *Personne ne croit vraiment à la théorie des dominos au Congrès. Mais c'est comme avec Dieu quand on a péché : on ne sait jamais... Telles sont les limites de la réduction des efforts de défense...* »

L'appareil militaro-industriel

C'en est assez pour imposer des transformations sensibles à l'appareil militaro-industriel américain. Car, jusqu'aux sièges des grandes institutions financières américaines, certaines failles du système commencent à être reconnues. Sans parler de l'effet inflationniste des dépenses militaires, dénoncé depuis le début de la guerre du Vietnam (dont une partie du coût a d'abord été soigneusement tenue à l'écart du budget présenté par l'Etat), c'est la détérioration de la capacité productive et de la compétitivité américaine à moyen terme qui est reprochée à la défense.

Un exemple : depuis la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis ont dépensé plus de 200 milliards de dollars en recherche et en développement. Sur ces 200 milliards, 80 % ont été consacrés à la défense, à l'espace et à l'Agence de l'énergie atomique. Qu'a-t-on fait pour le reste ? Peu. Il y a bien eu le « boom » de l'électronique. Mais celui-ci s'est traduit par un engouement momentané pour des entreprises « de pointe » travaillant à des programmes sophistiqués en liaison avec le gouvernement, tandis que l'industrie américaine de la radio et de la télévision, par exemple, devait s'incliner devant la concurrence étrangère, plus compétitive à la production, et mieux adaptée aux besoins civils : facteur de chômage parmi d'autres.

De 1967 à 1969, pour un dollar investi aux Etats-Unis en usines, équipements et constructions en tout genre, 52 cents ont été dépensés à des fins militaires. Un même calcul fait apparaître une dépense de 14 cents sur un dollar en Allemagne fédérale et de 2 cents au Japon..., or il s'agit de deux concurrents directs de l'industrie américaine. En 1970 le total des actifs accumulés par les Etats-Unis à des fins militaires représentait une valeur de l'ordre de 214 milliards de dollars, alors que le total des actifs des entreprises manufacturières américaines était de 554 milliards : 38 % c'était beaucoup.

Les effets d'échelle étant ce qu'ils sont, il n'y a encore que sept pays dans le monde (mis à part les Etats-Unis) dont le P.N.B. total dépasse les quelque 90 milliards de dollars que représente le budget annuel américain de la défense : l'U.R.S.S., le Japon, l'Allemagne fédérale, la France, la Grande-Bretagne, la Chine et l'Italie. On n'imagine de quel poids ce budget militaire pèse toujours malgré tout, outre-Atlantique, sur l'économie. Chaque année, les entreprises américaines comptent sur une trentaine de milliards de dollars de commandes militaires.

Le reproche principal qui commence à leur être fait ouvertement — ce n'est pas le moins paradoxal — est de contribuer à saper le « *free enterprise system* », autrement dit le système de concurrence américain, celui précisément... que les commandes militaires sont faites pour défendre. En effet, les « *méthodes de gestion rationnelle* » de la défense, développées notamment sous l'impulsion du président Kennedy et de M. Robert McNamara, ont débouché sur l'existence de tout un secteur nouveau d'économie « *dirigée* » obéissant à des jeux de critères spécifiques à l'armée. Le département de la défense, en somme, a sa propre politique industrielle, parallèle et quelque peu indépendante de celle du marché. Les dirigeants d'entreprise en tirent leurs conclusions : c'est ainsi que sont apparues nombre de sociétés qui ont en quelque sorte pour règle « *la maximisation des coûts* » afin d'obtenir le maximum de subsides, et nombre de laboratoires de recherche « *dont la vocation n'est pas de trouver, mais de se perpétuer* ».

Ce que les effets de l'économie militaire peuvent avoir d'arbitraire, et parfois d'aberrant, apparaît par exemple dans le cas de la firme General Dynamics, qui vient de remporter des succès en chaîne avec son avion F-16. Voici une entreprise qui se trouvait en quasi-déconfiture il y a cinq ans, lorsque son nouveau président, M. David S. Lewis, arriva. Ses chantiers navals de Quincy, dans le Massachusetts, et ses usines de missiles de Pomona, en Californie, étaient dramatiquement déficitaires ; sa filiale de micro-films informatisés, Stromberg-Carlson Corp, avait fait 6,5 millions de dollars de pertes sur un chiffre d'affaires de 2,2 milliards dans l'année. Les banquiers commençaient à s'interroger... Or voici que « GD » bat la Northrop Corporation (qui ne manque pas non plus de problèmes) dans la compétition pour fournir six cent cinquante avions d'une valeur de 4,3 milliards de dollars à l'US Air Force. Du coup, cette commande en entraîne d'autres (une quinzaine de milliards de dollars) de la marine, des pays membres de l'OTAN (qui repoussent en Europe le Mirage F1), puis du Proche-Orient, du Canada, etc. Une « *histoire de Cendrillon* », comme dit M. Lewis lui-même.

L'exportation d'armes : un dérivatif

Malgré cela, et malgré les riches possibilités de sous-traitance qui existent aux Etats-Unis, l'industrie aéronautique américaine est loin de « tourner » à plein. Elle n'utiliserait actuellement que 70 % de ses capacités de production. « *Il y avait 1 403 000 personnes dans cette industrie en 1968. Il n'y en a plus que moins de 946 000 d'après les statistiques de décembre dernier. Beaucoup de gens sont partis d'eux-mêmes avant qu'on ne les renvoie, mais le taux de chômage reste élevé* », nous a dit M. Scaggs, l'économiste de la fédération des industries aéronautiques.

Dans bien des cas, les débouchés militaires sauvent des situations, non seulement dans l'industrie aéronautique, mais aussi dans... l'automobile, dans la construction navale, etc. De nouvelles chaînes de montage de chars d'assaut ont été mises en place chez Chrysler et d'autres constructeurs automobiles participent au programme de redressement de la capacité de production de tanks du pays, considérée comme insuffisante jusqu'ici puisqu'elle n'était « *que de l'ordre de six cents par an* ».

L'exportation de matériels fournit donc pour l'instant un dérivatif, et une transition bienvenue. Premier pays exportateur d'armes du monde, devant l'Union soviétique et la France, les Etats-Unis ont vu leurs ventes passer de 3,8 milliards de dollars en 1973 à 8,3 milliards (dont 3,7 pour la seule aviation) l'année dernière, et probablement à quelque 12 milliards pour l'année en cours.

Officiellement, il n'y a pas là de but avoué. « *Les Etats-Unis ne sont pas un marchand de canons* », nous a-t-on dit et répété, mettant en évidence à quel point l'administration américaine essaie — au grand dam des industriels — de se désintéresser autant que possible des ventes directes d'armes à l'étranger, qui lui attirent trop de demandes de crédits bonifiés ou d'aides diverses. Un contrôle de sécurité sur la nature des matériels échangés lui suffit... sauf pour les grands marchés stratégiques du type « marché du siècle ».

La doctrine officielle du département d'Etat est désormais de faire mieux avec moins de moyens... Avec moins d'hommes d'abord. L'amélioration de la gestion du personnel dans l'armée va jusqu'à faire l'objet d'études de cas méthodologiques dans *Business Week*. L'industrie, qui a toujours suivi dans une certaine mesure l'évolution des techniques de gestion militaires, s'apprête ainsi à apprendre de nouvelles leçons. Les méthodes de production les plus sophistiquées, la folie de la recherche et du développement lui sont venues de l'armée. Et c'est maintenant l'armée qui préconise « *de nouvelles méthodes permettant la réduction des coûts* », tel le projet ACE (Acquisition cost evaluation) de l'U.S. Air Force, qui a abouti à reconnaître — grossièrement résumé — que le problème est désormais moins de chercher de nouvelles techniques que de savoir mieux utiliser celles qu'on connaît déjà...

Cela explique le virage pris par les grands laboratoires de recherche américains, qui changent hardiment leur fusil d'épaule et passent aux domaines les moins explorés, ceux de l'avenir : les sciences humaines et la vie sociale. Le budget de la recherche spatiale a diminué de moitié en dix ans (de 6 à 3 milliards de dollars par an environ). La recherche militaire est stagnante, compte tenu de l'inflation. Et le budget atomique a sérieusement été amputé du côté militaire, puisque sur les 3 milliards consacrés à la recherche d'Etat sur l'énergie, les deux tiers vont maintenant à des recherches civiles et à des sources d'énergie autres que l'atome. En outre, à côté de la recherche d'Etat, la recherche privée, qui met en jeu des sommes doublant à peu près l'effort national, se diversifie encore plus.

« *Les Etats-Unis consacrent 5 à 6 % de leur produit national brut à la recherche et au développement depuis des années* », nous a dit M. Charles A. Zraket, « senior vice-président » de la Mitre, l'un des laboratoires les plus en vue, qui emploie mille quatre cents personnes. « *Aussi bien en valeur absolue qu'en valeur relative, c'est beaucoup plus qu'aucun pays du monde. Nous sommes donc capables de redresser spectaculairement la barre dans des domaines nouveaux.* » Cependant le président Ford lance déjà une mise en garde : « *Si les transferts sociaux continuent à progresser à leur rythme actuel* — environ 9 % par an au cours des vingt dernières années — *la moitié des Américains feront vivre l'autre moitié en l'an 2000...* »

JACQUELINE GRAPIN.

Prochain article :

LE RÉARMEMENT SOCIAL

(2) *Le Monde* du 4 juin.

LE CHOMAGE N'AUGMENTE PLUS AUX ÉTATS-UNIS

Le plan de relance français est annoncé alors que la situation économique de nombreux pays industrialisés est encore incertaine, sauf peut-être aux Etats-Unis où la reprise se confirme. L'inflation se poursuit : selon l'O.C.D.E., les prix ont augmenté en juin et en juillet dans les pays occidentaux.

Le taux de chômage est resté stable aux Etats-Unis au mois d'août, se maintenant à 8,4 % de la population active, soit 7,8 millions de personnes, indiquent les dernières statistiques publiées par l'administration américaine. Ces chiffres, qui n'ont pas varié entre juillet et août, ont surpris les experts officiels qui s'attendaient à un nouveau gonflement du nombre des sans-emploi.

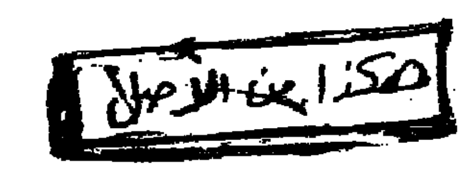
L'augmentation des prix de *gros*, qui ont progressé le mois dernier de 0,8 %, indique que la reprise s'accompagne de nouvelles pressions inflationnistes. La hausse des prix s'est cependant ralentie par rapport au mois précédent durant lequel elle avait été de 1,2 %.

BELGIQUE : 6,6 % de la population active sans emploi.

Avec 174 000 chômeurs complets recensés fin août (2 100 de plus que fin juillet), le taux de chômage atteint en Belgique 6,6 % de la population active ; en un an le nombre des chômeurs a augmenté de 80 %.

ALLEMAGNE : légère amélioration.

Le chômage a très légèrement baissé au mois d'août en Allemagne fédérale. Le nombre des sans-emploi s'est situé à 1 031 000, inférieur de 4 100 à celui de juillet, ce qui représente toujours 4,5 % de la population active. En fait, ce faible recul provient des travailleurs étrangers (3 900 chômeurs en moins), dont un certain nombre sont retournés chez eux. Toutefois, le chômage partiel, qui touche 541 400 personnes, a sensiblement diminué. — *(A.F.P.)*



LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-ÉMISSIONS

Stabilisation des taux

.. — La stabilisation des taux ... à court terme s'est pour... durant la semaine écoulée, ... aux Etats-Unis que sur le ... monétaire international. ...lement, le marché euro-obli... a continué à faire preuve ... intense activité : 115 millions ...lars d'émissions nouvelles ont ...ciellement annoncés, ce qui ... avec les quelque 50 millions ...lars d'autres projets suscep... d'être lancés dans les jours ...nnent, à un demi-milliard de ... le volume nouvellement émis ...rs des seules deux dernières ...es. Il faut toutefois se garder ...ir une relation de cause à ...ntre l'arrêt à la hausse des ... court terme et la présente ... euro-obligataire. D'une ...la stabilisation des taux est ... trop récente pour qu'on soit ... qu'elle puisse durer long... ; d'autre part, le marché inter...al des capitaux met toujours ...tain temps à réagir à l'actua... e serait-ce que par suite du ... techniquement nécessaire pour ...re une émission.

... cette conjoncture, on peut ...s craindre que l'afflux d'euro-...ns nouvelles n'engendre rapi...t un état de congestion comme ...ché en a connu beaucoup dans ...sé.

... chute sensible des taux sur ... franc à court terme qui s'est ...te au cours des dernières ...es devrait maintenant per... d'envisager une réouverture ...missions internationales en ... français. L'euro-franc à six ... qui se situe maintenant à ...% , a retrouvé un niveau ...ire à celui de l'euro-dollar. Sur ..., l'euro-franc oscille autour ...aux central de 9 %. La bonne ... de la balance des paiements ... France et les mesures de re... dont on espère un impact ...ement inflationniste mettent ...naie française dans une pers... favorable. On devrait savoir ... quinze jours si, et quand, les ...lers ont définitivement décidé ...ommencer à lancer des euro-...ons en francs. Mais, cette ..., tout laisse à penser qu'elles ... plus espacées qu'au cours du ...r semestre afin de conserver ... secteur le meilleur environne... possible.

...RS DU DOLLAR A TOKYO

	5-9	8-9
...r (en yens) ...	297 83	297 93

...ux du marché monétaire

...s privés .... 7 %

LONDRES

Irrégulier

Le marché, ce lundi, fait preuve d'indécision et l'activité est très réduite. Les industrielles perdent quelque pence, de même que les pétroles et les mines d'or.

VALEURS	CLOTURE 5/9	COURS 8/9
War Loan 3 ½ %......	28 1/2	28 9/16
Beechams	386 ...	385 1/2
British Petroleum	548 ...	537 1/2
Shell	344 ...	341 1/2
Vickers	138 ...	129 .
Imperial Chemical	288 ...	274 ..
Courtaulds	138 ...	127 ...
De Beers	307 ...	302 1/2
*Western Holdings	31 1/4	32 1/8
Rio Tinto Zinc Corp. ...	163 ...	165 .
*West Driefontein	38 3/4	39 1/8

(*) En livres.

OR (ouverture) (dollars) : 162 75 contre 163 25

NOUVELLES DES SOCIETES

PONT-A-MOUSSON S.A. — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1975 : 1 450 millions de francs contre 1 156 millions de francs.

BRITISH PETROLEUM COMPANY LIMITED. — Chiffre d'affaires du premier semestre 1975 : 4 435,4 millions de livres sterling contre 4 580,5 millions de livres sterling.

Résultats nets du groupe pour le premier semestre 1975 : 79,3 millions de livres sterling contre 207,1 millions de livres sterling, soit 20,5 pence par action ordinaire contre 98,9 pence.

PRIMISTERES. — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1975 : 455 millions de francs contre 416 millions de francs.

BAYER. — Bénéfice avant impôts du premier semestre 1975 : 225 millions de deutschemarks contre 489 millions de deutschemarks.

BOWATER CORPORATION LTD. — Bénéfice avant impôts : 25,8 millions de livres contre 27,4 millions de livres (8,3 pence par action contre 10,4 pence).

COPPERWELD. — La société, qui a fait l'objet d'une offre publique d'achat par la société Imétal, a décidé de porter l'affaire devant les tribunaux en invoquant la loi anti-trusts à l'encontre du groupe français.

CARREFOUR. — Chiffre d'affaires T.T.C du premier semestre 1975 : 2 581,46 millions de francs contre 2 125,77 millions de francs (+ 21,4 %).

SEFIMEG. — Recettes du premier semestre 1975 : 35,75 millions de francs contre 31,85 millions de francs (+ 11 %).

B. A. L. O.

Le *BALO* du 8 septembre publie notamment les insertions suivantes :

Groupement pour le financement des ouvrages de bâtiment, travaux publics et activités annexes (G.O.B.T.P.). — Emission d'un emprunt obligataire d'un montant nominal de 580 millions de francs (580 000 obligations de 1 000 F), intérêt annuel de 10,90 %, amortissables en dix ans.

C.E.M. (Compagnie électro-mécanique). — Emission d'un emprunt obligataire de 56 millions de francs, 500 000 obligations de 112 F, convertibles en actions à tout moment à partir du 1er janvier 1977, au gré des porteurs, à raison d'une action pour une obligation.

Verreries du Puy-de-Dôme. — Emission à 82 F et cotation de 131 040 actions de 75 F, trois actions nouvelles pour cinq actions anciennes, jouissance 1er octobre 1975, portant le capital de 16 380 000 F à 26 208 000 francs.

Société générale de banque. — Emission à 2 500 francs belges d'un minimum de 823 829 actions nouvelles et d'un maximum de 910 068 actions nouvelles sans valeur nominale, portant jouissance 1er octobre 1975.

Cotation éventuelle des 9 991 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, provenant de la conversion d'obligations 6,50 % 1969 de 3 400 francs belges.

Certificats pétroliers

Société nationale des pétroles d'Aquitaine. — Insertion faite en vue de la cotation des nouveaux certificats pétroliers créés à la demande de l'ERAP et à attribuer gratuitement à raison d'un certificat pétrolier nouveau pour cinq certificats pétroliers Société nationale des pétroles d'Aquitaine anciens possédés.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

	4 sept.	5 sept.
Valeurs françaises ..	132,6	132,3
Valeurs étrangères ..	125,5	125

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	75,6	75,6

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Modalités	Derniers cours
Recamat	3 p. 1	.. ..

BOURSE DE PARIS — 5 SEPTEMBRE — COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
....	38 20	2 795	France (La).......	397	381 ..	Séquanaise Banq.	217 ..	218 ..	Un. Imm. France.	112 50	112 50
....	58 50	2 973	Préservatrice S.A.	360 ..	360 ..	SLIMINCO.......	144	143 ..			
...920-1950..	135 50	2 973	Prévoyance......	1096 ..	1100 ..	Sté Cent. Banque	71 50	71 50	Acier Investiss..	103 50	104 ..
...ort. 45-54	75 60	0 296	Protectrice A.I.R.	C237	240 ..	SOFICOMI.......	135 10	136	Gestion Sélect...	207	208 ..
[illegible]											

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]											

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]											

HORS COTE

OBLIG. ECHANG.

SICAV

*Cours précédent

...e tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote ...ète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer ...les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
4,50 % 1973	537 50	535 ..	535 50	538 50	708	Eaux (C.G.)...	715	705	703 ..	695
C.N.E. 3 %..	1217 ..	1222	1222	1220 .	103	Electro-Méc..	102	102 10	102 20	100 10
[illegible]										

* VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. : demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 5/9	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 404	4 414	4 40
Canada ($ can. 1)	4 273	4 282	4 23
Allemagne (100 DM)	170 960	171 100	170 .
Belgique (100 fr.)	11 458	11 461	11 07
Danemark (100 krd.)	73 920	74 020	73 50
Espagne (100 pes.)	7 545	7 561	7 48
Grande-Bretagne (£ 1) ...	9 315	9 320	9 31
Italie (1 000 lires)	6 577	6 585	6 75
Norvège (100 krn.)	80 120	79 870	77 50
Pays-Bas (100 fl.)	167 080	167 300	166 14
Portugal (100 esc.)	16 630	16 560	11 50
Suède (100 krs.)	101 020	101 020	100 25
Suisse (100 fr.)	164 510	164 525	164 ..

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5/9
Or fin (kilo en barre)	22250 .	22150 ..
Or fin (kilo en lingot)	22350 ..	22240 .
Pièce française (20 fr.) ..	249 10	249 70
Pièce française (10 fr.) ..	170 90	172 .
Pièce suisse (20 fr.)	224 60	223 60
Union latine (20 fr.)	209	209 80
Souverain	216	216 50
Pièce de 20 dollars	1076	1076 20
Pièce de 10 dollars	533	532 ..
Pièce de 5 dollars	349 80	.. ..
Pièce de 50 pesos	883 ..	888 50
Pièce de 10 florins	202 50	205 50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A · C D E F G H

REFUSANT DE RECEVOIR LE NOUVEL ÉMISSAIRE FRANÇAIS

Les autorités tchadiennes entendent « ne pas se laisser forcer la main » dans l'affaire Claustre

M. René Journiac, conseiller technique à l'Elysée, nouveau négociateur français dans l'affaire de l'enlèvement de Mme Claustre, a quitté dimanche matin 7 septembre la capitale tchadienne pour Paris sans avoir pu rencontrer le général Malloum, chef de l'Etat. M. Journiac était arrivé à N'Djamena dans la nuit de vendredi à samedi. Il était chargé de négocier, en accord avec les autorités tchadiennes, la libération de Mme Claustre et de son époux, détenus par les rebelles Toubous du Tibesti. La détention de Mme Claustre dure depuis seize mois, et ses ravisseurs ont menacé de la fusiller le 23 septembre si leurs exigences n'étaient pas satisfaites. L'Elysée a refusé ce lundi de commenter le refus essuyé par M. Journiac afin « *de conserver à la négociation toutes ses chances d'aboutir* ».

Dans un éditorial radiodiffusé dimanche à N'Djamena, M. Bealloum Touade, porte-parole du Conseil supérieur militaire tchadien, a accusé les « *journaux français* » de « *tenter de discréditer le régime* ». Selon M. Touade, l'objectif de cette « *campagne d'intoxication et de mystification* » est de satisfaire « *certains groupes d'intérêt qui veulent profiter de la conjoncture pour brouiller les cartes et s'implanter plus solidement au Tchad* ». Le texte soulignait enfin que le Conseil supérieur militaire, « *qui n'a jamais caché son souci pour le sort de Mme Claustre, n'entend pas se laisser forcer la main* ».

Jeune Afrique réaffirme que l'avion qui avait amené au Tibesti trois reporters de l'agence Gamma transportait des armes, « *mais sans les munitions* ». Celles-ci « *ne correspondaient pas en tout cas à la commande faite par le chef rebelle Hissene Habre* ». Cette information avait été catégoriquement démentie aussi bien par l'agence Gamma que par les autorités françaises, qui ont toujours nié avoir livré des armes aux Toubous (*le Monde* du 25 juillet). *Jeune Afrique* assure aussi que « *les révolutionnaires du Tibesti* » avaient remis à M. Claustre de l'argent « *pour couvrir les frais de ses voyages et acheter des armes.* » Selon l'hebdomadaire, c'est parce qu'il aurait échoué dans cette mission qu'il aurait été retenu prisonnier.

Selon la « Frankfurter Rundschau »

LA BUNDESWEHR FORMERAIT DES OFFICIERS CHILIENS

(*De notre correspondant.*)

Bonn. — Les écoles de l'armée allemande forment-elles des officiers chiliens ? S'appuyant sur des déclarations de soldats de la Bundeswehr, la *Frankfurter-Rundschau* (libéral de gauche) l'affirme. Un lieutenant des forces armées chiliennes va participer, à partir du 1er octobre prochain, à un cours de l'académie de Hambourg-Blankenese. Pour se préparer à cet enseignement, destiné « *aux cadres moyens* », il est actuellement dans un commando de la première brigade de la première division militaire.

Le ministère fédéral de la défense n'exclut pas que d'autres officiers du général Pinochet participent à des stages de la Bundeswehr, ouverts à des pays non membres de l'OTAN. Des militaires sud-coréens, iraniens, brésiliens, argentins, soudanais, suisses et japonais sont actuellement entraînés par l'armée allemande. L'acord avait été conclu avant le putsch de septembre 1973 et n'a pas été dénoncé.

M. Georg Leber, ministre de la défense, s'est cependant montré surpris. Il a déclaré, le dimanche 7 septembre, avoir appris par la presse la présence d'officiers chiliens dans la Bundeswehr et a ordonné une enquête. « *Je ne forme aucune bande d'assassins* », a-t-il dit, reprenant une expression utilisée, l'année dernière, par son collègue de la recherche scientifique, M. Matthoefer, à l'intention de la junte chilienne.

D. V.

« HISTOIRE D'O » SAISIE EN BELGIQUE

Bruxelles (*A.F.P.*). — Le parquet de Bruxelles a ordonné la saisie dans les librairies de la capitale de tous les exemplaires du roman de Pauline Reage, *Histoire d'O*, livre interdit à la vente en Belgique en vertu d'un arrêté royal de 1965, apprend-on de source judiciaire.

Vendredi, les gendarmes belges ont donc procédé à la saisie d'environ deux cents exemplaires du roman. Cette décision, assure-t-on de même source, est en rapport direct avec la publication, cette semaine, par *l'Express* de la « véritable *Histoire d'O* ».

L'édition internationale de l'hebdomadaire que dirige M. Jean-Jacques Servan-Schreiber comporte, à la place du livre, un roman chinois.

Le numéro du « Monde » daté 7-8 octobre 1975 a été tiré à 503 685 exemplaires.

Aux Sables-d'Olonne

UNE JEUNE MILITANTE COMMUNISTE EST TORTURÉE PAR TROIS INCONNUS

Une jeune militante communiste des Sables-d'Olonne (Vendée), Mlle Magali Burgaud, vingt ans, employée de bureau, a été enlevée le 3 septembre par trois hommes circulant en voiture, qui l'ont relâchée après l'avoir torturée. La jeune fille a déposé une plainte contre X... au commissariat des Sables-d'Olonne.

Mlle Burgaud se promenait dans le centre de la ville lorsqu'un inconnu la contraignit à monter dans une voiture qui s'était arrêtée à sa hauteur. Les trois hommes, paraissant âgés de vingt-cinq à quarante ans, devaient arrêter leur véhicule quelques kilomètres plus loin, dans un endroit désert sur le bord de la mer. Là, tandis qu'un de ses ravisseurs déchirait sa carte de membre du parti communiste et qu'un autre l'immobilisait et la bâillonnait, le troisième tatouait à l'aide d'une cigarette allumée les lettres « P. C. » sur l'avant-bras gauche de Mlle Burgaud. Puis cette dernière fut à nouveau jetée dans la voiture, qui la déposa devant le domicile de ses parents.

Mlle Burgaud, inscrite au parti communiste depuis un an, ne s'explique pas les raisons de cette violence. Elle avait mené l'an dernier, sur les plages de la région, une campagne de dénonciation de l'exploitation des jeunes gens dans les travaux saisonniers. La fédération de Vendée du parti communiste, qui a rendu les faits publics, estime, dans un communiqué, que cette agression « porte la marque de l'extrême droite vendéenne ».

M. Serge Béhar est élu grand maître du Grand-Orient de France

Le convent du Grand-Orient de France (la plus importante des obédiences maçonniques françaises par le nombre de ses adhérents) devait terminer ses travaux ce lundi 8 septembre (*le Monde* du 4 septembre). Dimanche, les délégués des quatre cent cinquante-six loges, réunis à Paris, ont élu le bureau du conseil de l'ordre et le nouveau grand maître.

Le grand maître « sortant », M. Jean-Pierre Prouteau, se retirait car il était parvenu au terme d'un mandat non renouvelable, ayant appartenu trois années consécutives au conseil de son obédience. Un seul candidat à sa succession s'est présenté, M. Serge Béhar, qui a été élu par 28 voix et 5 bulletins blancs.

Les débats politiques qui ont préludé à la tenue du convent ont suscité un certain émoi parmi les délégués des loges. La sympathie pour M. Giscard d'Estaing prêtée au grand maître sortant comme le regroupement de certains membres du P.S. derrière M. Roger Leray, président de la commission des affaires économiques et sociales du Grand-Orient, ont fait craindre, notamment aux plus jeunes parmi les maçons, un retour vers des arbitrages politiques au sein de l'obédience de même nature que ceux qui ont existé lorsque les grands choix du pays se décidaient à l'Assemblée nationale.

On constate en effet que le Grand-Orient a connu un recrutement relativement important dans les années qui ont suivi les événements de mai 1968. Les jeunes qui ont fait cette option ont favorisé, à la base de l'obédience, le développement d'un courant hostile aux engagements politiques marqués de l'ordre et privilégiant les recherches ésotériques. C'est sans doute, en partie, grâce à cette évolution que M. Jean-Pierre Prouteau a pu amorcer un glissement politique du Grand-Orient au nom même de la neutralité maçonnique, par exemple en évitant que l'ordre ne prenne position lors de la dernière élection présidentielle.

L'élection de M. Serge Béhar devrait confirmer cette évolution, d'autant que le nouveau grand maître a moins de préoccupations politiques que les prédécesseurs de M. Prouteau, MM. Fred Zeller et Jacques Mitterrand, l'un et l'autre clairement engagés à gauche.

[Agé de cinquante-deux ans, M. Serge Béhar a été grand maître adjoint du Grand-Orient, en 1970, aux côtés de M. Jacques Mitterrand. Il était, jusqu'au convent, « grand orateur » de l'obédience. Médecin phtisiologue, il a publié plusieurs œuvres littéraires et scientifiques, notamment un essai sur « l'Univers médical de Marcel Proust ». M. Béhar est, d'autre part, conseiller artistique du Théâtre national de Chaillot.]

Le Conseil supérieur des agents de rech[erches] veut moraliser la profession de détec[tive]

« *Nous voulons être les purs et durs de la profession.* » C'est en ces termes « *révolutionnaires* » que M. Christian Borniche, fils de l'ancien policier, l'auteur de *Flic Story*, a présenté, le 6 septembre, le nouveau Conseil supérieur des agents de recherches, né des efforts de deux organisations de détectives privés : la Société française des détectives et le Conseil interdépartemental professionnel des agents de recherches et d'enquêtes.

Une tâche ardue attend le Conseil, ses promoteurs eux-mêmes estimant que, sur deux cent cinquante détectives exerçant ouvertement, les trois quarts sont des escrocs ou des incapables. L'absence de réglementation explique pour une large part la présence d'éléments ma[...] dans la profession. La [...] relative au métier date [...] et ne prévoit aucun c[...] n'importe qui — sauf [...] fonctionnaire de police, [...] solliciter l'accord de [...] nistration — peut s'i[...] détective.

Comment s'étonner [...] éléments douteux, appâ[tés ...] ment par le gain, recou[rent ...] procédés honteux pour [...] à leurs fins ? Certains [...] dans leur publicité, en [...] listes du divorce » (e[n contra]vention avec la loi [...] de telles pratiques). D'[...] courent à des méthodes [...] — écoutes téléphoniqu[es] — en principe prohibé[es ...] tant les obscurités du [...] qui n'a jamais établi l[...] matériels d'écoutes inte[...] vente, à l'importation [...] ploi.

Sans aller jusqu'à [...] naissance d'un statut d'[...] de justice, les membres [...] souhaitent qu'une inter[...] l'Etat épure la corpo[ration ...] un strict contrôle de c[...] et de moralité. Une [...] de loi, en cours d'é[...] depuis deux années, [...] déjà l'obtention [...] grande rigueur, mais [...] de donner entièrement [...] tion aux intéressés : le [...] connaissances retenu [...] d'études) est, assuren[...] insuffisant, alors que l[...] leur apparaîtrait comm[e ...] nimum.

LE P.C. DÉFEND LA CRIMINALITÉ affirme M. Poniatowski

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, a déclaré lundi à Nice qu'il s'étonnait « que le parti communiste défende la criminalité comme il défend déjà le désordre, l'agitation et la délinquance ». Le ministre a fait cette déclaration à l'issue d'une cérémonie au cours de laquelle il a décoré les deux policiers de la brigade anti-commando de Marseille, qui avaient accepté de servir d'otages, mardi dernier, au gangster Guy Tchalian, retranché dans une succursale du Crédit lyonnais à Nice.

Le ministre répondait ainsi à un récent communiqué de la fédération des Alpes-Maritimes du parti communiste, qui avait qualifié la fin de Guy Tchalian de « mise à mort ».

Les élus communistes avaient fait savoir qu'ils n'assisteraient pas à la remise de décorations par le ministre de l'intérieur.

● *M. François Ceyrac*, président du C.N.P.F., a annoncé, samedi 6 septembre à R.T.L., qu' « *une circulaire sera envoyée prochainement aux chefs d'entreprise, leur demandant de donner aux mères de famille la possibilité de se libérer de leur travail, le jour de la rentrée des classes, le temps de conduire les écoliers jusqu'à leur classe* ».

Privés de scru[...]

On l'avait surnomm[é ...] James Bond des Yveli[nes ...] réussissait toutes les af[faires ...] ses clients lui confiai[ent ...] un jour, ce brillant [...] s'est retrouvé en priso[n ...] mieux réussir sa derniè[re ...] — un adultère — il av[...] de fausses fiches d'hôte[l ...] tié l'an dernier, il a, [...] repris ses activités.

Les dossiers du Cons[eil supé]rieur des agents de re[cherches] regorgent de cas sembla[bles ...] autre professionnel [...] exerçant en région pari[sienne ...] été condamné pour ten[tative de] viol et traite des blan[ches ...] vient d'ouvrir une écol[e de dé]tectives. Un autre encor[e ...] d'enquêter sur des vols [...] magasin, est parti avec [...] (90 000 francs). Celui-là [...] rapide fortune en se fa[isant re]mettre, sans reçu et en [...] des « provisions » p[our des] enquêtes qu'il ne faisai[t ...] et celui-ci à la tête c[...] plus grands cabinets [...] assure une partie de so[n chiffre] d'affaires en recherchan[t ...] le compte des proxéné[tes ...] protégées qui tentent [...] échapper.

D'autres, enfin, se sont [spécia]lisés dans le chantage et [l'extor]sion de fonds, opérant a[vec une] surprenante impunité. « [Nous ne] sommes pas loin de cro[ire cer]tains bruits qui courent [...] entendre que ces gens s[ont pro]tégés, faisant partie d'or[ganisa]tions telles que le s[...] défunt SAC, explique-t[-on au] Conseil supérieur des ag[ents de] recherches. Ils ne sont [...] lement discrets, d'ailleu[rs, ne] craignant pas de montr[er leurs] cartes à l'appui de leur[s ...] tardises. » — J. Sn.

Après avoir pris deux [...]

DEUX BANDITS SE FONT REMETTRE 770 [000 F] PAR LE DIRECTEU[R] D'UN GRAND MAGA[SIN] D'ANNECY

Une agression qui a rap[porté à] ses deux auteurs 770 000 F [...] 40 % en chèques bancaires [...] taux — a été commise, [...] soirée du samedi 6 septem[bre ...] magasin à grande surfac[e ...] refour d'Annecy. En premi[er lieu] les bandits ont enlevé à s[on do]micile de Seynod, dans l[a ban]lieue d'Annecy, le direct[eur de] l'établissement, M. Jean [...] trente-six ans. Puis, vers 2[...] l'épouse et l'enfant de M. [...] étaient séquestrés dans un[e pièce] de l'appartement sous la [garde] d'un des malfaiteurs, l'au[tre se] faisant conduire par le di[recteur] jusqu'au magasin qui ven[ait de] fermer. Les deux hommes [...] rent au moment où sort[ait le] chef caissier, M. Robert Ge[...] bandit se fit alors ouvrir le[s cof]fres par M. Duclos et son ca[issier] puis, après s'être empar[é des] chèques et espèces, il repri[t, avec] ses deux otages, le chemin [de la] résidence du directeur. C[...] fut peu après libéré avec l[e] caissier, et les deux malfa[iteurs] s'enfuirent dans la propre v[oiture] de M. Duclos.

